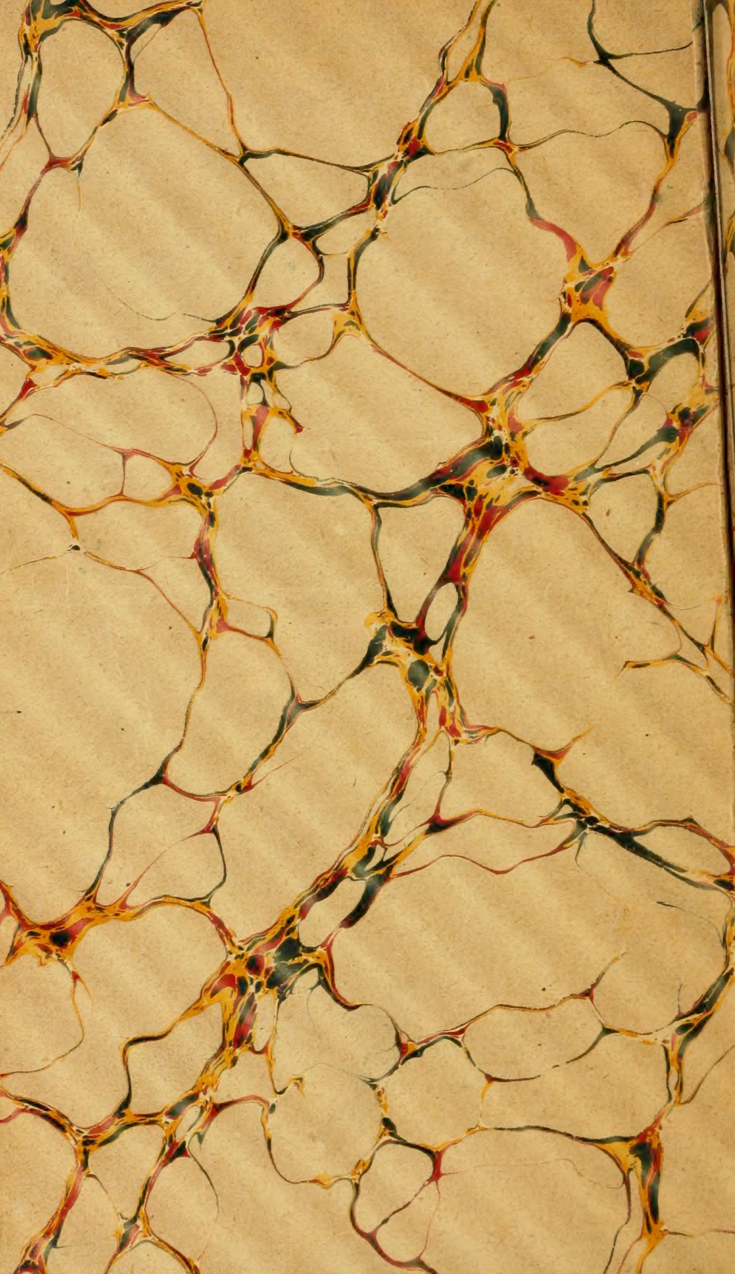
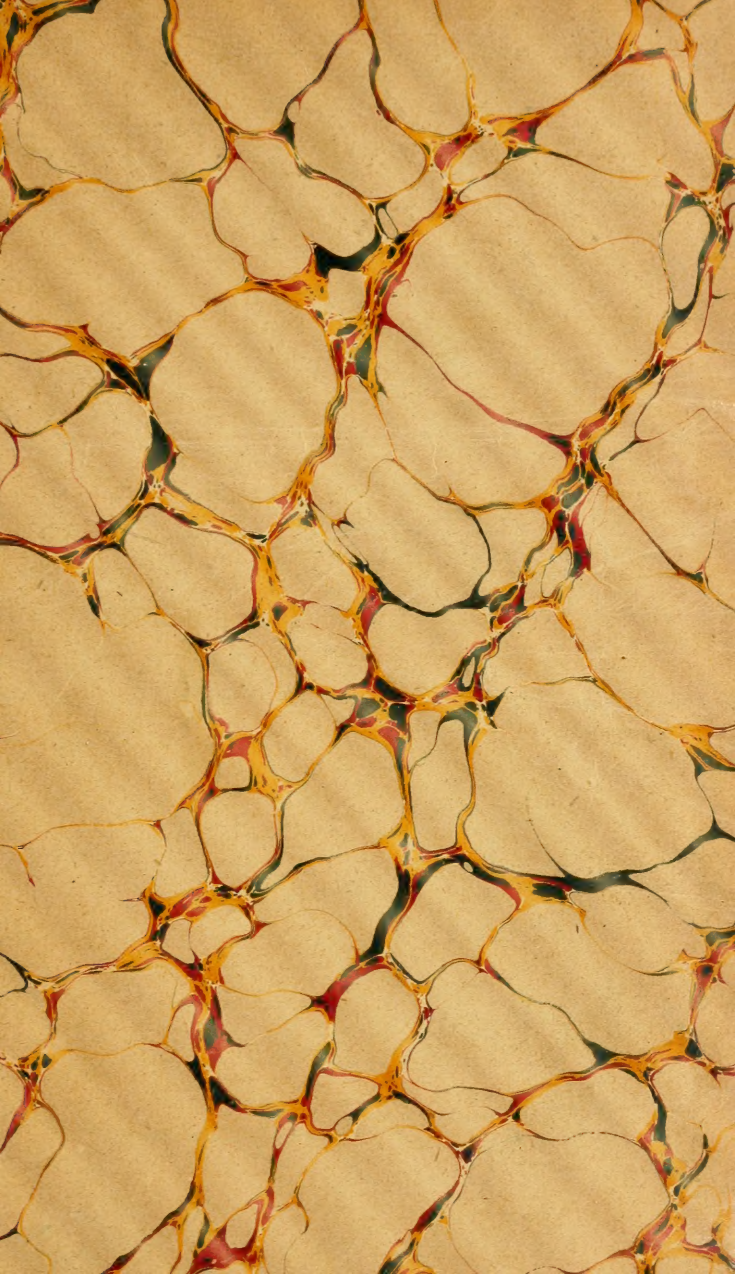








SOCIALISME THÉORIQUE

ET

SOCIALDÉMOCRATIE PRATIQUE

L'auteur et l'éditeur déclarent réserver leurs droits de traduction et de reproduction.

Ce volume a été déposé au Ministère de l'Intérieur (section de la librairie) en décembre 1899.

Il a été tiré à part de cet ouvrage sept exemplaires sur papier de Hollande.

305
B53152
.Fc

RECHERCHES SOCIALES. — N° 1

ED. BERNSTEIN

SOCIALISME THÉORIQUE

ET

SOCIALDÉMOCRATIE PRATIQUE

Traduction d'ALEXANDRE COHEN

« Et c'est pourquoi la loi des dix heures était non seulement un grand résultat pratique, mais encore la victoire d'un principe. »

KARL MARX. *Adresse inaugurale de l'Internationale.*

70029
4/6/..

PARIS
P.-V. STOCK, ÉDITEUR
(Ancienne librairie TRESSE & STOCK)
8, 9, 10, 11, GALERIE DU THÉATRE-FRANÇAIS
PALAIS-ROYAL

1900

Tous droits de traduction, de reproduction et d'analyse réservés pour tous les pays, y compris la Suède et la Norvège.

RÉPONSE A MES CRITIQUES SOCIALISTES

PRÉFACE POUR L'ÉDITION FRANÇAISE

Dans sa lettre sur Proudhon adressée à J.-B. von Schweitzer, Karl Marx dit du livre de celui-ci « Qu'est-ce que la Propriété ? » que, dans une histoire scientifique de l'économie politique, il ne mériterait presque pas d'être mentionné. » Mais, ajoute-t-il, « de pareils écrits sensationnels jouent leur rôle aussi bien dans les sciences que dans la littérature romancière ».

Si l'auteur du présent livre peut assurer au lecteur une chose, c'est qu'il ne l'a pas écrit pour provoquer de la sensation. C'est sur la demande, on pourrait dire sous la pression, de mes amis politiques que je me suis décidé à développer dans un livre des idées émises dans quelques articles de revue et qui commençaient à attirer l'attention d'une manière tout à fait imprévue.

Le titre collectif de ces articles était : « Problèmes du Socialisme ». J'y discutais des questions auxquelles la croissance continuelle du

mouvement socialiste en Allemagne et des forces politiques qu'elle met à la disposition de la socialdémocratie commencent à donner de l'actualité, et par le sous-titre : « Idées personnelles et idées traduites », j'indiquais déjà que j'étais bien loin de prétendre à une originalité particulière. Je savais trop bien que presque toutes ces questions avaient été discutées déjà par d'autres, et que le peu de nouveau que je pouvais mettre dans la discussion était de les traiter par rapport à la théorie socialiste qui est aujourd'hui acceptée dans presque tous les pays par la majorité des socialistes militants et qu'on connaît sous le nom de « marxisme » ou « socialisme scientifique ».

On s'était accoutumé à regarder le marxisme comme une doctrine immuable ou définitive, et les conclusions établies par ses auteurs ou leurs disciples comme indissolublement liées à sa base théorique. Toute réfutation, même partielle, de ces conclusions semblait, par conséquent, menacer tout l'édifice. Et cela d'autant plus que, de leur côté, quelques représentants autorisés du marxisme ont un peu trop pris l'habitude de traiter toute critique de la doctrine du maître, qu'elle soit dirigée contre l'idée fondamentale, ou bien contre de simples hypothèses secondaires de la doctrine, avec une même hostilité. Or, mes recherches m'amenèrent à douter de la validité de quelques-unes de ces hypothèses, et à formuler quelques hypothèses plus ou moins oppo-

sées. D'où ce cri : le marxisme est démoli par un des siens.

De là aussi l'invitation d'expliquer mes idées dans un livre.

Ce n'est pas sans avoir tout d'abord sérieusement résisté, que je me suis mis à l'œuvre. Je croyais, en effet, qu'il serait difficile de ne pas accentuer encore l'impression qu'avaient causée les articles épars. Un recueil d'observations critiques doit, forcément, paraître beaucoup plus comme une attaque dirigée contre l'ensemble d'une théorie, que des remarques en elles-mêmes. Et je n'avais rien à rétracter. Au contraire, à la liste de mes hérésies déjà publiées, j'avais encore à ajouter quelques autres, non publiées encore.

Tous mes efforts pour éviter le rôle qu'on avait commencé à m'attribuer ont été vains. Le livre fit sensation. Il a eu pour résultat toute une nuée d'articles de journaux et de revues, ainsi que d'autres livres et pamphlets. Adversaires et adhérents du marxisme étaient de nouveau d'accord sur son caractère vis-à-vis de cette doctrine ; pour eux, c'était une œuvre de destruction. Seulement, tandis que les uns proclamaient l'efficacité de cette œuvre de critique destructive, les autres affirmaient qu'elle avait complètement échoué. De là des éloges compromettants d'un côté, et des attaques amères de l'autre. Il faut pourtant bien reconnaître que dans les deux camps il y a aussi bon nombre de gens qui se sont réservé un jugement plus

calme, et qui ont pris mon livre pour ce qu'il est en vérité : un essai de revision, de reconnaissance et de débrouillement.

J'ose espérer que la critique française aussi l'interprétera dans ce sens.

*
* *

De tout ce qu'on a écrit en critique du présent livre, j'admets comme justifiées deux observations qui, surtout en France, seront considérées comme des reproches très graves. L'une est qu'il manque de méthode, l'autre que les conclusions y sont plutôt indiquées qu'exposées avec clarté. Dans le pays classique de l'esprit de méthode, où la précision et la clarté de pensée sont si hautement goûtées, les défauts qui, sous ce rapport, sont inhérents à mon livre, seront sans doute doublement ressentis. Qu'on me permette donc de répéter que le livre est plutôt *devenu* qu'il n'a *été fait*, et que l'intention de l'auteur a été plutôt de poser que de résoudre les problèmes. On m'a reproché de ne pas suivre ma pensée jusqu'au bout. Ainsi entre autres M. le docteur Weisengrün, dans un pamphlet intitulé *La fin du marxisme*. Il est vrai que je ne suis pas parvenu jusqu'ici à voir comment, par la lecture de mon livre, on peut conclure à ce cataclysme théorique. Mais à part cela il n'était pas du tout nécessaire, pour ma besogne à moi, de

mener à fin toutes les déductions contenues dans ce livre.

Il ne s'agit pas d'opposer à la doctrine dite marxiste une autre doctrine ou théorie sociologique. Il ne s'agit pas non plus de réfuter le marxisme. Sous ce rapport, je suis d'avis que le professeur W. Sombart, qui est généralement considéré comme un des plus spirituels sociologues de l'Allemagne contemporaine, a dit le mot décisif en écrivant que le progrès de la science sociale n'est pas dans la réfutation, mais dans l'assimilation et le développement des conséquences de l'œuvre scientifique de Marx, mais que cette continuation ne peut pas être menée à fin si on ne fait pas d'abord l'inventaire critique de la théorie. C'est ce que Sombart écrivit en 1895, et les événements ont depuis prouvé qu'il avait raison.

Mais nulle part on ne se montre moins disposé, je ne dis pas *à entreprendre*, mais même *à admettre* cette œuvre d'inventaire, que chez nombre de ceux qui forment plus spécialement l'école marxiste, et cela s'explique par deux raisons.

L'une est essentiellement sentimentale. Il est toujours pénible pour les disciples d'un penseur de critiquer son œuvre. Et cela d'autant plus qu'une pareille critique évoque trop facilement le soupçon d'une présomption personnelle.

L'autre raison est que sous le terme marxisme on n'entend pas seulement une théorie scientifique mais encore une doctrine politique. Il est

donc tout naturel que ceux qui regardent les deux comme absolument liées et qui tiennent fermement à la doctrine politique arrivent à regarder la critique, même partielle, de la théorie scientifique comme une attaque politique, comme un acte d'animosité à l'égard de la classe dont la doctrine politique marxiste exalte comme force dominatrice : le prolériat.

Cependant il est clair qu'avec une pareille conception la théorie doit finir par perdre sa nature scientifique et devenir un credo sectaire, qui, à un moment donné, peut, de son côté, devenir fatal au développement de la doctrine politique, c'est-à-dire s'opposer à son adaptation aux conditions économiques et politiques modifiées. On arrive ainsi à stériliser de la théorie. Et, il faut le dire, c'est justement cet esprit de stérilisation qui prévaut dans la critique que m'ont opposée mes coreligionnaires marxistes. Tandis que Marx et Engels ont vivement combattu l'idée d'une vérité définitive (voir par exemple l'anti-Dühring) ces critiques ont traité même les parties très inférieures de la théorie marxiste comme des dogmes sacro-saints, auxquels on ne peut toucher sans ébranler l'édifice tout entier. Etait-ce l'applaudissement un peu bruyant par lequel des adversaires du socialisme saluaient ma critique qui les étourdissait ? Etait-ce la crainte que mon exposé décourageât ou déconcertât les ouvriers ? Le groupe ou la communauté des gens qui crurent la théorie

menacée dans ses bases mêmes, prit l'aspect d'une véritable église orthodoxe.

La critique et les attaques venues de ce côté se reflètent ou se centralisent dans les articles que K. Kautsky m'a opposés dans le « Vorwaerts » et la « Neue Zeit », et qu'il a recueillis et complétés dans un livre intitulé « Bernstein und das socialdemokratische Programm » (Stutt-gard, Dietz). Ce livre de Kautsky a été acclamé par tous ceux qui me combattent comme marxistes, et il a formé la base théorique d'un discours de six heures qu'au congrès de Hanovre Bebel a fait contre mon livre, et c'est pourquoi la critique de ce livre est en même temps la critique de presque tout ce qui, de ce côté, m'a été reproché.

Or, le titre déjà du livre de Kautsky est caractéristique pour les tendances de sa critique... *Bernstein et le programme socialdémocrate*. Le programme socialdémocrate en question c'est le programme d'Erfurt qui, en majeure partie, a été rédigé par Kautsky et dont l'auteur de ces lignes doit confesser d'avoir été un peu l'accoucheur. J'en partage donc la responsabilité d'auteur. Ce programme se divise en deux parties: l'une contient les conceptions théoriques et les principes et buts du parti, l'autre ses revendications immédiates. Ce sont les cinq ou six premiers considérants de la partie théorique auxquels je suis accusé (et je l'ai confessé) d'être réfractaire aujourd'hui. Elles forment la partie la plus abstraite du programme.

Mais ce n'est pas contre la forme abstraite que je me révolte. Les considérants du programme minimum du parti ouvrier français sont encore beaucoup plus abstraits, mais ils sont, à mes yeux, à tous les points de vue, supérieurs aux paragraphes en question du programme d'Erfurt. Ils se bornent à caractériser les tendances générales de l'industrie moderne, l'élimination de la forme individuelle par la forme collective, et à constater, en aussi peu de mots que possible et d'une manière très prudente, le but général du parti et les conditions économiques nécessaires à la réalisation de ce but.

Les paragraphes théoriques du programme d'Erfurt sont assez diffus. Ce n'est plus une exposition circonspecte des faits ou des tendances, mais une description dramatique des résultats. Le langage en est plutôt emphatique, c'est un requisitoire plein de verve, un appel aux sentiments, à la passion. C'est un excellent morceau pour l'agitation, où l'exagération est justifiée par la nécessité de remuer les esprits lourds. Mais il ne reste plus dans les faits, il n'est plus de la science.

Un exemple :

Tandis que les considérants du programme français constatent simplement que, par le développement même de la société capitaliste, la forme de possession individuelle des moyens de production est de plus en plus éliminée et de plus en plus formés les éléments matériels et intellectuels de

possession collective, le programme d'Erfurt proclame que ce développement conduit forcément à la ruine des petits ateliers, que tous les avantages de cette transformation sont monopolisés par les capitalistes et les grands propriétaires, que, pour le prolétariat et les couches moyennes qui disparaissent — petits bourgeois et paysans — il signifie accentuation de tout « l'incertain » de leur existence, de la misère, de l'oppression, de la servitude, de la déchéance, de l'exploitation.

Personne ne niera que tout cela est en grande partie vrai, et il faut certainement reconnaître que la tendance du régime capitaliste est dans cette direction. Mais si la tendance existe, les faits de la société actuelle n'y correspondent pas sous tous les rapports. Ni les petits bourgeois ni les paysans ne disparaissent.

Aussi ne peut-on pas dire qu'actuellement la misère, la servitude, la déchéance s'accroissent dans les pays avancés. Car la contre-action sociale contre les tendances ruineuses du régime capitaliste a déjà commencé et empêche la réalisation des conséquences extrêmes de ces tendances. On peut admettre cela sans compromettre en rien l'idée socialiste. Pour moi du moins, la justification et la réalisation du socialisme ne dépendent pas de la réalisation extrême de ces tendances. Il y a d'autres forces — forces économiques et forces idéologiques — qui poussent dans la direction du socialisme. Comme je l'ai dit dans mon livre, la victoire du socialisme ne

dépend pas, à mon avis, de sa nécessité économique immanente. Je ne vois ni la possibilité ni la nécessité de lui donner une base purement matérialiste.

Tout cela est, d'après Kautsky, en contradiction flagrante avec les dits paragraphes du programme d'Erfurt, et dans son livre il s'efforce de le prouver.

D'un côté il discute l'exactitude de mon interprétation du programme, et de l'autre l'exactitude de mon interprétation des faits économiques.

Quant à la première preuve, elle ne peut avoir qu'un intérêt très médiocre pour le lecteur français. Elle roule sur le sens des notions « matériel », « matérialiste, » « nécessité immanente, » etc., etc. Jusqu'ici la discussion n'a prouvé qu'une chose : que Kautsky les comprend autrement que moi.

Aussi bien à la page 155 de son livre, il s'en réfère à un paragraphe du programme d'Erfurt, où la nécessité du socialisme est déduite des besoins de la classe ouvrière et il dit : « voilà ce que vaut l'opposition que Bernstein fait à l'idée de la nécessité économique du socialisme. » Mais si l'on compare mon livre, on trouvera que mon opposition se dirige contre l'idée de fonder le socialisme exclusivement sur sa nécessité historique *objective*.

Or, le besoin d'amélioration d'un groupe spécial de la communauté n'est jamais une chose

objective. On pourrait bien affirmer qu'il n'est pas permis, dans les raisons des transformations économiques, d'employer le mot « objectif » puisque les choses ne s'y font jamais sans l'intervention de l'agent humain. Mais une fois qu'on fait cette distinction entre forces objectives et forces subjectives, on doit aussi s'en tenir au critérium caractéristique de cette distinction.

Ce qui forme ce critérium c'est l'élément conscient, volontaire, intentionné de l'action humaine. Le besoin général de se nourrir est une force objective, mais le désir d'un changement de nourriture est une force subjective. Ce qui est nécessaire pour réaliser une idée ou un but voulu, en dehors des habitudes courantes de la vie, n'est pas objectivement nécessaire, n'est pas basé sur une nécessité objective.

Là où la volonté humaine n'indique pas la direction — comme par exemple dans la concurrence — on peut bien parler de force objective. Mais où elle forme l'élément déterminant, nous avons la force subjective. De même en ce qui concerne ces besoins de la classe ouvrière dont parle le paragraphe en question du programme d'Erfurt.

On peut encore poser la question ainsi : là où il s'agit de *buts voulus collectivement*, il y a dans les mouvements historiques ou sociaux des forces subjectives. Mais là où il s'agit des *résultats sociaux* qui ne sont que le produit *non intentionné* des agissements d'individus ou même de collec-

tivités, nous avons devant nous des forces objectives. Dans la concurrence économique, chaque individu a en vue des buts voulus, mais le résultat général est toujours autre chose que ce que les individus en question ont voulu. Donc le mot objectif est justifié ici (1).

Mais on voit aussi qu'avec une pareille distinction — et je n'en vois pas d'autres si les notions « objectif et subjectif » doivent avoir un sens *défini*, — il devient impossible de donner au socialisme une base de nécessité purement objective. Si le socialisme est une nécessité historique objective, les efforts des partis socialistes sont la chose la plus superflue qu'on puisse imaginer, une véritable dissipation d'efforts.

(1) Que cette explication ne soit pas superflue, cela a été démontré par quelques passages du discours de Bebel où « nécessité objective » et « nécessité en vue de buts déterminés » sont plusieurs fois confondues. Ainsi Bebel me reproche d'être plus réactionnaire que le professeur « bourgeois », Sombart, qui, dans une conférence faite à Breslau, s'est prononcé contre le maintien artificiel des petits établissements de commerce. Mais on ne trouvera pas une seule ligne dans mon livre où je recommande un semblable maintien artificiel. Je dis seulement — et c'est ce que Sombart confirme — que ces établissements *ne disparaissent pas automatiquement par nécessité économique objective.*

Un autre quiproquo, qu'on trouve du reste aussi chez Kautsky, c'est que Bebel confond ce que je *constate* de la en distribution du *produit surplus social* avec une *apologie* de la distribution du produit de la *production totale.* Au moins les trois quarts du discours de Bebel sont basés sur des erreurs pareilles.

Mais qui peut prouver cette nécessité objective? Personne!

Il va sans dire que la volonté humaine n'est jamais une chose absolument individuelle ou subjective; qu'elle dépend de beaucoup de conditions physiologiques, historiques ou sociales. L'influence du milieu est une chose entendue chez tous les hommes raisonnables. Le milieu, les conditions sociales et naturelles forment la base objective de la volonté subjective. Mais déjà cette base objective n'est pas chose purement matérielle. Les conceptions de morale ou de droit, les croyances religieuses et les théories scientifiques y jouent un grand rôle. Et quelle que soit leur généalogie ou leur relation avec les facteurs économiques, elles sont toujours des forces idéologiques qui de leur côté influent sur les facteurs économiques et cela souvent d'une manière très énergique et avec des résultats considérables.

Cette influence des forces idéologiques est méconnue dans les premiers écrits de Marx et Engels. Du moins, n'y est-elle pas assez clairement définie. Engels lui-même l'admis dans sa lettre de 1890. J'ai constaté cela en ajoutant que quiconque voudra aujourd'hui appliquer le matérialisme historique de Marx et Engels devra se tenir à la forme mûrie et élaborée qu'Engels lui donne dans ses derniers écrits. Dans une polémique, que je peux d'autant moins qualifier ici qu'elle est basée sur des interpréta-

tions et des suppositions plutôt que sur des citations faciles à vérifier, Kautsky termine le chapitre qui traite de ce sujet par la déclaration : que ma « correction de la méthode marxiste consiste en un matérialisme inconséquent ! »

A ce reproche, j'ai à répondre 1° que je ne peux pas découvrir dans mon livre une autre correction de la méthode marxiste que celle faite par Engels lui-même, et que 2° j'ai des doutes sérieux, quant à l'existence dans ce monde imparfait, d'un « matérialisme conséquent ». Je ne l'ai pas pu découvrir jusqu'ici.

Kautsky s'oppose aussi à ma déclaration qu'à mesure que les hommes, par la connaissance des lois naturelles et sociales de leur existence et des organisations correspondantes, arrivent à subjuguer la nature et à diriger l'évolution économique, la notion « nécessité d'airain de l'histoire », subit des restrictions. Cette déclaration est pour lui une tentative coupable de « réconcilier la nécessité historique avec la liberté de l'utopisme. »

Malheureusement pour mon critique si sévère, ce fut Engels lui-même qui, d'accord avec Marx, qualifia dans son anti-Dühring la réalisation du Socialisme comme « le saut du régime de la nécessité dans le régime de la liberté ». On admettra que cette appréciation est beaucoup plus absolue que la mienne. J'ai demandé à Kautsky de concilier sa condamnation de ma thèse avec le maintien de celle d'Engels, et j'attends encore sa réponse.

Selon qu'on conçoit le socialisme comme une nécessité objective — c'est-à-dire indépendante de la volonté humaine — ou comme une nécessité en vue de certains buts, les questions de concentration économique deviennent plus importantes. Voilà la raison pourquoi les adhérents de la première conception persistent avec une inquiétude passionnée, à ne voir partout que la concentration, et cela dans la forme où la virent Marx et Engels aux temps de l'élaboration du manifeste communiste. De là aussi cette polémique fiévreuse contre les chiffres que j'ai donnés pour prouver que dans l'industrie et le commerce où la concentration est un fait incontestable, elle n'est pas encore si avancée que le suppose la doctrine, que dans l'agriculture nous assistons même dans plusieurs pays à un processus de décentralisation, et que, dans la distribution des fortunes, la réalité diffère de beaucoup de l'idée d'une concentration ininterrompue des capitaux dans les mains d'une classe toujours moins nombreuse de grands capitalistes. Ce que mes adversaires m'opposent sous ce rapport est tout à fait insignifiant et plein de contradictions. Après s'être épuisé en vains efforts pour prouver que ces chiffres ne correspondaient pas aux faits, on a fini par m'objecter que Marx lui-même avait déjà reconnu l'augmentation du nombre des capitalistes. C'est vrai, je l'ai constaté moi-même. Mais il ne s'agit pas de ce que Marx a dit *ici* ou *là*, mais de la théorie basée sur

l'idée de la diminution du nombre des possédants.

Bien plus raisonnables sont les objections ayant trait à l'importance croissante de l'industrie vis-à-vis de l'agriculture dans les états modernes, et au rôle prépondérant que joue la grande industrie vis-à-vis de l'industrie moyenne et petite — faits que du reste j'ai moi-même souvent constatés. Mais ici aussi il y a beaucoup d'exagération. Il est vrai que si l'on analyse la productivité des grandes entreprises industrielles — bien qu'inférieure encore en ce qui concerne le nombre des personnes occupées, elle représente une production beaucoup plus grande ; et il n'est pas moins vrai qu'un grand nombre d'établissements, petits et moyens, ne sont que des succursales des grands établissements ou des compagnies capitalistes. Il est vrai aussi, — ce que Kautsky relève dans son livre sur la question agraire — que beaucoup d'entreprises agricoles ne sont que des dépendances des établissements industriels. Cependant, ici aussi, il faut bien se garder d'exagérer les choses. Dans beaucoup de cas, les établissements industriels sont des dépendances des associations agricoles, et le fait, que la grande industrie représente une plus grande masse de production que la petite et la moyenne industrie, ne prouve pas encore la superfluité de celle-ci. Au congrès de Hanovre, où il a relevé les arguments de Kautsky, Bebel a dit, pour prouver que la petite industrie n'a

qu'une existence apparente, que le maître serrurier moderne ne fait pas lui-même les serrures, mais qu'il les fait venir de la fabrique. C'est un peu exagéré, mais, même si cela était une vérité absolue, cela ne prouverait pas encore la superfluité sociale du dit maître serrurier. Sa fonction ne s'arrête pas à la fabrication des serrures. Comme agent intermédiaire entre la grande fabrique et le consommateur, il peut bien être encore indispensable, — pour ne pas dire « objectivement nécessaire. » Du reste, j'ai moi-même constaté que la petite industrie change visiblement de caractère.

A part l'exagération de la concentration réalisée, on ne se rend pas encore compte du problème administratif dont il s'agit ici. C'est une question qui ne peut pas être résolue d'avance. Nous savons seulement que le domaine administratif de l'Etat et des communes ne peut pas être étendu tout d'un coup au degré que comporterait la socialisation de la production et de la distribution des produits, et il en est de même quant aux associations coopératives de production. Rien d'aussi instructif sous ce rapport que l'hésitation — pour ne pas me servir d'une expression plus forte — de la grande Wholesale-Society (Société centrale d'achats) des coopératives anglaises, qui dispose d'un capital presque illimité et d'une clientèle énorme, lorsqu'il s'agit d'entreprendre une production nouvelle.

Tout le monde sait que c'est en grande partie

la difficulté croissante de diriger et de contrôler tant de branches de production qui est la cause de cette hésitation. Et pourtant, quelle partie infime de la production nationale représente la Wholesale Society ! En 1897, elle employait en tout 5.663 ouvriers.

D'autre part, lorsque l'Etat ou les communes socialisent des industries ou des services publics, ils ne subordonnent point leurs décisions au degré de centralisation des industries ou des services en question, mais à des raisons d'utilité publique.

Pour toutes ces raisons, je n'attache pas autant d'importance à la centralisation dite automatique des établissements industriels que les adhérents de la doctrine de la nécessité objective du socialisme. Certes, il y a des forces qui poussent dans cette direction, et il n'est pas douteux que sans cette tendance évidente à la centralisation industrielle, sans la création et la croissance des grands centres industriels, il n'y aurait pas de mouvement socialiste sérieux. Il n'est pas possible de nier cette base économique ou, si l'on veut, matérialiste du mouvement socialiste. Mais le désir ou la volonté d'un nombre croissant d'ouvriers et de leurs partisans de voir abolie la domination capitaliste, l'esprit démocratique et socialiste, s'il est basé en grande partie sur ce mouvement économique, n'est pas pour cela rien qu'un produit. Il est aussi force créatrice de son côté. Nous le constatons chaque jour dans

la vie politique des peuples avancés. L'instruction publique, par exemple, est aussi un important facteur du mouvement socialiste ; elle aide à faire connaître aux hommes les avantages des institutions collectivistes, et elle les incite à en créer sans être poussés par la contrainte des forces objectives. J'ai même osé dire, que du point de vue de la nécessité économique, la socialisation des industries s'effectue presque en raison inverse de leur centralisation. Ce sont des raisons extra-techniques qui, dans la plupart des cas, conduisent à leur socialisation.

Kautsky voit dans cette conception la preuve de l'esprit éclectique, lequel esprit est pour lui un véritable spectre noir. Partout où je me refuse à ne regarder les questions que d'un seul côté, il constate les conséquences funestes de ce maudit éclectisme. Aussi bien est-il on ne peut plus choqué de ce que j'admets la théorie anglo-autrichienne (Jevons-Bœhm) de la valeur, à côté de la théorie ricardo-marxienne. Admettre deux théories contradictoires de la valeur et parler néanmoins du besoin d'établir l'unité dans la théorie marxiste, cela lui paraît le comble de la confusion. Il ne voit pas que la théorie marxiste de la valeur telle que nous la connaissons, n'est unitaire qu'en apparence. Elle est basée sur la fusion de deux principes tout-à-fait incommensurables : temps de travail nécessaire à la production, et utilité sociale. Marx, pour analyser les lois de la plus-value, fait abstraction de

la question de l'utilité — c'est-à-dire, il présuppose une égalisation moyenne de l'offre et de la demande au cours de certaines périodes. Mais il admet ou il constate lui-même à maintes reprises, dans le troisième volume du « Capital », la nécessité d'une analyse plus approfondie de l'utilité sociale. Or, il est évident que si l'analyse de la valeur de travail ne peut pas être faite sans abstraction de l'offre et de la demande, ou de l'utilité sociale, l'analyse de celle-ci nécessite la présupposition des frais de production, c'est-à-dire du travail cristallisé dans les denrées. D'où il résulte qu'en principe l'une de ces analyses n'est pas plus juste ou plus fausse que l'autre. Leur justification dépend du but en vue duquel l'analyse est faite. Et, à ce point de vue, je suis plus que jamais d'avis que si, pour les recherches de Marx, son abstraction était parfaitement justifiée, elle n'est plus permise lorsqu'il s'agit d'analyser la valeur comme le facteur déterminant des prix.

Cette constatation signifie-t-elle le sacrifice de l'unité de la pensée ? Je ne le crois pas. Je crois plutôt qu'elle la rétablit. On ne peut pas parler ici d'éclectisme. Le progrès de la science consiste dans la distinction de ce qui est de nature différente. Kautsky lui-même admet que la théorie de la valeur de Marx laisse des vides. Il me reproche de vouloir les combler par une introduction d'idées étrangères et hostiles à la théorie marxiste, et élaborées dans un but de réfutation du marxisme. Et après ? Le marxisme n'est pas

un système définitif ; il aspire à être une science, et pour la science la question n'est pas de savoir dans quel but ou avec quelle intention politique une théorie a été élaborée, mais bien si elle est exacte ou non. La contradiction absolue qui existe entre la théorie de la valeur de travail et la théorie de la valeur d'utilité, pouvait bien exister dans l'idée des économistes qui ont élaboré la dernière pour réfuter la première, mais elle ne doit pas pour cela exister forcément dans la réalité. Il est souvent arrivé, dans l'histoire des sciences, qu'une hypothèse formulée originellement à titre de réfutation d'une autre, finissait par être reconnue comme son complément.

Le lecteur constatera la différence qui existe entre ma manière de scruter les problèmes du socialisme, et celle de la critique que Kautsky m'a opposée. Ce n'est pas à moi de qualifier cette dernière ; il me suffit de signaler la différence pour faire comprendre au lecteur français comment Kautsky a pu arriver à dénoncer mon livre comme un abandon complet du marxisme.

Quant aux questions pratiques dont je parle, je prie le lecteur de ne pas perdre de vue que je ne voulais jeter qu'un rapide coup d'œil sur les devoirs présents de la socialdémocratie allemande. Et, en ce qui concerne les questions de tactique, il n'oubliera pas que mes remarques se rapportent à la situation politique actuelle de l'Allemagne et surtout de la Prusse.

On sait qu'Engels, quelques mois avant sa

mort, a dit que l'intérêt de la socialdémocratie allemande est d'éviter autant que possible des conflits entre ses forces et la force armée de l'Etat. Or, si l'on admet cette thèse, il faut bien aussi en tirer les conséquences. C'est pourquoi j'ai cru utile de me prononcer contre l'emploi d'un langage qui laisserait supposer que le parti désire, au contraire, provoquer ces conflits. Ces remarques passagères, adressées à quelques collègues de la presse allemande socialiste, ont été considérées comme une critique générale du parti, et elles m'ont attiré plus d'attaques peut-être que tous mes péchés de doctrine.

De même pour mes remarques concernant le libéralisme. Bien que j'eusse établi une très nette distinction entre le mouvement historique général et les partis contemporains qui s'appellent « libéraux », j'ai été accablé de critiques pour avoir défendu « les libéraux » et pour avoir voulu faire du parti socialiste une simple annexe des partis bourgeois. Je regrette ce malentendu, mais je ne peux rien rétracter de ce que j'ai écrit à ce sujet. Et si on a découvert dans les remarques en question une espèce de concession à l'anarchie, j'ai à répondre que si je suis l'adversaire acharné de l'anarchie qui prêche le vol et l'assassinat, je suis aussi adversaire de l'anarchie qui méconnaît l'importance de l'action politique de la classe ouvrière et de l'emploi de la législation. Mais je reconnais, et j'ai reconnu depuis longtemps, dans l'anarchisme li-

bertaire, une réaction naturelle et saine contre l'étatisme outré. Il y a plus de quatre ans j'écrivis dans la « Neue Zeit » que, d'après moi, ce ne peut pas être la mission de la socialdémocratie de préparer une humanité qui regarde l'Etat comme le grand dispensateur de toutes choses. On trouvera dans la section III du 4e chapitre de mon livre, une proposition datant de l'année 1890, et conçue dans le même esprit. Je suis fermement convaincu que les créations économiques de la classe ouvrière ont une importance plus grande que de n'être que les soutiens de son action politique.

Je répète que je ne présente pas mes idées comme nouvelle dans leur essence. D'autre part, ce serait d'une modestie immodérée de vouloir renoncer à tout mérite. Je crois avoir rendu des services par la manière dont je pose les problèmes, et je crois aussi avoir dit quelque chose de nouveau sur l'une et l'autre des questions théoriques. Mais je sais très bien que la plupart de mes remarques ne sont que la répétition de choses dites déjà par d'autres. J'aurais voulu énumérer les auteurs qui m'ont précédé dans la direction que je suis, mais j'y renonce. La liste serait trop longue. On y trouverait des socialistes de tous les pays et de toutes les écoles, des socialistes contemporains et des socialistes de générations antérieures. Si l'on traite la plupart de mes observations de lieux communs, je ne pourrai que m'en réjouir. Si l'on m'accuse

d'éclectisme, je ne me défendrai que mollement. Je reconnais parfaitement l'importance de la recherche méthodique et de la classification systématique des faits, et, à mes yeux, une grande faute du marxisme, tel qu'il a été formulé par ses fondateurs, est dans son manque d'expositions systématiques. Mais je constate aussi que la vie des nations modernes est trop complexe pour pouvoir être enfermée, pour ainsi dire, dans les limites d'un principe unique. Si pour des recherches spéciales, les méthodes déductive ou spéculative peuvent rendre de grands services elles sont pour la conception exacte du *tout*, absolument insuffisantes.

Je l'ai dit d'autre part : *Unité* n'est pas pour moi *uniformité*. Même si nous réussissions à établir d'une manière irréfutable la loi dernière et la forme la plus simple de ce que nous appelons la substance du monde, et si nous pouvions dissoudre dans nos laboratoires tous les autres éléments dans cette forme dernière, nous ne serions pour cela pas dispensés de la nécessité de tenir compte, pour notre action pratique, des formes développées de cette substance et des formes développées de ses qualités. — Dans leur domaine déterminé, elles restent pour moi des causalités distinctes. De même pour les éléments de notre vie sociale (Neue Zeit. XVII, 2, p. 851). Pour saisir cette vie dans toutes ses formes multiples, il faut recourir à la méthode syncrétique ou éclectique.

Pratiquement, nous le faisons tous. En matière de théorie, cela est souvent rendu impossible par la nécessité de faire ressortir distinctement l'influence d'un principe, respectivement à une force. Voilà pourquoi les théories sont si souvent contradictoires, en apparence plutôt qu'en réalité. Basées sur les mêmes faits, mais envisageant ces faits sous un autre aspect, les unes ne sont pas plus fausses ou plus justes que les autres. Elles ne s'excluent pas, elles se suppléent.

Mais de cela les esprits doctrinaires ne veulent jamais convenir. De là cette exclamation horrifiée de quelques marxistes à mon intention : Il ressuscite Proud'hon ! Je leur ai répondu que ce n'est pas moi mais bien la réalité des choses qui fait revivre l'auteur de *Les capacités politiques de la classe ouvrière* . La critique que Marx a faite de Proud'hon n'est pas pour cela désavouée. Seulement, elle ne frappe pas ce penseur en tout ce qu'il a dit. De même pour d'autres socialistes considérés comme surannés ou même complètement oubliés. Le grand mouvement socialiste d'aujourd'hui les fait renaître dans la réalisation partielle de leurs idées.

« Il est, assez facile d'écraser un écrivain dans une polémique. Mais tout au plus peut-on réussir à annihiler ses marottes et ses faiblesses. Ce qu'il a émis d'idées viables ne peut pas être anéanti par la polémique la plus spirituelle même. »

C'est ainsi que je m'exprimais à ce sujet, il y a cinq mois. Et ce qui s'est passé depuis n'est pas de nature à me faire douter de la vérité de ces paroles.

Pendant que j'écrivais cette préface, le congrès du parti socialdémocrate allemand tenait ses assises à Hanovre. On y a consacré un temps considérable au présent livre. Des esprits passionnés lui avaient prédit un verdict écrasant et les discours, calculés pour provoquer un verdict semblable, n'ont pas fait défaut. Mais le bon sens et l'expérience pratique du parti ont remporté la victoire sur l'esprit de chapelle, et la fin a été une résolution dont une partie frappe tout au plus *la forme* que l'auteur a donnée à ses idées, tandis que l'autre formule des concessions considérables à leur essence même. Ceci se rapporte à l'admission des compromis électoraux, à la reconnaissance de l'utilité des associations coopératives pour l'œuvre de l'émancipation ouvrière, et à l'abandon de l'idée que le programme actuel du parti soit obligatoire au-delà de la proclamation des principes et des revendications fondamentales. Accusé d'hérésie contre les cinq premiers considérants du programme d'Erfurt, je reconnais que le congrès a été assez raisonnable pour n'en pas parler dans la dite résolution.

Il ne serait ni de bon goût ni même juste de chanter victoire.

Mais on concédera bien à l'auteur le droit de dire, en terminant, qu'il ne se sent pas ébranlé

du tout dans les convictions qu'il a exprimées dans le présent livre.

Ed. Bernstein.

Londres, le 14 octobre 1899.

N. B. — L'édition française n'est pas partout une traduction textuelle de l'édition allemande. Çà et là des passages qui sont d'un intérêt trop spécial à l'Allemagne ou des notes de polémique d'un intérêt secondaire ont été omis à un ou deux endroits ; l'auteur a aussi tenu compte de la critique de son livre en donnant à sa pensée une expression plus correcte. Mais rien n'a été changé en matière de principe.

E. B.

AVANT-PROPOS
DE
L'ÉDITION ALLEMANDE

Le présent travail a pour but de justifier les conceptions développées par l'auteur dans une lettre adressée au congrès de la Socialdémocratie allemande, siégeant à Stuttgart du 3 au 8 octobre 1898.

Nous donnons ci-dessous les principaux passages de cette lettre :

« Les idées émises par moi dans la série d'articles intitulée Problèmes du Socialisme *ont été discutées récemment dans des journaux et dans des réunions socialistes, et on a demandé que le congrès de la* Socialdémocratie *allemande se prononçat à ce sujet. Pour le cas où cela arriverait, je dois dire ce qui suit :*

« Certaines personnes ont prétendu que la conclusion pratique de ma façon de voir, serait le renoncement à la conquête du pouvoir politique par le prolétariat politiquement et économiquement organisé.

C'est là une conclusion absolument arbitraire, dont je nie catégoriquement la justesse.

Je me suis opposé à la propagation de l'idée que

l'écroulement de la société bourgeoise fût proche, que la Socialdémocratie doive régler sa tactique sur cette grande catastrophe sociale imminente et, éventuellement, l'y subordonner. Je m'y tiens entièrement.

Les partisans de cette théorie du cataclysme invoquent, à l'appui de leur façon de voir, le « Manifeste communiste ». A tort, sous tous les rapports.

L'hypothèse de l'évolution de la société moderne, exposée dans le « Manifeste communiste », était exacte, en ce qu'elle caractérisait les tendances générales de cette évolution. Mais elle était erronée en plusieurs conclusions spéciales, et notamment en ce qui concerne l'évaluation du temps *que nécessiterait cette évolution. Cette dernière erreur a été reconnue, sans réserve, par Frédéric Engels, le co-rédacteur du « Manifeste », dans l'avant-propos de « Les luttes de classe en France ». Et il est de toute évidence que, puisque l'évolution économique a pris un temps beaucoup plus considérable qu'on ne le croyait tout d'abord, elle devait aussi revêtir des* formes *et conduire à des situations non-prévues et impossibles à prévoir à l'époque de la rédaction du « Manifeste ».*

L'aggravation de la situation économique ne s'est pas effectuée comme l'avait prédit le « Manifeste ». Il est, non seulement inutile, mais très sot même de dissimuler ce fait. Le nombre des possédants n'a pas diminué, mais grandi. L'énorme accroissement de la richesse sociale n'est pas accom-

pagné par la diminution du nombre des magnats du capital, mais, au contraire, par l'augmentation du nombre des capitalistes de tout degré. Les couches moyennes modifient leur caractère, mais elles ne disparaissent pas de l'échelle sociale.

La concentration de la production ne s'effectue pas partout, de nos jours, avec une force et une rapidité toujours égales. Dans nombre de branches de production, elle justifie, il est vrai, toutes les prévisions de la critique socialiste, mais dans beaucoup d'autres elle n'y répond pas encore actuellement. Plus lent encore est le processus de la concentration dans l'agriculture. *La statistique de l'industrie révèle une articulation infinie des entreprises. Aucune catégorie n'en fait mine de vouloir disparaître. Les importantes modifications survenues dans la structure interne des entreprises et leurs rapports réciproques ne changent rien à ce fait.*

Dans le domaine politique, nous voyons disparaître petit à petit les privilèges de la bourgeoisie capitaliste devant les progrès des institutions démocratiques. Sous l'influence de celles-ci et la pression toujours plus forte du mouvement ouvrier, une contre-action sociale a commencé contre les tendances exploitrices du capital, contre-action encore hésitante et tâtonnante aujourd'hui, mais qui, néanmoins, étend de plus en plus le champ de ses opérations. La législation sur les fabriques, la démocratisation des administrations municipales et l'élargissement de leur champ d'action ; l'émanci-

pation des institutions syndicales et coopératives de toute entrave légale et la prise en considération *des organisations ouvrières pour tous les travaux exécutés pour le compte de l'administration, caractérisent cette phase de l'évolution sociale. Qu'en Allemagne, on puisse encore songer à entraver l'action des syndicats, cela ne caractérise pas* l'état avancé *mais* l'état arriéré *de l'évolution politique de ce pays.*

Mais plus les institutions politiques des nations modernes se démocratisent, plus aussi la nécessité et l'éventualité des grandes catastrophes politiques disparaissent. Celui qui s'en tient à la théorie des catastrophes devra, logiquement, combattre à outrance et chercher à entraver l'évolution constatée ici, comme d'ailleurs les partisans logiques de cette théorie l'ont fait jadis. Mais est-ce que la conquête du pouvoir politique par le prolétariat est, en réalité, autre chose que la conquête de ce pouvoir par une catastrophe politique? Est-ce qu'elle signifie la conquête et l'utilisation exclusivistes du pouvoir politique par le prolétariat envers et contre l'univers non-prolétarien tout entier?...

Si non, on ne peut pas non plus raisonnablement se formaliser lorsque quelqu'un dit que ce que la Socialdémocratie aura, pendant longtemps encore, à faire, au lieu de spéculer sur « la grande catastrophe », c'est « d'organiser politiquement et de



préparer, pour la démocratie, la classe ouvrière, et de lutter pour toutes les réformes dans l'Etat,

propres à relever la classe ouvrière et à transformer l'institution de l'Etat dans un sens démocratique. »

C'est là ce que j'ai dit dans mon article tant incriminé et ce que, maintenant encore, je maintiens intégralement. Pour la question qui nous occupe, cela aboutit à l'assertion d'Engels. Car la démocratie signifie toujours : juste autant de pouvoir exercé par la classe ouvrière, que celle-ci est capable d'en exercer, conformément à sa maturité intellectuelle et au degré de développement de l'évolution économique....

Et comme je suis absolument convaincu qu'il est impossible de sauter des périodes importantes dans l'évolution des peuples, j'attache la plus grande signification aux devoirs présents de la Socialdémocratie, à la lutte pour les droits politiques des ouvriers, à l'activité politique des ouvriers dans l'intérêt de leur classe, ainsi qu'à l'œuvre de leur organisation économique. C'est en ce sens que j'ai écrit à un moment donné que, pour moi, le mouvement était tout et que ce qu'on appelle habituellement *le but final du socialisme n'était rien. Et dans ce sens, je répète cela encore aujourd'hui. Même si le mot* habituellement *n'avait pas indiqué que ma phrase devait être interprétée conditionnellement, il était de toute évidence qu'elle ne* pouvait *pas signifier de l'indifférence en ce qui concerne la réalisation finale des principes socialistes, mais seulement de l'indifférence ou, mieux : de l'insouciance quant au « comment » de l'aspect final des choses.*

La conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière, l'expropriation des capitalistes, ne sont pas, en elles, des buts finaux, mais des moyens seulement pour la réalisation de certains efforts et buts déterminés. Comme telles, elles font partie du programme de la Socialdémocratie et ne sont combattues par personne. On ne peut rien prédire, quant aux circonstances dans lesquelles se fera leur réalisation. On ne peut que combattre pour cette réalisation. Mais pour pouvoir conquérir le pouvoir politique, il faut des droits *politiques, et la plus importante des questions de tactique, que la socialdémocratie allemande a à résoudre actuellement, me paraît être celle du* meilleur moyen d'élargir les droits politiques et économiques *des ouvriers allemands. Et jusqu'à ce qu'une solution satisfaisante soit trouvée à cette question, l'accentuation des autres ne saurait être, finalement, que de la déclamation.*

A la suite de cette déclaration, j'ai eu une courte polémique avec Karl Kautsky, à laquelle s'est mêlé aussi Victor Adler, dans la Wiener Arbeiterzeitung. *Cette polémique nécessita une seconde déclaration de ma part, que je publiai dans le* Vorwaerts *du 23 octobre 1898, et dont voici un extrait :*

Il résulte des réponses faites par Karl Kautsky et Victor Adler, dans le Vorwaerts, *à mon article sur « La conquête du pouvoir politique, » qu'un exposé, en forme de livre, de ma façon de voir, exprimée dans mes « Problèmes du socialisme »,*

leur paraît désirable. Jusqu'ici j'avais résisté à ce désir de mes amis, étant donné qu'à mon avis la tendance de ces articles concordait entièrement avec l'évolution générale de la socialdémocratie. Et je crois cela maintenant encore. Mais comme ils ont répété ce désir et que nombre d'autres amis me l'ont manifesté également, je me suis décidé à les écouter et à développer systématiquement, sous forme d'étude, mes conceptions sur le but et les devoirs de la socialdémocratie...

Il y eut un temps où la conception développée plus haut n'aurait pas rencontré d'opposition dans le parti. Et s'il en est autrement aujourd'hui, je ne vois en cela qu'une compréhensible réaction contre certains phénomènes du jour, réaction qui disparaîtra en même temps que ces phénomènes et fera place à la reconnaissance de cette vérité, qu'avec l'extension des institutions démocratiques, la pensée plus humaine, qui, de plus en plus, se manifeste dans l'ensemble de notre vie sociale, ne peut pas s'arrêter même devant les luttes de classe plus considérables, mais qu'ici comme ailleurs, elle créera des formes de réalisation plus adoucies. De nos jours, nous réalisons, au moyen du bulletin de vote, de manifestations et d'autres moyens analogues, des réformes qui, il y a cent ans, auraient nécessité des révolutions sanglantes.

Voilà les raisons du présent travail.

Je sais fort bien que, sur plusieurs points importants, il diffère des conceptions théoriques de Marx

et d'Engels — des hommes de qui les écrits ont grandement influencé ma pensée socialiste et dont l'un, Engels, m'a non seulement honoré jusqu'à sa mort de son amitié personnelle, mais qui encore, par des dispositions testamentaires et d'outre-tombe, m'a témoigné sa grande confiance. Cette déviation ne date pas, en vérité, de peu de temps. Elle est le produit d'une lutte intérieure de plusieurs années, connue d'Engels — comme je puis le prouver. D'ailleurs, Engels n'était pas si borné d'exiger, de ses amis, une soumission sans réserve à ses idées à lui. Mais on comprendra, après tout ce que je viens de dire, pourquoi jusqu'ici j'ai autant que possible évité de donner à l'exposé de mes conceptions la forme d'une critique de la doctrine marxo-engelsienne. Et, jusqu'ici, cela était d'autant plus facile à éviter que, en ce qui concerne les questions pratiques dont il s'agit, Marx et Engels eux-mêmes avaient considérablement modifié leur façon de voir dans le courant des années.]

Maintenant il en est différemment. Aujourd'hui, j'ai à polémiser avec des socialistes, sortis, comme moi, de l'école marxo-engelsienne, et vis-à-vis d'eux je suis obligé, pour défendre mes conceptions, d'indiquer les points où la doctrine marxo-engelsienne me semble erronée ou contradictoire.

Je ne me suis pas écarté de ma tâche, qui, pour les raisons personnelles que j'ai indiquées, ne m'a pas été légère. J'avoue cela franchement, afin que

le lecteur ne voie pas dans la forme irrésolue et lourde des premiers chapitres, une hésitation quant au fond de la question; ce que j'ai écrit, je le maintiens énergiquement. Mais je n'ai pas toujours réussi à choisir la forme et les arguments qui auraient donné à mes conceptions leur expression la plus tranchante. Sous ce rapport, mon travail est certainement inférieur à tant d'autres publiés sur le même sujet. Certaines choses, omises dans les premiers chapitres, ont été dites à la fin de mon étude. Quant au chapitre sur les associations, vu le retard apporté dans la publication de mon livre, j'y ai ajouté certaines parties, ce qui explique quelques répétitions.

Pour le reste, le livre parlera pour lui-même. Je ne suis pas assez naïf pour m'imaginer qu'il convertira sur-le-champ ceux-là qui ont combattu mes articles précédents et je ne suis pas assez sot pour exiger que ceux qui, en principe, partagent mon point de vue, souscrivent à tout ce que je dis. L'objection la plus sérieuse qu'on pourrait faire à la présente étude est qu'elle discute trop de sujets. Dès que j'avais à parler des devoirs présents, je devais, pour ne pas me perdre dans des généralités, entrer en toutes espèces de questions isolées au sujet desquelles il y a des divergences d'appréciation inévitables même parmi ceux qui sous tout autre rapport, pensent de la même façon. En même temps, j'étais obligé, pour ne pas faire un livre trop volumineux, de me borner à l'exposé de quelques points principaux et à plutôt indiquer

que prouver. Mais il ne s'agit pas de savoir si l'on est d'accord avec moi sur toutes les questions isolées. Ce qui m'importe et ce qui est le but principal de cette étude, c'est de fortifier l'élément réaliste en même temps que l'élément idéaliste dans le mouvement socialiste, en combattant les derniers vestiges de la pensée utopique dans la théorie socialiste.

Londres, janvier 1899.

Ed. Bernstein.

SOCIALISME THÉORIQUE

ET

SOCIALDÉMOCRATIE PRATIQUE

CHAPITRE I

LES BASES FONDAMENTALES DU SOCIALISME MARXISTE

a) *Les éléments scientifiques du marxisme.*

> « Avec eux le socialisme devint une science qu'il s'agit maintenant de développer plus amplement avec toutes ses particularités et connexités ».
>
> ENGELS : « La révolution de la science faite par M. Eugène Dühring. »

La socialdémocratie allemande reconnaît aujourd'hui, comme base théorique de son action, la doctrine sociologique développée par Marx et Engels, et par eux dénommée : *socialisme scientifique*. Ce qui veut dire que, tandis que la social-démocratie, en tant que parti d'action, représente certains intérêts et certaines tendances, et lutte pour des fins *par elle-même fixées*, elle part en déterminant ces fins, en der-

nier lieu et de façon définitive, d'une notion initiale dont la solidité est prouvée par des démonstrations objectives, basées exclusivement sur l'expérience et la logique. Car tout ce qui ne peut pas être démontré de cette façon n'est pas de la science et n'est basé que sur des opinions subjectives et de vagues suppositions.

Dans toutes les sciences on peut distinguer entre la doctrine pure et la doctrine appliquée. La première consiste en formules axiomatiques, découlant d'un ensemble expérimental indiscutable, et conséquemment considérées comme universellement reconnues. Elles constituent, dans la théorie, l'élément immuable. De l'application de ces formules aux phénomènes isolés ou dans les cas particuliers de la pratique, se constitue la science appliquée : les notions qui en découlent, condensées en maximes, deviennent les formules de la science appliquée. Elles constituent, dans la doctrine, l'élément variable.

Les expressions *immuable* et *variable* doivent être comprises d'une manière relative. Même les formules de la science pure sont sujettes à des variations, qui, cependant, se manifestent le plus souvent par des restrictions. A mesure que la science se répand, des formules, considérées auparavant comme absolument exactes, sont reconnues n'être plus que d'une précision approximative, complétées par des formules nouvelles qui en limitent la valeur, tout en élargissant le domaine de la science pure. Inversement, dans la science appliquée, les formules isolées conservent pour des cas spéciaux une va-

leur durable. Une formule de la chimie agricole ou de l'électro-technique, une fois vérifiée, reste valable dès que les prémisses sur lesquelles elle est construite se trouvent répétées. Mais la multiplicité des éléments hypothétiques et de leurs connexités possibles produit une quantité infinie de ces formules, en même temps qu'un déplacement ininterrompu de leur valeur comparative réciproque. Sans cesse, la pratique crée de nouvelles notions de savoir, en changeant l'aspect général des choses, et elle fait passer, d'une façon ininterrompue, dans la rubrique des méthodes démodées ce qui, à tel moment, fut une découverte toute nouvelle.

Jusqu'ici, et bien que d'importants travaux préparatoires ne fassent pas défaut, la décortication systématique de la science pure du socialisme marxiste n'a pas été entreprise encore. L'exposé bien connu de sa conception de l'histoire par Marx, contenu dans l'avant-propos de *Critique de l'économie politique* et la troisième partie du livre d'Engels : *Le développement du socialisme d'utopie en science* doivent être en premier lieu mentionnés ici. Dans l'avant-propos en question, Marx expose les bases générales de sa philosophie de l'histoire ou sa sociologie en des formules d'une netteté et d'une lucidité extraordinaires. Il ne manque là aucun élément essentiel de la conception philosophico-historique marxienne.

L'ouvrage d'Engels est en partie une rédaction moins aride, en partie une amplification des formules marxistes. L'auteur y traite des

phénomènes particuliers de l'évolution de la société moderne — *bourgeoise* suivant l'expression de Marx — et il y développe plus largement le cours de cette évolution, de sorte qu'à plusieurs endroits du livre on pourrait parler déjà de : science appliquée. Certains passages pourraient être supprimés sans que pour cela l'idée fondamentale soit entamée. Mais dans ces formulations principales, l'exposé est encore assez *général*, pour pouvoir être revendiqué par la science pure du marxisme. Et cette revendication est justifiée par le fait que le marxisme veut être plus qu'une abstraite théorie historique. Il prétend être à la fois une théorie de la société moderne et de son évolution. On pourrait à la rigueur qualifier cette partie de la doctrine marxiste de doctrine appliquée. Mais pour le marxisme elle constitue une application absolument essentielle, sans laquelle cette doctrine perdrait, ou à peu près, toute signification comme science politique. Aussi bien les formules générales ou principales de cet exposé de la société moderne doivent-elles être considérées comme faisant partie de la pure doctrine marxiste. Si l'ordre social actuel, basé juridiquement sur la propriété privée et la libre concurrence, n'est dans l'histoire de l'humanité qu'une phase particulière, il est cependant, pour le monde civilisé contemporain, la phase générale et durable. Tout ce qui, dans la caractérisation marxiste de la société bourgeoise et de son évolution, revendique la reconnaissance sans conditions (c'est-à-dire : indépendante de particularités nationales ou lo-

cales) ferait conséquemment partie du domaine de la doctrine pure, tandis que tout ce qui a rapport aux phénomènes temporaires et locaux et aux conjectures, toutes les formes spéciales de l'évolution, appartiendrait à la science appliquée. Il est de mode, depuis quelque temps, de discréditer toute critique tant soit peu analytique de la doctrine marxiste, par le mot : scolastique. Cette façon de faire est très commode. Mais à notre avis l'examen des idées et la séparation de l'accidentel du réel sont toujours nécessaires si, du moins, on ne veut pas que les idées s'affaiblissent ou que les déductions n'en deviennent des dogmes pétrifiés. La scolastique n'a pas fait que couper des cheveux en quatre. Elle n'a pas exclusivement fait le jeu de l'orthodoxie. Elle a aussi, en analysant avec netteté les dogmes de la théologie, aidé beaucoup à la défaite du dogmatisme. Elle a miné les remparts, dont l'orthodoxie dogmatique s'entourait contre le libre esprit de la critique philosophique. Sur le terrain préparé par la scolastique a poussé la philosophie de Descartes et de Spinoza. Car il y a deux sortes de scolastique : l'apologétique et la critique. Cette dernière a toujours fort déplu à toutes les orthodoxies.

En divisant ainsi la doctrine marxiste de la façon indiquée, nous trouvons un critérium d'appréciation de certaines formules pour le système tout entier. Avec chaque formule de la science pure une pierre fondamentale serait arrachée, et une grande partie de l'édifice, privée de ses bases, menacerait ruine. Il n'en

est pas de même des formules de la science appliquée. Celles-là peuvent tomber sans que le fondement en soit le moins du monde ébranlé. D'entières séries de formules de la science appliquée pourraient disparaître, sans entraîner dans leur chute les autres parties. Ce qu'il faudrait prouver c'est que, dans la construction des parties moyennes, des fautes aient été commises. Mais où ces fautes-là n'apparaissent pas, il faut bien conclure, fatalement, que dans les bases mêmes il y ait quelque chose qui cloche.

Il est en dehors du but du présent livre d'entreprendre ce triage systématique jusque dans ses particularités de détail. Il ne s'agit pas d'un exposé définitif et d'une critique de la doctrine marxiste. Il me suffit de caractériser — comme formant les éléments principaux de ce qui, à mon avis, constitue l'édifice de la pure science marxiste — le programme déjà mentionné du *matérialisme historique,* la doctrine de *la lutte des classes* en général et la lutte de classe entre bourgeoisie et prolétariat en particulier, ainsi que *la théorie de la plus-value* avec la théorie *du mode de production de la société bourgeoise*, et les tendances évolutionnistes qu'elle comporte. Tout comme les formules de la science appliquée, celles de la science pure diffèrent entre elles, quant à leur valeur par rapport au système.

Ainsi nul ne niera que l'élément le plus important dans les bases du marxisme, pour ainsi dire : la constitution qui anime le système tout entier, soit sa spécifique *théorie de l'histoire*, connue sous le nom de : conception matéria-

liste de l'histoire. Avec elle se maintient — ou tombe — le principe même. Et à mesure qu'elle subit des restrictions, les autres éléments constitutifs en ressentent le contre-coup. Tout examen de sa valeur doit donc avoir pour point de départ la question si, et si oui, jusqu'où cette théorie est admissible.

b) *La théorie matérialiste de l'histoire et la nécessité historique.*

« Nous avions, envers nos adversaires, à prouver *le principe essentiel* (le côté économique) par eux nié, et alors nous n'avions pas toujours le temps, la facilité et l'occasion pour faire ressortir suffisamment les *autres* facteurs participant à l'action réciproque ».

F. Engels, Lettre de 1890, publiée dans le « Soz. Akademiker, » octobre 1895).

La question de l'exactitude de la conception matérialiste de l'histoire est la question de la nécessité historique et de ses causes. Etre matérialiste signifie, en premier lieu, dériver la nécessité de tout ce qui arrive du mouvement de la matière.

Le mouvement de la matière, d'après la doctrine matérialiste, obéit nécessairement à certaines lois. Nul événement sans son effet nécessaire, nul effet sans cause matérielle. Mais comme le mouvement de la matière détermine l'éclosion des idées et des tendances de volonté,

celles-là aussi, et avec elles tout ce qui arrive, sont nécessaires dans l'humanité. Ainsi le matérialiste est-il un calviniste sans Dieu. S'il ne croit pas à la prédestination ordonnée par un Dieu, il croit pourtant — et il *doit* croire — qu'à partir de n'importe quel moment tout ce qui arrive désormais est déterminé d'avance par l'ensemble de la matière existante et par les relations réciproques des forces qu'elle engendre.

L'application du matérialisme dans l'interprétation de l'histoire signifie donc, en premier lieu, l'affirmation de la nécessité de *toutes* les phases et évolutions historiques passées et à venir. La question, pour le matérialiste, est uniquement : de quelle façon se manifeste, dans l'histoire de l'humanité, cette nécessité ? quel élément ou quels facteurs moteurs y sont décisifs ? quelle est la relation réciproque de ces divers facteurs et quel est le rôle qui incombe, dans l'histoire, à la nature, à l'économie, aux institutions juridiques et aux idées ?

Marx, à l'endroit déjà indiqué, dit qu'il considère comme le facteur déterminant *les forces productives matérielles* et *les conditions de production* humaines de tout temps. « Le mode de production de la vie matérielle détermine tout d'abord le processus social, politique et spirituel de la vie. Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur être. C'est au contraire leur être social qui détermine leur conscience.

« Arrivées à un certain degré de leur développement, les forces productives matérielles de la société se trouvent en contradiction avec les

conditions de production existantes, ou, pour employer le terme juridique, avec les conditions de propriété au milieu desquelles elles s'étaient mues jusque là. De formes d'évolution des forces productives qu'elles étaient, ces conditions se changent en entraves. C'est alors que le monde entre dans l'ère d'une révolution sociale. Avec la modification des bases économiques, le colossal édifice social (les institutions juridiques et politiques, auxquelles répondent certaines formes de la conscience sociale) évolue plus ou moins rapidement... Une forme sociale n'est jamais détruite avant que toutes les forces productives qu'elle peut comprendre ne soient arrivées à leur développement, et des relations de production nouvelles ne les remplacent pas, tant que leurs conditions matérielles d'existence ne sont pas écloses dans le sein même de l'ancienne société... Les conditions de production bourgeoises sont la dernière forme antagoniste de l'évolution de la production sociale... mais les forces productives qui se développent dans le sein de la société bourgeoise engendrent en même temps les conditions matérielles nécessaires à la solution de cet antagonisme. Avec cette ère sociale, la phase préhistorique de la société humaine est donc close » (Avant-propos à *Critique de l'économie politique*).

Je veux remarquer en passant que la phrase finale, et le mot « dernière, » dans la phrase précédente, ne sont que de simples affirmations dont la valeur n'est pas à prouver. Et pour la théorie aussi elles sont insignifiantes. Elles font

plutôt partie déjà des applications et nous pouvons ici passer outre.

Quant aux autres passages — sans mentionner maintenant le « plus ou moins rapidement » (fort significatif d'ailleurs !) — ce qui attire le plus l'attention, c'est leur forme apodictique. Ainsi, dans la seconde phrase de la citation, le mot « conscience » et le mot « être » sont opposés l'un à l'autre d'une façon tellement brutale, que l'on serait tenté de croire que l'auteur considère les hommes, purement et simplement, comme des agents vivants de puissances historiques, dont ils exécutent, bon gré mal gré, l'œuvre. Et cette impression n'est que quelque peu modifiée par une phrase pas reproduite ici où Marx affirme la nécessité de distinguer, dans les révolutions sociales, entre la révolution matérielle dans les conditions de la production et les « formes idéologiques... » où les hommes deviennent conscients de ce conflit et le vident par les armes. Dans l'ensemble, la conscience et la volonté des hommes apparaissent comme un facteur absolument subordonné à l'évolution matérielle.

Nous trouvons une phrase d'une nature non moins déterministe dans l'avant-propos du premier volume du « Capital ». « Il s'agit — dit l'auteur, en traitant des lois naturelles de la production capitaliste — de ces tendances *qui se manifestent et se réalisent avec une nécessité de fer.* » Et cependant là où tantôt il était parlé encore de « loi », il surgit à la fin, et au lieu de cette conception rigide, une autre, plus souple : la *tendance*. Et en tournant la page on rencontre

cette affirmation si fréquemment citée, que la société peut « abréger et adoucir » les maux de l'enfantement des phases de l'évolution naturelle.

Beaucoup plus conditionnel apparaît l'assujettissement des hommes aux conditions de production, dans l'exposé que F. Engels (pendant la vie encore de Marx et d'accord avec lui) donne, dans sa brochure contre Dühring, du matérialisme historique. Il dit là, que « les causes *dernières* » (déterminantes) de tous les changements sociaux et des révolutions politiques ne doivent pas être cherchées dans les têtes des hommes, mais dans les changements des formes de la production et de l'échange. « *Dernières* causes. » Cela comporte pourtant des causes coopérantes d'une autre essence, des causes de deuxième, troisième degré et il est évident que, plus longue est la série de ces causes, plus — quantitativement et qualitativement — limitée est la force déterminatrice des causes dernières. Le fait de leur action reste acquis, mais la formation finale des choses ne dépend pas que de lui. Une action qui est le résultat de plusieurs forces combinées ne peut être évaluée avec exactitude que si toutes ces forces sont connues et peuvent être mises en compte d'après leur valeur intégrale. Le fait de ne pas connaître *une* force, de valeur même minime, peut — tout mathématicien le sait — avoir pour conséquences des déviations fort considérables.

Dans ses écrits ultérieurs, Engels a davantage encore limité la force déterminatrice des

conditions de production. Notamment dans deux lettres, publiées dans le *Sozialistische Akademiker* du mois d'octobre 1895, et dont l'une date de 1890, l'autre de 1894. Là sont énumérées des « formes de droit », des théories politiques, juridiques, philosophiques, des considérations religieuses, c'est-à-dire des dogmes, comme autant de facteurs qui influencent le cours des luttes historiques et qui, souvent, en déterminent, « *d'une façon prépondérante, l'aspect.* » « Ce sont donc d'innombrables forces, se croisant sans cesse ; un groupe infini de parallélogrammes de forces (Kräfteparallelogramme), qui engendrent une *résultante* — l'événement historique — laquelle, à son tour, peut être considérée comme le produit d'un facteur agissant comme une entité inconsciente et sans volonté. Car ce que chacune de ces forces veut est empêché par toutes les autres, et la *résultante de leur action combinée est une chose qu'aucune d'elles n'a voulue.* » (Lettre de 1890). « L'évolution politique, juridique, philosophique, religieuse, littéraire, artistique, etc., a pour base l'évolution économique. *Mais toutes elles réagissent l'une sur l'autre et sur la base économique.* » (Lettre de 1895). On reconnaîtra que ceci diffère quelque peu de ce que Marx dit dans les passages cités plus haut.

Personne ne prétendra cependant que Marx et Engels, à un moment donné, aient perdu de vue le fait que des facteurs non-économiques influent sur la marche de l'histoire. On pourrait invoquer d'innombrables passages de leurs premiers écrits contre une pareille prétention.

Mais il s'agit ici de *gradations* et non pas de savoir si l'existence des facteurs idéologiques est reconnue. Il s'agit de savoir *dans quelle proportion* leur influence *sur* et leur signification *pour* l'histoire sont reconnues. Et sous ce rapport-là il est impossible de nier que Marx et Engels, à leur début, aient attribué aux facteurs non-économiques une beaucoup moindre influence sur l'évolution des sociétés, une réaction de beaucoup inférieure sur les conditions de la production, que dans leurs écrits ultérieurs. Ceci s'explique par l'évolution naturelle de toute nouvelle théorie. D'abord ces théories se formulent en des termes brutaux, apodictiques. Pour se faire admettre elles doivent démontrer la caducité des théories anciennes, et dans cette discussion la partialité et l'exagération s'expliquent parfaitement.

Dans la citation qui figure comme épigraphe en tête de ce chapitre, Engels reconnaît le fait sans détours et il ajoute : « Malheureusement il arrive trop souvent que l'on pense avoir entièrement compris une théorie et que l'on croit pouvoir la défendre telle quelle, dès qu'on s'est familiarisé avec ses principales formules. » Celui qui, de notre temps, applique la théorie matérialiste de l'histoire, doit l'appliquer dans sa forme la plus développée et non pas dans sa forme primitive, c'est-à-dire qu'il est obligé de tenir compte — à côté de l'évolution des forces productives et des conditions de la production — des conceptions juridiques et morales, des traditions historiques et religieuses de chaque époque, des influences géographiques et des influences natu-

relles autres dont, après tout, la nature humaine elle-même et ses aptitudes spirituelles font partie. Il faut d'autant moins perdre de vue cette obligation qu'il ne s'agit plus uniquement d'explorer les époques passées de l'histoire, mais déjà de l'ébauchage d'évolutions futures où la conception matérialiste de l'histoire doit servir de poteau indicateur de l'avenir.

En face des théories qui traitent la nature humaine comme une chose déterminée, immuable, la critique socialiste a démontré les grands changements que la nature humaine a subis aux cours des âges dans les contrées diverses, ainsi que la disposition au changement que manifestent les hommes d'une époque déterminée lorsqu'ils sont placés dans d'autres conditions de vie. De fait, la nature humaine est très malléable en ce qui concerne sa facilité d'adaptation aux conditions naturelles et aux milieux sociaux nouveaux.

Mais il ne faut pas oublier une chose : là où il est question de masses aussi énormes que les nations modernes, avec leurs mœurs et leurs habitudes — produits d'évolutions millénaires — on peut s'attendre d'autant moins à un rapide changement de la nature humaine, même à la suite de très sérieuses révolutions économiques, que les conditions économiques et de propriété ne constituent qu'une partie du milieu social qui influe d'une façon déterminante sur le caractère humain.

Ici encore il faut tenir compte d'une multitude de facteurs, et aux conditions de la production et de l'échange que le matérialisme

historique invoque en premier lieu comme facteurs d'influence, il faudrait joindre les conditions de groupement territoriales ou d'agglomération, c'est-à-dire la répartition locale de la population et les relations internationales. Il est vrai que tous ces facteurs sont déterminés par les deux premiers, mais, une fois donnés, ils exercent une réaction propre.

Dans une lettre à Conrad Schmidt, datée du 27 octobre 1890, Friedrich Engels a démontré d'une manière admirable comment des *institutions sociales* se transforment, de produits de l'évolution économique, en *facteurs sociaux* ayant un *mouvement propre*, et qui à leur tour réagissent sur celles-ci, dont, suivant les cas, ils peuvent hâter ou retarder l'évolution ou bien qu'ils peuvent guider dans d'autres directions. Comme exemple, il cite en premier lieu l'Etat, en complétant la définition habituelle de cette institution = organe de la domination des classes et de l'oppression, par cette qualification très significative : *produit de la division du travail social.*

Le matérialisme historique ne nie donc nullement le mouvement propre des facteurs politiques et idéologiques. Il combat uniquement l'inconditionnalité de ce mouvement individuel, et démontre que l'évolution des bases économiques de la vie sociale — conditions de production et évolution des classes — exerce finalement, sur l'évolution de ces facteurs, une influence prépondérante.

Néanmoins la multiplicité des facteurs demeure un fait acquis, et il n'est pas toujours fa-

cile de démontrer leurs relations mutuelles d'une façon suffisamment détaillée pour qu'il soit possible d'affirmer exactement d'où, dans un cas donné, émane la plus considérable force d'impulsion. Les causes purement économiques ne font que créer les prédispositions nécessaires à l'adaptation de certaines idées, mais il dépend de la coopération de toute une série d'influences de quelle façon ces idées se répandront à la suite et quelle forme elles adopteront. On fait plus de mal que de bien à l'idée du matérialisme historique en récusant dédaigneusement et *a priori*, en les taxant d'éclectisme, la démonstration positive des influences autres que celles d'une nature purement économique et la considération des facteurs économiques autres que la technique de la production et son développement prévu. L'éclectisme = sélection parmi les différents exposés et explications des phénomènes, n'est souvent que la réaction naturelle contre la prétention doctrinaire de vouloir tout faire dériver d'une cause unique et de tout traiter suivant une même méthode. Dès qu'une semblable prétention se manifeste, l'esprit de l'éclectisme se fait jour avec une violence élémentaire. Il constitue la rébellion du bon sens contre la tendance innée de toute doctrine à rigoureusement comprimer la pensée humaine dans une camisole de force.

Or, plus les facteurs d'essence autre — à côté des facteurs purement économiques — influent sur la vie sociale, plus aussi se modifie l'action de ce que nous appelons la nécessité historique. Dans la société moderne nous distinguons sous

ce rapport deux courants capitaux. D'un côté se manifeste une compréhension toujours plus nette des lois de l'évolution, et notamment de l'évolution économique. A cette compréhension se joint — partiellement comme étant sa cause même, partiellement comme étant sa conséquence — la faculté croissante de diriger l'évolution économique. Au même titre que le physique, le facteur naturel économique devient, à mesure que son essence est comprise, de maître qu'il était, le serviteur des destinées humaines. Théoriquement la société se trouve, vis-à-vis de la force d'impulsion économique, plus libre que jamais, et seule l'antagonisme des intérêts entre ses éléments divers — la puissance des intérêts privés et des groupes — empêche de convertir en liberté pratique cette liberté théorique. Cependant l'intérêt collectif empiète de plus en plus sur l'intérêt particulier, et, proportionnellement et partout où cela a lieu, l'action inconsciente des facteurs économiques diminue. Son évolution s'effectue de plus en plus vite et de plus en plus facilement. C'est ainsi que des individus et des peuples soustraient une partie toujours plus considérable de leur existence à l'influence d'une nécessité contraire ou indépendante de leur volonté.

C'est parce que les hommes prêtent une attention toujours grandissante aux facteurs économiques, qu'il semble que ceux-ci jouent actuellement un rôle plus considérable que jadis. Il n'en est rien pourtant. Cette erreur est engendrée par le fait que, de nos jours, le motif économique se manifeste ouvertement, tandis que

jadis il était rendu méconnaissable sous toutes sortes d'affublements autoritaires et idéologiques.

En idéologies non-déterminées par l'économie et par la nature agissant comme facteur économique, la société moderne est plutôt plus riche que ne l'étaient les sociétés du passé. Les sciences, les arts, un plus grand nombre de relations sociales sont aujourd'hui beaucoup plus indépendants de l'économie qu'à n'importe quelle époque passée. Ou, plus exactement : le degré de l'évolution actuellement atteint laisse aux facteurs idéologiques, et plus particulièrement aux éthiques, le champ plus libre qu'auparavant pour une activité indépendante. Conséquemment la connexité causale entre l'évolution technico-économique et l'évolution des autres institutions sociales devient toujours plus indirecte, et c'est ainsi que les nécessités naturelles de la première déterminent de moins en moins le développement de la dernière.

Le *il le faut* d'airain de l'histoire, subit ainsi une restriction qui, disons-le tout de suite, signifie pour la pratique de la social-démocratie non pas une diminution, mais une *augmentation* et une *qualification* de ses devoirs politico-sociaux.

Quoi qu'il en soit, nous voyons aujourd'hui la conception matérialiste de l'histoire sous un aspect autre qu'elle n'avait au début, quand elle fut présentée par ses promoteurs. Dans l'esprit de ceux-ci mêmes elle a subi une évolution et ils ont restreint sa signification absolutiste. C'est là, nous l'avons démontré, le sort de toute théorie.

Ce serait faire un grand pas en arrière que de se détourner de la forme plus mûre que leur a donnée Engels dans ses lettres — lettres que publia le *Sozialistische Akademiker* — pour en revenir aux définitions originales et leur donner, en invoquant ces définitions, un sens « monistique ». Il faudrait plutôt compléter, par ces lettres, les définitions primitives. L'idée fondamentale de la théorie ne perdrait pour cela rien de son unité, tandis que la théorie elle-même y gagnerait en valeur scientifique. Par ses compléments mêmes elle devient réellement une théorie de conception historique scientifique. Dans sa forme première elle pouvait devenir, dans la main d'un Marx, la clé pour de grandioses découvertes historiques, mais son génie même eût été entraîné par elle dans toutes sortes d'erreurs. A plus forte raison tous ceux qui ne disposent ni de son génie, ni de son savoir. Comme base scientifique de la théorie socialiste, la conception matérialiste de l'histoire ne peut plus aujourd'hui valoir qu'élargie, et toutes ses applications éventuellement projetées sans égards, ou avec des égards insuffisants pour sa signification intégrale — influence réciproque de causes et d'effets des facteurs matériels et idéologiques — sont, par conséquence, à corriger, soit qu'elles émanent des promoteurs mêmes de la théorie, soit de personnes autres.

*
* *

Ce qui précède était écrit déjà quand je reçus le fascicule d'octobre 1898 des *Deutschen Worte*, contenant un article de Wolfgang Heine sur *La Philosophie de l'histoire de Paul Barth et ses objections contre le marxisme.* Heine, dans son article, défend la conception de l'histoire marxienne contre le professeur de Leipzig, qui reproche à Marx d'avoir donné à la conception du « matériel » une signification restrictive exclusivement technico-économique, de sorte qu'elle devrait plutôt être définie : conception économique de l'histoire. A cette remarque du professeur Barth, Heine oppose les lettres sus-mentionnées d'Engels (lettres datées de 1890 et de 1895), et il les complète par quelques observations personnelles fort remarquables concernant les preuves isolées du marxisme et l'origine, le développement et les facultés actives des idéologies. A son avis, la théorie marxiste pourrait faire à l'idéologie des concessions plus considérables qu'elle n'en a fait jusqu'ici, sans pour cela perdre de son unité de conception, et elle *devra* lui faire ces concessions afin de conserver son rang de théorie scientifique, rendant aux réalités l'hommage qui leur est dû. Il ne s'agit pas de savoir si les auteurs marxistes ont partout reconnu et démontré de façon satisfaisante l'indéniable connexité entre l'influence des idées tradition-

nelles et les phénomènes économiques nouveaux, mais si cette reconnaissance inconditionnelle est à sa place dans le système de la conception matérialiste de l'histoire.

Au point de vue du principe la question est incontestablement posée correctement. Il s'agit ici, comme, de fait, partout en matière de science, d'une *question limitative*. De même façon Karl Kautsky pose la question dans son étude : *Qu'est-ce que la conception matérialiste de l'histoire peut accomplir ?* Cependant il faut toujours garder en vue qu'originellement la question ne fut pas posée dans cette forme restrictive, et qu'on attribua au facteur technico-économique une force déterminatrice quasi-illimitée dans l'histoire.

D'après Heine il s'agit uniquement de la connexité quantitative entre ces facteurs déterminateurs, et, ajoute-t-il, la solution a « plus d'importance pratique que théorique ».

Je proposerais de remplacer « plus que » par « autant que ». Pour le reste, je partage l'opinion qu'il s'agit ici d'une question d'une importance pratique considérable. Il est de grande importance pratique, en effet, de rectifier — en proportion des connexités quantitatives connues des autres facteurs — des sentences formulées à la suite d'une portée historique exagérée attribuée au facteur technico-économique. Il ne suffit pas que la pratique rectifie la théorie ; la théorie, si elle veut avoir la moindre valeur, doit s'habituer à reconnaître la valeur de la rectification.

Finalement la question se pose de savoir

jusqu'à quel point la conception matérialiste de l'histoire a droit encore à ce nom, si l'on continue à l'élargir de la façon indiquée en y introduisant d'autres facteurs. De fait elle n'est plus, depuis les explications données par Engels, purement matérialiste et, moins encore purement économique. Je ne nie pas que le nom et la chose ne s'adaptent pas complètement. Mais je cherche le progrès non pas dans l'effacement, mais dans la précision toujours plus grande des idées, et comme il s'agit avant tout, dans la définition d'une théorie historique, de faire ressortir en quoi elle se distingue des autres, j'adopterais, comme la plus indiquée des définitions, celle formulée par Barth : « conception économique de l'histoire » pour la théorie historique marxienne.

Dans l'importance qu'elle attribue à l'économie réside sa signification ; de la connaissance et de l'appréciation des faits économiques résultent ses accomplissements considérables pour la science de l'histoire, et l'élargissement que lui doit cette partie du savoir humain. « Conception économique de l'histoire » ne signifie pas forcément que des forces économiques seules, et des impulsions économiques seules soient reconnues, mais cela veut dire simplement que l'économie est toujours le facteur déterminant suprême et le point de départ de tous les grands mouvements historiques. A la formule : « conception matérialiste de l'histoire » sont inhérents, par avance, tous les malentendus qui s'attachent fatalement à l'idée « matérialisme ». Le matérialisme philosophique ou physiologique est dé-

terministe, la conception historique marxiste ne l'est pas, et elle n'attribue pas aux bases économiques de l'existence des peuples une influence déterminatrice inconditionnelle sur les formes de cette existence.

c) *La doctrine marxiste de la lutte des classes et du développement du capital.*

Sur le fondement de la conception matérialiste de l'histoire se base la doctrine des luttes de classe. « Il est de fait — écrit Engels dans son *Anti-Dühring* — que jusqu'ici l'histoire *tout entière* (1) était l'histoire de luttes de classe et que ces classes combattantes sont toujours le produit des conditions et des relations de production, en un mot : des conditions *économiques* de leur époque. » Dans la société moderne c'est la lutte de classe entre les détenteurs capitalistes des moyens de production et les producteurs spoliés, les salariés, qui, sous ce rapport, la marque de son sceau. Pour la première de ces deux classes Marx a emprunté la qualification de « bourgeoisie » et pour la seconde celle de « prolétariat » à la France, où, à l'époque où il élaborait sa théorie, ces deux termes étaient déjà employés de préférence par les socialistes de ce

(1) Dans la quatrième édition de son étude : *L'évolution du socialisme*, l'auteur a ajouté à cet endroit : « à l'exception des époques primordiales ».

pays. Cette lutte de classe entre bourgeoisie et prolétariat représente, *humanisé*, l'antagonisme qui existe dans les conditions de production actuelles, c'est-à-dire entre le caractère *privé* du mode d'appropriation et le caractère *social* du mode de *production*. Les moyens de production sont la propriété de *quelques* capitalistes qui *s'approprient* les bénéfices de la production, tandis que cette production elle-même est devenue une opération *sociale*, c'est-à-dire une fabrication, par beaucoup, d'objets de consommation, avec, pour point de départ, une division et une organisation systématiques du travail. Et cette contradiction en comporte — ou bien a pour complément — une autre : la division et l'organisation systématiques du travail dans l'intérieur des lieux de production (atelier, fabrique, etc.), sont en contradiction avec la vente au hasard des produits sur les marchés.

Le point de départ de la lutte de classe entre capitalistes et ouvriers est dans l'antagonisme des intérêts, résultant du mode d'exploitation des derniers par les premiers. L'examen de ce mode d'exploitation conduit à la théorie de la *valeur* et à celle de la production et de l'appropriation de la *plus-value*.

Ce qui caractérise la production capitaliste et l'ordre social qui repose sur elle, c'est que, économiquement, les hommes se trouvent généralement opposés les uns aux autres en leurs qualités respectives d'acheteurs et de vendeurs. Elle ne reconnaît pas, dans la vie sociale, des conditions formellement légales de dépendance, mais *de fait* cette dépendance existe, ré-

sultante de conditions purement économiques, telles que différence de situation matérielle, conditions de salaires, etc. L'ouvrier vend au capitaliste ses facultés productrices pour un certain temps et sous certaines conditions, à un prix convenu : le salaire. Le capitaliste vend, sur le marché, la masse des produits confectionnée par l'ouvrier, c'est-à-dire par l'ensemble des ouvriers qu'il emploie, à un prix qui, généralement — condition essentielle à la prospérité de son entreprise — excède la somme que lui a coûtée leur fabrication. Voyons quel est cet excédent.

D'après Marx il constitue la *plus-value* du travail produit par l'ouvrier. Les denrées sont vendues sur le marché à un prix déterminé par la valeur du travail qu'elles représentent, détermination qui a pour base le temps employé à la fabrication. Ce que le capitaliste a mis dans la production de travail *passé* — nous pourrions aussi dire *mort* — sous forme de matières premières, de matières auxiliaires, d'usure des machines, de loyer et autres faux-frais, reparaît invarié dans la valeur des produits. Il n'en est pas de même pour le travail vivant employé. Celui-ci a coûté au capitaliste le *salaire* du travail et il lui rapporte un revenu excédant ce salaire : la contre-valeur de la *valeur* du travail. La valeur du travail est la valeur de la *somme* de travail que contient le produit ; le salaire du travail est le prix d'achat de la *force de travail* dépensée dans la production. Le prix (éventuellement la valeur) de la force de travail est fixé par les frais d'entretien du travailleur, dé-

terminés à leur tour par ses besoins historiquement développés. La différence entre la contre-valeur (produit) de la valeur du travail et le salaire constitue la *plus-value*, que l'effort tout naturel du capitaliste tend à toujours augmenter et, de toute façon, à ne jamais laisser diminuer.

Or, sur le marché, la concurrence pèse toujours sur le prix des denrées, et un accroissement du débit ne peut presque jamais être obtenu sans aller de pair avec une diminution des frais de production. Le capitaliste peut effectuer cette diminution de trois façons différentes : réduction des salaires, augmentation des heures de travail, augmentation de la productivité du travail. Comme pour le premier et le second de ces expédients il est toujours des limites, toute l'énergie du capitaliste se dirige forcément vers le troisième. L'organisation meilleure du travail, sa condensation, le perfectionnement de la machinerie, voilà, dans la société capitaliste contemporaine, les moyens principaux pour réduire les frais de la production. Il en résulte ce que Marx appelle un changement dans « la composition organique du capital ». La proportion de la partie du capital employée à l'achat des matières premières, des moyens de production, etc., augmente, tandis que la partie destinée au payement des salaires baisse ; *la même* masse de produits est obtenue par moins de travailleurs, une masse *augmentée* de produits est obtenue par le même nombre et parfois par un nombre également diminué de travailleurs. La proportion entre la plus-value et la partie

du capital destinée aux salaires est appelée par Marx : *quote-part de plus-value* ou *d'exploitation,* la proportion entre la plus-value et le capital tout entier mis dans l'entreprise, est par lui qualifiée : *quote-part de profit.* De ce qui précède il ressort clairement que la quote-part de plus-value peut augmenter,en même temps que la quote-part de profit baisse.

D'après la nature même des diverses branches de production, nous voyons une composition organique très variée du capital. Il est des entreprises où une partie tout à fait disproportionnée du capital est dépensée pour des moyens de production, des matières premières, etc., tandis qu'une partie relativemeut petite du capital est réservée pour les salaires. Ailleurs, les salaires constituent la plus grande partie du capital employé. Les premières représentent des compositions organiques *supérieures*, les secondes des compositions organiques *inférieures* du capital. Si la proportion relative entre la plus-value réalisée et le salaire était toujours égale, les quotes-parts de profit dans ces dernières entreprises dépasseraient souvent et de beaucoup celles des premières. Mais cela n'est pas le cas. De fait les denrées, dans la société capitaliste moderne, ne sont pas échangées contre leur valeur de travail, mais elles sont vendues à leur *prix de production,* consistant en leur prix de revient (salaire, plus le prix du travail mort), augmenté d'un surplus qui correspond au profit moyen de l'ensemble de la production sociale, ou à la quote-part de profit dans ces branches de production où la

composition organique du capital indique une proportion moyenne entre le capital-salaire et le reste du capital employé. Les *prix* des denrées, dans les diverses branches de production, ne sont donc pas toujours déterminés de façon égale par leur valeur. Dans les unes elles sont toujours au-dessous, dans telles autres toujours au-dessus de leur valeur et dans les seules branches de production d'une composition organique moyenne du capital, elles approchent de leur valeur. La loi de la valeur disparaît complètement de la conscience des producteurs. Elle n'agit plus que derrière leur dos, tandis que, à des intervalles plutôt longs, la proportion de la quote-part de profit moyenne se règle sur elle.

Les lois de contrainte de la concurrence et la croissante richesse en capitaux de la société déterminent une baisse incessante des quotes-parts de profit, baisse ralentie parfois par des forces contraires, mais point arrêtée de manière durable. La surproduction de capital va de pair avec la surabondance de travailleurs. Une centralisation toujours plus accentuée se produit dans l'industrie, le commerce et l'agriculture, et de plus en plus les petits capitalistes sont expropriés par les grands. Des crises périodiques, provoquées par l'anarchie dans la production jointe à la consommation insuffisante chez les masses, deviennent de plus en plus violentes et ruineuses, et elles précipitent, par la suppression d'innombrables petits capitalistes, le processus de la centralisation et de l'expropriation. D'une part se généralise la

forme collectiviste — coopérative — du mode de travail, et d'autre part s'accroît « avec l'incessante diminution du nombre des magnats du capital, qui usurpent et monopolisent tous les avantages de ce processus de transformation, la somme de misère, d'oppression, d'esclavage, de la dégradation, d'exploitation mais aussi d'irritation chez la toujours plus nombreuse classe ouvrière, formée, unie et organisée par le mécanisme même de la production capitaliste. » C'est ainsi que l'évolution tend vers un point où le monopole du capital se transforme en entrave du mode de production qui s'est développé à ses côtés, et où la centralisation des moyens de production et la socialisation du travail deviennent incompatibles avec leur cadre capitaliste. Ce cadre est alors brisé, les expropriateurs et les usurpateurs sont expropriés par le peuple, la propriété privée capitaliste est supprimée.

C'est là, d'après Marx, la tendance historique du mode de production, c'est-à-dire d'appropriation capitaliste. La classe, appelée à réaliser l'expropriation de la classe capitaliste et la transformation de la propriété capitaliste en propriété commune, est la classe des ouvriers salariés, le prolétariat. Pour ce faire il doit s'organiser en parti politique de classe. Cette classe s'empare à un moment donné du pouvoir « et transforme, en premier lieu, les moyens de production en propriété de l'Etat. Mais, en ce faisant, le prolétariat se supprime lui-même en tant que prolétariat ; il supprime toutes les distinctions et tous les contrastes de

classe et par cela même l'Etat en tant qu'Etat. » La lutte pour l'existence individuelle avec ses conflits et ses excès prend fin ; l'Etat n'a plus rien à opprimer et « s'éteint. » (Engels, *Evolution du socialisme*).

*
* *

Voilà, autant que possible condensés, les principaux passages de cette partie de la doctrine marxiste, que nous devons encore considérer comme de la théorie pure du socialisme qui est basé sur elle. Pas plus que la théorie matérialiste de l'histoire — bien moins même — cette partie n'est, du premier coup et dans sa forme accomplie, sortie de la tête de ses promoteurs. Plus facilement encore que pour cette autre, on peut ici démontrer l'évolution de la doctrine, qui, en maintenant ses points de vue principaux, consiste en la restriction des apodictiques sentences primitives. Jusqu'à un certain point cette modification de leur doctrine a été reconnue par Marx et Engels eux-mêmes.

Dans l'avant-propos du *Capital* (1867), dans l'avant-propos de l'édition nouvelle du *Manifeste communiste* (1872), dans l'avant-propos et dans une note de l'édition nouvelle de *La misère de la philosophie* (1884), et dans l'avant-propos de « *Les luttes de classe dans la Révolution française* » (1895), sont indiqués quelques-uns des changements qui se sont opérés, dans le courant des années et relativement à cer-

taines questions essentielles, dans la manière de voir de Marx et d'Engels.

Mais toutes les variations à constater là et ailleurs, relativement à certaines parties et prévisions de la doctrine, n'ont pas été reconnues dans sa formulation définitive. Pour ne citer qu'un exemple : dans l'avant-propos à l'édition nouvelle du *Manifeste communiste*, Marx et Engels s'expriment comme suit au sujet du programme révolutionnaire que contient ce manifeste : « Etant donné l'immense développement de la grande industrie dans les dernières 25 années, et l'organisation de parti de la classe ouvrière qui l'a suivi ; étant données les expériences pratiques, d'abord de la *Révolution de février* et beaucoup plus encore de la *Commune de Paris*, où le prolétariat, pour la première fois et pendant deux mois, a détenu le pouvoir politique — ce programme, à plus d'un endroit, ne répond plus aux nécessités du moment. La Commune de Paris notamment a fourni la preuve que la classe ouvrière ne peut pas simplement s'emparer de la machine de l'Etat et la mettre en mouvement pour son propre compte ».

Cela fut écrit en 1872. Mais cinq ans plus tard, dans son pamphlet contre Dühring, Engels dit sans plus de façon : « Le prolétariat s'empare du pouvoir public et transforme, en premier lieu, les moyens de production en propriété de l'Etat. » Et dans la nouvelle édition des *Révélations sur le procès des communistes*, Engels reproduit (en 1885) un programme révolutionnaire de 1848, rédigé suivant les vieilles

conceptions, ainsi qu'une circulaire, conçue dans le même sens et émanant du Comité exécutif de la *Fédération communiste*. Fort laconiquement Engels dit, au sujet du programme, qu' « aujourd'hui encore beaucoup de personnes peuvent y apprendre quelque chose » et de la circulaire, que : « beaucoup de choses dites là-dedans sont encore de saison aujourd'hui. » On peut bien maintenant renvoyer aux expresssions « en premier lieu » — « beaucoup de personnes » — « beaucoup de choses » et déclarer que ces passages ne doivent pas être pris à la lettre. Mais cela n'atténue pas les faits. Marx et Engels se sont bornés à tout juste indiquer, et, parfois, à reconnaître par rapport à certains points seulement, l'influence que les changements — par eux reconnus — dans les *faits*, et la *meilleure compréhension* des faits, doivent exercer sur la formulation et l'application de la théorie. Et sous ce dernier rapport aussi les contradictions, chez eux, ne font pas défaut. Ils ont laissé à leurs successeurs la tâche de rétablir l'unité dans la théorie et l'accord entre la théorie et la pratique.

Cette tâche ne peut être accomplie que si l'on se rend compte, sans réticence aucune, des lacunes et des contradictions dans la théorie. En d'autres termes : *le développement et le perfectionnement de la doctrine marxiste doit commencer par sa critique*. Aujourd'hui on peut *tout* prouver par les écrits de Marx et d'Engels. Pour les apologistes et les avocassiers littéraires cela est fort commode évidemment. Mais celui qui a conservé ne fût-ce qu'un peu de sens théo-

rique, celui pour qui le caractère scientifique du socialisme n'est pas « uniquement un objet de parade que l'on sort en des occasions solennelles de l'armoire, sans y faire la moindre attention le reste du temps », celui-là éprouvera le besoin — dès qu'il aura découvert ces contradictions — de déblayer le terrain. En cela, et non pas en la sempiternelle répétition des paroles du maître, consiste le devoir des disciples.



C'est en ce sens que dans les pages suivantes est entreprise la critique de quelques éléments de la doctrine marxiste. Comme je voulais donner à cette étude — écrite, en premier lieu, pour des ouvriers — des proportions restreintes, et qu'il m'a fallu l'écrire en quelques semaines, je tiens à déclarer ici que je n'ai pas même essayé de traiter mon sujet jusqu'à l'épuiser. Et je ne prétends pas non plus que ma critique soit originale. La majeure partie — sinon le tout — de ce qui suit a été traitée déjà ou du moins a été indiquée par d'autres, quant au fond de la question. Sous ce rapport la justification de cette étude n'est pas qu'elle révèle des choses jusqu'ici inconnues, mais qu'elle constate les découvertes déjà faites.

Et cela aussi est nécessaire. Ce fut je crois Marx lui-même qui un jour, en traitant de la destinée des théories, écrivit : « L'aimée de Moor ne doit mourir que par la main de Moor. » De même, les erreurs d'une doctrine ne peuvent être considérées comme élaguées que lorsqu'elles sont reconnues par les adhérents mêmes de la doctrine.

Cette reconnaissance ne signifie nullement la

déchéance de la doctrine. Il se pourrait fort bien, une fois les erreurs écartées, que, pour me servir d'une boutade de Lassalle, ce fût tout de même Marx qui finalement ait raison contre Marx.

CHAPITRE II

LE MARXISME ET LA DIALECTIQUE HÉGÉLIENNE.

a) *Les pièges de la méthode hégélio-dialectique.*

> « Pendant de longs débats, qui souvent nous faisaient passer la nuit, je l'infectais, à son grand détriment, d'hégélianisme. »
>
> Karl Marx sur Proudhon.

La conception marxiste de l'histoire et la doctrine socialiste sur elle basée furent ébauchées dans leurs formes primitives, dans les années 1844-47, à une époque où l'Europe occidentale et centrale éprouvaient une grande effervescence révolutionnaire. Elles peuvent être qualifiées comme le produit le plus radical de cette période.

Cette époque, en Allemagne, était celle du libéralisme bourgeois grandissant. Comme dans d'autres pays, le *credo* idéologique des classes en révolte contre l'ordre des choses établi dépassait de beaucoup les aspirations pratiques

de cette classe. La bourgeoisie, dans laquelle doivent être comprises les larges couches des classes non féodales et non salariées, luttait contre l'absolutisme étatiste encore mi-féodal. Son credo philosophique commençait par la négation de l'absolu pour finir par la négation de l'Etat.

Le courant philosophique, qui en Max Stirner trouva dans cette direction son représentant le plus radical, est connu comme la gauche radicale de la philosophie hégélienne. Comme on peut le voir chez Engels, qui, comme Marx, a vécu pendant un certain temps dans ce milieu, — tous deux fréquentaient à Berlin les « Libertaires » (Freien) du cabaret de Hippel — les représentants de cette tendance rejetaient le système de Hégel, tout en se complaisant d'autant plus dans sa dialectique, jusqu'au moment où, d'un côté la lutte pratique contre la religion positive (à cette époque une des formes principales de la lutte politique), et d'autre part l'influence de Ludwig Feuerbach, les conduisirent à la reconnaissance sans réserve du matérialisme. Cependant, Marx et Engels ne s'arrêtèrent pas au matérialisme toujours physiologique encore de Feuerbach, mais ils développèrent, à l'aide de la dialectique (débarrassée de son caractère mystique) et sous l'influence de la lutte de classes — qui à cette époque avait pour théâtre la France et l'Angleterre — leur théorie du matérialisme historique.

Engels a fait ressortir avec beaucoup d'énergie la part qu'a eue la méthode dialectique dans les origines de cette théorie. D'après

l'exemple de Hégel il distingue entre l'observation métaphysique et l'observation dialectique des faits, et il caractérise la première de ces deux méthodes en disant qu'elle envisage les faits isolés ou leurs images, les idées, comme des choses immuables créées une fois pour toutes.

La seconde méthode, au contraire, les envisage dans leur connexité, leurs variations, leurs transformations, et révèle le fait que les deux pôles d'une antithèse, comme le positif et le négatif, se pénètrent réciproquement malgré la contradiction. Mais tandis qu'Hégel considérait la dialectique comme l'auto-développement de l'idée, la dialectique idéologique devint, chez Marx et Engels, la réflexion consciente du mouvement dialectique du monde réel, et remit ainsi « sur ses pieds » la dialectique hégélienne.

Ainsi s'exprime Engels dans son écrit : « *Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique.* »

Mais cette « remise sur pieds » de la dialectique n'est pas une chose si simple. De quelque façon que les choses se comportent dans la réalité, dès que nous quittons le domaine des faits démontrables par l'expérience et que nos pensées vont au-delà, nous arrivons dans le monde des idées déductives, et si alors nous suivons les lois de la dialectique, nous retombons, avant de nous en apercevoir, dans les pièges de l' « auto-développement de l'idée ». C'est ici qu'est le grand danger scientifique de la logique antithétique hégélienne. Les formules ont beau être utilisables, occasionnellement,

pour la démonstration des rapports réciproques et des développements de certaines choses réelles. Elles peuvent avoir été d'une grande utilité pour la formulation de problèmes scientifiques et avoir donné l'impulsion vers d'importantes découvertes. Mais dès que, avec ces formules pour point de départ, des développements déductifs sont faits, le danger des constructions arbitraires renaît. Ce danger devient plus grand à mesure qu'est plus compliqué le sujet du développement duquel il s'agit. Lorsqu'il s'agit de choses simples, l'expérience et la faculté du jugement logique nous protègent généralement contre le danger de nous laisser entraîner par des formules d'analogie, comme par exemple « négation de la négation » et à des inductions concernant leur variabilité, en dehors des limites de la vraisemblance. Au contraire, plus un objet est compliqué, plus considérable le nombre de ses éléments, plus hétérogène sa nature ét plus multiples les origines de son activité, moins ces formules peuvent nous instruire sur ses développements, car d'autant plus difficile devient tout critérium d'appréciation.

Ce qui ne signifie pas qu'il faille dénier tout mérite à la dialectique hégélienne. Peut-être bien que Fr. A. Lange l'a appréciée de la façon la plus juste lorsqu'il écrivit dans son « *Arbeiter frage* » que l'on pourrait appeler la philosophie historique hégélienne, avec ses conceptions fondamentales « presque une découverte anthropologique ». Mais Lange a aussi presque mis le doigt sur la blessure en ajoutant que

« pas plus dans la vie de l'individu que dans l'histoire, le développement par l'antithèse ne se fait ni aussi facilement et radicalement, ni aussi précis et symétrique que dans la construction spéculative ». Tout marxiste reconnaîtra aujourd'hui cette vérité quant au passé, mais en ce qui est de l'avenir et même d'un avenir très prochain, il en sera différemment, à en croire la doctrine marxiste. Le Manifeste Communiste proclama, en 1847, « que la révolution bourgeoise à la veille de laquelle se trouve l'Allemagne, étant donnés le développement du prolétariat et l'état avancé de la civilisation européenne, ne pourra être que le prologue immédiat d'une révolution prolétarienne. »

Cette auto-suggestion historique, tellement erronée que le premier visionnaire politique venu ne pourrait guère trouver mieux, serait incompréhensible chez un Marx, qui à cette époque, avait déjà sérieusement étudié l'économie, si on ne devait pas voir en elle le produit d'un reste de la dialectique antithétique hégélienne, dont Marx, pas plus qu'Engels n'a jamais su complètement se défaire. En ces temps d'effervescence générale cela lui a été d'autant plus fatal. Nous voyons ici non pas une simple exagération de la portée espérée d'une action politique, — excusable après tout chez des chefs de parti passionnés et qui, les circonstances aidant, les a parfois conduits à des résultats surprenants — mais l'escomptage purement spéculatif de l'aboutissement d'une évolution *économique* et *sociale* qui avait à peine commencé. Ce qui aurait eu besoin de plusieurs

générations pour aboutir, était déjà considéré, sous le jour de la philosophie de l'évolution antithétique, comme le résultat immédiat d'une révolution *politique* qui devait encore assurer à la classe bourgeoise l'espace nécessaire à son développement. Et si Marx et Engels, deux ans seulement après la confection du manifeste, se virent obligés, lors de la scission dans la « *Fédération Communiste* », de parler à leurs adversaires dans la Fédération de la forme encore non développée (unentwickelte Gestalt) du prolétariat allemand » et de s'opposer à ce qu'on fît de l'expression *prolétariat* « une chose sainte », cette contradiction doit être en premier lieu considérée comme le résultat d'une déception momentanée. Cette contradiction entre la maturité réelle et la maturité hypothétique de l'évolution s'est répétée plusieurs fois encore, sous d'autres formes.

Comme il s'agit ici d'un point qui a le plus influencé mon appréciation de la doctrine marxo-engélienne, je veux citer un exemple de date récente.

Au cours d'une polémique avec un jeune socialdémocrate de l'Allemagne du sud, Franz Mehring a dernièrement reproduit, dans la « *Leipziger Volkszeitung* » un passage de l'avant-propos à la seconde édition de l'écrit d'Engels : « *La question de l'habitation* », préface où Engels parle de « l'existence d'un certain socialisme petit-bourgeois » dans la socialdémocratie allemande et qui, « jusque dans la fraction au Reichstag », est représentée. Engels fait ressortir le caractère petit-bourgeois de

cette tendance en exposant que, tout en reconnaissant pour exactes les conceptions fondamentales du socialisme moderne, elle remet à une époque éloignée ses réalisations, ce qui signifie que, « pour le présent, on en serait réduit à du simple rapiéçage social ». Engels trouvait cette tendance assez explicable pour l'Allemagne, mais en même temps peu dangereuse, étant donné « le merveilleux bon sens » des travailleurs allemands. Mehring voit dans cette déclaration une allusion à la discussion alors récente, dans la social-démocratie allemande, de la question des subventions aux compagnies transatlantiques, discussion qu'il dit être « le premier exposé sérieux de *la politique pratique* et de *la tactique prolétarienne révolutionnaire.* » Ce que Engels dit à l'endroit cité est ce que les représentants de la tendance prolétarienne révolutionnaire, dont il se réclame, « pensent et veulent » : séparation d'avec les ainsi qualifiés « socialistes petits-bourgeois ».

On ne peut pas nier que Mehring donne une interprétation exacte du passage précité d'Engels. C'est ainsi qu'à l'époque — janvier 1897 — Engels envisageait la situation. Et quinze mois auparavant il avait reproduit, dans l'édition nouvelle des « *Révélations sur le procès des Communistes* », les deux circulaires de mars et de juin 1851, rédigées par Marx et lui, et où la « révolution en permanence » est proclamée devoir être la politique du prolétariat révolutionnaire. Et dans l'avant-propos Engels affirmait que beaucoup de choses dites dans ces circulaires seraient encore de saison dans la très

prochaine « commotion européenne ». Il présentait la guerre de 1870-71 comme la dernière commotion antérieure de ce genre, estimant d'ailleurs que les intervalles entre les révolutions européennes étaient, dans notre siècle, de 15 à 18 ans.

Ceci fut écrit dans les années 1885-87. Peu d'années après éclata dans la social-démocratie allemande le conflit avec les jeunes. Latent depuis quelque temps déjà, il devenait aigu en 1890 lors des discussions sur la célébration du 1er mai.

Que la majorité des « jeunes » croyaient loyalement agir dans le sens d'Engels en combattant « l'opportunisme » de la fraction au Reichstag, personne ne le niera aujourd'hui. Lorsqu'ils dénonçaient la majorité de cette fraction comme petit-bourgeoise, qui donc était leur autorité sinon Engels ? Puisqu'elle se composait précisément des personnages qui, dans l'affaire des subventions aux compagnies transatlantiques formaient la majorité. Mais lorsque la rédaction de la « *Sachsische Arbeiterzeitung* » invoqua en dernier ressort l'opinion d'Engels, la réplique de celui-ci — Mehring en sait quelque chose — différait du tout au tout du passage cité à l'appui. Engels qualifia le mouvement des « jeunes » de simple « révolte de littérateurs et d'étudiants » et proclama que ce qui, de ce côté, était reproché à la fraction, était tout au plus des bagatelles. Libre à la « *Sachsische Arbeiterzeitung* » d'espérer la défaite, par le bon sens des travailleurs allemands, de la tendance parlementaire utilitaire dans la

social-démocratie ; quant à lui, Engels, il ne partageait pas cette espérance. Il ignorait l'existence d'une semblable majorité dans le parti.

Personne mieux que l'auteur de ces lignes ne sait que Engels, en faisant cette déclaration, agissait conformément à sa conviction. Le mouvement des « jeunes », qui était, après tout, un mouvement d'ouvriers aussi — et d'ouvriers encore qui, sous les lois d'exception, avaient été parmi les propagandistes les plus actifs du parti — lui apparut comme une rébellion ourdie par des littérateurs radicalisants, et la politique par eux prônée comme momentanément à tel point dangereuse, qu'en face d'elles les méfaits petits-bourgeois de la fraction devenaient des bagatelles.

Mais si méritoire politiquement que fût la « réponse » publiée dans le « *Sozialdemokrat* » du 13 septembre 1890, la question reste douteuse, de savoir si Engels était pleinement dans son droit en reniant ainsi toute solidarité avec les « jeunes. » Si la révolution européenne était aussi imminente qu'il l'avait affirmé dans l'avant-propos cité — à l'en croire, la période d'échéance avait commencé déjà — et si la tactique esquissée dans la circulaire était encore valable en principe, alors les « jeunes » étaient bien la chair de sa chair, le sang de son sang. Dans le cas contraire, la faute en était bien moins aux jeunes qu'aux écrits de propagande de 1885 et 1887 contenant les suppléments en question, et à leurs corollaires équivoques. Cette ambiguité qui répondait si peu au caractère d'Engels, avait son

origine dans la dialectique empruntée à Hégel. Le « oui, non et non, oui » de cette dialectique, remplaçant le « oui, oui et non, non » ; sa confusion des antithèses, ses métamorphoses de quantité en qualité et ce qui en est encore des beautés dialectiques, s'opposa toujours et toujours de nouveau à la pleine conscience de la portée des changements constatés. Pour que la thèse — d'origine hégélienne — de l'évolution subsistât, il fallait ou bien donner une interprétation erronée de la réalité ou bien ignorer toute proportion effective dans l'estimation du chemin à parcourir. De là cette contradiction, que la pénible minutie, qui est le propre du zèle infatigable des génies, va de pair avec une presque incroyable négligence des réalités les plus palpables ; que la doctrine même, qui a pour base l'influence déterminante de l'économie sur la force, aboutit à une véritable croyance merveilleuse en la faculté créatrice de la force, et que l'élévation théorique du socialisme au rang de science se transforme si souvent en une subordination à la tendance de toutes ses prétentions scientifiques.

Il est pour le moins fort peu scientifique de juger le point de vue d'un politicien ou d'un théoricien, rien que d'après l'idée qu'il se fait de la rapidité avec laquelle s'effectue l'évolution sociale. L'identification de l'idée prolétarienne avec celle de l'abolition directe et immédiate de tous les contrastes sociaux conduit à une interprétation bien mesquine de cette idée. « Prolétarien », d'après cette méthode, signifierait brutal, grossier. Si la foi en la perpétuelle im-

minence de la catastrophe révolutionnaire faisait le socialiste prolétarien et révolutionnaire, ce seraient en tout premier lieu les révolutionnaires *en toc* qui auraient droit à cette qualification. Mais dans une doctrine scientifique il faudrait pour le moins une ligne de démarcation rationnelle quelconque qui séparât les fantaisistes d'une part et les petits-bourgeois de l'autre. Mais il n'a jamais été question de cela et l'appréciation est restée purement arbitraire. Et comme les proportions apparaissent toujours plus petites à mesure qu'on voit les choses de plus loin, l'expérience fait habituellement ressortir ce fait remarquable que l'on rencontre la conception petite-bourgeoise — dans le sens indiqué ci-dessus — chez des personnes qui, appartenant elles-mêmes à la classe ouvrière, vivent en contact intime avec le véritable mouvement prolétarien, tandis que les individus appartenant à la classe bourgeoise ou jouissant d'une aisance bourgeoise, et qui n'ont jamais fréquenté le monde ouvrier — qu'ils connaissent tout au plus par des réunions publiques où règne un ton mis d'avance au diapason voulu — débordent de sentiments prolétariens et révolutionnaires.

Engels, à la fin de sa vie, — dans l'avant-propos de « *Les luttes de classe* » — a reconnu sans détours l'erreur que Marx et lui avaient commise dans leur évaluation de la durée de l'évolution politique et sociale. Le mérite qu'il s'est acquis par la publication de cet écrit — que l'on pourrait appeler son testament politique — ne peut pas être exagéré. La portée de cet

écrit est considérable. Mais cette préface n'était pas l'endroit propice pour tirer toutes les conséquences qui découlent de ce si spontané aveu. Et on ne pouvait pas non plus attendre d'Engels qu'il entreprît lui-même les rectifications théoriques que cet aveu comportait. S'il l'avait fait, il aurait été obligé, sinon formellement du moins dans le fond, à rompre définitivement avec la dialectique hégélienne. Elle constitue l'élément perfide dans la doctrine marxienne, le piège, l'obstacle qui barre le chemin à toute appréciation logique des choses. Engels ne pouvait ou ne voulait pas aller au delà. Il ne tirait les conséquences des constatations faites que par rapport à certaines méthodes et formes de la lutte politique. Si importantes que soient les choses qu'il dit à cet égard, elles ne couvrent qu'une partie du domaine des questions désormais posées.

Il est incontestable qu'aujourd'hui nous avons à considérer les luttes politiques sur lesquelles Marx et Engels nous ont laissé des monographies, sous un autre jour qu'eux ne le faisaient. Leur jugement sur les partis et les hommes, étant donné leur appréciation erronée des événements, ne pouvait pas être, malgré leur façon très réaliste d'envisager les choses, un jugement irrécusable, ni leur politique toujours bonne. La rectification ultérieure serait sans importance pratique si dans l'historiographie socialiste, en ce qui concerne l'époque moderne, la tradition ne jouait pas un si grand rôle et si d'autre part on ne citait pas toujours en exemple les luttes passées.

Plus importante que la rectification que comporte, d'après l'avant-propos d'Engels, l'historiographie socialiste des temps modernes, est celle qui en découle pour l'interprétation intégrale de la lutte et des devoirs de la socialdémocratie. Et cette constatation nous mène tout d'abord à un point encore peu élucidé, à savoir la connexité originaire intime entre le marxisme et le blanquisme et la cessation de cet accord.

b) *Marxisme et blanquisme.*

> « Quand la nation aura dévoré son avance,
> Quand le pays sera sans production et sans commerce.
> Quand les ouvriers, démoralisés par la politique des clubs et par le chômage des ateliers nationaux, se feront soldats pour vivre...
> Oh ! alors vous saurez ce que c'est qu'une révolution provoquée par des avocats, accomplie par des artistes, conduite par des romanciers et des poètes !
> Réveillez-vous de votre sommeil, montagnards, girondins, feuillants, cordeliers, jansénistes et babouvistes ! Vous n'êtes pas à six semaines des événements que je vous annonce. »
>
> PROUDHON : « Le Représentant du Peuple », (29 avril 1848.)

La philosophie hégélienne a été définie par plusieurs auteurs comme une réflexion de la grande Révolution française. Et de fait elle

peut être qualifiée, avec ses évolutions contradictoires de la raison, comme la contre-partie idéologique de ces grandes luttes où, comme le disait Hegel, « l'homme se tenait sur la tête, c'est-à-dire sur la pensée. » Il est vrai que dans le système d'Hegel culmine l'évolution de la raison politique du « Polizeistaat » prussien éclairé, contemporain de la Restauration. Mais un an avant la mort d'Hegel la Restauration en France fit place au gouvernement du roi-citoyen. L'Europe fut de nouveau ébranlée par une impulsion radicale qui finalement aboutit à des attaques toujours plus violentes contre ce régime et contre la classe dont il était le porte-drapeau : la bourgeoisie. L'Empire et la Restauration étaient considérés par les représentants radicaux des aspirations modernes, comme de simples arrêts momentanés dans la marche ascendante des idées de la grande Révolution. Avec la « royauté bourgeoise » avait repris le cours normal de l'évolution, qui désormais, en face des conditions sociales modifiées, ne rencontrerait plus sur son chemin les obstacles qui interrompirent la marche de la Révolution.

Le produit le plus radical de la grande Révolution avait été le mouvement de Babœuf et des Egaux. Ses traditions furent reprises, en France, par les sociétés révolutionnaires secrètes, qui surgirent sous le règne de Louis-Philippe et dont plus tard sortit le parti blanquiste. Leur programme était : renversement de la bourgeoisie au moyen de l'expropriation par la force. Dans la révolution de février 1848 les révolutionnaires des clubs étaient aussi sou-

vent appelés « babouvistes » et « parti Barbès » que, d'après l'homme qui était devenu leur chef spirituel, « blanquistes ».

En Allemagne, Marx et Engels, avec les données de la radicale dialectique hégélienne, étaient arrivés à une doctrine fort semblable au blanquisme. L'héritier naturel des bourgeois ne pouvait être que son antagoniste le plus déterminé : le prolétariat, ce produit social essentiel de l'économie bourgeoise. En continuation de l'œuvre de critique sociale des socialistes de l'école d'Owen, de Fourier et de Saint-Simon — œuvre traitée aujourd'hui, à tort, avec dédain — ils élaborèrent leur doctrine économico-matérialiste. Mais dans la partie matérialiste ils argumentaient toujours en hégéliens. Le prolétariat moderne qui chez les saint-simoniens avait déjà joué le même rôle qu'au siècle dernier le paysan dans l'école de Rousseau, était absolument idéalisé par eux dans leur théorie, surtout sous le rapport des possibilités historiques et, en même temps, relativement à ses facultés et à ses penchants. Ils arrivaient ainsi, malgré leur savoir philosophique plus sérieux, aux mêmes conclusions politiques que les conspirateurs babouvistes. La révolution partielle est une utopie et seule la révolution prolétarienne est encore possible — enseigne Marx dans les « *Deutsch-franzoesischen Jahrbüchern* ». Cette conception menait directement au blanquisme.

En Allemagne on considère le blanquisme comme n'étant que la théorie des sociétés secrètes et des échauffourées politiques, la doc-

trine de l'ouverture de la révolution par l'action d'un petit parti révolutionnaire, conscient de son but fixé d'avance. Mais ceci est une appréciation qui s'arrête aux simples apparences extérieures et qui touche tout au plus certains chefs de file du blanquisme. Le blanquisme est plus que la théorie d'une méthode ; sa méthode est plutôt la simple conséquence, le produit de sa théorie politique plus profonde. Celle-ci n'est autre chose que la théorie de la force créatrice illimitée de l'action révolutionnaire politique, et de sa forme concrète : l'expropriation révolutionnaire. La méthode dépend en partie des circonstances. Là où la discussion et la presse ne sont pas libres la société secrète s'impose tout naturellement, et où un centre politique réel domine dans les soulèvements révolutionnaires comme, jusqu'en 1848, en France, l'échauffourée — à condition de tenir compte de certaines expériences du passé — n'est pas si irrationnelle que le croient les Allemands. Ecarter l'échauffourée de ses moyens d'action ne signifie donc pas encore s'émanciper du blanquisme. Rien ne démontre aussi clairement cette vérité que la lecture des écrits de Marx et d'Engels de l'époque de la Fédération communiste. A part la question des échauffourées, ces écrits exhalent toujours un parfum blanquiste, c'est-à-dire babouviste. Constatation significative : dans le manifeste communiste, seuls dans toute la littérature socialiste, les écrits de Babœuf ne sont pas critiqués. De ces écrits il est dit simplement que dans la grande Révolution ils formulaient les revendications

du prolétariat. Le programme d'action révolutionnaire du manifeste est tout ce qu'il y a de plus blanquiste. Dans « *Les luttes de classe* », dans « *Le 18 Brumaire* » et plus spécialement dans la circulaire de la Fédération communiste, les blanquistes sont présentés comme *le* parti prolétarien — « le vrai parti prolétarien » dit la circulaire de juin 1850 — qualification qui était basée uniquement sur le révolutionnarisme, et nullement sur la composition sociale de ce parti. Le parti prolétarien français c'était, en 1848, les ouvriers groupés autour du Luxembourg. Une considération analogue décide des préférences pour une des fractions ennemies dans le camp des chartistes. Dans l'exposé de la marche des événements en France, dans « *Les luttes de classe* » et « *Brumaire* », dans la magistrale analyse des forces réelles, se faufile la légende déjà très amplifiée des blanquistes. Mais nulle part l'esprit blanquiste ne se manifeste avec autant de netteté que dans la circulaire de la Fédération communiste de mars 1850, où l'on trouve des indications minutieuses sur la façon dont auront à se comporter, lors de la révolution prochaine, les communistes, afin de rendre « permanente » cette révolution. Toute notion théorique de la nature de l'économie moderne, toute connaissance du degré de développement économique de l'Allemagne — pourtant bien inférieur encore à celui de la France contemporaine — toute compréhension économique s'évaporent en présence d'un programme que le premier venu des révolutionnaires de club n'aurait pas pu rédiger

en des termes plus illusoires. Ce que Marx devait reprocher six mois plus tard à Willich-Schapper, lui et Engels le proclament eux-mêmes ici ; au lieu des circonstances réelles ils font de « *la seule volonté* » la force motrice de la révolution. Les nécessités de la vie sociale moderne sont totalement ignorées, et la proportion numérique et l'état de développement des classes entièrement perdus de vue. Mais le terrorisme prolétarien, qui, étant donné l'état des choses en Allemagne, ne pouvait être qu'une force destructive et devait, par conséquent — à partir du jour où il fut mis en mouvement *contre* la démocratie bourgeoise — procéder politiquement et économiquement d'une façon réactionnaire, était présenté comme une force prodigieuse, qui précipiterait l'évolution économique et, avec elle, l'échéance de la transformation sociale.

Il serait injuste de ne pas tenir compte, en critiquant la circulaire, du fait qu'elle était rédigée en exil ; à un moment où les passions, excitées par la victoire de la réaction, ne connaissaient plus de bornes. Mais si cette très naturelle irritation explique certaines exagérations par rapport à la proximité du contre-coup révolutionnaire — illusions dont, d'ailleurs, Marx et Engels sont vite revenus — ainsi que certaines inexactitudes dans l'exposé des faits, elle n'explique pas cette contradiction flagrante entre la réalité et le programme. Ce programme n'était pas le produit d'une impression momentanée mais d'une erreur intellectuelle, du dualisme dans leur théorie.

Dans le mouvement socialiste moderne on peut distinguer deux courants principaux qui, à des époques diverses et sous des formes différentes, s'opposent l'un à l'autre. L'un, *constructif*, continue les idées de réforme exposées par des penseurs socialistes ; l'autre emprunte ses inspirations aux mouvements populaires révolutionnaires et ne vise, de fait, qu'à *détruire*. Suivant les possibilités du moment, l'un apparaît comme *utopique, sectaire, pacifiquement évolutionniste*, l'autre comme *conspirateur, démagogique, terroriste*. Plus nous approchons des temps présents, plus catégorique est, *ici*, le mot d'ordre : émancipation par l'*organisation économique*, et *là* : émancipation par *l'expropriation politique*. Dans les siècles passés la première de ces deux tendances était représentée habituellement par quelques penseurs isolés, l'autre par des mouvements populaires, irréguliers. Dans la première moitié du siècle présent il y eut déjà, des deux côtés, des groupes actifs permanents : ici, les sectes sociales ainsi que toutes sortes d'associations ouvrières, là, des sociétés révolutionnaires de toute espèce. Les tentatives de conciliation n'ont pas fait défaut, et les contradictions ne sont pas non plus toujours absolues. C'est ainsi que ce passage du manifeste communiste où il est dit que les fouriéristes, en France, réagissent contre les réformistes, et les owenistes, en Angleterre, contre les chartistes, n'est entièrement applicable qu'aux extrémistes dans ces deux pays. La masse des owenistes était positivement pour la réforme politique — qu'on pense aux hommes

comme Lloyd Jones — ; ils s'opposaient au culte de la force, comme le pratiquaient les chartistes plus radicaux, les « physical force men », et se retiraient là où ceux-ci avaient le dessus. Même phénomène chez les partisans de Fourier en France.

La théorie marxienne chercha à combiner le fond essentiel de ces deux courants. Aux révolutionnaires elle emprunta l'idée de la lutte émancipatrice des travailleurs comme étant une lutte de classe politique, et aux socialistes la nécessité de connaître les conditions économiques et sociales de l'émancipation ouvrière. Mais cette combinaison ne signifiait pas encore la suppression de l'antagonisme. Elle était plutôt un compromis, tel qu'Engels le propose aux socialistes anglais dans son écrit : « *La situation des classes ouvrières* » : subordination de l'élément spécifiquement socialiste à l'élément politico-radical et socialo-révolutionnaire. Et quelle que fut l'évolution effectuée au cours des années par la théorie marxiste, elle n'a jamais su se défaire du caractère de ce compromis ni de son dualisme. C'est là que nous avons à chercher l'explication de ce phénomène que le marxisme se révèle, à des intervalles fort courts, sous des aspects très variés. Il n'est pas question ici de cette sorte de variations qui découlent, pour tout parti d'action, des exigences changeantes de la tactique, mais de variations spontanées et nullement nécessaires, produits, uniquement, de contradictions intimes.

Le marxisme n'a vaincu le blanquisme que sur un seul point : la méthode. Mais en ce qui

concerne l'exagération des facultés créatrices de l'action révolutionnaire au profit de la transformation socialiste de la société moderne, le marxisme n'a jamais su se débarrasser complètement de la conception blanquiste. Et les corrections qu'il y a introduites — comme par exemple l'idée d'une rigoureuse centralisation de l'action révolutionnaire — touchent plutôt la forme que le fond.

Dans l'article auquel sont empruntés les passages figurant en tête de ce chapitre, et où jour pour jour presque, il prédit la révolution de juin, Proudhon explique aux ouvriers parisiens comment — la révolution économique du XIXe siècle étant différente du tout au tout de celle qui l'a précédée au XVIIIe — les traditions de 1793, qui leur étaient répétées sans cesse dans les clubs, n'étaient plus applicables aux circonstances contemporaines. La terreur de 93, disait-il, ne menaça en quoi que ce soit les conditions d'existence de la grande majorité de la population, tandis qu'en 1848 le régime de la Terreur provoquerait la collision de deux classes importantes qui toutes deux, pour vivre, dépendaient de la circulation des produits et de la réciprocité des relations. Une collision signifierait la ruine de tous.

Cela était dit dans la forme exagérée propre à Proudhon, mais dans la situation économique de la France d'alors, cela était, quant au fond, d'une rigoureuse exactitude.

La production et son écoulement étaient limités — dans la France de 1789-94 — pour plus de neuf dixièmes à des marchés locaux. Le

marché national proprement dit, étant donné la peu importante différentiation économique dans les campagnes, jouait un rôle très subordonné. La Terreur, tout en sévissant impitoyablement, ne ruinait, en ce qui concerne les classes industrielles, que des individus, et, à l'occasion, certains métiers locaux, mais la vie économique nationale n'en fut que très indirectement touchée. Pas une seule catégorie des classes occupées dans la production ou le commerce n'était, comme telle, menacée par la Terreur. Ce fait explique comment le pays put, pendant une assez longue période, supporter ce régime et comment il se guérit si rapidement des blessures reçues.

En 1848, par contre, l'incertitude où la composition du gouvernement provisoire et les faits et gestes des clubs quasi-omnipotents avaient plongé le monde des affaires, signifiaient déjà un chômage toujours s'accentuant de la production et la paralysation du commerce et du trafic. Chaque aggravation, chaque jour de prolongation de cet état de choses, signifiaient des ruines nouvelles, du chômage, et menaçaient toute la population ouvrière des villes et d'une partie des campagnes, de pertes considérables. D'expropriation socialo-politique de la grande et de la petite production il ne pouvait pas être question.

L'industrie n'était pas suffisamment développée et les organisations nouvelles, qui auraient dû remplacer les anciennes, faisaient défaut. On aurait dû se contenter en remplaçant tel individu par tel autre ou par un groupe quel-

conque d'individus, ce qui n'aurait rien changé à l'organisation sociale du pays, ni amélioré en rien la situation économique. A la place des administrateurs expérimentés seraient venus des néophytes, entachés de tous les défauts du dilettantisme. Pour résumer : une politique sur le modèle de la Terreur de 1793 était de toutes les choses imaginables la plus insensée, la plus contraire au but. Et comme elle était insensée, le port des costumes de 93, la répétition et l'exagération même du langage de 93 étaient pires que des sottises : c'étaient des crimes. Crimes que bientôt des milliers de travailleurs payeraient de leur vie, d'autres milliers de leur liberté. Malgré toutes ses grotesques exagérations, l'avertissement du « petit-bourgeois » Proudhon témoigna, au milieu des saturnales de la phraséologie révolutionnaire, d'une perspicacité et d'un courage moral qui le placèrent, politiquement, bien au-dessus des littérateurs, artistes et autres bohêmes bourgeois affublés de la défroque prolétario-révolutionnaire et avides de nouveaux « Prairial ».

Marx et Engels dépeignent presque simultanément — le premier dans « *Les luttes de classe* », le second dans les « *Confessions d'un révolutionnaire* » — la révolution de février comme un événement dont chaque phase de quelque importance marquait une défaite de la Révolution. Mais, différent de Proudhon dans ses appréciations, Marx voyait dans l'avènement de la contre-révolution le progrès révolutionnaire. Ce n'est qu'en combattant la contre-révolution — écrivit-il — que le parti du bouleversement

deviendra un parti vraiment révolutionnaire. Qu'il s'était trompé dans son estimation de la proximité de l'échéance — car il s'agit ici de la conception « révolutionnaire » dans le sens politique — cela, Marx s'en aperçut assez vite, mais il ne semble jamais avoir reconnu l'erreur de principe, base de ses prédictions. Engels ne l'a pas davantage révélée dans sa préface à « *Les luttes de classe* ».

Engels et Marx ont toujours conservé l'idée d'une révolution qui, tout en différent quant à sa portée, prendrait les formes extérieures des révolutions du XVIIe et du XVIIIe siècles. C'est-à-dire que tout d'abord arriverait au pouvoir un parti bourgeois-radical progressiste, avec, derrière lui, le prolétariat révolutionnaire, le contrôlant et le poussant en avant. A ce parti succéderait, éventuellement, un parti plus radical encore, petit-bourgeois par exemple, jusqu'au moment où la révolution sociale trouverait la route complètement déblayée et où le prolétariat révolutionnaire saisirait le pouvoir. Telle que cette idée était exposée dans la circulaire de mars 1850, telle nous la retrouvons, en 1887, dans la préface des « *Révélations sur le procès des communistes* », où il est dit qu'en Allemagne, à la première commotion européenne, « la démocratie petit-bourgeoise *arrivera infailliblement* (et) *en premier lieu au pouvoir.* » Cette expression : « infailliblement » n'était pas ici que le résultat d'une appréciation objective, elle était plus encore la caractérisation de l'évolution supposée nécessaire à l'avènement définitif de la social-démocratie. Des assertions verbales et épisto-

laires d'Engels ne laissent pas le moindre doute à cet égard. D'ailleurs ce raisonnement, étant donné les hypothèses, est absolument rationnel.

Or, ce sont précisément ces hypothèses qui semblent douteuses. Tous les indices font supposer qu'une révolution politique, qui aurait pour premier résultat l'avènement au pouvoir d'un parti bourgeois-radical, est chose passée de mode dans les pays avancés de l'Europe. Les révolutions modernes ont la tendance à porter immédiatement au pouvoir les combinaisons gouvernementales les plus radicales possibles. Il en fut déjà ainsi en France, en 1848.

Le gouvernement provisoire était, à l'époque, le plus radical des gouvernements même passagèrement possibles. Blanqui le savait bien et c'est pourquoi il s'opposa véhémentement, le 26 février, au projet de ses partisans, qui voulaient sans retard chasser le « gouvernement de trahison » et le remplacer par un gouvernement purement révolutionnaire. De même le 15 mai, lorsque le peuple révolutionnaire, qui avait envahi la Chambre, proclama un gouvernement composé de révolutionnaires, dont Blanqui. Celui-ci, à l'encontre du « chevaleresque » enthousiaste Barbès, ne fit pas mine de s'installer à l'Hôtel-de-ville mais s'en alla tranquillement à la maison. Sa perspicacité politique l'emporta sur ses idéologies révolutionnaires. En 1870 il en fut comme en 1848 : ce furent les blanquistes qui imposèrent la proclamation de la république, mais le nouveau gouvernement se composa uniquement de bourgeois radicaux. Par contre,

lorsqu'au mois de mars 1871, sous l'influence des socialo-révolutionnaires blanquistes, Paris se souleva contre le gouvernement de l'Assemblée nationale et que la Commune fut proclamée, on vit un autre phénomène : les radicaux bourgeois et petit-bourgeois se retirèrent en laissant aux socialistes et aux révolutionnaires le champ libre.... et la responsabilité politique.

Tout fait supposer qu'un soulèvement qui se produirait, de nos jours, dans les pays avancés, revêtirait cette forme. Les classes bourgeoises n'y sont plus révolutionnaires et la classe ouvrière est déjà trop fortement organisée pour se contenter, après un soulèvement victorieux, du rôle d'opposition critiquante. Notamment en Allemagne, étant donné les progrès continuels du parti, un gouvernement autre que social-démocrate serait chose impossible au lendemain d'une révolution. Un gouvernement purement bourgeois-radical ne se maintiendrait pas vingt-quatre heures et un gouvernement de conciliation, composé de démocrates bourgeois et de socialistes, signifierait, au point de vue pratique, ou bien que quelque deux ou trois représentants des premiers fissent partie d'un ministère socialiste à titre honorifique, ou bien que la social démocratie eût baissé pavillon devant la démocratie bourgeoise. Combinaison peu vraisemblable en période révolutionnaire.

Il est fort probable que des considérations de ce genre ont, entre autres, déterminé Engels, dans sa préface à « *Les luttes de classe* », à louer, avec plus de décision que jamais, le suffrage universel et l'action parlementaire comme

moyens d'émancipation ouvrière et à définitivement congédier l'idée de la conquête du pouvoir politique par l'échauffourée révolutionnaire. Ce fut là un reniement plus accentué encore des conceptions blanquistes, du moins des conceptions blanquistes modernisées. Cependant, la question n'est toujours discutée que par rapport à sa portée pour la social-démocratie en tant que *parti politique*. Se basant sur les conditions changées de la stratégie militaire, Engels fait ressortir les minimes chances de réussite qu'auraient désormais les soulèvements de minorités conscientes, en même temps qu'il démontre la nécessité absolue de la participation, par la masse éclairée, à une transformation radicale de l'ordre social, si toutefois elle doit aboutir. Mais cela ne concerne toujours que les *moyens extérieurs* et la *volonté*, *l'idéologie*. La base *matérielle* de la révolution socialiste reste indiscutée, l'antique formule : « appropriation des moyens de production et d'échange » apparaît invariée, et pas une syllabe ne démontre que, ou si, dans les prévisions économiques de la transformation des moyens de production en propriété de l'Etat, la moindre chose soit, ou est, changée à la suite d'une importante action révolutionnaire. Seul le *comment* de la *main-mise* sur le pouvoir politique est revisé ; quant aux *possibilités économiques de l'utilisation* du pouvoir politique, on en reste à l'ancienne doctrine, continuation de 1793 et 1796.

En accord encore complet avec cette façon de voir, Marx avait écrit en 1850 dans « *Les*

luttes de classe : « Le crédit public et le crédit privé sont le thermomètre économique indiquant l'intensité d'une révolution. *A mesure qu'ils baissent l'ardeur et les facultés génératives de la révolution montent.* » Sentence purement hégélienne et on ne peut plus évidente pour les cerveaux habitués à la nourriture hégélienne. Mais il arrive toujours un moment où l'ardeur cesse d'engendrer et ne procède plus que de manière destructive et meurtrière. Dès que la limite est franchie le développement en avant est arrêté et fait place au développement en arrière, à la réaction, contre partie du dessein primitif. C'est sur cet écueil que la tactique blanquiste a toujours échoué jusqu'ici, lors même qu'elle fut victorieuse au début. Là et non pas dans la théorie de l'échauffourée, est son côté le plus vulnérable et c'est de ce côté-là précisément qu'elle n'a jamais été critiquée par les marxistes.

Et cela n'est pas un hasard. Car sur ce point la critique du blanquisme serait devenue l'auto-critique du marxisme, auto-critique non de quelques apparences seulement, mais d'éléments essentiels de sa doctrine, en premier lieu — nous venons de le voir — de sa dialectique. Chaque fois que nous voyons capituler la doctrine qui a pour point de départ l'économie comme base de l'évolution sociale, devant la théorie qui place au pinacle le culte de la violence, nous nous butterons à une sentence hégélienne. Peut-être en tant qu'analogie seulement, et c'est d'autant pis alors. La grande tromperie de la dialectique hégélienne con-

siste dans le fait qu'elle n'est pas entièrement erronée. Elle ressemble à la vérité comme un feu follet à de l'éclairage. Elle ne se contredit pas, puisque, d'après elle, chaque chose comporte son antithèse propre. Est-ce une contradiction de placer la violence là ou tout à l'heure encore était placée l'économie ? Evidemment non, puisque la violence elle-même est « un facteur économique. »

Nul homme intelligent ne niera l'exactitude relative de cette dernière assertion. Mais si nous envisageons la question de savoir comment et quand la violence, en tant que facteur économique, agit de façon à engendrer le résultat voulu, alors la dialectique hégélienne nous abandonne là et nous devons compter avec des réalités concrètes et des idées exactement, « métaphysiquement », définies, sous peine de grossièrement nous tromper. Les tours de force logiques de l'hégélianisme sont brillants, radicaux et spirituels. Comme le feu follet il nous fait voir, dans leurs contours vagues, des perspectives d'au-delà. Mais si, confiants, nous les suivons, nous aboutissons infailliblement à l'embourbement. Ce que Marx et Engels ont produit de grand, ils l'ont produit non pas grâce à la dialectique hégélienne, mais malgré elle. Et si d'autre part ils ont passé, impassibles, à côté des erreurs les plus grossières du blanquisme, la faute en incombe en premier lieu à la présence de l'élément hégélien dans leur théorie personnelle.

CHAPITRE III

L'ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE DE LA SOCIÉTÉ MODERNE

a) *De la signification de la théorie de la valeur marxienne.*

« D'où résulte en plus la certitude qu'en ce qui concerne le droit tant prôné du travailleur au « produit intégral de son travail » il y a parfois des anicroches. »

Engels : « La révolution de la science faite par M. Eugène Düring. »

D'après la doctrine de Marx, la plus-value est donc la pierre angulaire de l'économie dans la société capitaliste. Or, pour comprendre la plus-value il faut, tout d'abord, savoir ce qu'est la valeur. Aussi bien l'exposé marxien de la nature et du cours de l'évolution de la société capitaliste débute-t-elle par l'analyse de la valeur.

La valeur des denrées dans la société capitaliste, dit Marx, consiste dans le travail sociale-

ment indispensable qu'a nécessité leur confection, calculé sur le temps employé à cette confection. Mais pour estimer ainsi la valeur, il faut tenir compte d'une série d'abstractions et de réductions. Tout d'abord la valeur d'échange (Gebrauchswerth) nette doit être établie, c'est-à-dire défalquée de la valeur d'utilité (Tauschwerth) des denrées spécifiées ; ensuite il faudrait tenir compte des particularités des procédés de travail spéciaux (réduction du travail plus difficile ou plus compliqué en travail simple ou abstrait) ; puis, afin de pouvoir établir ce temps de travail socialement indispensable comme échelle de la valeur du travail, des différences de zèle, de capacité et d'outillage chez les divers ouvriers et, finalement, dès qu'il s'agit de la transformation de la valeur en valeur marchande, c'est-à-dire en prix, du temps employé, sur la totalité du temps de travail socialement indispensable, à la confection des objets ou denrées spéciaux. Mais même la valeur de travail ainsi établie nécessite une nouvelle abstraction. Dans la société capitaliste moderne les denrées ne sont pas vendues d'après leur valeur individuelle, mais à leur prix de production, c'est-à-dire leur prix de revient plus une quote-part de profit moyenne et proportionnelle, dont le montant est déterminé par la valeur d'ensemble de la production sociale comparée à l'ensemble du salaire dépensé pour le travail humain employé dans la production, l'échange, etc. Encore faut-il tenir compte de la rente foncière, défalquée de cette valeur d'ensemble, et de la division du

capital en capitaux industriels, commerciaux et de banque.

C'est ainsi que, pour autant qu'une denrée ou une catégorie de denrées spéciales entrent en compte, la valeur perd toute signification concrète et n'est plus qu'une construction purement idéologique. Mais que devient dans ces conditions la plus-value? Celle-ci consiste, d'après la doctrine marxienne, dans la différence entre la valeur-de-travail des produits et le payement de la force de travail employé pour leur production. Il est donc évident que, du moment où la valeur-en-travail n'est plus qu'une formule idéologique ou une hypothèse scientifique, la plus-value devient, à plus forte raison, une simple formule, une formule basée sur une hypothèse.

On sait que Engels, dans un article posthume publié par la « *Neue Zeit* » de 1895-96, a indiqué, comme moyen de solution du problème, l'examen historique des événements. Cet examen établit en effet que la loi de la valeur s'est manifestée directement et qu'elle a dominé directement l'échange des produits dans la période précédant le régime capitaliste. Tant que les moyens de production appartiennent aux producteurs eux-mêmes, soit que des communautés encore primitives échangent le superflu de leurs produits, soit que des cultivateurs ou des ouvriers, travaillant pour leur propre compte, apportent leurs produits sur le marché, c'est toujours la valeur-de-travail de ces produits qui détermine leur prix. Mais dès que le capital s'introduit entre le producteur

authentique et le consommateur — d'abord sous forme de capital commercial intermédiaire, ensuite comme capital de production et finalement comme capital de grande industrie — la valeur-de-travail disparaît de plus en plus de la scène pour faire place au prix de production. Les abstractions sus-mentionnées sont des répétitions idéologiques d'événements historiques passés, qui aujourd'hui encore exercent une influence posthume et qui, dans certains cas et sous de certaines formes, se répètent. La valeur-de-travail demeure une réalité, quand même elle ne détermine plus de façon directe la fluctuation des prix.

Engels cherche à en faire la démonstration probante — en rapprochant sa thèse d'un passage de la troisième partie du « *Capital* » — l'histoire de l'économie à la main. Mais si brillant que soit son exposé de l'origine et du développement des quotes-parts de profit (Profitrathe), il manque à son article l'irrécusable force démonstrative là où il s'agit de la théorie de la valeur. D'après Engels la loi de la valeur marxienne aurait régné, d'une façon générale, durant cinq à sept mille ans (en Babylonie, en Egypte, etc.) jusqu'à l'avènement de la production capitaliste. Dans le même volume de la « *Neue Zeit* » Parvus a déjà opposé quelques objections concluantes à cette façon de voir, en invoquant une série de faits (conditions sociales pendant la féodalité, économie non-différentiée dans les campagnes, monopoles de corporation etc.) qui empêchaient la construction d'une valeur-d'échange (Tauschwerth)

générale, ayant pour base le temps employé à la fabrication des produits. Il est de toute évidence que l'échange, avec, pour base, une valeur-de-travail, ne peut pas devenir règle générale tant que la production, par rapport à l'échange, constitue une branche secondaire des unités économiques, une dépense de surplus de travail, etc., et qu'elle s'effectue, chez les producteurs échangeants, dans des conditions essentiellement différentes. Le problème du travail déterminant la valeur-d'échange et, avec elle, la valeur et la plus-value, n'est pas plus clair pour ces époques de l'économie sociale que de nos jours.

Mais ce qui, là, ressort plus lucidement que de notre temps, c'est le fait du *travail-surplus* (Mehrarbeit). Là ou dans l'antiquité et le moyen-âge le travail-surplus s'effectuait, il n'y avait pas de tromperie à son sujet.

L'esclave, lorsqu'il avait à produire pour l'échange, était une simple machine à travail-surplus ; le serf produisit du travail-surplus sous la forme non dissimulée de corvées, de dîmes, etc. Le compagnon-ouvrier, à l'époque des jurandes et corporations, pouvait aisément savoir ce que son travail coûtait au maître et combien celui-ci le comptait aux clients. Cette facilité d'établir les proportions entre le salaire et le prix des denrées existe encore au début de la période capitaliste. Par elle s'expliquent nombre de passages surprenants dans les écrits économico-politiques de l'époque, traitant du travail-surplus et du travail comme des procréateurs uniques de la richesse. Ce qui aujourd'hui ap-

paraît comme le résultat d'une étude approfondie des choses était alors presque bien commun. Les riches de cette époque ne songèrent jamais à représenter leurs richesses comme le fruit de leur travail propre. La doctrine — contemporaine du commencement de la période manufacturière — du travail, comme critérium de la valeur (d'échange), se rattache bien à la conception du travail comme unique procréateur de la richesse et elle envisage encore la valeur comme une chose tout à fait concrète, mais pour le reste elle aide plutôt à embrouiller qu'à élucider la question du travail-surplus. Chez Marx on peut lire comment, plus tard, Adam Smith présenta le profit et la rente foncière comme des déductions de la valeur-de-travail, comment Ricardo élargit davantage cette conception et comment les socialistes s'en servirent contre l'économie bourgeoise.

Mais chez Adam Smith la valeur-de-travail est déjà présentée comme une abstraction de la réalité prédominante.

Elle n'a de réalité absolue que dans l'état social « primitif et inculte » qui précède l'accumulation du capital et l'appropriation du sol, ainsi que dans des métiers arriérés. Dans la société capitaliste, par contre, à côté du travail — éventuellement salaire — le profit et l'intérêt sont, pour Smith, des éléments constitutifs de la valeur, et la valeur-de-travail ne lui sert plus qu'à titre de « formule » pour révéler la division du produit du travail, c'est-à-dire le fait du travail-surplus.

En principe il n'en est pas différemment dans

le système marxien. Il est vrai que Marx tient infiniment plus que Smith à sa conception, plus rigoureuse mais aussi plus abstraite, de la valeur-de-travail. Mais tandis que l'école marxienne (et, dans cette école, l'auteur du présent travail) — dans la question si passionnément discutée : si l'attribut « temps-de-travail socialement nécessaire » de la valeur-de-travail se rapporte au seul *mode* de fabrication des denrées, ou bien s'il se rapporte en même temps à la proportion de l'*ensemble* de la production de ces denrées avec leur consommation effective — croyait encore se trouver en face d'un problème d'une importance fondamentale, Marx avait déjà dans son pupitre une solution toute prête, qui donnait à cette question, comme à bien d'autres, un aspect absolument différent et la poussait sur un autre terrain et dans une autre direction. La valeur des denrées ou de l'espèce de denrées individuelles devient désormais une chose tout à fait secondaire, puisque les denrées se vendent à leur prix de production = frais de confection augmentés d'une quote-part de profit. Au premier plan se placent maintenant *la valeur de l'ensemble de la production sociale* et l'excédent de *cette* valeur sur le montant total des salaires de la classe ouvrière, c'est-à-dire la *plus-value* non pas individuelle, mais l'*ensemble de la plus-value sociale*. Ce que l'ensemble des ouvriers produisent, à un moment donné, en plus de la part qui leur revient, constitue la plus-value sociale, la plus-value de la production sociale, répartie sur les capitalistes individuels dans une proportion à peu

près égale, d'après le capital qu'ils ont mis dans leurs entreprises. Mais ce produit-surplus n'est réalisé qu'à mesure que l'ensemble de la production correspond à l'ensemble de la consommation, c'est-à-dire à la capacité d'absorption du marché. A ce point de vue, c'est-à-dire en prenant *la production dans son ensemble*, la valeur de chaque espèce de denrée particulière est déterminée par le temps de travail indispensable à la confection, dans des conditions normales, d'une quantité telle de cette denrée que le marché, c'est-à-dire l'ensemble des acheteurs, peut de tout temps consommer. Or, pour les denrées ici en question, il n'existe pas en réalité de mesure pour la consommation moyenne ; et la valeur comprise comme ci-dessus n'est donc plus qu'un fait de nature purement idéologique, construit sur des abstractions.

Il est naturellement impossible de ne pas tenir compte de ce genre d'abstractions dans l'examen de phénomènes compliqués. Leur plus ou moins grande admissibilité dépend entièrement de l'objet et du but de l'examen. Marx a incontestablement le droit de faire abstraction de la nature des denrées au point qu'elles n'apparaissent plus que comme des masses de travail humain incorporées, de même que l'école Böhm-jevonsiste est libre de faire abstraction de toutes les qualités des denrées, à l'exception de leur utilité. Mais toutes ces abstractions, de part et d'autre, ne sont admissibles que pour certains besoins de la démonstration.

Mais s'il n'existe pas de données sérieuses

pour établir la consommation totale et moyenne d'une denrée déterminée, l'expérience démontre cependant qu'à un moment donné la demande et l'offre de toutes les denrées s'équivalent à peu près. L'expérience démontre ensuite qu'à la confection et la répartition des denrées une partie seulement de l'ensemble des travailleurs s'emploie, tandis qu'une autre partie se compose d'individus qui, ou bien sont payés pour des services sans rapport direct avec la production, ou bien jouissent d'un revenu sans travailler. Il existe donc un nombre d'individus beaucoup plus considérable vivant du travail, représenté par l'ensemble de la production, que celui des ouvriers qui y prennent part effectivement. Et la statistique des revenus nous montre que les couches sociales, qui ne participent pas à la production, s'approprient, par dessus le marché, une part beaucoup plus considérable de l'ensemble des produits que ne leur reviendrait en proportion de leur nombre, comparé à celui des producteurs réels. Le travail-surplus de ceux-ci est une réalité *empirique*, démontrable par *l'expérience* et qui n'a pas besoin de preuves déductives. *Que la théorie de la valeur marxienne soit exacte ou non, cela est sans importance aucune pour la démonstration du travail-surplus. Elle n'est pas, sous ce rapport, une thèse de démonstration mais un simple moyen d'analyse et de mise en évidence.*

Donc, lorsque Marx, dans son analyse de la production des denrées, soutient que les denrées spéciales se vendent conformément à leur valeur il rend visible dans le cas isolé l'hypothétique,

comment s'effectue *la production tout entière*. Le temps de travail employé à la fabrication de l'ensemble des denrées constitue, en ce sens, leur valeur sociale. Et si toutefois cette valeur sociale ne se réalise pas intégralement — la surproduction partielle des denrées comportant toujours leur dépréciation — cela n'a aucune influence en principe sur le fait de la plus-value sociale ou du produit-surplus. La croissance de sa masse varie ou se ralentit occasionnellement, mais il n'a jamais encore été question d'un arrêt et moins encore d'un recul de sa masse dans un Etat moderne quel qu'il soit. Le produit-surplus augmente partout, mais la proportion de cette augmentation, comparée à l'augmentation du capital-salaire, est actuellement en baisse dans les pays les plus avancés.

Par le fait que Marx reporte le schéma, ici esquissé, de la valeur de l'ensemble des denrées sur la denrée spéciale, il est démontré que la création de la plus-value relève exclusivement, pour lui, de la sphère de la production, où la crée l'ouvrier salarié industriel. Tous les autres éléments actifs de la vie économique moderne sont des auxiliaires de la production, qui, selon les cas, aident *indirectement* à *augmenter* la plus-value en enlevant à l'entreprise industrielle une partie des travaux qui lui incomberaient sans cela et en réduisant ainsi ses faux-frais. Les commerçants en gros et leurs employés ne sont plus que commis métamorphosés des manufacturiers, et leurs profits que les faux-frais transformés et concentrés de ces derniers. Les employés à gages de ces commerçants

créent, il est vrai, de la plus-value pour *ceux-ci*, mais ils ne créent pas de plus-value sociale. Car les profits de leurs employeurs, avec leur salaire à eux, constituent une *déduction* (rabais) de la plus-value créée dans l'industrie. Il est vrai que, proportionnellement, cette abstraction est moins considérable qu'elle n'était avant la différentiation des fonctions qui entrent ici en ligne de compte et que, relativement, elle serait sans elle. Car c'est cette différentiation qui a rendue possible l'énorme développement de la production et la rapidité de la circulation du capital industriel. Comme le fait, en général, la division du travail, elle augmente la productivité du capital industriel, respectivement du travail directement employé dans l'industrie.

Nous nous contentons de ces brèves récapitulations de l'analyse, contenue dans le troisième volume du « Capital », du capital-de-commerce (Waarenhandlungskapital) — dont, à son tour, le capital-de-banque (Geldhandlungskapital) représente une différentiation — et du profit commercial. Cette analyse fait ressortir combien est étroitement limité, dans le système marxien, le travail créateur de plus-value. Les fonctions mises en évidence, ainsi que d'autres que nous ne discuterons pas davantage ici, sont, d'après leur nature même, indispensables à la vie sociale des temps modernes. Leurs formes peuvent être, et seront sans aucun doute, changées, mais elles-mêmes resteront tant que l'humanité ne se sera pas dissoute en de petites unités économiques, au quel cas elles pourraient être supprimées partiellement, d'autre part, réduites à

un minimum. Dans la théorie de la valeur qui doit s'appliquer à la société actuelle, toutes les dépenses qu'elles nécessitent apparaissent comme une simple déduction de la plus-value, partiellement sous forme de « faux-frais », partiellement comme part intégrante de la quote-part d'exploitation.

Il y a un certain arbitraire dans cette estimation des fonctions puisqu'elle a pour point de départ, non pas la société existante mais une société imaginaire produisant en commun. Là est l'origine de toutes les obscurités de la théorie de la valeur. Elle ne peut être comprise que ce modèle à la main. Nous avons vu que la plus-value, comme réalité, ne peut être comprise qu'à condition de supposer la *production totale*. Marx n'a jamais achevé le chapitre des classes, qui est d'une si grande importance pour sa doctrine. On y aurait vu, lucidement, comment la valeur-de-travail n'est autre chose qu'une clé, une image idéologique, comme p. c. « l'atome animé ». Une clé qui, utilisée par Marx, a conduit à la révélation et la démonstration du mouvement de l'économie capitaliste, dans des conditions de netteté, de logique et de lucidité jamais encore atteintes jusque-là. Seulement à un moment donné la démonstration faiblit, et cette défaillance est devenue fatale à presque tous les disciples de Marx.

Et tout d'abord la théorie de la valeur-de-travail induit en erreur, par ce fait qu'elle réapparaît toujours comme la mesure de l'exploitation de l'ouvrier par le capitaliste, conclusion où mène, entre autres, la qualification de la

quote-part de la plus-value comme quote-part d'exploitation, etc. Que comme mesure semblable elle serait fausse, quand même on prendrait pour point de départ la société comme une entité et en opposant la somme d'ensemble du salaire ouvrier à la somme d'ensemble du reste des revenus sociaux, cela ressort déjà de ce qui précède. La théorie de la valeur n'établit pas plus de norme pour la justice ou l'injustice de la répartition du produit du travail, que la théorie des atomes n'en établit pour la beauté ou la non-valeur d'une œuvre de sculpture. Ne trouvons-nous pas, aujourd'hui, des ouvriers les mieux payés, ceux qui font partie de l'aristocratie du travail, dans les métiers avec une quote-part de plus-value très élevée, et, par contre, des travailleurs les plus infâmement écorchés dans ceux où cette quote-part est minime?

On ne peut pas baser la justification scientifique du socialisme et du communisme sur le seul fait que l'ouvrier salarié ne reçoit pas la valeur intégrale du produit de son travail. Aussi bien Marx, dit Engels dans l'avant-propos de *La misère de la philosophie*, n'a-t-il jamais basé ses théories communistes là-dessus mais sur l'inéluctable écroulement de la production capitaliste à laquelle nous assistons.

Voyons un peu ce qui en est.

b) *Le mouvement des revenus dans la société moderne.*

> « Si, d'une part, l'accumulation se présente sous la forme d'une concentration croissante... de l'autre elle apparaît comme la répulsion mutuelle de beaucoup de capitaux individuels. »
>
> MARX « *Le Capital* ».

La plus-value constitue, suivant la doctrine de Marx, la fatalité du capitaliste. Le capitaliste doit produire de la plus-value pour réaliser du profit, mais il ne peut tirer de la plus-value que du travail vivant. Afin de se garantir, sur le marché, contre ses concurrents, il doit viser à rendre meilleur marché la production et il n'obtient ce résultat — une fois la réduction des salaires devenue impossible — que par l'augmentation de la productivité du travail, c'est-à-dire par le perfectionnement des machines et l'économie de travail humain. Or, avec le travail humain il réduit le travail producteur de plus-value et, ce faisant, il tue la poule aux œufs d'or. Le résultat en est une baisse graduelle de la quote-part de profit, baisse parfois ralentie par des influences contraires, mais qui toujours se renouvelle. Voici donc une autre contradiction intime du mode de production capitaliste. La quote-part de profit donne l'impulsion à l'emploi productif de capitaux. Dès qu'elle tombe au-dessous d'une

certaine proportion cette impulsion s'affaiblit, surtout lorsqu'il s'agit de capitaux nouveaux, qui font leur apparition sur le marché comme des excroissances des masses de capitaux entassées. Le capital lui-même devient obstacle à la production capitaliste. Le développement de la production est interrompu. Tandis que, d'une part, tout capital actif cherche par de fiévreux efforts de production à garantir et à augmenter la somme de ses profits, le développement de la production tend déjà à s'arrêter de l'autre. Ceci n'est que la contre-partie des circonstances conduisant à la crise, — causée par une surproduction relative — sur le marché des « Gebrauchswerthe ». La surproduction de denrées se manifeste en même temps comme surproduction de capitaux. Ici comme là les crises emmènent une égalisation momentanée. Il se produit une énorme dépréciation et une destruction de capitaux et sous l'influence de la stagnation une partie des travailleurs est obligée de se soumettre à une baisse de salaires jusqu'au dessous de la moyenne, étant donné l'armée de réserve toujours plus nombreuse des inoccupés qui sont à la disposition du capital. Peu à peu se créent ainsi les conditions voulues pour un emploi plus profitable de capitaux, et le petit jeu peut recommencer bien que sur une échelle plus grande, de la contradiction intime susmentionnée. Plus grande est la concentration de capitaux, plus grande la concentration des entreprises, et plus élevée la quote-part d'exploitation.

Est-ce que tout ceci est exact ?

Oui et non. L'exposé est surtout exact dans sa tendance. Les éléments mentionnés sont là, et ils agissent dans la direction indiquée. Mais les divers phénomènes aussi sont empruntés à la réalité : la baisse des quotes-parts de profit est un fait, la survenue de la surproduction et des crises est un fait, la destruction périodique de capitaux est un fait, la concentration et la centralisation du capital industriel sont des faits, l'élévation de la quote-part de plus-value est un fait. Jusque-là il n'y a rien à dire, en principe, contre la démonstration. Si l'image ne répond pas à la réalité, ce n'est pas que les choses dites soient erronées, mais parce que les choses dites sont incomplètes. Des facteurs, dont l'action sur les contradictions relevées est limitative, sont ou bien complètement négligés par Marx, ou ne sont traités qu'occasionnellement.

En résumant et en faisant ressortir l'antagonisme réciproque entre les faits constatés, Marx ne fait aucune allusion à ces facteurs limitatifs, de sorte que l'influence sociale des antagonismes apparaît plus sérieuse et plus immédiate qu'elle n'est en réalité.

Ainsi, dans le premier volume du *Capital* (chap. XXIII, al. 2) Marx parle de la formation d'excroissances du capital par des fractionnements (« répulsion mutuelle de beaucoup de capitaux individuels ») et il ajoute qu'avec l'accumulation du capital le nombre des capitalistes « s'accroît plus ou moins » à la suite de ces fractionnements (4e édition, p. 589). Mais dans l'exposé qui suit il n'est plus question de cette augmentation du nombre des capitalistes,

et la société anonyme elle-même n'y est traitée qu'au point de vue de la concentration et de la centralisation du capital. A la fin du premier volume il n'est plus question que du « nombre toujours diminuant des magnats du capital », et dans le troisième volume rien n'est changé en principe sous ce rapport. Dans l'exposé des quotes-parts de profit et du capital commercial, l'auteur touche bien encore à certains faits révélant un fractionnement des capitaux, mais il n'en tire aucune conclusion pour le point qui nous intéresse. Le lecteur garde l'impression que le nombre de capitalistes diminue sans cesse, sinon d'une façon absolue, du moins en proportion avec l'accroissement de la classe ouvrière. Dans la social-démocratie l'opinion prédomine, qu'une concentration des fortunes va de pair avec la concentration des entreprises industrielles.

Or, il n'en est nullement ainsi. L'agencement de la société anonyme s'oppose en des proportions considérables à cette tendance : centralisation des fortunes par la centralisation des entreprises. Il permet un fractionnement considérable de capitaux déjà concentrés et rend superflue l'appropriation de capitaux, par quelques magnats isolés, en vue de la concentration d'entreprises industrielles. Que des économistes non-socialistes aient utilisé ce fait dans le but d'excuser l'état social actuel, cela n'est pas une raison, pour des socialistes, de le cacher ou n'en pas parler. Il s'agit bien plutôt d'en reconnaître l'extension réelle et la portée.

Malheureusement les données statistiques manquent sur la répartition exacte des actions, des obligations et des autres titres des sociétés par actions, étant donné que dans la plupart des pays ces actions sont anonymes (c'est-à-dire transmissibles de la main à la main comme des billets de banque ordinaires) tandis qu'en Angleterre, où les actions nominatives prédominent et où les listes des actionnaires peuvent être consultées par qui veut dans les bureaux de l'enregistrement de l'Etat, l'élaboration d'une statistique plus détaillée des détenteurs d'actions est une œuvre géante que personne encore n'a osé entreprendre. On ne peut évaluer leur nombre qu'approximativement et sur des données concernant quelques entreprises isolées. Nous voulons donner ici, afin d'établir combien erronées sont les idées qu'on se fait à cet égard et que la forme la plus moderne et la plus concrète de la centralisation capitaliste, le « trust », influe sur la répartition des richesses d'une façon tout autre qu'il ne semble, quelques chiffres faciles à vérifier.

Le trust de fil à coudre anglais, fondé il y a un an, ne compte pas moins de 12.300 actionnaires.

6000	détent^rs^ d'actions	de fondateurs	avec	1440	fr. de capital	moyen.
4500	»	» privilégiées	«	3600	»	»
1800	»	d'obligations		7560	»	»

Le trust des filateurs de fil fin aussi a un

nombre respectable d'actionnaires. Ce nombre est de 5454.

2904	détentrs	d'actions de fondateurs	avec	7200	fr. de capital	moyen.
1870	»	» privilégiées	«	12.000	»	»
680	»	d'obligations		31.200	»	»

Pareillement le trust de coton T et P. Coats (1). Le nombre des actionnaires du grand canal de navigation de Manchester est de 40.000, ceux de la société de comestibles T. Lipton sont 74.262. L'entreprise Spiers et Pond à Londres — citée récemment comme exemple de la concentration du capital — compte, avec un capital total de 31.200.000 francs, 4.650 actionnaires, dont 550 seulement de qui le montant des actions dépasse 12.000 francs. Voilà quelques exemples du fractionnement des fortunes dans les entreprises centralisées. Evidemment, tous les actionnaires ne sont pas, proprement dit, des capitalistes, et souvent le même grand capitaliste apparaît, dans toutes les sociétés imaginables, comme petit actionnaire. Néanmoins le nombre des actionnaires et le montant moyen des actions qu'ils détiennent vont en augmentant. Le nombre total des détenteurs d'actions est évalué en Angleterre à beaucoup plus d'un million, et ce nombre ne semble pas exagéré si l'on sait que dans la seule année 1896 le nombre des sociétés par actions du Royaume

(1) Lors de la formation de tous ces trusts, les propriétaires jusqu'alors des fabriques ont dû prendre eux-mêmes une partie des actions. Celles-là ne sont pas comprises dans le tableau ci-dessus.

Uni était de 21.223 avec un capital total de 26.748 millions de francs. Ne sont pas compris là-dedans les entreprises étrangères, négociées en Angleterre, les titres de rente sur l'Etat, etc. (1)

Cette répartition de la fortune nationale, pour l'expression de laquelle on pourrait, en beaucoup de cas, prendre celle de *produit-surplus* national, se reflète dans les chiffres de la statistique des revenus.

Dans l'année financière 1893-94 (je n'ai pas à ma disposition de données plus récentes) le nombre des personnes jouissant d'un revenu de 3600 francs et plus (revenus provenant de profits commerciaux, de fonctions supérieures, etc.) était dans le Royaume Uni de 727.270.

Il faut y ajouter les personnes qui tirent leurs revenus de la terre (rentes, fermages), de maisons de rapport et d'emplois imposables de capitaux. Ces groupes-là, ensemble, payent presqu'autant d'impôt que les groupes sus-mentionnés. Respectivement ils sont évalués à 7200 et 8400 millions de francs de revenu. De sorte que le nombre de personnes jouissant d'un revenu de plus de 3600 fr. se trouve probablement doublé.

Dans la *British Review* du 22 mai 1897 nous trouvons quelques chiffres sur l'augmentation des revenus en Angleterre, de 1851 à 1881. D'après ces chiffres, le nombre des familles jouissant d'un revenu de 150 à 1000 livres

(1) On évalue le capital anglais actuellement engagé hors d'Angleterre à 51.6 milliards de francs et son accroissement annuel moyen à 136.8 millions.

sterling (la moyenne et petite bourgeoisie et la plus haute aristocratie ouvrière) était en Angleterre, en 1851 et 1881, de 300.000 et de 990.000 respectivement. Tandis que la population pendant ces trente ans augmenta dans la proportion de 27 à 35, c'est-à-dire d'à peu près 30 0/0, le chiffre des contribuables de cette catégorie augmenta dans la proportion de 27 à 90, c'est-à-dire de 233 1/3 0/0. Actuellement Giffen évalue leur nombre à *un million et demi.*

D'autres pays ne présentent pas une image en principe différente. La France compte, d'après Mulhall, sur un total de 8.000.000 de familles, 1.700.000 familles vivant dans des conditions matérielles de grande et de petite bourgeoisie (revenu moyen 6240 fr.) contre 6.000.000 d'ouvriers et 160.000 individus très riches. En Prusse il y avait en 1854, comme le savent les lecteurs de Lassalle, sur une population de 16.3 millions 44.407 individus seulement avec un revenu de plus de 1000 thalers (3600 fr.) Dans l'année 1894-95 sur une population totale de 33 millions d'individus on en comptait, 321.296 jouissant d'un revenu au-dessus de 3600 fr.

En 1897-98 leur nombre était de 347.328. Tandis que la population doublait, le nombre des individus jouissant d'une certaine aisance septuplait. Même en tenant compte du fait que les provinces annexées en 1866 donnent des chiffres d'aisance généralement plus élevés que l'ancienne Prusse proprement dite et que le prix de beaucoup de vivres a été considérablement augmenté dans l'intervalle, la proportion des plus aisés, comparée à celle de la popula-

tion totale, indique néanmoins une augmentation de plus de 2 : 1. Et si nous prenons une période ultérieure nous trouvons que dans les quatorze années entre 1876 et 1890, à côté d'une augmentation totale de 20 56 0/0 de contribuables, les revenus entre 2.400 et 24.000 fr. (bourgeoisie aisée et petite bourgeoisie) ont augmenté de 31.52 0/0 (582.024 contre 442.534). La classe des possédants proprement dits (7.200 fr. de revenu et au-dessus) a augmenté, durant la même période, de 58.47 0/0 (109.095 contre 66.319). Cinq sixièmes de cette augmentation, — à savoir 33.226 sur 38.776 — incombent à la partie moyenne des revenus entre 7200 et 24.000 fr. Les proportions ne sont pas différentes dans l'Etat le plus industriel de l'Allemagne, la Saxe. Dans ce pays le nombre des revenus entre 1920 et 3960 fr. s'éleva de 62.140 en 1879 à 91.124 en 1890 et celui des revenus entre 3960 fr. et 11.520 fr. de 24.414 à 38.841 (1).

(1) Cette dernière classe augmente de 1890 à 1892 de 2.400 unités encore. Quant à la première classe je ne dispose pas des chiffres exacts pour 1892. Je me contenterai donc de constater qu'entre 1879 et 1892 le nombre des revenus entre 960 francs et 3.900 francs a augmenté, en Saxe, de 227.839 à 439.948 c'est-à-dire, de 20.94 $^0/_0$ à 30.48 $^0/_0$ des contribuables.

Les chiffres ci-dessous et, plus encore, les conclusions que j'en ai tirées, ont été contestés par K. Kautsky dans son récent volume : *Bernstein und das sozialdemokratische Programm* (Bernstein et le programme socialdémocrate). Mais les chiffres que m'oppose Kautsky viennent encore plus à l'appui de ma thèse.

Voici les chiffres donnés par Kautsky concernant la statistique des revenus en Saxe.

De même dans d'autres Etats autonomes allemands. Bien entendu tous les bénéficiaires de revenus élevés ne sont point des « possédants » mais l'importance de leur nombre ressort de ce fait que dans l'année 1895-96, en Prusse, 1.152.332 contribuables ont été classés comme appartenant au groupe jouissant d'un revenu de *possession* net de plus de 7.200 fr. Plus de la moitié de ces personnes : 598.063, étaient imposées à raison d'une fortune nette de plus de 24.000 fr. et 385.000 à raison d'une fortune de plus de 38.400 fr..

L'affirmation est donc absolument erronée, que l'évolution économique actuelle tende à une

---

Revenus	1879	1894	Augmentation	
			absolue	en pour cent
jusqu'à 1 000 fr	828.686	972.257	143.571	17.3
de 1 000 à 2 000 fr. . .	165.362	357.974	192.612	116.4
» 2 000 à 4 125 ». . .	61.810	106.136	44.326	71.6
» 4 125 à 12 000 ». . .	24.072	41.890	17.818	74.0
» 12 000 à 67 500 ». . .	4.683	10.518	5.835	154.0
au-dessus de 67 500 fr . .	238	886	648	272.0

Kautsky en conclut que les classes dont l'accroissement est le plus accentué sont les millionnaires et les prolétaires un peu mieux rétribués que la masse. C'est évident. Mais je ne l'avais pas nié. Que l'on prenne ces deux classes du prolétariat et on rouvera qu'elles se sont accrues de 33.8 % (994.048 contre 1.330 231), pendant que la petite bourgeoisie a augmenté de 71.6 % et la bourgeoisie moyenne de 74 %. Elles n'ont donc pas l'air de vouloir disparaître.

La Saxe est l'état le plus industriel de l'Allemagne. La social-démocratie y fait des progrès énormes.

Ed. Bernstein.

diminution relative, voire même absolue, du nombre des possédants. Non point « plus ou moins » mais simplement *plus*, c'est-à-dire absolument *et* relativement, le nombre des possédants augmente. Si l'action et les perspectives de la socialdémocratie dépendaient du fait de la diminution du nombre des possédants, alors celle-ci pourrait en effet « aller se coucher. » Mais le contraire est vrai. *Les perspectives de la socialdémocratie ne dépendent pas de la rétrogradation, mais de l'accroissement des richesses sociales.* Le socialisme et le mouvement socialiste des temps modernes ont survécu à plusieurs superstitions déjà. Ils survivront bien encore à celle qui subordonne leur avenir à la concentration des richesses ou, si l'on veut, à l'absorption de la plus-value par un groupe toujours se rétrécissant de mammouths capitalistes (1). Que le produit-surplus social soit accaparé par 10.000 personnes, ou bien réparti sur un demi-million d'individus, cela est, au point de vue essentiel, absolument indifférent au neuf ou dix millions de pères de famille que ce partage lèse. Leurs efforts pour obtenir une plus équitable répartition, ou bien une organisation comportant une répartition plus juste, n'en sont pas nécessairement moins justifiés. Au contraire. Maintenir

(1) Dans la littérature socialiste on oublie généralement qu'un contingent très important des contribuables est représenté par des personnalités civiles, telles qu'associations, sociétés anonymes etc. Il y eut ainsi en Saxe, en 1892, sur 11.138 contribuables avec des revenus d'au-dessus de 11.520 francs, 5.594 personnalités civiles. Parmi les revenus d'au-dessus de 360.000 francs, il y eut 23 personnalités physiques et 33 personnalités civiles.

quelques milliers de privilégiés dans l'abondance, occasionne peut-être moins de travail-surplus que d'en conserver un demi-million et plus dans un bien-être inique.

Si la société était constituée ou si elle s'était développée telle que la doctrine socialiste l'a jusqu'ici supposé, alors la catastrophe économique ne saurait être, en effet qu'une question d'un petit espace de temps. Mais, nous l'avons vu, cela n'est précisément pas le cas. Bien loin de s'être simplifié, l'agencement de la société, aussi bien en ce qui concerne les revenus que pour ce qui est des différents métiers, s'est au plus haut degré nuancé et différencié. Et si même nous ne l'avions pas devant les yeux, empiriquement établi par la statistique des revenus et des métiers, ce fait pourrait être prouvé, de manière purement déductive, comme étant la conséquence fatale de l'économie moderne.

Ce qui tout d'abord caractérise le mode de production moderne c'est l'augmentation considérable de la force productive du travail. La conséquence en est une non moins considérable *augmentation de la production*, production en masse d'*objets et de denrées de consommation*. Où vont ces richesses ? Ou, pour mieux préciser la question : où donc va le *produit-surplus* que les ouvriers industriels produisent en dessus de leur propre consommation, limitée par leur salaire ? Les « magnats du capital » auraient beau avoir des ventres dix fois plus replets que ceux que leur attribue l'esprit populaire, et une domesticité dix fois plus considérable que celle qu'ils ont en réalité, en présence de l'ensemble

de la production nationale annuelle — il ne faut pas oublier que la grande production capitaliste est avant tout une production *massale* — leur consommation ne pèserait guère lourd dans la balance.

Ils exportent le surplus, dira-t-on.

Parfait, mais le consommateur exotique ne paye, finalement, qu'en denrées. Dans le commerce universel l'argent-métal joue un rôle subordonné. Plus riche en capital un pays est, plus considérable est son importation de denrées, car les pays auxquels il prête de l'argent ne peuvent généralement payer les intérêts dûs, que sous forme de denrées. Où donc reste la masse de denrées que les magnats et leur domesticité ne consomment pas ? Si elle ne parvient pas d'une manière quelconque aux prolétaires, il faut bien qu'elle soit accaparée par d'autres classes. Ou bien une diminution relative et toujours s'accentuant du nombre des capitalistes allant de pair avec le bien-être grandissant du prolétariat, ou bien une nombreuse classe moyenne : voilà l'unique alternative que nous laisse l'accroissement interrompu de la production. Les crises et les dépenses improductives pour les armées, etc., coûtent beaucoup, mais elles n'ont cependant absorbé, dans les temps modernes, que quelques parcelles de l'ensemble du produit-surplus. Si la classe ouvrière se proposait d'attendre jusqu'à ce que le « capital » ait fait disparaître les classes moyennes, elle pourrait faire un long sommeil encore. Le capital exproprierait ces classes sous une forme, pour incessamment leur insuffler

une nouvelle vie sous telle autre. Ce n'est pas le « capital », mais la classe ouvrière elle-même qui a pour mission d'absorber les éléments parasitaires de la société.

Sur ce fait, que la richesse des nations modernes signifie : augmentation de la quantité des objets et denrées de consommation, des auteurs manchestériens ont basé toutes sortes de justifications de l'état de choses actuel. Et cela a incité presque tous les socialistes, à un moment donné, à tomber dans l'extrémité opposée et à ne plus considérer la richesse sociale que comme une richesse immuable, « sub specie » de ce « capital » qui insensiblement devenait une individualité mystique. Les cerveaux les plus lucides même perdent leur bon sens dès qu'ils rencontrent sur leur chemin cette représentation du « capital ». Marx a dit, en parlant de l'économiste libéral J. B. Say, que celui-ci s'arrogeait le droit de juger les crises parce qu'il savait que la denrée est un produit. De nos jours beaucoup de personnes croient avoir dit le dernier mot sur la richesse sociale, en nous parlant de la forme spécifique du capital d'entre prise.

En réponse à ma thèse — contenue dans ma lettre au congrès de Stuttgart — que l'accroissement de la richesse sociale ne comportait pas une diminution du nombre des magnats du capital, mais une augmentation du nombre de capitalistes de tout grade, la *New-Yorker Volkszeitung,* affirme, dans un leader, que, du moins en ce qui concerne l'Amérique, il n'en est pas ainsi. La statistique établit que, dans

les Etats-Unis la production est régie par un nombre de syndicats (« concerns »), nombre qui, en proportion de leur ensemble, diminue de plus en plus. En voilà une réfutation ! Ce que je dis de *l'articulation générale des classes*, le critique croit pouvoir le réfuter par un renvoi à l'articulation des *entreprises industrielles*. C'est comme si quelqu'un prétendait que le nombre des prolétaires va en diminuant de plus en plus, puisqu'à la place de l'ouvrier individuel des temps passés il y a maintenant le *syndicat ouvrier*.

Il est vrai que l'auteur fait suivre ses réflexions par la remarque que cette concentration des entreprises est la chose principale. Peu importe que les actionnaires constituent une nouvelle classe de fainéants.

Mais cela constitue tout au plus une façon de voir et nullement une preuve à l'encontre des faits établis. Pour l'analyse de la société, un fait vaut l'autre. D'un point de vue donné tel fait peut être moins important, mais là n'est pas la question. Il s'agit de savoir si le fait allégué est exact ou non. De cette concentration des entreprises, qui, je l'affirme, ne m'était pas entièrement inconnue, j'ai parlé moi-même dans un passage ultérieur. J'avais cité deux faits et le critique croit démontrer la fausseté de l'un en n'admettant que l'exactitude de l'autre. J'espère parvenir à détruire le fantôme qui trouble son regard et celui des autres.

Karl Kautsky aussi, à Stuttgart même, a fait allusion à l'assertion incriminée et il m'a objecté que, s'il était exact que le nombre des

capitalistes augmente, tandis que celui des dépossédés diminue, qu'alors le capitalisme se consolidait et nous autres, socialistes, ne parviendrions jamais à notre but. Néanmoins, disait Kautsky, l'affirmation de Marx n'avait rien perdu de sa valeur encore, qu'accroissement du capital signifiait en même temps accroissement du prolétariat.

C'est, dans une autre direction et sous une autre forme moins véhémente, le même quiproquo. Je n'avais dit nulle part que le nombre des prolétaires n'augmentait pas. Je parlais, en constatant l'augmentation du nombre des capitalistes de tout degré, d'individus et non pas d'entrepreneurs. Mais Kautsky était manifestement resté accroché à l'idée « capital », et la conclusion qu'une augmentation relative des capitalistes signifiait une diminution relative et simultanée du nombre des prolétaires, était pour lui une hérésie contraire à notre doctrine. Et il m'oppose l'assertion précitée de Marx.

Or, plus haut, j'ai déjà fait allusion à une sentence de Marx, qui diffère quelque peu de celle que cite Kautsky. L'erreur de Kautsky réside en l'identification du capital avec les capitalistes ou les possédants. Mais j'aimerais à attirer l'attention de Kautsky sur autre chose encore, qui détruit son objection. Je veux parler de l'évolution du capital industriel, que Marx qualifie d'*organique*. Si la composition du capital change de façon à ce que le capital constant augmente et que le variable diminue, alors une augmentation absolue du capital, dans

les entreprises respectives, comportera une diminution relative du nombre des prolétaires. D'après Marx c'est là précisément la forme caractéristique de l'évolution moderne. Appliqué à la société économique capitaliste dans son ensemble, cela signifie : augmentation absolue du capital = diminution relative du prolétariat. Les ouvriers, devenus superflus par la composition organique changée du capital, ne retrouvent chaque fois du travail qu'à mesure que du capital *nouveau* se présente sur le marché pour les employer. Sur le point, précisément, où Kautsky formule la question de façon si tranchante, mon affirmation concorde avec la théorie marxienne. La conclusion de la déduction marxienne est celle-ci : pour que le nombre des ouvriers augmente, il faut que, proportionnellement, le capital augmente plus vite encore. Kautsky, j'imagine, reconnaîtra cela sans difficulté.

Après tout, il ne s'agit que de savoir si le capital accru constitue une possession de capital seulement en tant que *fond* d'entreprise ou bien aussi en tant que *quote-part* d'entreprise.

Sinon le premier serrurier venu, qui travaille avec six ouvriers et quelques apprentis, est un capitaliste, tandis que le rentier X., qui a dans ses coffres-forts quelques centaines de mille francs, ou son gendre, l'ingénieur Y., qui possède une quantité respectable d'actions (tous les actionnaires ne sont pas des fainéants) sont des dépossédés. Le contre-sens des classifications de ce genre est évident. La propriété est la propriété, qu'elle soit immuable ou mo-

bile. L'action n'est pas seulement du capital, elle est encore du capital dans sa forme la plus accomplie, on pourrait dire sublimée. Elle est la traite sur une partie du travail-surplus de l'économie nationale ou universelle, délivrée de tout contact grossier avec les trivialités de l'activité professionnelle Elle est pour ainsi dire du capital dynamique. Et si, pour tout le reste, ils ne vivent que comme des rentiers fainéants, les foules grossissantes des actionnaires — on peut déjà parler de bataillons d'actionnaires — constituent par leur seule existence, par le genre de leur consommation et l'importance de leur entourage social, un facteur très puissant dans la vie économique de la société. L'action rétablit dans l'échelle sociale les échelons intermédiaires que la concentration des entreprises avait supprimés de l'industrie.

Quant à cette concentration elle-même, nous allons la regarder aussi d'un peu plus près.

c) *Les differentes classes d'entreprises dans la production et la distribution de la richesse sociale.*

Pour le pays de l'Europe le plus avancé sous le rapport de l'évolution capitaliste, c'est-à-dire l'Angleterre, une statistique générale de l'industrie fait défaut. Cette statistique n'existe que pour certaines branches de production soumises aux lois sur les fabriques, ainsi que pour quelques localités.

En ce qui concerne les fabriques et usines soumises aux lois en question, elles occupaient

en 1896, suivant le rapport des inspecteurs des fabriques, 4.398.983 personnes, ce qui ne fait pas encore la moitié des individus employés dans l'industrie d'après le recensement de 1891. Ce recensement donne 9.025.902 individus, sans compter ceux occupés dans les diverses branches de transport. Sur l'excédent de 4.626.919 personnes on peut compter un quart ou un tiers comme employées dans le commerce des productions respectives, et dans quelques industries moyennes et grandes non soumises aux lois sur les fabriques. Restent, en chiffres ronds, *trois millions* d'employés et de petits patrons dans les *industries minuscules*. Les quatre millions d'ouvriers soumis aux lois sur les fabriques se répartissent sur un ensemble de 160.948 fabriques et ateliers, ce qui donne une moyenne de 27 à 28 ouvriers par entreprise (1). En séparant fabriques et ateliers nous comptons 76.279 fabriques avec 3.743.418 et 81.669 ateliers avec 655.565 ouvriers, soit une moyenne de 49 ouvriers par fabrique et 8 par atelier enregistré. Ce chiffre moyen de 49 ouvriers par fabrique indique déjà ce qu'une vérification plus minutieuse du rapport confirme : que deux tiers pour le moins des entreprises qualifiées « fabriques » tombent sous la rubrique des entreprises moyennes avec 6 à 50 ouvriers, de sorte qu'il reste tout au plus 20.000 à 25.000 entre-

(1) Pour 1.931 fabriques comme pour 5.624 ateliers enregistrés les chiffres n'étaient pas connus encore au moment de la publication de la statistique. Ces chiffres auraient diminué encore le nombre des ouvriers par entreprise.

prises avec 50 ouvriers et plus, représentant ensemble environ trois millions d'ouvriers. Des 1.171.990 personnes employées dans les diverses branches de transport, trois quarts tout au plus peuvent être considérés comme appartenant aux grandes entreprises. En joignant ceux-ci aux catégories précédentes, nous arrivons, quant au personnel ouvrier et auxiliaire des grandes entreprises, à un total variant entre 3 1/2 et 4 millions d'individus, contre 5 1/2 millions occupés dans les entreprises moyennes et petites. « L'atelier universel », on le voit, est loin encore d'être tombé entièrement entre les mains de la grande industrie. Les entreprises industrielles au contraire font montre, en Angleterre comme ailleurs, de la plus grande variété et aucune classe n'en a encore disparu (1).

(1) Des ouvriers allemands émigrés en Angleterre m'ont plus d'une fois manifesté leur étonnement quant à l'émiettement des entreprises constaté par eux dans l'industrie du bois, du métal etc., dans ce pays. Les chiffres actuels de l'industrie cotonnière n'accusent qu'une accentuation légère de la concentration depuis l'époque de Karl Marx. Ci-dessous un tableau comparatif de ces chiffres :

	Marx en 1868	Statistique de 1899	Augmentation ou diminution
Fabriques	2 549	2 538	— 0,43 %
Métiers	379 329	615 714	+ 0,62 %
Broches	32 000 014	44 504 819	+ 0,39 %
Ouvriers	401 064	528 795	+ 0,32 %
Ouvriers par fabriques	156	208	+ 0,33 %

Concentration en somme peu considérable dans une période de 22 ans d'une industrie aussi sujette à des modifications

Si nous comparons avec ces chiffres ceux de la *statistique industrielle de l'Allemagne* pour 1895, nous voyons que celle-ci, dans les grandes lignes, offre la même image que la statistique anglaise.

En Allemagne, en 1895, la grande industrie occupait dans la production une place proportionnellement identique à celle de l'Angleterre en 1891. En Prusse, en 1895, 38 0/0 des ouvriers industriels appartenaient à la grande industrie. Le développement grand-industriel s'est effectué, là comme dans tout le reste de l'Allemagne, avec une rapidité inouïe. Si telles branches de l'industrie (et, parmi celles-ci, l'industrie textile) sont encore, sous ce rapport, en arrière de l'Angleterre, telles autres (l'industrie des machines et des engins) ont atteint la

techniques. Il est vrai que le nombre des métiers mécaniques a augmenté de 62 0/0 mais le nombre des broches ne s'est pas beaucoup plus accru que celui des ouvriers. De ceux-là les hommes adultes accusent, depuis 1870, un accroissement plus considérable que les femmes et les enfants. Dans les autres branches de l'industrie textile la concentration a été moins considérable encore. C'est ainsi que de 1870 à 1890 les fabriques de laine et d'estame ont augmenté de 2.459 à 2.546, et les ouvriers occupés dans cette branche d'industrie de 234.687 à 297.053, c'est-à-dire de 95 à 117 ouvriers par fabrique. A l'encontre de l'industrie cotonnière le nombre des broches a augmenté ici beaucoup plus rapidement que celui des métiers, qui, avec leur accroissement de 112.794 à 129.222 restent en arrière sur celui du nombre des ouvriers.

Le compte rendu des inspecteurs de fabriques pour 1896 a relevé pour la Grande-Bretagne tout entière, 9.891 fabriques dans l'industrie textile, appartenant à 7.900 entreprises et occupant 1.077.687 ouvriers, contre 5.968 fabriques avec 718.051 ouvriers en 1870, ce qui représente, pour ces deux années, les chiffres respectifs et moyens de 120.3 et 136.4 ouvriers par entreprise.

moyenne anglaise, et quelques-unes (l'industrie chimique, l'industrie verrière, certaines branches des professions graphiques et, probablement, l'électrotechnique) l'ont dépassée. La grande masse cependant des personnes occupées dans l'industrie appartiennent encore, en Allemagne, aux moyennes et petites entre prises. De 10 1/4 millions d'ouvriers industriels occupés en 1895, un peu plus de 3 millions appartenaient à la grande industrie, 2 1/2 millions à la moyenne (de 6 à 50 ouvriers) et 4 3/4 millions à la petite industrie. Il n'y avait que 1 1/4 million de *petits patrons manuels*. Dans cinq industries leur nombre avait augmenté d'une façon absolue *et* relative (en proportion de l'accroissement total de la population), dans neuf d'une façon absolue seulement, et dans onze il avait diminué absolument et relativement.

En France l'industrie est encore inférieure, quantitativement, à l'agriculture. Elle ne représentait, d'après le recensement du 17 avril 1894, que 25 9 0/0 de la population, contre le double presque, 47 3 0/0, que l'agriculture occupe. Des proportions semblables sont présentées par l'Autriche, où l'agriculture occupe 55 9 0/0, et l'industrie 25 8 0/0 de la population. En France il y a dans l'industrie 1 million de patrons des divers degrés — contre 3,3 millions de salariés. En Autriche il y a 600 000 d'indépendants contre 2 1/4 millions de salariés et d'hommes de peine. Ici aussi, les proportions sont à peu près égales. Les deux pays comptent une série d'industries extrêmement développées (industries textile et minière, fonderies etc.) qui, par rapport

à la dimension des entreprises, vont de pair avec celles des pays les plus avancés, mais qui dans l'économie nationale ne sont encore que des phénomènes partiels.

La Suisse compte, dans l'industrie, 127 000 patrons et ouvriers isolés contre 400 000 salariés. Les Etats-Unis d'Amérique, dont le sus-mentionné collaborateur à la *New-Yorker Volkszeitung* dit qu'ils sont le pays capitalistement le plus avancé du monde, avaient aussi, il est vrai — d'après le recensement de 1890 — une moyenne relativement élevée d'ouvriers par entreprise, à savoir 3 1/2 millions d'ouvriers répartis sur 355 415 entreprises industrielles, c'est-à-dire 10 : 1. Mais ici, comme en Angleterre, les industries domestiques et minuscules n'entrent pas en ligne de compte. En prenant les chiffres de la statistique industrielle de la Prusse, de haut en bas, on arrive à une moyenne presqu'exactement égale à celle que produit le recensement américain. Et lorsqu'on regarde de plus près, dans le *Statistical Abstract* le tableau des industries comprises dans le recensement, on y rencontre une quantité énorme d'industries avec, par entreprise, une moyenne de cinq ouvriers et moins. Ainsi, à la toute première page déjà, après 910 fabriques de machines agricoles avec 30.723, 35 fabriques de munitions avec 1993, et 251 fabriques de fleurs et plumes artificielles avec 3.628 ouvriers nous voyons 59 fabriques de membres artificiels (bras, jambes, etc.) avec 154, et 581 fabriques de voiles et de tentes avec 2873 ouvriers.

Si l'incessant progrès de la technique et de

la centralisation industrielle dans un nombre toujours grandissant d'industries, est un fait dont, de nos jours, la signification n'est plus passée sous silence que par d'impénitents réactionnaires, il n'en est pas moins vrai que dans toute une série d'industries, à côté des grandes entreprises, d'autres, moyennes et petites, font preuve d'une incontestable vitalité. Dans l'industrie, pas plus qu'ailleurs, l'évolution ne s'effectue de façon identique pour toutes les entreprises. Des entreprises conduites de façon routinière continuent à être l'apanage de la petite et de la moyenne industrie tandis que certaines branches des métiers d'art, que l'on croyait définitivement appartenir à la petite industrie, finissent par échoir à la grande. Pendant une assez longue période la « Hausweberei » (industrie du tissage exercée à domicile), dans l'industrie de la soie, périclitait dans le canton de Zurich. Mais de 1891 à 1897 le nombre des tisserands à domicile a augmenté de 24 708 à 27 800, tandis que le nombre des ouvriers et employés aux métiers mécaniques ne s'est accru que de 11 840 à 14 550. Reste à savoir si cette augmentation du nombre des tisserands à domicile est un symptôme économique réjouissant. Pour l'instant il ne s'agit que de la constatation d'un fait.

La perpétuation et le renouvellement de la petite et de la moyenne industrie sont déterminés par une série de circonstances, divisibles en trois groupements.

Disons tout d'abord qu'une quantité de métiers et de branches de métier se prêtent presqu'aussi

bien à la petite et à la moyenne industrie qu'à la grande, et l'avantage qu'a cette dernière sur les deux autres n'est pas assez important pour contrebalancer certains avantages essentiellement propres à la petite industrie. La remarque en a été faite surtout dans diverses branches de l'industrie du bois, du cuir et de la métallurgie. Parfois aussi la division du travail est pratiquée de façon à ce que la grande industrie fournisse, à moitié ou aux trois quarts achevés, des produits manufacturés que la petite industrie livre tout prêts.

Deuxièmement et en beaucoup de cas, la façon dont tel ou tel produit est rendu accessible aux consommateurs plaide en faveur de la production en petit, comme par exemple dans la boulangerie. S'il ne s'agissait que de la technique, il y a longtemps que la boulangerie serait monopolisée par la grande industrie. Nombre de fabriques sont là qui prouvent que cette industrie, comme tant d'autres, peut être exercée lucrativement en grand. Néanmoins la petite et la moyenne industrie boulangère, en dépit des fabriques de pain d'épices et de gâteaux qui se sont déjà acquis des marchés, se maintiennent à côté de la grande par les avantages qu'elles présentent sous le rapport des relations directes avec le consommateur. Tant que les patrons boulangers n'auront qu'à compter avec l'entreprise capitaliste, ils peuvent être assez tranquilles. Leur nombre, il est vrai, ne s'est pas accru depuis 1882 dans les mêmes proportions que celui de la population, mais il est encore très considérable (77 609 contre 74 283).

Or, l'industrie boulangère offre un exemple frappant. Dans toute une série de métiers, notamment dans ceux où le travail productif proprement dit et le travail de service direct se confondent, il en est de même. Mentionnons tout d'abord la maréchalerie et le charronnage. D'après le recensement américain il y a 28 000 entreprises de maréchalerie et de charronnage avec, en tout, 50 867 ouvriers, dont la moitié exactement travaillent pour leur propre compte. La statistique pour l'Allemagne donne 62 722 patrons forgerons et maréchaux-ferrants et il se passera évidemment un temps considérable encore avant que l'industrie des automobiles à vapeur, etc., leur ait rendu l'existence impossible, pour donner naissance à d'autres petites industries, comme l'a fait notamment la vélocipédie. De même dans le métier de tailleur, dans la cordonnerie, la sellerie, l'ébénisterie, la tapisserie, l'horlogerie, etc., où le travail pour des particuliers (et à divers degrés des travaux de réparation) et la vente en détail conservent des existences indépendantes, dont beaucoup (mais nullement toutes) ne représentent, en vérité, que des revenus prolétariens.

En dernier lieu, mais pour une partconsidérable néanmoins, c'est la grande industrie elle-même qui donne naissance à des industries petites et moyennes, partiellement par la fabrication en masse et une diminution proportionnelle des prix, des matériaux de travail (matières auxiliaires, fabricatious inachevées), partiellement par répulsion de capitaux d'un côté et par congédiement d'ouvriers de l'autre. En des

proportions plus ou moins grandes des capitaux nouveaux, en quête d'entreprises fructueuses, se présentent sans cesse sur le marché dont la capacité d'absorption d'articles nouveaux s'accroît avec la richesse sociale. C'est ici que les actionnaires, dont nous avons parlé plus haut, jouent un rôle considérable. De la poignée de millionnaires (quand même la poignée en contiendrait quelques milliers) le marché ne pourrait pas vivre. Mais quelques centaines de mille de richards et de personnages cossus comptent déjà. Presque tous les articles de luxe consommés par cette catégorie d'acheteurs sont confectionnés au début — et une grande partie de façon permanente — dans la petite et la moyenne industrie, qui d'ailleurs peuvent parfaitement être des entreprises capitalistes, vu qu'elles emploient souvent des matières précieuses et des machineries coûteuses (joaillerie, orfèvrerie, impressions d'art, etc.) C'est plus tard seulement que la grande industrie se charge de la « démocratisation » de tel ou tel article de luxe par la diminution du prix du matériel de travail.

C'est ainsi qu'aujourd'hui, malgré les changements continuels dans le groupement et les conditions intérieures des industries, la situation se représente comme suit : la grande industrie n'absorbe pas continuellement les petites et moyennes entreprises, mais elle s'affirme et grandit *à côté* d'elles. Seules les entreprises minuscules diminuent absolument *et* relativement. Mais quant aux entreprises petites et moyennes, leur nombre s'accroît. Voici, pour

l'Allemagne, la statistique des entreprises patronales. Il y avait d'ouvriers dans :

Petites entreprises :

	1882	1895	augment.
(1 — 5 ouvriers)	2.457.950 —	3.056.318 —	24.3 p. c.

Petites entreprises moyennes :

	1882	1895	augment.
(6 — 10 ouvriers)	500.097 —	833.409 —	66.6 p. c.

Plus grandes entreprises :

	1882	1895	augment.
(11 — 50 ouvriers)	891.623 —	1.620.848 —	81,8 p. c.

Pendant cette même période la population n'augmenta que de 13 5 0/0.

Si donc pendant la période en question la grande industrie a augmenté son armée en des proportions plus considérables encore — 88 7 0/0 — cet accroissement n'a concordé avec une absorption de petites industries que dans quelques cas isolés. De fait il existe beaucoup de cas où il n'est jamais question de concurrence entre la grande et la petite industrie : que l'on songe par exemple aux grandes constructions de ponts et machines. L'exemple de l'industrie textile, citée de préférence dans notre littérature, est trompeur sous plus d'un rapport. L'augmentation de la productivité, représentée par le métier mécanique comparé aux anciens fuseaux, n'a été répétée qu'en certains cas spéciaux. Un nombre considérable de grandes industries sont supérieures aux petites et moyennes non pas sous le rapport de la productivité du travail employé, mais uniquement

par la dimension de l'entreprise (constructions navales) et elles laissent intacte ou à peu près, la sphère de leurs affaires. Lorsqu'on apprend que la Prusse, en 1895, comptait presque deux fois autant d'ouvriers occupés dans la grande industrie qu'en 1882 et que ces ouvriers représentaient, en 1895, 38 0/0 de l'ensemble des ouvriers employés dans l'industrie, contre 28.4 seulement en 1882, on s'imagine facilement que la petite industrie aura bientôt disparu et que son rôle est terminé. Or, les chiffres cités sont là qui démontrent que l'extension et le développement brusques de la grande industrie ne représentent qu'un côté de l'évolution économique.

Il en est dans le commerce comme dans l'industrie. En dépit des grands magasins le moyen comme le petit commerce se maintiennent. Naturellement, il ne s'agit pas ici de nier l'élément parasitaire dans le commerce, ce qu'on appelle commerce intermédiaire. Mais, sous ce rapport aussi il y a beaucoup d'exagération. La grande production et le commerce international jettent sur le marché des masses de denrées toujours plus considérables, qui, de quelque façon qu'il soit, doivent être mises sous la main du consommateur. Que cela pourrait se faire avec une dépense moindre de travail et de frais que par l'intervention du commerce intermédiaire, personne ne le niera. Mais tant que cela ne se fait pas, ce commerce se maintiendra. Et il est aussi utopique d'attendre des grands magasins capitalistes une absorption tant soit peu

considérable des petits et moyens boutiquiers, qu'il est illusoire de croire à une absorption à peu près complète, dans un laps de temps calculable, de la petite et moyenne industrie par la grande. Les grands magasins font du tort à certains commerces et troublent par ci par là, et pendant quelque temps, le petit commerce tout entier. Mais peu à peu celui-ci trouve le moyen de faire concurrence au grand commerce et à tirer parti de tous les avantages que les conditions locales lui offrent. De nouvelles spécialisations et de nouvelles combinaisons de commerce se présentent et des formes et des méthodes nouvelles de commerce. Le grand magasin capitaliste est, jusqu'ici, beaucoup plus *le produit de l'accroissement énorme de la masse des denrées* que l'instrument d'anéantissement du petit commerce parasitaire. Et sa tendance a plutôt été de faire sortir le petit commerce de l'ornière de la routine et de le désaccoutumer de certaines habitudes monopolistiques que de le détruire. Le nombre des petites boutiques va toujours en augmentant. En Angleterre il a augmenté, entre 1875 et 1886, de 295 000 à 366 000. Et le nombre des personnes employées dans le commerce s'est accru dans des proportions plus considérables encore. Comme la statistique anglaise de 1891 a été établie, sous ce rapport, d'après des principes différents de ceux de 1881 (1), nous donnons ici les chiffres de la statistique prussienne.

(1) Elle constate une augmentation de plus de 50 0/0 pendant les dix dernières années.

En Prusse, le nombre des personnes occupés dans le commerce et le trafic (sans compter les employés des chemins de fer et de la poste) était :

Dans les entreprises avec:

	1885	1895	augment.
2 auxiliaires ou moins	411.509 —	467.656 —	13.6 p. c.
3 — 5 »	176.867 —	342.112 —	93.4 » »
6 — 50 »	157.328 —	303.078 —	92.6 » »
51 et plus	25.619 —	62.056 —	142.2 » »
	771.223 —	1.174.902	

Proportionnellement, l'augmentation est le plus considérable dans les grandes entreprises qui cependant ne représentent pas beaucoup plus que 5 0/0 de l'ensemble.

Ce ne sont pas les grandes entreprises qui font une concurrence meurtrière aux petites ; celles-ci se la font réciproquement autant que possible. Mais il n'y a que peu de cadavres relativement et l'échelle graduée des entreprises reste intacte. C'est la petite entreprise moyenne qui accuse l'augmentation la plus importante.

Lorsque finalement nous arrivons à *l'agriculture*, nous constatons, en ce qui concerne les proportions des entreprises, en Europe partout et partiellement déjà en Amérique, un mouvement qui est en contradiction apparente avec tout ce que la théorie socialiste a jusqu'ici avancé. L'industrie et le commerce n'ont révélé qu'un mouvement ascendant *plus lent* vers la grande entreprise, tandis que l'agriculture montre ou bien *l'arrêt* ou bien une *diminution* directe des dimensions des entreprises.

En ce qui concerne l'Allemagne, le recensement de 1895 révèle, comparé à celui de 1882, l'augmentation la plus considérable relativement, dans le groupe des *entreprises agricoles moyennes* (5 à 20 hectares), augmentation de 8 0/0 à peu près, tandis que l'extension du terrain occupé par ces entreprises a été plus considérable encore, à savoir de 9 0/0 exactement. Viennent ensuite les petites entreprises agricoles (2 à 5 hectares) avec 3.5 0/0 d'accroissement pour les entreprises elles-mêmes et 8 0/0 d'extension de terrain. Les entreprises minuscules (au-dessous de 2 hectares) accusent une augmentation de 5.8 0/0 au point de vue du nombre, et de 12 0/0 quant à l'étendue des terrains. Ce qui n'empêche pas que la partie cultivée de ces terrains accuse une diminution de 1 0/0. Les grandes entreprises paysannes (grossbäuerlichen Betriebe) — 20 à 100 hectares — en partie capitalistes déjà, accusent une augmentation de pas tout à fait 1 0/0, qui d'ailleurs incombe entièrement aux entreprises forestières, tandis que les grandes entreprises agricoles (20 à 100 hectares) — également capitalistes en partie — augmentent de pas tout à fait 1/3 0/0

Voici les chiffres pour 1895 :

Genre des entreprises	Nombre des entrepr.
Entreprises minuscules (jusqu'à 2 H.A.)	3.236.367
— de petits paysans de 2 à 5 —	1 016.318
— — moyens — — 5 à 20 —	998.804
— — grands — — 20 à 100 —	281.767
Grandes entreprises — — (100 H.A. et plus)	25.061

			Terrain agric. cultivé	Superficie totale
Entreprises minuscules	(jusqu'à	2 H.A.)	1.808.444	2.415.414
— de petits paysans	de	2 à 5 —	3 285.984	4.142 071
— de moyens —	de	5 à 20 —	9.721.875	12.537.660
— de grands —	de	20 à 100 —	9.869.837	13.157.201
Grandes entrepr. —	de	100 H.A. et plus	7.831.801	11.031.896

Plus des deux tiers de la superficie totale incombent aux trois catégories des entreprises paysannes, et un quart environ à la grande industrie agricole. En Prusse la condition des entreprises paysannes est plus favorable encore. Elles y occupent à peu près *trois quarts* de la superficie cultivée totale, à savoir 22.875.000 hectares sur 32.591.000.

Si de la Prusse nous nous tournons vers la Hollande voisine nous trouvons :

Dimension des entrepr.	Entreprises 1884	1893	Augment. ou diminut.	Pour cent
1 à 5 H.A.	66.842	77.767	+ 10.925	+ 16.2
5 — 10 —	31.552	94.199	+ 62.647	+ 198.5
10 — 50 —	48.278	51.940	+ 3.662	+ 7.6
au-dessus de 50 —	3.554	3.510	— 44	— 1.2

Ici la grande entreprise a diminué directement, tandis que les petites et moyennes entreprises paysannes ont triplé.

En Belgique, d'après Vandervelde, la propriété terrienne aussi bien que l'agriculture sont soumises à une décentralisation ininterrompue. La dernière statistique générale indique une *augmentation* du nombre des *propriétaires terriens* de 201.226 en 1846, à 293.524 en 1880, et de celui des *fermiers* de 371.320 à 616.872. La superficie agricole totale de la Belgique était, en 1880, de pas tout à fait 2 millions d'hectares,

dont plus d'un tiers ont été cultivés par leurs propriétaires. L'agriculture parcellaire y rappelle les conditions agraires de la Chine.

La France comptait, en 1882, des entreprises agricoles :

		Entreprises	Extension
Au-dessous de 1	hectare	2.167.767	1.1083 833 H.A.
— de 1 à 10	—	2.635.030	11. 366.274 —
— de 10 — 40	—	727.088	14. 845 650 —
— de 40 — 100	—	113 285	22. 266.104 —
— de 100 — 200	—	20.644	
— de 200 — 500	—	7.942	
Au-dessus de — 500	—	217	
		5.672.003	48. 478.028 H.A.

Aux entreprises de 40 à 100 hectares incombaient, en chiffres ronds, 14 millions d'hectares, à celles au-dessus de 200 hectares, 8 millions, de sorte, qu'en total, les grandes entreprises agricoles représentaient entre un cinquième et un sixième de toute la superficie cultivée. Les entreprises paysannes, petites, moyennes, et grandes, couvrent presque trois quarts du territoire français. De 1862 à 1882, les entreprises de 5 à 10 hectares se sont accrues de 24 0/0, et celles de 10 à 40 hectares de 14.28 0/0. La statistique agraire de 1892 accuse une augmentation du nombre total des entreprises de 30.000, mais une diminution des entreprises moyennes de 33.000 unités, ce qui indique un morcellement toujours plus grand de l'agriculture.

Et qu'est-ce qu'il en est en Angleterre, le pays classique de la grande propriété terrienne et de l'agriculture capitaliste? On connaît les listes des « mammouths-landlords » que de temps à autre la presse publie pour illustrer la con-

centration de la propriété terrienne en Angleterre, et on connaît aussi ce passage du « Capital », où Marx dit que l'affirmation de John Bright, à savoir : que 150 propriétaires détiennent la moitié du sol britannique et 12 la moitié du sol écossais, n'a jamais été contredite. La vérité est que les choses n'en sont pas encore là. D'après l'étude de Brodrick : *English Land and English Landlords*, sur 33 millions d'acres de terrain inscrites dans le « Domesday Book », en 1876, pour l'Angleterre et le pays de Galles, 14 millions en chiffres ronds appartenaient à un ensemble de 1704 propriétaires terriens, détenant chaque 3000 acres (1200 hectares) et se divisent au-dessus. Les autres 19 millions d'acres se répartissaient entre 150.000 propriétaires, détenteurs chaque de une acre et au-dessus, et un nombre infini de propriétaires de petites parcelles de terre. Mulhall, en 1892, donna, pour le Royaume-Uni tout entier, le chiffre de 176.520 propriétaires de plus de 10 acres de terre. Et comment cette terre est-elle cultivée ? Ci-dessus les chiffres de 1885 et 1895 pour la Grande-Bretagne (l'Angleterre avec le pays de Galles et l'Ecosse, sans l'Irlande). Afin de faciliter les comparaisons nous avons, pour autant qu'il s'agit des classifications, réduit les acres en hectares. On comptait :

Entreprises		1885	1895	Augment. et diminut.
2 — 20	H.A.	232.955	235.481	+ 2.526
20 — 40	—	64.715	66.625	+ 1.910
40 — 120	—	79.573	81.245	+ 1.672
120 — 200	—	13.875	13.568	— 307
Au-dessus de 200	—	5.489	5.219	— 270

Ici aussi nous avons donc une diminution des grandes et très grandes entreprises et une augmentation des entreprises paysannes moyennes et petites.

Les chiffres concernant les entreprises ne nous disent cependant rien sur l'étendue cultivée. Complétons-les donc par les chiffres des superficies incombant aux diverses classes. Ils constituent un tableau absolument stupéfiànt. Il y avait dans la Grande-Bretagne en 1895 :

						Acres de 40 ares	Pour cent de la superficie totale
Entreprises	au-dessus	de	2		H.A.	366.792	1.13
—	—	de	2 à	5	—	1.667.647	5.12
—	—	de	5 —	20	—	2.864.976	8.79
—	—	de	20 —	40	—	4.885.203	15 0/0
—	—	de	.40 —	120	—	13.875.914	42.59
—	—	de	120 —	200	—	5.113.945	15.70
—	—	de	200 —	400	—	3.001.184	9.21
—	au-dessus	de	400 —		—	801.852	2.46
						32.577.643	100

De ces chiffres il résulte que tout au plus 27 à 28 0/0 de la superficie cultivée de la Grande-Bretagne incombent à la grande agriculture proprement dite et seulement 2.46 0/0 aux entreprises géantes. Par contre, *plus de* 66 *pour cent* sont occupés par *les moyennes et grandes entreprises paysannes*. Dans la Grande-Bretagne les conditions sont donc plus favorables encore pour l'agriculture paysanne (où d'ailleurs les grandes entreprises paysannes déjà capitalistes prédominent) qu'en moyenne en Allemagne. Même dans l'Angleterre proprement dite, les entreprises de 5 à 120 hectares occupent 64 0/0 de la superficie cultivée, et 13 0/0 seulement

reviennent aux entreprises d'au-dessus de 200 hectares. Dans le pays de Galles, sans compter les entreprises minuscules, 92 0/0 et en Ecosse 72 0/0 des entreprises paysannes occupent de 2 à 1210 hectares.

Sur toute l'étendue arable, 61:014 entreprises, avec 4.6 millions d'acres de terre, étaient cultivées par leurs propriétaires mêmes ; 19.607 entreprises occupaient des terrains dont les détenteurs étaient, pour une partie propriétaires, pour une autre fermiers seulement, et 439.405 entreprises occupaient des terrains affermés exclusivement. Il est de notoriété qu'en Irlande le nombre des petits paysans, respectivement des petits fermiers, est prédominant ; de même en Italie.

Il est donc hors de doute que partout dans l'Europe occidentale, comme dans les Etats de l'est de l'Union américaine, le nombre des entreprises agricoles petites et moyennes augmente et que celui des entreprises grandes et géantes diminue. Il est de toute évidence que les entreprises moyennes ont souvent un cachet capitaliste on ne peut plus caractérisé. La concentration ne procède pas ici par une absorption toujours s'accentuant de terrains par l'entreprise individuelle, comme le voyait Marx, mais simplement par une condensation des entreprises et par le passage, soit à un autre genre de cultures (exigeant plus de travail par unité de superficie), soit à l'élevage de bétail. On sait que ce résultat est dû pour une grande partie (pas exclusivement) à la concurrence des pays et régions agricoles transatlan-

tiques et de l'Europe orientale. On sait également que ces pays et régions seront, pendant longtemps encore, à même de fournir, au marché européen, du blé et toute une série d'autres produits du sol, à des prix suffisamment modérés pour que nous n'ayons pas à nous attendre, de ce côté, à un déplacement sérieux des facteurs de développement.

Si donc les tableaux de la statistique des revenus, dans les pays industriels avancés, révèlent à un certain degré l'instabilité et, par elle, l'inconstance et le caractère précaire du capital dans la société moderne ; si les revenus et les fortunes qu'elles enregistrent sont, en des proportions toujours grandissantes, des richesses sur le papier qu'un coup de vent vigoureux balayerait, en effet, avec la plus grande facilité, il n'en est pas moins vrai que ces catégories de revenus ne constituent pas une contradiction de principe avec la hiérarchie des unités économiques, dans l'industrie, le commerce et l'agriculture. L'échelle des revenus et l'échelle des entreprises révèlent dans leur gradation un parallélisme assez nettement caractérisé, surtout en ce qui concerne les degrés moyens. Nulle part nous ne constatons une diminution de ceux-là, mais au contraire, presque toujours une extension. Ce qui leur est enlevé par en haut est par eux recomplété par en bas, et pour ce qui de leur rang tombe en bas ils sont dédommagés par en haut. Si l'effondrement de la société moderne dépend de la disparition des échelons moyens entre le sommet et la base de la pyramide sociale ; si cet effondrement a pour

condition formelle l'absorption de ces échelons moyens par les extrêmes au-dessus et au-dessous d'eux, alors sa réalisation en Angleterre, en Allemagne et en France n'est pas, actuellement, plus proche qu'à une époque antérieure quelconque du XIXe siècle.

Mais un édifice peut paraître inébranlable extérieurement et pourtant être caduc, si les pierres elles-mêmes ou une importante couche de pierres sont devenues friables. La solidité d'une maison de commerce se vérifie pendant les périodes critiques. Nous avons donc à examiner ce qui en est des crises économiques inhérentes à la production moderne, et à quelles manifestations et réactions nous avons à nous attendre d'elles dans l'avenir le plus prochain.

d) *Les crises et les possibilités d'adaptation de la société moderne.*

> Le mouvement contradictoire de la société capitaliste se manifeste de la façon la plus frappante au bourgeois pratique, par les vicissitudes du cycle périodique que parcourt l'industrie moderne, et dans leur point culminant : la crise universelle.
>
> MARX, *Avant-propos de la seconde édition du* « Capital».

Les discussions sur les crises économiques du corps social moderne, ses causes et leur guérison, ont été à peine moins chaleureuses que des

discussions sur les crises pathologiques, concernant les maladies du corps humain. Ceux qui aiment les analogies trouveront facilement des éléments pour des parallèles entre les théories variées, qui ont été élaborées par rapport à ces deux sortes de phénomènes. Ils découvriront par exemple dans les partisans de ce libéralisme économique extrême qui se rapproche des idées de J.-B. Say, et qui considère les crises commerciales uniquement comme un processus d'auto-guérison de l'organisme social — une analogie frappante avec les partisans de soi-disant médecine naturaliste, et ils rapporteront les diverses théories qui, dans des maladies humaines, prescrivent une énergique action médicale suivant des principes déterminés (cures symptomatiques, traitement constitutionnel) aux théories sociales variées, lesquelles, en présence des causes et des symptômes des crises économiques, proclament la nécessité de l'intervention gouvernementale. Mais s'ils se donnent la peine d'observer de plus près les partisans de tous ces systèmes, ils feront la remarquable constatation que ce fameux « esprit de suite dans la direction des idées » que de géniaux historiens psychologues attribuent à l'homme, laisse souvent énormément à désirer et que la foi quasi-illimitée en certains médecins et en leur art se concilie fort bien avec un irréductible manchesterisme économique, et inversement.

L'explication la plus populaire des crises économiques est, dans les milieux socialistes, leur dérivation de la sous-consommation. Mais En-

gels s'est plus d'une fois véhémentement prononcé contre cette explication. Il l'a certainement fait de la façon la plus catégorique dans la troisième partie du troisième chapitre de son livre contre Dühring, où il dit que la sous-consommation chez les masses est bien « aussi une condition essentielle de crises », mais qu'elle n'en explique pas plus la présence actuelle que l'antérieure absence. Engels cite en exemple les conditions de l'industrie cotonnière anglaise en 1877, et qualifie d'audacieuse la prétention de vouloir « expliquer l'actuelle et totale stagnation du débit des fils et tissus de coton, à la sous-consommation chez les masses anglaises et non pas à la sur-production chez les fabricants de coton anglais. » Mais Marx lui-même aussi s'est parfois très énergiquement prononcé contre cette dérivation des crises de la sous-consommation. « C'est ni plus ni moins qu'une tautologie — dit-il, dans le second volume du *Capital* — de dire que les crises résultent du manque de consommateurs solvables ». Et si on essayait de donner à cette tautologie une apparence de raisonnement plus profond, en disant que la classe ouvrière reçoit une part trop minime de son propre produit, et que, par conséquent, il serait remédié au malaise dès qu'elle en toucherait une part plus considérable, il n'y aurait qu'à remarquer que, « précisément, les crises sont chaque fois préparées par une période où le salaire, en général, augmente et où la classe ouvrière reçoit en réalité une part plus grande de cette partie du produit annuel qui est destinée à la consomma-

tion ». Il semble donc que la production capitaliste « comporte des conditions indépendantes des volontés bonnes ou mauvaises, et qui ne permettent que momentanément cette prospérité relative de la classe ouvrière, et jamais que comme avant-courrière d'une crise ». Engels recommande ce passage de Marx aux méditations des partisans de « la théorie des crises de Rodbertus ».

En contradiction passablement caractérisée avec tous ces passages est une phrase qu'on trouve dans la seconde partie du troisième volume du *Capital*. Là, Marx s'exprime comme suit au sujet des crises : « La cause dernière de toutes les crises économiques est toujours dans la pauvreté et la consommation limitée des masses, en présence de ce penchant de la production capitaliste à développer les forces productives, comme si seule la capacité de consommation absolue de la société constituait ses limites (*Capital*). Cela ne diffère pas énormément de la « théorie des crises de Rodbertus », car Rodbertus non plus ne fait dériver les crises de la seule sous-consommation chez les masses, mais — tout comme Marx dans le passage cité — en dernier lieu de celle-ci jointe à la croissante productivité du travail. Mais dans le passage de Marx la sous-consommation chez les masses est même présentée en antithèse de l'anarchie dans la production — disproportion de la production dans diverses branches et variations des prix, provoquant des stagnations momentanées et générales — et comme la cause dernière de toutes les crises *réelles*.

Tant qu'il s'agit ici d'une distinction réelle de la conception telle qu'elle est formulée dans le passage du second volume du *Capital* (antérieurement cité) il faut en chercher l'explication dans les époques très différentes où ces deux sentences furent conçues. Il ne s'est pas écoulé moins de treize ou quatorze ans entre ces deux époques et le passage du troisième volume est le plus ancien. Il était déjà écrit en 1864 ou 1865, tandis que celui du second volume date certainement de plus tard que 1878 (comparez à ce sujet les indications de Engels dans l'avant-propos du second volume du *Capital*). C'est d'ailleurs le second volume qui contient les résultats les plus récents et les plus parfaits de l'œuvre de recherches de Marx.

A un autre endroit de ce même second volume, qui date de 1870 déjà, le caractère périodique des crises, — cycle-de-production (Produktionszyklus) à peu près décennal — est mis en rapport avec la durée de la transformation du capital fixe (engagé en des machines, etc.). Le développement de la production capitaliste a la tendance d'augmenter, d'une part, la valeur et la durée vitale du capital fixe, et de diminuer, de l'autre, cette durée vitale, par une transformation ininterrompue du mode technique de la production. De là « la détérioration morale » de cette partie du capital fixe avant qu'il ne soit « décrépit physiquement. » « De ce cycle de transformations connexes où le capital est captivé par son élément fixe *résulte une base matérielle de crises périodiques*, pendant lesquelles les affaires tra-

versent des périodes successives de détente, d'animation moyenne, de précipitation et de crise. » (2e volume du *Capital*) Bien que les périodes de placement de capitaux soient très variées et différentes, la crise n'en constitue pas moins toujours le point de départ de nouveaux placements considérables, et, par cela — au point de vue de la société tout entière — une « base matérielle plus ou moins nouvelle pour le prochain cycle de transformation. » Cette idée est reprise dans le même volume au cours de l'exposé de la reproduction du capital (c'est-à-dire, du procédé du renouvellement ininterrompu des capitaux pour des fins de production et de consommation sur une base sociale) où l'auteur explique comment — même en cas d'une reproduction sur la même échelle et avec une force productive invariée du travail — des variations momentanées dans la durée vitale du capital fixe, si elles surviennent (quand par exemple, pendant une année, plus d'éléments du capital fixe disparaissent que pendant l'année précédente) doivent avoir pour conséquence des crises de production.

Le commerce extérieur, il est vrai, pourrait y remédier quelque peu, mais tant qu'il ne remplace pas que des éléments uniquement — par rapport à la valeur aussi — il ne fait que transporter « les contradictions dans des sphères plus étendues et leur ouvre un espace plus large. » Une société communiste pourrait prévenir de semblables perturbations par une continuelle surproduction relative qui « chez elle équivaut à un contrôle de la société sur

les moyens objectifs de sa propre reproduction » ; dans le cadre de la société capitaliste cette surproduction ne saurait être qu'un élément anarchique. Cet exemple de perturbations, causées par de seules différences vitales du capital fixe, serait frappant. « La disproportion dans la production du capital fixe et du capital mobile est une des raisons favorites des économistes pour expliquer les crises. Qu'une semblable disproportion puisse et doive se produire en présence d'une simple *conservation* du capital fixe — cela est pour eux chose neuve ; qu'elle puisse et doive naître dans l'hypothèse d'une production normale idéale en présence d'une simple reproduction du capital social déjà fonctionnant (p. 468). » Dans le chapitre de l'accumulation et de la reproduction plus élargie, la surproduction et les crises ne sont mentionnées qu'en passant et comme des résultats logiques de possibilités de combinaison, inhérentes au processus décrit.

Mais ici aussi l'idée de la « surproduction » est énergiquement maintenue. « Si donc Fullarton, dit Marx, ne veut pas entendre parler de la surproduction dans le sens habituel du terme, mais bien de la surproduction de capital, c'est-à-dire du capital-argent, cela prouve, une fois de plus, combien peu les meilleurs mêmes des économistes connaissent le mécanisme de leur système. » Et plus loin (p. 528) il démontre que si la fraction constante de la partie du capital destinée à la production des objets de consommation, était plus grande que le capital-salaire *plus* la plus-value de la fraction du

capital destinée à la production des moyens de production — ce qui, même avec l'accumulation capitaliste, pourrait occasionnellement arriver — cela serait une surproduction dans les sphères premières qui « ne pourrait être compensée que par un grand Krach ».

L'idée développée antérieurement : que l'extension du marché répand les antagonismes de la société capitaliste dans des sphères plus larges et, par cela même, les accentue, est à plusieurs reprises appliquée par Engels — dans le troisième volume — aux phénomènes plus nouveaux. Surtout les notes à la page 97 de la première, et à la page 27 de la seconde partie de ce volume sont remarquables.

Dans cette dernière note — où est récapitulé et complété ce qui a été dit dans la première — l'expansion colossale réalisée par les moyens de communication depuis l'époque où Marx écrivait, et qui, de fait, a créé le marché universel, ainsi que l'entrée en concurrence avec l'Angleterre de tant de nouveaux pays industriels et l'extension infinie des territoires où désormais s'écoulera le surplus des capitaux européens sont bien, il est vrai, indiquées comme des facteurs qui « *ont écarté ou fortement entamé la plupart des anciens foyers de crise et des occasions de formation de crises* ». Mais après avoir caractérisé les cartels et les trusts comme des moyens de limitation de la concurrence sur le marché intérieur, et les droits prohibitifs dont s'entoure le monde non-anglais comme « des préparatifs pour la campagne industrielle générale et finale qui décidera de la prépondérance

sur le marché universel », Engels pose la question de savoir si le cycle industriel qui, au début du commerce international (de 1815 à 1847), comprenait des périodes d'environ cinq et, de 1847 à 1867, des périodes d'à peu près dix années, a réalisé une nouvelle extension, et si nous « nous trouvons dans la période préparatoire d'un nouveau cataclysme universel d'une véhémence inouïe. » Mais il admet aussi la possibilité que la forme aiguë du processus périodique, avec son cycle jusqu'ici décennal, ait cédé la place à « un alternat plus chronique — et se répartissant *à des époques différentes* sur les divers pays — d'une faible et relativement brève amélioration des affaires et d'une dépression indécisive et relativement longue ».

Depuis que ces lignes furent écrites, la question est restée sans solution. Nous n'avons pas constaté les symptômes précurseurs d'un cataclysme économique d'une véhémence inouïe, et nous ne pouvons qualifier de particulièrement éphémère l'amélioration dans les affaires qui s'est réalisée depuis. Une troisième question se pose plutôt, que d'ailleurs la précédente comporte déjà en partie. A savoir : si l'énorme extension territoriale du marché international, jointe à l'extraordinaire réduction du temps nécessaire aux communications et au transport, n'a pas multiplié à tel point les possibilités *de compenser* les perturbations, et si la richesse énormément accrue des états industriels de l'Europe, jointe à l'élasticité du crédit moderne et à l'institution des cartels industriels, n'a pas à tel point diminué *la force rétroactive* des

perturbations locales ou particulières, que pour un temps assez considérable des crises commerciales générales, sur le modèle des crises antérieures, soient devenues improbables.

Cette question par moi formulée dans une étude sur la « théorie du cataclysme » socialiste a donné lieu à de nombreuses attaques. Elle a, entre autres, incité Mlle Dr Rosa Luxemburg à me faire un cours sur le crédit et la faculté d'adaptation du capitalisme, cours publié, sous la forme d'une série d'articles, dans la « Leipziger Volkszeitung » du mois de septembre 1898. Comme ces articles, reproduits encore dans quelques autres journaux socialistes, sont de remarquables échantillons d'une dialectique fausse bien que fort talentueusement soutenue, je veux y répondre brièvement ici.

En ce qui concerne le crédit, Mlle Luxemburg prétend que, loin de s'opposer aux crises, il constitue précisément le moyen de les pousser à l'extrême. Le crédit seul, d'après elle, a rendu possibles l'extension illimitée de la production capitaliste, l'accélération de l'échange des produits et le mouvement circulaire du processus de la production, et c'est donc grâce à lui que l'antagonisme entre la production et la consommation éclate le plus souvent possible. Il fournit aux capitalistes le moyen de disposer des capitaux étrangers et, par suite, les moyens pour la plus risquée des spéculations. Mais que survienne la stagnation et il aggravera la crise en se rétrécissant. Son rôle est de bannir tout reste de stabilité de toutes les relations capitalistes, et de rendre toutes les

puissances capitalistes extensibles, relatives et impressionnables au plus haut degré.

Or, tout cela n'est pas absolument neuf pour quelqu'un qui connaît un peu la littérature du socialisme en général et le socialisme marxiste en particulier. Reste à savoir si la situation actuelle y est présentée de façon exacte ou si l'image n'a pas aussi un envers.

D'après les lois de la dialectique, dont Mlle Luxemburg aime tant jouer, c'est même probablement le cas. Et sans même les invoquer on doit pouvoir se dire qu'une chose capable de revêtir tant de formes variées comme le crédit, doit, en des circonstances différentes, agir différemment. Aussi bien, Marx ne traite-t-il pas le crédit d'après son seul rôle de destructeur. Il lui attribue encore (dans le 3e volume du « Capital ») la fonction « de constituer la forme transitoire vers un mode nouveau de production », et il fait ressortir expressément le « double caractère du système de crédit ». Mlle Luxemburg connaît parfaitement le passage en question, et elle en cite même la phrase où Marx parle du caractère mixte — « mi-chevalier d'industrie, mi-prophète » — des grands apôtres du crédit (John Law, Isaac Pereire, etc.). Mais elle ne le rapporte, exclusivement, qu'au côté destructif du système de crédit et ne parle pas d'un seul mot de ses facultés reconstitutives et créatrices que Marx a expressément démontrées. Pourquoi cette amputation, pourquoi ce remarquable mutisme relativement au « caractère double » ? Le brillant feu d'artifice dialectique par lequel elle fait paraître la puis-

sance du système de crédit comme moyen d'adaptation, sous le jour d'une « mouche éphémère », s'en va en fumée, dès qu'on regarde d'un peu plus près cet autre côté que Mlle Luxemburg laisse si farouchement dans l'ombre.

D'ailleurs, les passages isolés de sa démonstration ne supportent pas trop non plus la critique. « Il accentue l'antagonisme entre le mode d'échange, dit-elle au sujet du crédit, en poussant à ses dernières limites la production, tout en paralysant l'échange à la moindre occasion ». Cela est très spirituellement dit. Il est regrettable seulement qu'on puisse tourner la phrase comme on veut sans qu'elle perde de son exactitude. En transposant les deux mots principaux de sa seconde partie, la phrase reste aussi exacte qu'auparavant. Ou bien, on peut affirmer que le crédit *supprime* l'antagonisme entre le mode de production et le mode d'échange par une égalisation périodique des différences de tension entre la production et l'échange, et on aura raison encore. « Le crédit, dit plus loin Mlle L., accentue l'antagonisme entre les conditions de propriété et de production, en réunissant — par l'expropriation forcée d'un grand nombre de petits capitalistes — de prodigieuses forces productives en un petit nombre de mains. » Si cette phrase contient une vérité, elle en contient aussi sûrement le contraire direct. Nous ne faisons qu'exprimer une vérité très souvent confirmée par les faits, quand nous disons, que le crédit supprime l'antagonisme entre les conditions de propriété et de production, en transformant —

par l'unification de beaucoup de petits capitalistes — de prodigieuses forces productives en propriété collective. Pour les sociétés en actions, la chose, dans ses formes simples et intensives, est de toute évidence, comme nous l'avons vu dans le chapitre sur le mouvement des revenus. Si Mlle Luxemburg, à l'encontre de mes démonstrations à ce sujet, veut en appeler à Marx, qui, à l'endroit indiqué, attribue de nouveau au système de crédit le rôle de continuer la réduction numérique du petit groupe d'exploiteurs de la richesse sociale, je pourrais lui répondre que la preuve empirique de cette affirmation de Marx n'a été donnée nulle part, ni ne pouvait être donnée, et que souvent Marx en réfère à des faits qui la contredisent.

Par exemple lorsque, dans le chapitre 22 du troisième volume du « Capital », qui traite de la tendance à la baisse du taux d'intérêt, il relate l'augmentation, constatée par Ramsay, du nombre des rentiers en Angleterre. Mais si Marx se rend souvent coupable de confondre la personnalité juridique avec la personnalité physique, cette confusion ne l'induit pas en erreur quant à la puissance économique du crédit. Et cela ressort le plus nettement là où il parle de l'association ouvrière, dont pour lui le type caractéristique est encore l'ancienne association productive — il l'appelle : fabrique coopérative — et dont il dit qu'elle reproduit et *doit* reproduire tous les défauts du système existant. Mais elle supprime tout de même positivement, dit-il, l'antagonisme qui existe dans la fabrique capitaliste. Si elle est un produit du système de fa-

brication basé sur la production capitaliste, elle l'est au même degré du *système de crédit* qui repose sur lui, sans lequel, affirme Marx, elle n'aurait pas pu se développer et qui « *offre les moyens d'une graduelle extension des entreprises coopératives sur une échelle plus ou moins nationale* (*Capital*, 3e volume I, 428). Nous avons là, dans sa forme la plus nette, le renversement de la thèse de Mlle Luxemburg.

Que le système de crédit facilite la spéculation, c'est une constatation faite depuis des siècles, et très ancienne aussi est la constatation que la spéculation ne s'arrête pas devant la production, là où la forme et la constitution de celle-ci se sont suffisamment développées pour lui laisser libre jeu. Mais la spéculation, de son côté, est conditionnée par les rapports mutuels des circonstances connaissables et inconnaissables. Plus les dernières prévalent, plus la spéculation florira, et plus elles sont refoulées par les premières, plus le terrain lui manquera. C'est pourquoi les extravagances les plus folles de la spéculation commerciale coïncident avec *le commencement de l'ère capitaliste* et que la spéculation célèbre d'habitude ses orgies les plus sauvages dans les pays d'un développement capitaliste récent. Dans le domaine de l'industrie la spéculation florit surtout dans les *nouvelles* branches de production. Plus ancienne est une branche de production en tant qu'industrie moderne, et plus — exception faite pour la fabrication des articles de mode proprement dits — la période spéculative cesse d'y jouer un rôle déterminant. Les conditions du

marché et les mouvements du marché sont plus aisément contrôlés et mis en compte avec plus de certitude.

Cette certitude, pourtant, n'est toujours que relative, étant donné que la concurrence et le développement technique rendent impossible un contrôle absolu du marché. La surproduction est à un certain degré inéluctable. Mais la surproduction dans quelques industries isolées ne signifie pas encore une crise générale. Pour en arriver là il faudrait, ou bien que les industries en question eussent une telle importance comme consommateurs des produits d'autres industries, que leur arrêt entrainât aussi l'arrêt de celles-là, ou bien qu'elles leur retirassent, par l'intermédiaire du marché financier, c'est-à-dire, par la paralysation du crédit universel, les moyens de continuer la production. Mais il est de toute évidence que plus un pays est riche et plus l'organisme de son crédit est développé — plus cette conséquence-là devient improbable. Car ici les possibilités d'égalisation augmentent de plus en plus. A un endroit que pour le moment je ne saurais indiquer, Marx dit — et l'exactitude de son affirmation peut être démontrée par une foule d'exemples — qu'au centre du marché financier les contractions de celui-ci sont toujours plus facilement vaincues que sur les points différents de sa périphérie. Et Marx avait devant les yeux, même en Angleterre, un marché financier infiniment plus restreint qu'il ne l'est actuellement. C'est ainsi qu'il dit encore (*Capital*, 3e volume, II 18) qu'avec l'extension du marché les

crédits se prolongent et que, de cette façon, l'élément spéculatif domine de plus en plus les affaires. Mais la transformation des moyens de communication, survenue depuis, a fait plus que compenser, sous ce rapport, les effets des grandes distances. Si, par cela, les crises du marché financier ne sont pas supprimées, les restrictions du marché financier — et c'est de cela qu'il s'agit ici — par des entreprises commerciales étendues et difficiles à contrôler, sont pourtant considérablement réduites.

La relation entre les crises financières et les crises commerciales et d'affaires n'a pas encore été suffisamment éclaircie pour que l'on ait pu dire avec certitude d'un cas concret quelconque où les deux crises coïncidaient, que ce fût directement la crise commerciale, c'est-à-dire la surproduction, qui avait causé la crise financière. Dans la plupart des cas ce ne fut visiblement pas la surproduction proprement dite, mais la sur-spéculation qui paralysait le marché financier et qui ainsi déprimait l'ensemble des affaires. Cela résulte aussi bien des cas spéciaux que Marx relate — sur la foi des enquêtes officielles sur les crises de 1847 et 1857 — dans le troisième volume du *Capital*, que des faits que le professeur Herkner cite dans son résumé de l'histoire des crises commerciales publié dans le « *Handwoerterbuch der Staatswissenschaften* » (*Dictionnaire des sciences politiques*) relativement à ces crises et à d'autres. Mlle Luxemburg arrive à la conclusion — à la suite des faits cités par Herkner — que les crises survenues jusqu'ici n'ont pas été encore les crises

véritables, mais seulement *des maladies infantiles* de l'économie capitaliste, symptômes accompagnateurs non de restrictions, mais *d'extensions* du domaine de l'économie capitaliste, et que nous « ne sommes pas encore entrés dans cette phase de parfaite maturité capitaliste, prévue dans le schème marxiste de la périodicité des crises. » Ce temps ne viendra que lorsque le marché international sera délimité dans ses grandes lignes et ne pourra plus être élargi par de brusques extensions. C'est alors que le conflit entre les forces productives et les limites de l'échange deviendra de plus en plus brutal et tumultueux.

A quoi on peut répondre que le schème des crises n'est pas, chez et pour Marx, une image de l'avenir mais du présent, dont il attend seulement, dans l'avenir, le retour sous des formes de plus en plus brutales, de plus en plus aiguës, En lui déniant, pour toute la période antérieure, la signification que Marx lui attribuait ; en le présentant comme une déduction qui ne répondait pas encore à la réalité et comme une construction logique et anticipée d'un événement, basée sur certains éléments encore en germe, Mlle Luxemburg met en même temps en question la prognose marxienne du développement social futur en tant que celle-ci se base sur la théorie des crises. Car si cette théorie, à l'époque où elle fut formulée, n'était pas vérifiée encore, et si depuis elle ne s'est pas davantage réalisée, sous quel prétexte pourra-t-on alors la présenter comme correcte dans l'avenir ? Le renvoi à l'époque où le marché international sera cons-

titué dans ses grandes lignes, est une envolée théorique dans l'au-delà.

On ne peut pas même encore entrevoir le moment où le marché international sera constitué dans ses grandes lignes. M[lle] Luxemburg n'ignore certainement pas qu'il y a non seulement un agrandissment extensif, mais encore un agrandissement *intensif* du marché international et que, actuellement, ce dernier est de beaucoup plus important que le premier.

Dans la statistique commerciale des grands pays industriels, l'exportation vers des pays anciens et le plus longtemps habités joue le rôle le plus important. L'Angleterre n'exporte pas, en toute l'Asie australe (les colonies australiennes, la Nouvelle-Zélande, etc.) pour une valeur aussi grande qu'en la seule France ; en toute l'Amérique britannique (le Canada, la Colombie britannique) que pour la seule Russie ; en ces deux empires coloniaux ensemble, qui pourtant sont d'un âge déjà respectable, pas autant que pour l'Allemagne. Son commerce extérieur avec toutes ses colonies, y compris l'énorme empire indien, ne constitue pas encore le tiers de son commerce avec le reste du monde, et en ce qui concerne les territoires conquis durant ces dernières vingt années, l'exportation est ridiculement minime (1). L'agrandissement extensif du marché

(1) Voici quelques chiffres pour 1895. Sur l'exportation totale 75.6 % allaient à l'étranger, et là-dessus neuf-dixièmes dans des pays anciens, et 24.4 aux colonies anglaises. D'après leur valeur (y compris les marchandises de transit) l'Amérique

international s'effectue beaucoup trop lentement pour assurer à la très réelle augmentation de la production un écoulement satisfaisant, si les pays anciens n'étaient pas là pour lui offrir un marché toujours plus vaste. Il est impossible d'imaginer *a priori* une limite pour cette croissance intensive du marché universel. Si la crise générale est réellement la loi immanente de la production capitaliste, elle doit s'affirmer maintenant ou dans un avenir des plus proches. Si non, la preuve de son inéluctabilité relève de la spéculation abstraite.

Nous avons vu que le crédit n'éprouve pas plus, mais moins que jadis, de contractions amenant une paralysation générale de la production, et que, par conséquent, sa portée comme facteur constitutif des crises est diminuée. Mais en tant qu'il constitue un moyen d'extension artificielle de la surproduction, à cette augmentation de la production s'oppose aujourd'hui dans divers pays, et par endroits même internationalement, *l'association des entrepreneurs* qui, sous les espèces de cartel, de trust ou de syndicat, cherche à régler la production. Sans me laisser aller à des

anglaise reçut pour 6.6, la Russie pour 10.7, l'Asie australe pour 19.3, la France pour 20.3 et l'Allemagne pour 32.7 millions de livres sterling de marchandises, tandis que l'Afrique anglaise occidentale et l'Afrique anglaise orientale ne reçurent que pour une valeur de 2.4 millions de livres, c'est-à-dire pas encore 1 $^0/_0$ de l'exportation tout entière dont la valeur était de 285 8 millions de livres. L'exportation dans toutes les colonies anglaises était de 64.8 $^0/_0$ et celle dans les autres pays de 77.2 $^0/_0$ plus élevée en 1895 qu'en 1860 (Données empruntées au *Constitutional Yearbook*, de 1897).

prophéties concernant ses capacités vitales et d'accomplissement, j'ai reconnu sa faculté d'influencer sur la relation entre l'activité productive et le marché, au point de diminuer le danger des crises. Cela aussi M[lle] Luxemburg le réfute.

D'abord elle nie que l'association des entrepreneurs puisse se généraliser. But et conséquence de l'association seraient d'augmenter, en rendant impossible la concurrence dans telle branche, la part de profit de cette branche sur le marché. Mais une branche de l'industrie ne saurait atteindre ce but qu'au détriment de l'autre et ainsi cette organisation ne pourra jamais devenir générale. « Etendue sur toutes les branches de la production elle abolit elle-même son action ».

Cette preuve ressemble, comme une goutte d'eau à une autre, à la preuve — depuis longtemps évanouie — de l'inutilité des chambres syndicales. Sa base est infiniment plus caduque encore que feu la théorie du fonds des salaires (Lohnfonds). Elle est l'hypothèse improuvée, improuvable — ou plutôt dont la fausseté est prouvable — que sur le marché il y a toujours un total invariable de profits à partager. Elle suppose entre autres choses une détermination des prix, indépendante des fluctuations des frais de la production. Mais même avec un prix déterminé, et, par dessus le marché, une base technologique déterminée de la production, l'ensemble des profits d'une branche d'industrie peut être augmenté sans que pour cela les profits d'une autre soient diminués, et ce par la réduction des

faux-frais, l'abolition de la concurrence déloyale, une meilleure organisation de la production et autres mesures de ce genre. Que l'association des entrepreneurs constitue un moyen puissant sous ce rapport, cela est de toute évidence. La question de la répartition des profits est la toute dernière raison qui forme obstacle à la généralisation des associations d'entrepreneurs.

Une autre raison avancée contre la faculté des cartels d'arrêter l'anarchie dans la production, consiste, d'après Mlle Luxemburg, en ceci, qu'ils cherchent à atteindre leur but — l'arrêt de la baisse des quotes-parts de profit — en mettant en friche une partie du capital accumulé et qu'ainsi ils font la même chose que, sous d'autres formes, les crises provoquaient. Le remède ressemblerait donc à la maladie, comme une goutte d'eau à une autre. Une partie du capital socialisé par l'organisation se retransforme en capital privé, chaque fraction se jette dans la mêlée pour son propre compte, et « les organisations crèvent comme des bulles de savon en cédant de nouveau la place à une concurrence libre, dans une forme renforcée ».

Cela donne tout d'abord à supposer que l'amputation chirurgicale d'un membre gangrené et la destruction par la gangrène de ce membre se ressemblent « comme deux gouttes d'eau », puisque dans les deux cas le membre est perdu. Que du capital soit mis en friche par un événement élémentaire tel que les crises, ou par l'organisation de l'industrie, voilà deux choses bien différentes, puisque l'une ne signifie qu'un arrêt temporaire tandis que l'autre veut dire

destruction immédiate. Mais il n'est nulle part écrit que le capital, devenu superflu dans telle branche de production, ne puisse être utilisé, ou doive ne chercher à être utilisé que dans cette même branche. On suppose ici que le nombre des branches de production est invariablement fixé pour tous les temps, supposition contraire encore à la réalité.

La dernière objection de Mlle Luxemburg a quelque peu plus de valeur. D'après cette objection les cartels sont pour cela incapables d'entraver l'anarchie dans la production, parce que les entrepreneurs qui constituent le cartel obtiennent d'habitude leurs profits les plus élevés sur le marché intérieur, en faisant produire pour l'étranger, et à raison d'une quote-part de profit beaucoup inférieure, des fractions de capital impossibles à placer sur le marché national. Résultat : accentuation de l'anarchie sur le marché international, contrairement au but proposé.

« D'habitude » cette manœuvre ne réussit que là où des droits protecteurs garantissent au cartel une protection efficace, en mettant l'étranger dans l'impossibilité de lui rendre la monnaie de sa pièce. Dans l'industrie sucrière que Mlle L. cite en exemple pour soutenir sa thèse, c'est la forme renforcée du droit protecteur, la prime d'exportation, qui a amené toutes ces belles choses. Mais, chose remarquable, l'agitation contre cette mesure bienfaisante est beaucoup plus forte dans les pays qui en jouissent, que dans le pays qui en est privé et dont la production sucrière reste exposée, sans défense aucune, à la concurrence

des pays bénis de primes d'exportation et de trusts sucriers. C'est de l'Angleterre qu'il s'agit. Et les Anglais savent ce qu'il font. Sans doute, cette concurrence primée a causé de sérieux dommages aux raffineurs anglais, bien que pas au degré généralement supposé, car le raffineur anglais reçoit également sa matière première, le sucre brut, après défalcation de la prime d'exportation. Donc, tandis qu'en 1864 424.000 tonnes de sucre seulement étaient raffinées en Angleterre, la quantité en atteignit 623.000 tonnes en 1894 et 632.000 en 1846. Dans l'intervalle la production avait, il est vrai, atteint un chiffre plus élevé encore (824.000 tonnes en 1884) mais si ce chiffre n'a pas pu être maintenu, la fabrication des *produits de sucrerie* (dragées, fruits confits, compotes) a, par contre, atteint un essor qui compense dix fois cette baisse relative. De 1881 à 1891 le nombre des personnes occupées dans les raffineries de sucre en Angleterre n'a pas diminué, tandis que celui des individus employés dans les autres industries sucrières a à peu près doublé (1). A tout cela il faut encore ajouter l'industrie si étendue des mar-

(1) Voici les chiffres de la statistique :

Individus occupés	1881	1891	Augmentat.
Raffineries de sucre : hom.	4 285	4 682	+ 317
» » fem.	122	238	+ 116
Industries des bonbons et autres sucreries : hommes.	14 305	20 291	+ 5 986
» femmes.	15 285	34 788	+ 19 503

melades et des compotes de fruits, devenues des articles de consommation populaire et qui occupent des milliers d'ouvriers. Quand même les primes sur les sucres et autres manœuvres des fabricants de sucre continentaux auraient anéanti la raffinerie anglaise tout entière — ce qui pourtant n'est pas le cas — le nombre des ouvriers, qui auraient été ainsi réduits au chômage, se trouverait encore compensé par un nombre d'au moins huit fois autant de travailleurs qui auraient trouvé à s'occuper dans les autres industries sucrières. Et nous n'avons pas mis en ligne de compte encore l'essor qu'a pris, en Angleterre, la culture des baies de toutes sortes (groseilles, etc.) en conséquence du prix peu élevé du sucre. On dit bien que le sucre de betterave primé a ruiné les planteurs de canne à sucre, et les planteurs des Indes occidentales ne laissent pas que de gémir. Mais cette honorable classe ressemble à s'y tromper à ces fameux agrariens besogneux qui sont toujours dans la misère. De fait, l'Angleterre importe actuellement de ses possessions plus de sucre qu'à n'importe quelle époque antérieure (de 2.3 millions de quintaux en 1890 l'importation du sucre de canne des possessions britanniques s'est élevée, en 1896, à 3.1 millions de quintaux). Seulement, d'autres colonies ont dépassé l'Inde occidentale. En 1882, les Indes occidentales produisaient exactement deux tiers de l'exportation totale des colonies britanniques. En 1896, elles n'en fournissaient plus tout à fait la moitié. Les profits des planteurs se sont certainement réduits, mais cela ne

veut pas dire encore qu'ils soient ruinés.

Mais il ne s'agit pas ici de nier les conséquences nuisibles de la protection contemporaine, simple ou intensive, ni de faire l'apologie des associations d'entrepreneurs. L'idée ne m'est jamais venue de prétendre que les trusts, etc., fussent l'expression dernière du développement économique et qu'ils fussent appelés à définitivement écarter les antagonismes de la vie sociale moderne. Je suis plutôt convaincu que, lorsque dans des états industriels modernes les trusts et les cartels sont soutenus et accentués par des droits protecteurs, ils doivent devenir fatalement des facteurs de crises de l'industrie respective — sinon tout de suite, du moins finalement, et pour le pays « protégé » comme pour les autres. Reste à savoir combien de temps les peuples respectifs toléreront cet état de choses. Le protectionnisme n'est pas un produit de l'économie, mais un empiétement du pouvoir politique sur l'économie, avec, pour objectif, des résultats économiques. Tout autre est la nature de l'association industrielle dénommée cartel. Elle a poussé — même si elle est artificiellement favorisée par des droits protecteurs — sur le terrain même de l'économie, comme un moyen à lui propre de l'adaptation de la production aux mouvements du marché. Qu'elle puisse être, ou devenir, en même temps un moyen d'exploitation monopoliste, cela est hors de doute. Mais il est également hors de doute qu'elle signifie, dans sa qualité première, un corroboratif de tous les antidotes connus jusqu'ici contre la surproduction. Avec beau-

coup moins de danger que l'entreprise particulière elle peut, en des périodes d'encombrement du marché, procéder à une restriction momentanée de la production. Mieux aussi que l'entreprise particulière elle peut tenir tête sur la concurrence de l'étranger. Nier cela équivaudrait à nier la supériorité de l'organisation sur la concurrence anarchique. C'est ce qu'on fait cependant, quand on nie, en principe, que les cartels puissent modifier la nature et la fréquence des crises. *Jusqu'à quel point* ils peuvent les modifier cela est, aujourd'hui, une question purement conjecturale, la pratique n'étant pas assez ancienne encore pour permettre, sous ce rapport, un jugement définitif. Moins de points d'appui encore s'offrent, dans ces conditions, pour la prédétermination des crises *générales* futures, comme se les imaginaient originairement Marx et Engels : des répétitions plus aiguës des crises de 1825, 1836, 1847, 1857, 1873. Le fait déjà que pendant longtemps les socialistes concluaient à un *resserrement* de plus en plus étroit du mouvement cyclique industriel, comme la conséquence naturelle de la concentration croissante du capital — un développement spiraliforme — mais que, en 1894, Engels se crut obligé de poser la question : si nous ne nous trouvions pas en présence d'une *nouvelle extension* du cycle, c'est-à-dire le contraire absolu de l'ancienne hypothèse, ce fait devrait nous mettre en garde contre la conclusion abstraite que ces crises *doivent* se répéter sous l'ancienne forme.

L'histoire des industries isolées démontre que

leurs crises ne coïncident pas toujours avec les crises soi-disant générales. En relisant, dans le premier et le troisième volume du *Capital*, les indications que Marx donne concernant l'histoire de l'industrie cotonnière anglaise, on verra, et l'histoire la plus récente confirme catégoriquement les faits, comment cette importante branche de production, et tant d'autres avec elle, traversent des phases successives de prospérité et de stagnation qui restent sans influence sérieuse sur l'ensemble des autres industries. Marx, nous l'avons vu, croyait pouvoir conclure, par la nécessité du renouvellement accéléré du capital fixe (des instruments de production, etc.) à une base matérielle des crises périodiques, et il est incontestable qu'il y a ici un élément de crise important. Mais il n'est pas exact — ou il n'est *plus* exact, — que ces périodes de renouvellement dans les industries diverses coïncident. Et par cela un autre facteur des grandes crises générales est supprimé.

Il reste donc simplement acquis que la capacité de production, dans la société moderne, est de beaucoup supérieure à la réelle demande de produits, déterminée par la capacité de consommation des acheteurs ; que des millions d'hommes vivent dans des logements insuffisants, se nourrissent et s'habillent d'une manière insuffisante, bien que les moyens abondent pour leur assurer le logement, la nourriture et le vêtement dans des conditions suffisantes ; que de cette anomalie résultent toujours de nouveau, dans les différentes branches de production,

des surproductions, de manière à ce que, ou bien tel article déterminé soit fabriqué en des quantités plus considérables que la consommation n'en peut absorber — par exemple : plus de fil que les fabriques de tissus n'en peuvent consommer — ou bien que des articles déterminés soient fabriqués, non pas en plus grande quantité qu'on n'en peut *consommer*, mais qu'on n'en peut *acheter* ; qu'il en résulte une grande irrégularité dans l'occupation des ouvriers, rendant fort précaire leur situation, et qui les maintient dans une dégradante dépendance en provoquant ici le sur-travail, là le chômage ; et que de tous les moyens actuellement employés pour réagir contre l'aggravation de ces maux, les cartels des entreprises capitalistes constituent d'un côté vis-à-vis des ouvriers, et d'autre part vis-à-vis du grand public, des associations monopolistes ayant la tendance d'entreprendre, sur le dos des producteurs comme sur celui des consommateurs, des luttes avec des associations monopolistes analogues d'autres industries ou d'autres pays, ou bien de régler arbitrairement, par des contrats internationaux ou interindustriels, et sur leurs besoins de gain, la production aussi bien que les prix. Virtuellement, le moyen de préservation capitaliste contre les crises porte en lui les germes d'une nouvelle *servitude* de la classe ouvrière, aussi bien que des privilèges de production qui sont, dans une forme plus catégorique encore, la réédition des anciens privilèges des jurandes. Au point de vue des ouvriers, il me semble beaucoup plus important de se rendre compte de leurs possibilités

que de prophétiser leur « impuissance ». Pour la classe ouvrière la question est, en principe, tout à fait secondaire de savoir si, à la longue, ils seront à même de réaliser leur but principal : prévenir les crises. Mais cette question acquiert une très grande importance à partir du moment où l'on fonde sur la crise générale des espérances quelconques pour l'émancipation de la classe ouvrière. Car en ce cas la notion que les cartels ne peuvent rien contre les crises peut devenir la cause de funestes omissions.

Le bref aperçu que nous avons donné, dans l'introduction de ce chapitre, des explications marxo-engelsiennes des crises économiques, suffira (joint aux faits catégoriques cités à l'appui) à faire reconnaître la question des crises comme un problème impossible à résoudre définitivement par quelques tirades vieillottes. Nous ne pouvons que constater quels éléments de l'économie moderne poussent à des crises et quelles forces s'y opposent. Mais il est impossible de déterminer à l'avance les rapports réciproques de ces forces ou leur développement. Si ce ne sont pas des événements *extérieurs* imprévus qui amènent la crise générale — ce qui peut arriver tous les jours — il n'y a pas de raison formelle pour conclure, sur des données purement économiques, au prochain avènement de celle-ci. Des dépressions locales et partielles sont inéluctables, mais l'arrêt général — étant donnés l'organisation et l'extension actuelle du marché international, et notamment l'*énorme essor de la production des vivres* —

ne l'est pas. Ce dernier fait est de la plus haute importance pour notre problème. Rien peut-être n'a contribué autant à l'atténuation des crises économiques, ou a empêché leur développement, comme la baisse de la rente et celle du prix des vivres.

CHAPITRE IV

LA MISSION ET LES FACULTÉS D'ACCOMPLISSEMENT DE LA SOCIAL DÉMOCRATIE

a) *Les conditions politiques et économiques préliminaires du socialisme.*

Si on demandait à un nombre quelconque de personnes, sans distinction de classe ou de parti, de donner, en une formule concise, une définition du socialisme, la plupart d'entre elles seraient certainement quelque peu embarrassées. Celui qui ne répète pas, au petit bonheur, une phrase saisie au vol, doit d'abord se rendre compte s'il a à définir un état de choses ou un mouvement, une théorie ou un but. Si nous feuilletons notre propre littérature socialiste, nous rencontrons des définitions fort variées de cette conception, suivant qu'elles relèvent d'une des catégories mentionnées. Nous la verrons qualifiée comme une dérivation d'idées de justice (égalité, équité), ou bien sommairement définie comme une science sociale; identifiée avec la lutte de classe des ouvriers

dans la société moderne, et expliquée ainsi : socialisme veut dire société associative (Genossenschaftliche Wirthschaft). Occasionnellement ces explications variées ont pour base des conceptions différentes en principe, mais le plus souvent elles ne sont que les résultats d'une appréciation ou d'une présentation différente d'une même chose.

La définition la plus exacte du socialisme sera évidemment celle qui se rattache à l'idée de l'association, puisque cette idée exprime simultanément sa nature économique et juridique. Il ne faudrait certainement pas une démonstration bien longue, pour faire reconnaître que le caractère juridique a ici au moins autant d'importance que le caractère économique. Tout en laissant de côté la question si, et dans quel sens, le droit est un facteur primaire ou secondaire de la vie sociale, il est incontestable que le droit d'une époque quelle qu'elle soit donne l'image la plus concentrée de son caractère. Nous caractérisons les sociétés non pas d'après leur base technologique ou économique, mais d'après le principe fondamental de leurs institutions juridiques. Nous parlons, il est vrai, de *l'âge* de pierre, de bronze ; du *siècle* des machines, de l'électricité, etc., mais nous parlons de *l'ordre social* féodal, capitaliste, bourgeois, etc. C'est ainsi que le socialisme pourrait être qualifié comme le mouvement vers l'ordre social associatif ou comme la réalisation de cet ordre social. C'est dans ce sens, qui est d'ailleurs conforme à l'étymologie du mot (socius = associé) que nous l'employons ci-après.

Quelles sont maintenant les conditions primordiales de la réalisation du socialisme ? Le matérialisme historique les découvre en premier lieu dans le développement moderne de la production. L'extension de la grande entreprise capitaliste dans l'industrie comporte une base matérielle durable, et toujours plus vaste, pour l'impulsion à la transformation socialiste de la société. Dans ces entreprises la production est déjà organisée socialement, mais la direction en est individuelle et les profits en sont appropriés par des individus, non pas suivant leur part prise au travail, mais d'après leur part de capital. L'ouvrier producteur n'est pas propriétaire de ses moyens de production ; il vit dans la condition d'un salarié dépendant, condition dont il ne sortira jamais et dont l'oppression est encore accentuée par l'incertitude qui résulte de sa dépendance de l'entrepreneur, et des fluctuations du marché, conséquence de l'anarchie dans la production. Comme la production elle-même, les conditions d'existence des producteurs poussent à la socialisation et à l'organisation associative du travail. Dès que ce développement est suffisamment avancé, la réalisation du socialisme devient une nécessité inéluctable pour le développement ultérieur de la société. Cette réalisation est l'affaire du prolétariat organisé en parti de classe et qui, pour ce faire, aura à conquérir le pouvoir politique.

Nous avons donc comme première condition essentielle pour la réalisation générale du socialisme, un degré d'élévation déterminé du développement capitaliste, et, comme seconde,

l'exercice du pouvoir politique par le parti de classe des ouvriers = la socialdémocratie. La forme que prendra l'exercice de ce pouvoir pendant la période de transition, est, d'après Marx, la dictature du prolétariat.

En ce qui concerne la première de ces conditions primordiales, nous avons déjà démontré, dans le chapitre sur les classes d'entreprises dans la production et la distribution, que, si actuellement la grande entreprise dans l'industrie prédomine déjà, elle ne représente cependant pas (en y comprenant les entreprises qui dépendent d'elle), et même dans un pays aussi avancé que la Prusse, plus que la moitié de la population occupée dans la production. Il en est de même pour toute l'Allemagne, et l'Angleterre, le pays le plus industriel de l'Europe, présente une image fort peu différente. Dans les autres pays, la Belgique peut être exceptée, la proportion des grandes entreprises est beaucoup plus défavorable, comparée aux entreprises moyennes et petites. Dans l'agriculture, par contre, nous constatons partout, non seulement une prédominance considérable de la petite et moyenne entreprise, comparée, proportionnellement, à la grande, mais elles sont aussi, mieux que cette dernière, à même de consolider leur position. Dans le commerce et le trafic les conditions mutuelles des groupes d'entreprises sont analogues.

Que les chiffres sommaires de la statistique industrielle aient besoin de plus d'une rectification, quand on vérifie les groupes isolés, cela je l'ai moi-même fait ressortir dans l'article sur

la « théorie du cataclysme », tandis que dans des articles antérieurs de la série : « Problèmes du socialisme », j'ai expressément dit que le nombre des employés dans une entreprise quelconque n'est pas une indication sûre du degré de sa nature capitaliste. Les objections que Parvus a formulées dans la *Saechsische Arbeiterzeitung* contre l'usage que j'avais fait, à l'endroit indiqué, des chiffres totaux des groupes d'entreprise, ne disaient rien, en principe, que je n'avais pas moi-même dit et répété avant lui ; et pour la question de la probabilité d'une proche débâcle sociale — chose dont il s'agit ici — elles sont sans importance aucune. Que sur les centaines de mille de petites entreprises un certain nombre aient un caractère capitaliste, et que d'autres dépendent entièrement ou partiellement de grandes entreprises capitalistes, cela ne peut que fort peu changer l'image d'ensemble que la statistique donne des entreprises industrielles. La grande et grandissante diversité des entreprises, l'articulation graduée de l'industrie n'en sont pas entamées. Si nous rayons de la liste un quart, voire même la moitié de toutes les petites entreprises, à titre de dépendances des entreprises, moyennes et grandes, il reste encore en Allemagne, dans l'industrie seule, un million d'entreprises, à partir des entreprises capitalistes géantes jusqu'aux centaines de mille de petites entreprises professionnelles, qui, il est vrai, payent aussi leur tribut au processus de condensation, mais qui pour cela ne font pas du tout mine encore de vouloir bientôt disparaître. Ajoutons encore,

aux chiffres que nous avons donnés à ce sujet dans la seconde partie du chapitre troisième, les suivants, empruntés à la statistique des industries du bâtiment en Allemagne. Dans cette branche d'industrie, le nombre des entreprises indépendantes *augmenta*, de 1882 à 1895, de 146.175 à 177.012, et celui des salariés de 580.121 à 777.705, ce qui constitue, il est vrai, un accroissement modéré des salariés par entreprise (de 3.97 à 4.37) mais ce qui pourtant ne signifie rien moins qu'un recul de l'entreprise professionnelle individuelle.

Pour autant donc que la centralisation des entreprises est la condition primordiale de la socialisation de la production et de la distribution, elle n'est jusqu'ici — même dans les pays les plus avancés de l'Europe — qu'une réalité partielle, de sorte que, si en Allemagne l'Etat, dans un avenir prochain, voulait exproprier toutes les entreprises occupant vingt personnes et plus, soit dans un but d'exploitation entière et directe, soit pour les affermer en partie, il resterait encore, dans le commerce et l'industrie, des centaines de mille d'entreprises *avec plus de quatre millions de salariés* qui continueraient à être conduites par des particuliers. Dans l'agriculture, au cas où toutes les entreprises d'au-dessus de vingt hectares seraient expropriées par l'Etat — et personne n'y songe — il resterait encore *plus de cinq millions d'entreprises* d'un caractère privé, avec à peu près neuf millions d'employés. On pourra se former une idée de l'étendue de la tâche que l'Etat ou les Etats entreprendraient en expropriant toutes

ces entreprises, si on songe qu'il s'agit, dans l'industrie et le commerce, de plus d'une centaine de mille d'entreprises avec de cinq à six millions, et dans l'agriculture de plus de trois cent mille entreprises, avec cinq millions d'employés. De quelle abondance d'entendement, de compétence et de talent administratif un gouvernement ou une assemblée nationale devraient-ils bien disposer pour pouvoir exercer, ne fût-ce que la direction ou le contrôle supérieur d'un pareil organisme géant?

On citera peut-être ici le grand nombre d'intelligences que la civilisation contemporaine produit, et qui, dans une période de transition, ne demanderaient pas mieux qu'à se rendre utiles. Je ne doute nullement du concours et de la bonne volonté de cette catégorie de personnes que j'ai invoqués moi-même il y a près de dix-huit ans. Mais c'est précisément dans « l'embarras de richesses » que réside ici le danger, et ce que le mauvais vouloir des adversaires ne peut pas faire, sera peut-être réalisé par la bonne volonté de l'armée grossissante des meilleurs amis. La bonne volonté est souvent, même dans les époques normales, une alliée compromettante.

Mais laissons pour le moment cette question de côté, et tenons-nous-en provisoirement au fait que, pour la socialisation et la distribution de la production, une partie seulement est remplie de la condition matérielle primordiale : la centralisation avancée des entreprises.

La seconde condition primordiale est, d'après la doctrine marxienne, la conquête du pouvoir

politique par le prolétariat. On peut s'imaginer cette conquête sous des formes variées : au moyen de la lutte parlementaire, par l'exploitation du droit de vote et l'utilisation de tous les autres droits légaux, ou bien par la violence au moyen de la révolution.

Il est de notoriété que Marx et Engels ont considéré pendant fort longtemps ce dernier moyen comme presque partout inévitable, et, pour un certain nombre de fidèles de la doctrine marxienne, il l'est encore aujourd'hui. Beaucoup aussi le considèrent comme le moyen le plus rapide.

Ce qui contribue en premier lieu à cette conception, c'est la notion que la classe ouvrière est la classe la plus nombreuse et, étant dépossédée, la plus énergique en même temps. Une fois en possession du pouvoir, elle ne s'arrêterait pas avant d'avoir remplacé les fondements du système existant par des institutions de nature à rendre impossible la reconstruction des premiers.

Il a été démontré déjà que Marx et Engels, en élaborant leur théorie de la dictature du prolétariat, avaient devant les yeux, comme exemple-type, l'époque terroriste de la Révolution française. Dans sa brochure contre Dühring encore, Engels qualifie de grandement géniale la découverte de Saint-Simon qui, en 1802, avait compris la Terreur comme la dictature des foules dépossédées. Cette appréciation est quelque peu exagérée, mais pour aussi importante que l'on prenne la découverte, les résultats de la dictature des dépossédés ne sont pas beaucoup plus

estimés par Saint Simon que par « l'épicier » Schiller. Les dépossédés de 1793 étaient capables seulement de combattre les combats autres. Ils ne pouvaient « régner » que tant que dura la Terreur. Quand celle-ci se fut épuisée, comme elle *devait* s'épuiser, leur règne était totalement fini. Suivant la conception marxo-engelsienne, ce danger n'existerait pas chez le prolétariat moderne. Mais qui donc est le prolétariat moderne ?

Si on comprend sous ce titre tous ceux qui ne jouissent d'aucun revenu par la propriété ou par une situation privilégiée, ils constituent évidemment la majorité absolue de la population dans les pays avancés. Mais alors ce « prolétariat » se compose d'un mélange d'éléments extraordinairement hétérogènes, et de couches plus différentes encore entre elles que ne le fut le « peuple » de 1789 ; une foule, qui, tant qu'existeront les conditions de propriété actuelles, aura plus d'intérêts communs ou, du moins, analogues, que contradictoires, mais qui, dès que les possédants et les gouvernants actuels seront destitués ou dépossédés, se rendront bien vite compte de la diversité de leurs besoins et de leurs intérêts respectifs.

Antérieurement au présent travail, j'ai déjà fait la remarque que les ouvriers salariés modernes ne sont pas la masse homogène et — en ce qui concerne la propriété, la famille, etc. — indifférente que suppose le *Manifeste communiste* et que dans les industries manufacturières les plus avancées on trouve justement toute une hiérarchie d'ouvriers différenciés, dont les

groupes respectifs ne sont que médiocrement solidaires entre eux. Dans cette remarque de moi H. Cunow voit une confirmation du fait que, lorsque je parle « en général », je n'ai devant les yeux que des exemples anglais. En Allemagne et dans les autres pays civilisés du continent, il n'y aurait pas cette séparation entre les ouvriers mieux situés et le mouvement révolutionnaire, que l'on constate en Angleterre. Contrairement à ce qui se voit en Angleterre, les ouvriers les mieux payés seraient là à la tête du mouvement de classe. L'esprit de caste anglais ne serait pas un résultat de l'actuelle différentiation sociale, mais un écho des anciennes institutions corporatives et du mouvement syndical primitif dont les formes s'en rapprochent.

Je dois encore répondre à Cunow que ce qu'il raconte-là n'est pas neuf pour moi ; j'entends pas neuf en tant que cela est exact ni *neuf* en tant que cela est inexact. Inexact, par exemple, est ce qu'il dit en dernier lieu. La théorie qui relie les syndicats anglais aux corporations repose sur de bien faibles bases. Elle oublie qu'en Angleterre — à l'exception de Londres — les corporations furent déjà expropriées lors de la Réforme et c'est à Londres précisément que le mouvement syndical n'a jamais été particulièrement vigoureux, échec partiel auquel les corporations qui y existent toujours sont on ne peut plus innocentes. Si le mouvement syndical anglais est animé d'un certain esprit corporatif, cela est beaucoup moins un héritage des anciennes corporations qui ont existé pendant beaucoup plus longtemps en Allemagne qu'en

Angleterre, qu'un produit de la *liberté* anglo-saxonne, et du fait que l'ouvrier anglais n'a jamais été soumis — pas même pendant la période où les coalitions étaient prohibées — à la discipline de l'Etat policier. Dans la liberté se développe le sens de la particularité ou, comme dit Stirner, de la *distinctivité* (Eigenheit). Il n'exclut pas la reconnaissance de l'hétérogène ou de l'intérêt général, mais il devient facilement la cause d'une certaine angulosité qui semble dure et étroite, même où dans la forme seule son action est partiale. Je ne veux certainement rien dire de pénible aux ouvriers allemands et je sais apprécier, dans toute sa grandeur, l'idéalisme dont, notamment, les ouvriers hambourgeois ont fait preuve, pendant des dizaines d'années, par leurs sacrifices pour la cause générale de l'émancipation ouvrière, et qui est sans exemple dans l'histoire. Mais pour autant que je connaisse le mouvement ouvrier allemand et que j'aie l'occasion de le suivre, je constate que les contre-coups de la différentiation professionnelle s'y font ressentir également. Des circonstances spéciales, telles que la prépondérance du mouvement politique, l'étouffement artificiel du mouvement syndical ouvrier et le fait qu'en réalité, la différence des salaires est moins considérable qu'en Angleterre, empêchent qu'ils se manifestent trop visiblement. Quiconque lit attentivement les organes des syndicats ouvriers allemands, rencontrera assez de faits qui confirment ce que je viens de dire. Je ne veux pas citer, nominalement, des exemples, bien que j'en connaisse pas mal, et, parmi,

qui datent encore du temps de mon activité en Allemagne. Je me contenterai donc, à ce sujet, des seules explications qui suivent.

Les syndicats ne créent pas ce phénomène ; ils ne font que l'énoncer comme le résultat inévitable de différences réelles. Il est absolument inadmissible que des différences réelles dans les occupations professionnelles et la situation matérielle n'engendrent pas aussi, à la longue, d'autres genres de vie et d'autres exigences. L'ouvrier mécanicien artiste et le mineur, le peintre décorateur et le portefaix, le sculpteur et le chauffeur de machines mènent en général une vie toute différente et ont des besoins fort divers. Tant que la lutte pour l'existence n'amène pas de conflits entre eux, le fait qu'ils sont tous des salariés peut cependant leur faire oublier ces différences, et la conscience que, vis-à-vis du capital, ils ont à soutenir le même combat, peut engendrer une vive sympathie réciproque. Cette sympathie ne fait pas non plus défaut en Angleterre, et les plus aristocratiques parmi les aristocratiques syndicataires l'ont assez souvent prouvée aux ouvriers moins favorisés. Beaucoup parmi eux, d'ailleurs, sont, en matière de politique, sinon des socialistes, du moins de bons démocrates. Mais entre cette sorte de sympathies politiques ou socialo-politiques et la solidarité économique, il y a encore une grande différence, différence qu'une forte oppression politique et économique peut neutraliser, mais qui, à mesure que cette oppression disparaît, se manifeste toujours de nouveau d'une manière quelconque. C'est une erreur grave de croire

que l'Angleterre constitue sous ce rapport une exception. Sous une autre forme, le même phénomène se manifeste actuellement en France. De même en Suisse, aux Etats-Unis, et jusqu'à un certain point, — nous venons de le dire — en Allemagne.

Mais même si nous admettons que dans la masse ouvrière industrielle cette différentiation n'existe pas et, par conséquent, n'exerce aucune influence sur la pensée de ces travailleurs, nous ne devons pas perdre de vue que les ouvriers industriels constituent partout la minorité de la population. En Allemagne ils sont, tout compris, quelque sept millions sur dix-neuf. Restent encore les travailleurs agricoles, les employés de commerce et les fonctionnaires techniques, etc.

Ici la différentiation est partout plus catégorique encore, ce qui ressort clairement de l'histoire des mouvements d'organisation de ces catégories professionnelles en syndicats de défense mutuelle. Rien d'ailleurs n'est plus trompeur que de conclure, par une certaine similitude de forme dans la situation, à une homogénéité réelle dans les conditions. L'employé de commerce se trouve, vis-à-vis de son chef, dans la même situation que l'ouvrier industriel vis-à-vis de son patron, et cependant il se croira — exception faite pour une partie du personnel subalterne des grandes maisons de commerce — beaucoup plus son égal, socialement parlant, que l'ouvrier manuel ne se croira l'égal de son employeur, et ce, bien que la distance, au point de vue des revenus respectifs, est souvent beaucoup plus

grande. Dans les campagnes, la façon de vivre et de travailler des petits paysans et de leurs ouvriers est beaucoup trop identique; dans la grande majorité des entreprises moyennes la graduation ouvrière, c'est-à-dire la différentiation, est trop grande et le personnel, proportionnellement, trop restreint, pour offrir un terrain favorable à une lutte de classe dans le sens de la lutte des ouvriers des villes. On ne rencontrera guère là un sentiment de solidarité bien développé entre le laboureur, l'homme de peine et le vacher. Restent tout au plus les grandes terres qui, nous l'avons vu, ne constituent partout que la minorité des entreprises agricoles et où d'ailleurs les différences de principe entre les groupes divers du personnel ne font pas non plus défaut. Il est absolument erroné d'assimiler les cinq à six millions de personnes occupées dans l'agriculture allemande aux ouvriers industriels, sous le rapport des tendances sociales. Ce n'est que chez une minorité infime de cette catégorie de travailleurs que l'on rencontre des sympathies sérieuses et une oreille ouverte pour les revendications sociales des travailleurs des villes. Pour l'écrasante majorité, la socialisation de la production agricole n'est pas beaucoup plus qu'une formule creuse. Leur idéal est provisoirement de devenir propriétaire à leur tour.

Or, chez une grande partie de la masse ouvrière industrielle aussi, le penchant pour la production socialiste est plutôt une chose hypothétique qu'une réalité. De l'accroissement du nombre des suffrages socialistes aux élections

on peut bien conclure à une augmentation continuelle des partisans des idées socialistes, mais personne ne prétend que toutes les voix données aux candidats socialistes émanent de socialistes. Et même si nous revendiquons les électeurs non-socialistes et non-prolétariens qui votent pour des socialistes, à titre de compensation pour les ouvriers socialistes adultes qui ne jouissent pas encore du droit de vote, il n'y a toujours en Allemagne — où la socialdémocratie est plus forte que dans tout autre pays — contre 4.5 millions d'ouvriers industriels adultes, auquel nombre il faut ajouter un demi-million d'employés commerciaux, etc., que 2.1 millions d'électeurs socialistes. Plus que la moitié des ouvriers industriels de l'Allemagne sont encore actuellement, vis-à-vis de la socialdémocratie, ou bien indifférents et incompréhensifs, ou bien nettement hostiles.

Il ne faut pas non plus oublier que le vote socialiste signifie plutôt l'expression d'un désir plus ou moins vague qu'une *volonté* déterminée. Quant à l'œuvre positive de l'émancipation socialiste, un pour cent beaucoup moins considérable des ouvriers y prend part. Le mouvement syndical en Allemagne va, heureusement, en s'accentuant. Et cependant il n'embrassait, à la fin de 1897, que 420.000 ouvriers organisés dans des professions dont le contingent est de 6.165.735. Si on ajoute encore à ce nombre les 80.000 membres des syndicats fondés par Hirsch, on n'arrive, dans les professions en question, qu'à une proportion de 1 ouvrier organisé contre 11 non orga-

nisés (1). Le nombre des ouvriers organisés politiquement en Allemagne — défalcation faite de ceux qui sont, en même temps, membres d'un syndicat — n'est certainement pas supérieur à 200.000, et si nous admettons un nombre égal pour ces ouvriers qui ne sont empêchés que par des circonstances indépendantes de leur volonté de prendre une part active, quelle qu'elle soit, à la lutte politique ou syndicale, nous arrivons à un total d'environ 900.000 travailleurs chez qui nous pouvons supposer un intérêt considérable pour leur émancipation. Ils représentent 40 pour cent du corps électoral social-démocrate. Or, des 5 1/2 millions de suffrages donnés aux candidats non socialistes, on peut actuellement attribuer de un quart à un tiers à des adversaires conscients — conscients *de leurs intérêts de classe* — de la social-démocratie, ce qui fait à peu près le double de ce chiffre.

Je suis parfaitement conscient de la très relative capacité démonstrative des exposés de ce genre où, pour ne mentionner qu'une chose, le fort important facteur de la répartition locale et de la signification politico-sociale des groupes, est resté entièrement hors question. Mais aussi il ne s'agit que d'établir un critérium approximatif, pour évaluer les proportions de ces éléments de la population chez qui les penchants

(1) Dans cinq professions, plus d'un tiers des ouvriers était organisé, à savoir : dans l'imprimerie 61.8 %, sculpture 55.5 %, ouvriers des docks 38 %, chaudronniers 33.6 %, gantiers 31.7 %. Venaient ensuite les lithographes avec 21.8 % et les porcelainiers avec 21 %.

pour le socialisme, admis par la théorie, ne sont pas uniquement d'une nature occasionnelle. Que dire par exemple du tableau des forces socialistes, élaboré avec des données de pure apparence, que Parvus, dans le septième article de sa série, sort triomphalement contre moi ? Comme si la grande supériorité numérique des dépossédés — comparée au nombre des possesseurs — qu'il met en avant était quelque chose de neuf ou d'inconnu ! Et il y a eu pourtant des journaux socialistes qui de l'existence — démontrée par Parvus — de « l'armée du prolétariat », forte de quinze millions d'individus, en face de « l'armée du capital » comptant 1.6 millions de combattants seulement (à côté de 3 millions de petits paysans et artisans, « ruinés par le capital » mais pas tombés encore au niveau prolétarien, et 820.000 personnes vivant dans une relative dépendance du capital), ont conclu à l'imminence de la révolution sociale. Le calme d'âme vraiment asiatique, avec lequel Parvus range les 5.6 millions des employés dans l'agriculture, dans la rubrique « armée du prolétariat », n'est surpassé que par la hardiesse qui lui fait découvrir 2 millions de « prolétaires du commerce (1) ». Même en admettant que tous ces éléments acclameraient avec

(1) Voici les chiffres de la statistique professionnelle pour le commerce et les transports :

Indépendants et chefs d'entreprise	843 556
Personnel commercial	261 907
Commis, hommes de peine, cochers, etc. . . .	1 233 045
Total	2 338 508

enthousiasme une révolution qui porterait au pouvoir les socialistes, le problème capital n'en serait pas beaucoup plus près de sa solution.

Quant à une appropriation immédiate, par l'Etat, de tous les moyens de production et de répartition, il n'y a même pas à y penser. Toute discussion à ce sujet serait oiseuse. L'Etat ne pourrait pas même s'approprier la totalité des moyennes et grandes entreprises. Et les communes aussi, à titre d'agents intermédiaires, ne sauraient faire grand'chose sous ce rapport. Elles pourraient tout au plus communaliser les entreprises locales qui fabriquent pour la localité elle-même, ou bien y remplissent des services publics et cela leur donnerait déjà fort à faire. Mais voit-on les entreprises, qui jusqu'ici travaillaient pour le grand marché national et international, communalisées d'emblée et toutes à la fois ?

Prenons une ville industrielle de proportions moyennes, comme Augsbourg, Barmen, Dortmund, etc. Nul ne sera assez sot pour s'imaginer que ces communes pourraient prendre en main et conduire avec succès — pendant une crise politique ou à tout autre moment — toutes les entreprises manufacturières et commerciales de l'endroit. Ou bien elles les laisseraient entre les mains de leurs détenteurs, ou bien, si elles tenaient absolument à les exproprier, elles seraient obligées de les confier, à des conditions quelconques, aux associations d'employés.

C'est ainsi que, au point de vue de la pratique, la question se confond, dans tous les cas

analogues, avec la question de la *puissance économique des associations coopératives.*

b) *La capacité potentielle des associations économiques.*

Le problème de la capacité potentielle des associations n'a été, jusqu'ici, que très superficiellement traité dans la littérature marxiste. Si on laisse de côté ce qui a été publié à ce sujet entre 1860 et 1870, ainsi que quelques articles de Kautsky, on y trouvera, à côté d'appréciations générales et pour la plupart négatives, peu de choses sur les associations.

Et en voici les raisons :

La pratique marxiste est en premier lieu, et principalement, politique, et son but est : la conquête du pouvoir politique. A côté de cela, elle n'accorde presque de l'importance essentielle qu'au seul mouvement syndical, comme étant une forme directe de la lutte de classe des ouvriers. Mais relativement à l'association, Marx était d'abord convaincu qu'en petit elle était stérile et qu'en outre elle avait tout au plus une valeur expérimentale, encore que fort limitée. Pour Marx, il n'y a que les moyens généraux d'importants. C'est dans ce sens qu'il s'exprime, dans son « 18 *Brumaire* », sur les associations ouvrières. Plus tard il modifia quelque peu son jugement sur les associations, modification dont témoignent entre autres les résolutions sur les associations, présentées aux congrès de « l'Internationale » de Genève et de

Lausanne par le Conseil général, ainsi qu'un passage dans l'écrit d'Eccarius : *Réfutation par un ouvrier*, qui émane probablement de Marx, ou du moins a été approuvée par lui. Dans ce passage l'auteur attribue aux associations, comme précurseurs de l'avenir, une signification identique à celle qu'avaient à Rome, et dans les premiers temps du moyen âge, les corporations professionnelles. A un autre endroit — dans le troisième volume du « Capital » — l'auteur fait ressortir la signification des associations comme formes transitoires entre la société actuelle et la production socialiste. Ce dernier passage est contemporain des résolutions et de l'étude d'Eccarius. Vient ensuite la lettre traitant du projet de programme de Gotha (1875), lettre beaucoup plus sceptique par rapport aux associations, et ce scepticisme, à partir de ce temps, prédomine dans toute la littérature socialiste marxiste.

Ce phénomène peut être considéré, en partie, comme une conséquence de la réaction qui commençait à sévir dès après la Commune et qui donna au mouvement ouvrier tout entier un caractère presqu'exclusivement politique. Ensuite, comme produit des tristes expériences qu'on avait faites partout avec les associations.

Les grandes espérances qu'avait fait naître l'essor pris par le mouvement coopératif anglais, n'avaient pas été réalisées. Pour tous les socialistes de là période 1860-1870, l'association productive avait représenté la vraie association, tandis que la société de consommation avait été tout au plus prise par-dessus le marché.

Mais l'opinion prédominait — manière de voir qu'Engels exprime aussi dans ses articles sur la question de l'habitation — qu'une généralisation des sociétés de consommation aurait inéluctablement pour conséquence des réductions de salaires.

La résolution du congrès de Genève, rédigée par Marx, était ainsi conçue :

« Nous recommandons aux ouvriers de beaucoup plus s'occuper de la coopération productive que des magasins coopératifs. Ces derniers ne touchent que la surface de la société économique actuelle, tandis que les premières l'attaquent dans ses bases... Pour éviter que les sociétés coopératives ne dégénèrent en de simples sociétés de commandite bourgeoises, il faudrait que tous les travailleurs par elles occupés, qu'ils soient ou non actionnaires, reçussent une part égale. Comme mesure temporaire seulement on pourrait payer aux actionnaires un intérêt modéré. »

Mais les associations productives, fondées en 1860-1870, avaient presque partout fait faillite. Elles avaient été obligées, ou bien de se dissoudre complètement, ou bien elles étaient devenues de toutes petites sociétés, qui, si elles n'employaient pas des ouvriers dans les mêmes conditions que toutes les autres entreprises, c'est-à-dire contre salaire, traînaient une existence lamentable. Quant aux sociétés de consommations, elles étaient réellement devenues, ou semblaient être devenues, de simples boutiques d'épicier. Il était donc tout naturel que dans les milieux socialistes on se détournât de plus

en plus du mouvement coopératif. C'est en Allemagne où, à part cela, la controverse entre Lassalle et Schulze-Delitzsch chauffait encore les têtes, que la réaction se faisait le plus sentir. La disposition marquée pour le socialisme d'Etat à outrance, qui animait, vers 1875, une notable fraction de la socialdémocratie allemande (pas que les lassalléens !) et qui souvent contrastait singulièrement avec le radicalisme politique du parti, était due, pour une très grande part, aux tristes expériences qu'on avait faites avec les associations.

On saluait maintenant avec des jubilations les banqueroutes des associations coopératives. Dans le programme de Gotha et dans le projet déjà de ce programme, on avait donné au vœu de l'institution d'associations productives avec aide de l'Etat une forme impossibiliste. La critique exercée par Marx contre ces paragraphes du programme avait plutôt trait à leur rédaction qu'à l'idée qui en était la base. Marx ne savait pas que le « Marat berlinois » — Hasselmann — qu'il rendait principalement responsable de ces paragraphes, était blanquiste jusque dans la moelle de ses os. Hasselmann, tout comme Marx, eût traité de réactionnaires les ouvriers de « l'atelier » protégé par Buchez.

Il y a deux raisons pourquoi Marx ne s'adonna pas à une critique plus approfondie de l'association. La première est que, à l'époque où il écrivit, il n'avait pas été fait des différentes formes d'associations une expérience suffisante pour justifier un jugement. Il n'y eut que les bazars d'échange, vestiges encore d'une époque

passée, dont la faillite était complètement démontrée. Ensuite Marx n'avait pas, vis-à-vis des associations, cette liberté d'esprit théorique qui aurait permis à sa clairvoyance théorique de voir plus loin qu'un socialiste quelconque, qui se contenterait d'indices comme les associations d'ouvriers et celles de petits patrons. C'est ici que sa doctrine déjà élaborée, ou, si j'ose me servir de ce terme, la formule de l'expropriation, formait obstacle à sa grande force d'analyse. L'association ne lui était sympathique que dans la forme où elle constituait l'antithèse la plus directe de l'entreprise capitaliste. De là le conseil donné aux ouvriers de créer des associations productives, « qui attaquent dans ses bases » le système économique existant. Cela est tout à fait conforme au sens de la dialectique, ainsi qu'à la théorie sociale qui part de la production comme le dernier facteur déterminateur de la forme sociale. Et cela est aussi, apparemment, conforme à la conception qui voit, dans l'antagonisme du travail déjà socialisé et l'appropriation privée, la contradiction fondamentale dans le mode de production moderne, contradiction qui impérieusement réclame une solution. L'association productive apparaît, comme la solution pratique de cet antagonisme, dans le cadre des entreprises isolées. C'est en ce sens que Marx pensait d'elles — c'est-à-dire de ces associations où « les ouvriers, comme association, sont leurs propres capitalistes », — que quand même elles reproduiraient nécessairement tous les défauts du système actuel, l'antagonisme entre le capital et le travail y serait

pourtant « positivement » supprimé et qu'ainsi elles auraient fourni la preuve de la superfluité de l'entrepreneur capitaliste. Or, l'expérience a justement démontré, depuis, que l'association productive industrielle ainsi constituée n'était ni n'est en état de fournir cette preuve, qu'elle est, au contraire, la forme la plus malencontreuse du travail associatif, et que Proudhon avait, au fond, parfaitement raison en soutenant, contre Louis Blanc, que l'association n'était « pas une force économique ».

Le critique social-démocrate cherchait, jusqu'ici, les causes de l'insuccès économique des associations purement productives exclusivement dans leur manque de capital, de crédit et de débit, et elle expliquait le dépérissement des associations non-économiquement faillies à l'influence corruptrice du monde capitaliste et individualiste environnant. Jusqu'à un certain point tout cela est exact.

Mais toute la question n'est pas là. De toute une longue série d'associations productives, faillies financièrement, il est établi qu'elles disposaient de moyens d'exploitation suffisants et n'avaient pas plus de difficultés que les entrepreneurs en général, quant à l'écoulement de leurs produits. Si l'association productive de l'espèce indiquée plus haut était vraiment une force économique supérieure — ou même égale — à l'entreprise capitaliste, elle aurait dû prospérer pour le moins dans les mêmes proportions que tant d'entreprises privées, commencées avec les moyens les plus modestes, et elle n'aurait pas aussi lamentablement sombré sous l'in-

fluence du monde capitaliste environnant qu'elle ne l'a presque toujours fait. L'histoire des associations productives qui ne faillirent pas économiquement parle encore plus haut presque contre cette forme de la « fabrique républicaine » que l'histoire de celles qui sombrèrent. Car elle établit que, pour les premières, le développement signifie partout : exclusivisme et privilège. Loin de saper les bases de la société économique actuelle, elles ont plutôt fourni des preuves de sa relative solidité.

Par contre, la société de consommation, que les socialistes de la période 1860-1870 regardaient avec tant de dédain, s'est révélée, au cours des années, comme une véritable puissance économique, comme un organisme puissant et développable au plus haut degré. En présence des chiffres pitoyables que donne la statistique des associations purement productives, les chiffres des sociétés ouvrières de consommation font l'impression du budget d'un grand empire comparé à celui d'une petite ville de province. Et les *ateliers* créés par des sociétés de consommation et conduits pour leur compte, fournissent déjà actuellement plus que le centuple de la masse de marchandises produites par les associations exclusivement, ou presque exclusivement, productives.

Les causes plus profondes de la faillite économique autant que morale des associations purement productives, ont été établies excellemment, bien qu'avec quelque exagération, dans une étude sur les associations britanniques, de la main de Mme Beatrice Webb et par elle pu-

bliée sous son nom de jeune fille : Potter. Pour Mme Webb, comme pour la grande majorité des coopérateurs anglais, l'association productive, possédée en propre par les ouvriers qui y sont occupés, n'est pas socialiste ou démocratique mais « individualiste ». On peut ne pas aimer le mot, mais la chose est absolument exacte. Cette association n'est pas, en effet, socialiste, ce que d'ailleurs Rodbertus a déjà démontré. Là où les ouvriers en sont les propriétaires exclusifs elle est même, dans sa constitution, une contradiction catégorique en elle-même. Elle fait supposer l'égalité à l'atelier, la pleine démocratie, la république. Or, dès qu'elle a atteint une certaine dimension — qui peut encore être fort modeste relativement — l'égalité disparaît, puisque, avec l'extension, la différentiation des fonctions et, par elle, la subordination, deviennent nécessaires. Et si l'égalité est abolie, les pierres angulaires de l'édifice sont enlevées pour être suivies bientôt par les autres pierres.

C'est alors que s'effectue la transformation en simple et ordinaire entreprise commerciale. Tandis que, en maintenant l'égalité, l'extension est rendue impossible et l'entreprise garde des proportions infimes. C'est là l'alternative de toutes les associations d'un caractère purement productif. Bien loin d'être un moyen — correspondant à la grande production moderne — d'écarter les capitalistes de la production, elles constituent plutôt un retour à la production *pré*-capitaliste. Et cela est tellement vrai que les quelques rares cas où elles eurent un succès relatif reviennent à de petits métiers

manuels, et non pas — pour la plupart — en Angleterre où l'esprit de la grande industrie domine chez les ouvriers, mais dans la très « petit-bourgeoise » France.

Des psychologues populaires aiment à représenter l'Angleterre comme le pays où le peuple cherche l'égalité dans la liberté et la France comme le pays où il cherche la liberté dans l'égalité. L'histoire des associations productives françaises révèle en effet de nombreux cas où les plus grands sacrifices furent faits au maintien de l'égalité de forme. Mais elle ne mentionne pas une seule association purement productive de la grande industrie moderne, bien que cette dernière soit assez répandue en France.

C'est à M. le docteur Franz Oppenheimer que revient l'honneur d'avoir élargi et approfondi l'enquête de Mme Potter-Webb, dans son livre « L'association d'établissement agricole » (Siedlungsgenossenschaft). Dans les premiers chapitres de ce livre, il donne une analyse des formes diverses de l'association, analyse dont à plusieurs endroits la justesse d'appréciation est magistrale. Oppenheimer soutient, dans la classification des associations, jusqu'au bout la distinction entre les associations *d'acheteurs* et les associations de *vendeurs*, dont sur certains points il exagère, à notre avis, quelque peu la portée, mais qui, dans son ensemble, doit être considérée comme fort utile, puisque par elle seule et pour la première fois une explication vraiment scientifique devient possible de la faillite des associations exclusivement productives. Dans cet exposé, le démérite personnel, le

manque de capital, etc., sont nettement remisés au second plan, comme des circonstances accidentelles qui expliquent tel cas isolé, mais point la règle. A mesure seulement que l'association est vraiment une association *d'acheteurs*, son but général, en même temps que son propre intérêt, rendent son extension désirable. Mais plus une association est une association de *vendeurs* et plus elle est vendeuse de ses propres produits industriels (dans l'association agricole la chose se modifierait), plus intense aussi devient sa contradiction intime. Avec sa croissance s'accentuent ses difficultés. Le risque devient plus grand, les difficultés de débit plus sérieuses, ainsi que l'obtention de crédit. De même la lutte pour les quotes-parts de profit, c'est-à-dire la quote-part des individus sur la masse de profit générale. L'association est donc toujours poussée dans la voie de l'exclusivisme. Son intérêt, au point de vue du profit, est en antagonisme non seulement avec celui des acheteurs, mais encore avec celui de tous les autres vendeurs. L'association d'acheteurs, au contraire, prospère en proportion de sa croissance, et son intérêt au point de vue du profit, s'il est opposé à celui des vendeurs, est conforme à l'intérêt de tous les autres acheteurs : il tend à la réduction des quotes-parts de profit et à la diminution du prix des produits, tendance égale chez tous les acheteurs et dans toute la société en général.

C'est de cette différence dans la nature économique des deux sortes d'associations que résulte la diversité dans leur gestion respective qu'a

exposée M[me] Potter-Webb : le caractère essentiellement *démocratique* de toutes les véritables associations d'acheteurs et le caractère à tendance *oligarchique* des associations de vendeurs. Remarquons ici que la société de consommation qui ne distribue de dividendes qu'à un nombre limité d'actionnaires, est rubriquée, par Oppenheimer, dans la catégorie des associations de vendeurs. Et cette distinction nous semble judicieuse. La seule société de consommation qui reconnaît à tous les acheteurs une part proportionnellement égale des bénéfices est une véritable association d'acheteurs.

La distinction des associations en associations d'acheteurs et de vendeurs est, pour la théorie des associations, et surtout par rapport à sa connexité avec la doctrine socialiste, de grande valeur. Ceux que choquent les expressions « achat » et « vente » comme trop spécialement propres à la production capitaliste, pourraient les remplacer par les termes : *provision et aliénation*, lesquels termes leur feront voir plus clairement encore la beaucoup plus grande importance qu'a, pour la société, la première fonction que la seconde. La mise à disposition des marchandises est l'intérêt fondamental et général. Par rapport à elle, tous les membres de la société sont, en principe, des associés. Tous consomment mais tous ne produisent pas. La meilleure même des associations productives, tant qu'elle n'est qu'une association de vente ou d'aliénation, se trouvera toujours dans un état d'antagonisme latent et aura toujours des intérêts particuliers vis-à-vis de la société tout

entière. Avec une association productive, qui dirigerait pour son propre compte une branche quelconque de la production ou du service public, la société aurait toujours les mêmes points de divergence qu'avec n'importe quelle entreprise capitaliste, et il resterait encore à savoir si une entente avec elle serait toujours plus facile à réaliser.

Mais revenons-en au point qui nous a conduit à cette excursion sur le terrain de la théorie des coopératives. Il a été établi que l'hypothèse, d'après laquelle la fabrique moderne engendre, par elle-même, une disposition plus accentuée pour le travail associatif, doit être considérée comme absolument erronée. Que l'on consulte n'importe quelle histoire des associations, et on trouvera partout que la fabrique associative autonome s'est toujours révélée être un problème insoluble et que, même si tout le reste marchait passablement, elle échouera sur le manque de *discipline*. Il en est ici comme de la république et de l'Etat centralisé moderne. Plus grand l'Etat, plus difficile le problème de l'administration républicaine. De même, la république dans l'atelier est un problème d'autant plus difficile, que l'atelier ou l'entreprise sont plus importants. Dans certains cas extrordinaires, il est possible que des hommes nomment eux-mêmes leur chef direct, en conservant le droit de destitution. Mais pour les devoirs que comporte la direction d'une fabrique, où, jour pour jour et d'heure en heure, des dispositions prosaïques doivent être prises, et où il existe toujours des occasions de malentendus, il est absolument

inadmissible que le directeur soit l'employé des dirigés et qu'il dépende, dans sa situation, de leur bonne ou mauvaise humeur. Jusqu'ici de semblables situations se sont toujours montrées intenables et elles ont conduit partout au changement des formes de la fabrique coopérative. Conclusion : si le développement technologique de la fabrique a fourni des *corps* pour la production collectiviste, il n'a certainement pas approché, dans une proportion égale, les *esprits* de l'entreprise associative. La tendance à la reprise des industries par l'exploitation associative, avec les responsabilités et les risques qu'elle comporte, est en proportion inverse avec leur importance. Mais les difficultés s'accroissent avec elle en des proportions grandissantes.

On n'a qu'à s'imaginer la chose concrètement et à prendre par exemple une grande entreprise industrielle moderne quelconque, un grand atelier de construction de machines ou d'électricité, une grande fabrique de produits chimiques, ou un grand établissement moderne de libraire-éditeur. Toutes ces entreprises de grande-industrie et d'autres analogues peuvent parfaitement bien être exploitées *pour* des associations, — auxquelles tous leurs employés pourront d'ailleurs appartenir — mais elles sont absolument impropres à l'exploitation associative directe par ces employés. Des conflits entre les différentes sections et les catégories si variées des employés ne prendraient jamais fin. Il serait alors clairement démontré ce que Cunow nie : que le sentiment de solidarité entre les divers groupes,

distincts d'après leur degré de culture, leur manière de vivre, etc., est encore assez modéré. Ce que l'on appelle généralement travail coopératif n'est qu'une des très simples formes du travail collectif tel qu'il est effectué par des groupes d'ouvriers non différentiés.

Seule une appréciation uniquement basée sur des indices extérieurs peut donc arriver à la conclusion qu'avec l'éloignement du ou des propriétaires capitalistes, le plus essentiel soit fait déjà pour la transformation des entreprises capitalistes en entreprises socialistes viables. En vérité, la chose n'est pas si simple que cela. Ces entreprises capitalistes sont des organismes fort compliqués et l'écartement du centre auquel aboutissent tous les autres organes, signifie pour elles, si cet écartement n'est pas accompagné d'une tranformation radicale de l'organisation, la dissolution prochaine.

Ce que la société elle-même ne peut pas prendre en mains, soit par l'intermédiaire de l'Etat, soit par celui des communes, elle fera joliment bien, surtout à des époques mouvementées, de provisoirement abandonner, en tant qu'entreprise, à lui-même. Les procédés apparemment radicaux se révéleraient très vite être les plus inefficaces. Des associations viables ne se créent pas du jour au lendemain, sur commande ; elles doivent *pousser*. Et où le terrain leur est favorable, elles pousseront d'elles-mêmes.

Les associations britanniques possèdent déjà actuellement une *fortune* d'au-dessus de 360.000.000 francs, une somme que Lassalle

— sous forme de *crédit d'Etat* — estimait suffisante pour réaliser son plan d'association. Comparée à la fortune nationale britannique, cette somme n'est toujours qu'une partie bien petite du capital national. La quatre-centième partie peut-être, si de ce capital on défalque le capital placé à l'étranger et le capital mis en ligne de compte deux fois. Mais elle ne représente nullement *tout* le capital des ouvriers anglais. En outre, la somme s'accroît toujours. Pendant les dix années de 1887 à 1897 elle a à peu près doublé, et elle s'est accrue plus rapidement que le nombre des adhérents. Ce nombre augmenta de 851.211 à 1.468.955, tandis que le chiffre du capital monta de 11.5 millions de livres sterling à 20.4 millions. Et l'accroissement de la *production* est, depuis peu, plus rapide encore. Sa valeur n'était, en 1894, que de 118.800.000 francs, tandis qu'en 1897 elle atteignait le double presque, à savoir 224.440.000 francs. Deux tiers environ en reviennent à la production propre des sociétés d'achat en commun (Einkaufsgenossenschaften), tandis que l'autre tiers est réparti sur toutes sortes d'associations, dont une grande partie n'étaient que des sociétés d'achat en commun modifiées, etc. La production propre des sociétés de consommation ou d'achat s'est plus que doublée pendant ces trois années: sa valeur s'accrut de 62.400.000 francs à 146.000.000 francs.

Ce sont là des chiffres tellement énormes que l'on se demande involontairement où cette croissance s'arrêtera. Des fervents de l'associa-

tion ont calculé que, si les associations anglaises accumulaient leurs profits au lieu de les distribuer, ils seraient à même, dans une vingtaine d'années, d'acheter tout le territoire national y compris toutes les maisons et toutes les fabriques. C'est là un calcul merveilleux, dans le genre du fameux calcul d'intérêt du sou annuel. Seulement, dans ce calcul, on a oublié de mettre en ligne de compte la rente foncière et, en outre, on a supposé une progression d'accroissement qui est une impossibilité physique. Les calculateurs ont également oublié que les classes les plus pauvres sont presque inabordables par la société de consommation ou que, du moins, elles ne pourraient être gagnées par ces sociétés que fort lentement. Ils oublient que les campagnes n'offrent qu'un champ fort restreint pour l'activité des sociétés de consommation, et que ces sociétés elles-mêmes peuvent bien réduire les frais du commerce intermédiaire, mais non pas les supprimer. De sorte que, pour les entrepreneurs privés, des nouvelles possibilités naissent sans cesse qui leur permettent de s'adapter aux situations changées et que, quant aux sociétés de consommation, le ralentissement de leur croissance devient à un moment donné une nécessité presque mathématique. Ce que les calculateurs perdent aussi de vue, — du moins n'en font-ils pas mention — c'est que si elles ne payaient pas de dividendes, les sociétés de consommation entreraient aussitôt dans une période de stagnation, puisque pour des classes très nombreuses de la population ce sont juste-

ment les dividendes — cette pomme de discorde pour les doctrinaires de l'idée associative — qui constituent le charme principal de la société de consommation. S'il est fort exagéré de dire, comme beaucoup le font aujourd'hui, que les dividendes de la société de consommation ne sont pas un critérium du meilleur marché de ses denrées et que le commerce individuel fournit, en moyenne, la plupart des denrées aussi bon marché que la société de consommation de sorte que le dividende ne serait, en somme, que le total des petites augmentations inaperçues du prix de certains articles, la remarque n'en est pas tout à fait dépourvue de fond. La société de consommation ouvrière est au même degré une sorte de caisse d'épargne qu'elle est un moyen de combat contre l'exploitation parasitaire du commerce intermédiaire. Or, comme chez beaucoup de personnes la fibre de l'épargne n'est pas très développée, elles préfèrent les commodités d'approvisionnement que leur offre l'épicier à côté, aux douceurs du dividende qui nécessitent toujours des dérangements plus ou moins grands. Voilà déjà un des facteurs qui, surtout en Angleterre, ont rendu et rendent encore très difficile l'extension des sociétés de consommation. L'ouvrier anglais n'est pas du tout un fervent de l'épargne. Et il serait absolument erroné de prétendre que l'Angleterre a toujours fourni un terrain favorable pour les sociétés de consommation. Bien au contraire. Les habitudes de la classe ouvrière et la grande extension superficielle des villes, que comporte le système

des cottages, compensent largement, sous ce rapport, l'avantage des salaires plus élevés. Ce qui a été obtenu ici est, en premier lieu, le fruit d'un opiniâtre et courageux travail d'organisation.

Et c'est une œuvre qui en valait et en vaut encore la peine. Quand même la société de consommation ne ferait pas autre chose que d'abaisser graduellement la quote-part de profit du commerce intermédiaire, elle accomplirait encore son œuvre salutaire pour l'économie politique. Et il est hors de doute que son action aille dans cette direction. Il y a ici un moyen par lequel la classe ouvrière peut s'approprier, sans destruction immédiate d'existences, et sans avoir recours à la violence — qui, nous l'avons vu, n'est pas une chose si simple — une part considérable de la richesse sociale, qui sans cela servirait à augmenter le nombre des possédants, c'est-à-dire à fortifier leur classe.

La statistique des associations nous révèle de quels chiffres il s'agit. Avec un capital total de 440.400.000 francs et un débit total d'une valeur de 960.600.000 francs, 1483 sociétés de consommation ouvrières anglaises réalisèrent, en 1897, un bénéfice total de 143.600.000 francs. Cela représente une quote-part de profit de 15 1/4 % sur les marchandises vendues, et de 33 1/2 % sur le capital employé. De même les boulangeries coopératives qui, en réalité, ne sont autre chose que des sociétés de consommation. Elles réalisèrent, avec un capital de 6 millions de francs et une vente de 10.200.000 fr., un bénéfice de 1.440.000 francs, ce qui repré-

sente une quote-part de profit de 14 °/₀ sur la vente et de 24 °/₀ sur le capital employé. Les meuneries coopératives réalisèrent en moyenne 14 °/₀ de bénéfice sur le capital employé.

Beaucoup plus modeste est la quote-part de profit moyenne des associations productives qui ne produisent pas de denrées alimentaires. 120 de ces associations, avec un capital total de 17.400.000 francs et une vente de 28 800.000 fr. réalisèrent un bénéfice de 924.000 francs, c'est-à-dire 3 1/4 °/₀ de bénéfice sur la vente et 5 °/₀ sur le capital.

Si ces chiffres pouvaient être considérés comme représentant la proportion ordinaire des quotes-parts de profit dans l'industrie et le commerce individuels, ils donneraient une valeur fort conditionnelle à l'affirmation que le travailleur est exploité comme producteur et non pas comme consommateur. Et, de fait, cette affirmation n'avance qu'une vérité conditionnelle. Cela ressort déjà du fait que la théorie de la valeur sur laquelle elle se base, ne s'occupe pas du tout du commerce de détail. Elle suppose, en outre, une liberté absolue dans le commerce de la marchandise « force de travail », de sorte que toute diminution des frais de cette marchandise (c'est-à-dire des moyens de subsistance du travailleur) amène en même temps une réduction de son prix, le salaire. Or, pour une grande partie des travailleurs ces réductions sont, de notre temps, beaucoup moins fréquentes, grâce aux syndicats ouvriers, aux lois protectrices du travail, à la puissance de l'opinion publique, etc. Troisièmement elle émet l'hypothèse

que le travailleur ne peut pas atteindre ces co-dévorateurs du produit-surplus avec qui l'entrepreneur doit partager, notamment les propriétaires fonciers — hypothèse que la réalité commence aussi tout doucement à détruire. Tant que, par exemple, les ouvriers se trouvent, vis-à-vis des entrepreneurs, dans la situation d'une masse non organisée et comme des parias de la législation, il est exact que ce genre de problèmes comme l'impôt foncier, etc., sont plutôt des disputes de famille entre les possédants eux-mêmes, que des questions auxquelles les travailleurs aient à s'intéresser. Mais plus cette situation s'améliore, plus aussi s'accroît la certitude que la baisse de la rente foncière ne provoque pas une hausse du profit du capital, mais un relèvement du minimum de bien-être. Inversement, la perpétuation et le développement ultérieurs de la rente foncière rendraient illusoires à la longue la plupart des avantages que les syndicats ouvriers, les associations, etc., ont pu réaliser en ce qui concerne l'amélioration des conditions matérielles des travailleurs.

Ceci dit en passant. Nous pouvons considérer comme un fait établi que la coopération constitue, de nos jours déjà une force économique importante et si, sous ce rapport, d'autres pays sont encore en arrière comparés à l'Angleterre, il est néanmoins vrai qu'en Allemagne, en France, en Belgique, etc., elle a solidement pris racine et que son action s'y étend de plus en plus. J'omets de donner des chiffres, les faits étant notoires. Des chicanes législatives peuvent évidemment retarder l'expansion des

sociétés de consommation et leur prospérité elle-même dépend, à certain degré, du développement économique général. Mais il s'agit ici en tout premier lieu de montrer la capacité potentielle de la coopération. Et s'il n'est ni nécessaire ni possible que la coopération, telle que nous la connaissons aujourd'hui, s'empare jamais de la production et de la distribution intégrales, étant donné que, d'autre part, le domaine toujours grandissant des services publics — dans l'Etat et dans la commune — lui trace des limites, il lui reste encore un champ d'action suffisamment large, pour que, sans tomber dans l'utopie, on puisse fonder sur elle de grandes espérances. En présence du fait qu'en une cinquantaine d'années le mouvement, commencé avec les 28 livres sterling des tisserands de Rochdale, a engendré un mouvement disposant d'un capital de vingt millions de livres sterling, il faut vraiment avoir un certain courage pour vouloir définir à quelle distance exacte nous nous trouvons du moment où la limite de cette croissance sera atteinte, et quelles formes ce mouvement revêtira encore.

A beaucoup de socialistes la société de consommation est peu sympathique parce qu'elle est trop « bourgeoise ». Il y a là des fonctionnaires, des ouvriers salariés, on y réalise des profits, on y paye des intérêts et on s'y dispute à cause des dividendes. Evidemment si on ne considère que la forme, l'école primaire est une institution infiniment plus socialiste que la société de consommation. Mais le développement des

services publics a ses limites et il lui faut du temps, tandis que la société de consommation représente la forme de l'association la plus accessible aux classes ouvrières, précisément parce qu'elle est si « bourgeoise ». Si c'est une utopie de croire que la société puisse sauter, pieds joints, dans une organisation et un état de choses diamétralement opposés aux présentes, il est — et il était — aussi utopique de vouloir débuter par la forme la plus difficile de l'organisation associative.

Je me souviens encore avec quel sentiment de pitié théoricienne j'écoutai, en 1881, mon ami Louis Bertrand, de Bruxelles, lorsqu'au congrès de Chur il se mit à parler de coopération. Comment un homme intelligent pouvait-il encore attendre quelque chose d'un semblable moyen ? Mais lorsque, en 1883, je visitai ensuite le « Vooruit » à Gand, la boulangerie me fit déjà voir un peu plus clair là-dedans. On y vendait aussi un peu de lingerie et des chaussures et je n'y vis pas grand mal. Mais lorsque les organisateurs du « Vooruit » me parlaient ensuite de leurs nouveaux projets, je me disais en moi-même : mes pauvres gens, vous allez vous ruiner. Or, ils ne se sont pas ruinés ; ils ont continué, clairvoyants et tranquilles, et ils ont créé une coopérative dont la forme répond aux conditions de leur pays, qui s'est montrée de la plus haute valeur pour le mouvement ouvrier en Belgique et qui a fourni le noyau solide autour duquel les éléments jusque-là épars de ce mouvement, se sont cristallisés.

Le tout est de savoir comment il faut entreprendre une chose pour qu'elle donne tout ce qu'elle peut.

Ce qui est certain c'est que la production coopérative sera réalisée bien que, probablement, sous d'autres formes que ne se le sont imaginé les premiers théoriciens de l'idée coopérative. Pour le moment elle est toujours encore la forme la plus difficile de la réalisation de cette idée. Nous avons dit déjà que les associations anglaises disposent d'un capital d'au-dessus de 360 000 000 fr., somme que Lassalle demandait pour son plan d'association. Et si la question n'était qu'une question d'argent uniquement, elles pourraient certainement disposer de sommes plus considérables encore qu'actuellement. Les caisses de secours libres et les syndicats ne savent plus déjà où placer leurs fonds de réserve. (Les derniers demandent maintenant du gouvernement l'autorisation de placer leurs fonds dans les caisses d'épargne, où ils leur rapporteront des intérêts plus élevés que le gouvernement ne paye aux capitalistes.) Mais le problème n'est pas un problème simplement et exclusivement financier. Il n'est pas non plus le problème de l'établissement de fabriques nouvelles sur un marché déjà occupé. L'occasion d'acheter des fabriques toutes prêtes et bien organisées ne manque pas. La question est, en tout premier lieu, une question *d'organisation* et de *direction*, deux choses qui n'abondent guère.

« Est-ce, en premier lieu, du capital qu'il nous faut? — lisons-nous dans un article du

« Cooperative News », organe central des sociétés coopératives en Angleterre, et l'auteur de l'article répond à cette question par un « non catégorique. » « Il paraît que nous avons actuellement quelque dix millions de livres sterling à notre disposition, qui n'attendent qu'une occasion pour être employés dans la coopération, et il serait évidemment facile de trouver dix autres millions encore si nous étions à même de les placer utilement dans notre mouvement. Ne nous dissimulons donc pas le fait — car c'est un fait — que, même actuellement, nous avons beaucoup plus besoin, dans le monde coopératif, de plus d'intelligence et de capacité que de plus d'argent. Combien n'y en a-t-il pas parmi nous qui n'achèteraient rien qui ne soit pas produit et vendu dans des conditions exclusivement associatives, s'il était seulement possible de réaliser cet idéal ! Combien d'entre nous n'ont pas essayé et encore essayé de consommer des denrées produites par des associations, sans en être entièrement satisfaits ! » (« Cooperative News » du 3 décembre 1898.)

En d'autres termes : les moyens financiers seuls ne résolvent pas le problème du travail associatif. La coopération a besoin, pour ne pas parler maintenant d'autres choses, d'une organisation propre et d'administrateurs propres, deux choses qu'il est impossible d'improviser spontanément. Il faut savoir les rechercher et les mettre à l'épreuve et c'est pour cela qu'il est plus que douteux qu'une époque où tous les tempéraments sont échauffés, toutes les passions exci-

tées, comme pendant une révolution, puisse être favorable, en quoi que ce soit, à la solution de ce problème qui, en des temps ordinaires déjà, est déjà si difficile. Le contraire semble plutôt probable.

Même les ateliers de production des grandes associations d'achat d'Angleterre, qui pourtant disposent de moyens suffisants et de facultés de débit également suffisantes, ont souvent besoin — comme cela résulte de leurs comptes-rendus et des débats de leurs assemblées générales — d'un laps de temps considérable avant que leurs produits puissent entreprendre laconcurrence avec l'industrie privée.

Entre temps, les chiffres toujours croissants de la production propre des associations nous montrent que le problème peut être résolu. Et plusieurs associations productives l'ont même résolu à leur façon. La quote-part de profit peu élevée qu'elles réalisent et dont nous avons parlé plus haut, ne s'applique pas à toutes. Mais si nous les passons en revue, nous voyons qu'à peu d'exceptions près ces associations productives-là prospèrent le mieux, qui, créées avec les fonds des syndicats ouvriers ou des sociétés de consommation, ne produisent pas principalement pour le profit de leurs employés, mais pour celui d'une généralité plus vaste — dont ces employés, si le cœur leur en dit, peuvent faire partie — toujours donc une forme qui s'approche de l'idée socialiste. Voici, à ce sujet, quelques chiffres, empruntés au compte-rendu de 1897 de la fédé-

ration des sociétés coopératives ouvrières. Ils s'appliquent à l'année 1896 :

Noms des sociétés	Nombre des adhérents	Nombre des ouvriers	Capital en actions en francs	Capital d'emprunt	Profits	
					Total	Quote-part
Fabrique de futaine, Hebden Bridge . .	797	294	528,340	129,420	96,580	14,7 %
Fabrique de garnitures de feu, Dudley.	71	70	40,800	31,360	23,100	32,0 »
Fabrique de chaussures, Kettering . .	651	(210?)	97.800	75,720	40,020	23,0 »
Confection, Kettering.	487	(50?)	79,160	35,660	28,240	24,6 »
Fabrique de chaussures, Leicester. . .	1070	—	197,580	286,680	49,680	10 ¼ »
Serrurerie, Walsall .	87	190	52,280	48.260	22,080	9,24 »
Fabrique de tricots, Leicester	660	(250?)	360,160	246,540	56,040	22 »

Toutes ces fabriques payent naturellement les salaires fixés par les syndicats (prix de série) et comportent la journée normale de travail. La fabrique de chaussures de Kettering a la journée de huit heures. Elle s'agrandit toujours.

Par rapport aux actionnaires nous constatons que partout presque il se trouve parmi eux un grand nombre de personnalités civiles (sociétés de consommation, syndicats ouvriers, etc.) C'est ainsi que les sociétaires de la fabrique de futaine de Hebden-Bridge se divisent comme suit : 297 ouvriers — le personnel de la fabrique — avec un capital en actions de 177 552 fr., 200 membres particuliers avec 168 768 fr., et 300 associations avec

249 960 fr. Le capital d'emprunt se compose principalement de dividendes non-réclamés par les ayants droit et sur lesquels est payé un intérêt de 5 0/0. La répartition des bénéfices se fait suivant des principes assez variés. Dans quelques fabriques la quote-part de profit payée sur le capital en actions est un peu plus élevée que celle payée sur la somme des salaires. Mais la fabrique de chaussures de Kettering, pour le premier semestre de 1896, payait, contre 7 1/2 0/0 de dividende aux actionnaires, 40 0/0 à ses ouvriers. La même quote-part de profit (40 0/0) était payée, sur le montant de leurs acquisitions, aux acheteurs (ce qui rapproche l'entreprise de Kettering des sociétés d'achat en commun) (1).

Une répartition analogue est de règle dans une des petites fabriques coopératives de chaussures de Leicester. La plupart des associations productives écoulent la plus grande partie de leurs produits — sinon presque tout — dans le monde des associations.

Je n'ai pas à m'occuper ici de certaines autres formes de la coopération (telles que les sociétés de prêt et de crédit, de matières premières et de bazars, de laiteries, etc.), qui n'ont pas d'intérêt pour la classe ouvrière.

(1) Voici quelques chiffres. Il fut distribué par semestre :

Aux actionnaires (à part l'intérêt)	1 396 fr.
Aux acheteurs	9 990 fr.
Aux ouvriers	9 681 fr.
Au Comité directeur	840 fr.
Aux fonds pour l'éducation	630 fr.
Aux fonds de secours	1 260 fr.

Néanmoins, étant donnée l'importance qu'ont, pour la social-démocratie, les petits paysans qui font aussi partie de la classe ouvrière bien qu'ils ne soient pas des salariés, et en présence du fait que le travail manuel et les petites industries jouent encore, du moins par rapport à leur nombre, un rôle fort considérable, il faut bien aussi constater l'extension qu'a prise l'idée coopérative dans ces milieux. Les avantages de l'achat en commun des semences, de l'emploi collectif des machines, etc., et de la vente en commun des produits, ainsi que la possibilité d'obtenir des crédits à un taux raisonnable, ne peuvent pas, il est vrai, sauver des paysans déjà ruinés, mais pour des milliers de petits paysans ce sont là des moyens qui les peuvent préserver de la ruine. Cela est hors de doute. Ce serait téméraire de dire, comme le font certains auteurs, que, en ce qui concerne l'agriculture et par rapport aux avantages de la grande et de la petite entreprise, les règles fussent en sens inverse de celles valables pour l'industrie. Mais ce n'est pas trop risquer que d'affirmer que la diversité est énorme et que les avantages, qu'a, sur la petite entreprise, la grande agriculture capitaliste et bien organisée, ne sont pas assez considérables pour que la petite culture, si elle pratique dans ses conséquences les plus étendues l'idée associative, ne puisse pas pour une grande partie les rattraper. L'utilisation de forces mécaniques, l'organisation du crédit, une meilleure garantie du débit, tout cela peut rendre la coopération accessible au paysan, tandis que le caractère même de son

entreprise lui rend plus facile qu'aux grands agriculteurs de surmonter les conséquences de mécomptes éventuels. Car la grande masse des paysans ne sont pas exclusivement des producteurs pour le marché, mais ils produisent aussi une partie considérable de leurs propres aliments.

Dans tous les pays de civilisation avancée la coopération étend avec rapidité son champ d'action. La Belgique, le Danemark, la France, la Hollande, et depuis peu, l'Irlande aussi, présentent, sous ce rapport, la même image qu'une grande partie de l'Allemagne. Il est de plus d'intérêt, pour la social-démocratie, d'approfondir sérieusement cette question du mouvement coopératif dans les campagnes, ainsi que sa portée, que de chercher, dans la statistique des preuves pour la théorie hypothétique de la ruine de la petite agriculture. La statistique des ventes judiciaires, de l'impôt hypothécaire etc., mène souvent à des conclusions erronées. Sans doute, la propriété est, actuellement, beaucoup plus mobile que jamais auparavant, mais cette mutabilité ne se manifeste pas que dans une seule direction. Les vides causés par les ventes judiciaires ont, jusqu'ici, toujours été comblés.

Fort remarquables sont les faits que le docteur O. Wiedfeldt, de Dresde, communique dans la *Soziale Praxis* (6e année, n° 13) sur l'action et les résultats des *syndicats agricoles* en France (1). D'après ces données il y a actuelle-

(1) D'après l'*Emancipation* du 15 novembre 1898 il y a en

ment en France à peu près 1700 syndicats agricoles, groupés en dix fédérations, avec un ensemble de 700,000 adhérents. « Ces syndicats professionnels ont commencé par être des *associations pour l'achat en commun de fourrages et d'engrais* agricoles, et leurs « coopératives agricoles » exercent déjà une certaine influence sur le commerce de ces articles. Ensuite ils ont acheté, à frais communs, des *batteuses mécaniques*, des *moissonneuses*, etc., et exécuté des *drainages*, *des travaux d'irrigation*, etc. Ils ont créé des *associations d'élevage*, *des laiteries*, *des fromageries*, *des boulangeries*, *des meuneries, des fabriques de conserves*, etc., et ils ont entrepris eux-mêmes, dans quelques branches et avec succès, la vente de leurs produits agricoles ». Ils ne se sont pas contentés de se mettre en relations avec les sociétés de consommation — qui, en France aussi, commencent à se répandre — mais ils en ont *fondé eux-mêmes*. « Ainsi à La Rochelle, à Lyon, à Dijon, à Avignon, etc. Mentionnons encore l'établissement d'autres sociétés coopératives, telles que *boucheries*, *meuneries* et *boulangeries*, qui sont *en partie des sociétés de production agricoles et en partie des sociétés de consommation.* » Dans le seul département de la Charente-Inférieure il existe 130 de ces boulangeries coopératives. En outre les syndicats ont créé des fabriques de conserves, de saucisses, d'amidon et de nouilles « de façon à favoriser, dans un certain sens une *localisa-*

France 2.000 fromageries coopératives, dont la plupart dans le Jura et les deux Savoies.

tion de l'industrie pour autant qu'elle est connexe avec l'agriculture ». La plupart de ces syndicats admettent les *ouvriers comme membres;* le syndicat de Castelnaudary compte, parmi ses 1000 membres, 600 ouvriers. En outre les syndicats s'appliquent à la création de toutes sortes d'institutions : caisses d'assurance, tribunaux d'arbitrage, écoles d'agriculture, cercles, etc.

Toutes ces données sont empruntées à la *Soziale Praxis*.

La première question qui se pose relativement à ces associations est celle-ci : quels y sont les droits des ouvriers ? L'auteur de l'article en question ne parle que brièvement d'une participation aux bénéfices des employés et des ouvriers, ce qui est assez vague. Provisoirement, l'admission des ouvriers dans ces coopératives n'a rien changé au fait que ces associations soient des *syndicats d'entrepreneurs*. Et cela résulte déjà de ce fait que, quelque nombreuses que soient les dispositions associatives prises par les syndicats, une chose s'est jusqu'ici toujours soustraite à l'action associative : l'agriculture elle-même, c'est-à-dire la culture des champs et des herbages et l'élevage du bétail proprement dit. Des travaux connexes de l'agriculture sont exécutés en coopération ou, du moins, pour le compte de sociétés coopératives, mais l'agriculture elle-même se soustrait, ici comme ailleurs, au travail coopératif. Est-ce que ce travail serait, pour les sociétés coopératives, moins avantageux que l'entreprise privée? Ou bien

serait-ce simplement la petite propriété rurale qui forme ici obstacle?

Que la petite propriété rurale, c'est-à-dire le fractionnement infini des terres, constitue un sérieux obstacle à la culture collective du sol, cela a déjà été exposé maintes fois. Mais elle n'est pas l'obstacle unique, ou, en d'autres termes: elle *augmente* les difficultés *réelles*, mais elle n'en est pas toujours la cause. L'éloignement — au point de vue de l'espace — des ouvriers, ainsi que le caractère individualiste d'une grande partie des travaux agricoles, joue ici également un rôle. Il est possible que les syndicats agricoles, qui sont de date encore récente, réussissent à ultérieurement surmonter ces difficultés. Mais ce qui me semble beaucoup plus probable, c'est que ces syndicats seront poussés, petit à petit, hors du cadre étroit de leur activité actuelle. Je reconnais que, provisoirement, il ne faut pas compter là-dessus.

Même la production agricole *pour* des sociétés coopératives est encore aujourd'hui un problème non-résolu. Les sociétés de consommation anglaises ont fait leurs plus mauvaises affaires avec leurs fermes. Le troisième compte-rendu annuel de l'office du travail en Angleterre (1896) établit, pour 106 associations productives, un profit moyen de 8.4 pour cent. Les six fermes coopératives — comprises dans ce nombre — n'avaient réalisé qu'une moyenne de 2.8 0/0 de bénéfices. Nulle part les agriculteurs réalisent des récoltes aussi considérables qu'en Ecosse. Les chiffres de rendement pour le froment, l'avoine, etc., y sont beaucoup plus

élevés encore qu'en Angleterre. Ce qui n'empêche pas que l'entreprise agricole des sociétés coopératives écossaises, malgré ses excellentes machines et son capital d'exploitation de 300.000 fr., a été un insuccès absolu. Dans l'année 1894 elle a réalisé un bénéfice de 6/10 0/0, et en 1895 ses *pertes* ont été de 8 1/10 0/0.

Mais où en est *l'association des ouvriers agricoles* proprement dite? Et est-ce que l'association productive des ouvriers agricoles offre plus de perspective que l'association productive des ouvriers industriels?

Il est d'autant plus difficile de répondre à cette question, qu'il manque, dans la pratique, d'exemples concluants. L'exemple classique de ce genre d'association, la célèbre société de Ralahine, a eu une existence trop éphémère (de 1831 à 1833) et fut, pendant cette existence, trop sous l'influence de son fondateur Vandeleur et du représentant de celui-ci, Craig, pour pouvoir être considérée comme une démonstration suffisante de la viabilité des associations d'ouvriers agricoles indépendantes. Elle a cependant fait ressortir les grands avantages qu'offre l'entreprise coopérative dans des circonstances déterminées.

Il en est de même en ce qui concerne les essais faits avec des colonies communistes. Souvent ces colonies réussissent, pendant un certain temps, dans un isolement réel ou moral et même dans des conditions des plus défavorables. Mais dès que leur prospérité s'accentue et qu'elles entrent en relation plus intime avec le monde du dehors, elles dépérissent vite.

Seuls un fort lien religieux ou quelque autre idée sectaire, qui les retranchent nettement du monde environnant, tiennent encore ensemble ces colonnies quand elles sont parvenues à la richesse. Or, le fait même que, pour se trouver bien dans ce genre de communautés, il faille aux colonistes de semblables éléments d'idiocrasie, prouve qu'elles ne peuvent jamais devenir la forme générale du travail associatif. Vis-à-vis du socialisme elles se trouvent au même plan avec les simples associations productives.

Avec, pour données, tous ces faits, ainsi qu'une foule d'expériences faites par d'intelligents propriétaires terriens avec des affermages associatifs, des participations aux bénéfices par les ouvriers agricoles, etc., le docteur Oppenheimer a développé, dans le volume mentionné plus haut, l'idée d'une association agricole intitulée par lui : *établissement agricole coopératif* (Siedlungsgenossenschaft). Elle devra être une association d'ouvriers agricoles, qui combinera l'entreprise individuelle avec l'entreprise collective et la petite industrie avec la grande industrie associative, comme cela se pratique aujourd'hui déjà dans beaucoup de grandes propriétés terriennes, où de petites parcelles de terres limitrophes sont affermées aux ouvriers agricoles, qui souvent les cultivent d'une façon exemplaire. Oppenheimer propose dans son association un système de partage proportionnel, partage qui, naturellement, n'a pas pour but de baisser le prix du travail au profit de l'organisation centrale autour de laquelle se

groupent toutes les entreprises individuelles, mais uniquement dans l'intention d'assurer, à tout adhérent, au moyen d'un morceau de terrain suffisamment grand, tous les agréments moraux d'une entreprise personnelle, et de lui permettre d'utiliser sa force de travail non réclamée par l'entreprise commune à ces cultures qui, ou bien lui promettent les plus grands avantages, ou bien lui conviennent le mieux personnellement. Pour tout le reste, cependant, l'association devra utiliser tous les avantages de la grande industrie moderne, tandis que pour les besoins commerciaux et autres des associés, toutes sortes d'institutions coopératives ou mutualistes seront créées. Par l'utilisation sur place des produits gagnés et l'admission d'ouvriers manuels dans l'association, elle prendra de plus en plus le caractère d'un établissement agricole et industriel mixte, comme se l'imaginait Owen pour ses colonies familiales, et d'autres socialistes pour leurs projets communistes. Il y a pourtant cette différence que Oppenheimer cherche à rigoureusement maintenir le principe de l'association libre. L'intérêt économique seul doit être poursuivi à titre connexe, et lui seul doit sauvegarder l'association contre l'exclusivisme de l'association productive industrielle. Contrairement à celle-ci, elle n'est pas uniquement une société de vendeurs, mais, simultanément, une société d'acheteurs et de vendeurs, et cette circonstance constitue la base de son crédit et la protège contre les catastrophes auxquelles est exposée aujourd'hui la grande industrie agricole capitaliste.

Ce n'est pas ici l'endroit d'approfondir davantage l'idée d'Oppenheimer et la théorie sur laquelle elle est basée. Je me permettrai cependant de remarquer qu'elles ne me semblent pas mériter l'appréciation dédaigneuse qui leur échut dans quelques journaux du parti. Certes, il est permis de douter que la chose se fasse ou puisse se faire dans la forme exposée par Oppenheimer. Mais les idées fondamentales qu'il développe sont tellement basées sur l'analyse scientifique des formes économiques, elles concordent tellement avec toutes les expériences pratiques des associations, qu'on a le droit de dire, que si l'organisation associative de l'agriculture proprement dite doit jamais se réaliser, cette réalisation pourra difficilement s'effectuer dans une forme autre que celle préconisée par Oppenheimer (1).

La grande expropriation — dont l'idée hante la plupart des critiques des propositions de ce genre — ne pourra certainement pas faire sortir de terre, spontanément, des institutions organiques, et le plus omnipotent des gouvernements révolutionnaires sera bien obligé

(1) Aux congrès des sociétés coopératives anglaises de Peterborough (1898), un des chefs du mouvement, M. J. C. Gray, de Manchester, dans une conférence sur la coopération agricole, arrivait à des propositions très semblables à celles d'Oppenheimer.

Depuis que j'ai écrit ce livre j'ai eu l'occasion de lire dans une Revue Américaine *The Atlantic Monthly*, un article fort instructif sur l'organisation économique de l'Etat des Mormons, à Utah. Le succès économique presque inouï des Mormons parait être dû, à un grand degré, à une combinaison d'institutions collectivistes et individualistes qui s'approche beaucoup des idées émises plus haut.

de se mettre à la recherche d'une théorie du travail associatif dans l'agriculture. Et c'est pour une théorie semblable que Oppenheimer a recueilli un matériel surabondant, matériel qu'il a, en outre, soumis à une analyse systématique, conforme aux idées fondamentales du matérialisme historique et qui, à elle seule, recommanderait déjà l'étude de l'établissement agricole coopératif.

Relativement aux associations agricoles il y a encore une remarque à faire. En tant qu'homme de parti politique, le socialiste constate avec satisfaction le dépeuplement des campagnes et l'immigration des ruraux dans les villes. Ils concentrent les masses ouvrières, sèment la révolte et hâtent l'émancipation politique. Mais comme théoricien tant soit peu sérieux, le socialiste sera bien aussi obligé de se dire que ce dépeuplement finira à la longue par devenir néfaste. Il est beaucoup plus facile d'attirer les populations rurales vers les villes, que d'habituer les habitants des villes à la campagne et aux travaux agricoles. C'est pourquoi l'immigration des populations rurales dans les villes et les centres industriels ne fait pas qu'augmenter uniquement les difficultés des gouvernants actuels. Supposons par exemple qu'une grande victoire de la démocratie ouvrière porte au pouvoir le parti socialiste. A en juger d'après les précédents, la première conséquence de cet événement serait de grossir encore le flot des envahisseurs des grandes villes et il est quelque peu douteux que les « armées industrielles pour l'agriculture » se laisseront alors plus bénévo-

lement diriger sur les campagnes qu'elles ne le firent en 1848. Mais même à part cela la création d'associations viables et puissantes sera, dans toutes les circonstances, d'autant plus difficile que la dépopulation des campagnes sera plus avancée. L'avantage de l'existence d'un certain nombre d'associations-types ne serait pas payé trop cher même, au prix de l'extension un peu plus lente des grandes villes.

Quant à l'ouvrier industriel, l'association lui rend possible d'une part de se protéger contre l'exploitation commerciale et, de l'autre, de s'assurer des moyens qui, sous plusieurs rapports, lui faciliteront l'œuvre de son émancipation. Tout le monde sait actuellement de quel appui sont pour les ouvriers, en des temps critiques, les sociétés de consommation. A côté de l'exemple classique du secours, accordé par les grandes sociétés de consommation anglaises, aux mineurs, aux fileurs et aux mécaniciens victimes de lock-outs patronaux, nous voulons faire remarquer ici que des associations productives aussi peuvent rendre de grands services aux ouvriers dans leur lutte pour l'émancipation. A Leicester et à Kettering les fabriques coopératives fixent, au niveau des leurs et pour leurs régions respectives, les salaires. Il en est de même pour la serrurerie coopérative de Walsall ; là toute exclusion d'ouvriers de la part des patrons est devenue impossible. La filature coopérative « Self Help, » à Burnley, fit travailler d'une façon ininterrompue pendant le lock-out de 1892 à 1893 et aida ainsi,

de commun accord avec les sociétés de consommation, à forcer les patrons à mettre les pouces. A ce sujet le *Trade Unionist* du 2 novembre 1898 dit : « Partout où il y a de ces associations (de production) dans le pays, les gens s'habituent à ne plus exclusivement fabriquer en vue du profit, mais encore à ce que l'ouvrier n'ait pas à laisser sa dignité à la porte de l'usine, et qu'il puisse se mouvoir avec ce sentiment de liberté et de courtoisie que comporte l'esprit civique dans une société libre basée sur l'égalité des droits. »

Cependant les associations de production ne se sont montrées viables jusqu'ici, que là où elles avaient un appui dans les sociétés de consommation, ou lorsqu'elles approchaient elles-mêmes, dans leur organisation, de cette dernière forme d'association.

Ce fait constitue une indication pour la direction à suivre si nous voulons rechercher, pour l'avenir le plus proche, le moyen d'étendre et de développer efficacement l'association ouvrière.

c) *Démocratie et Socialisme.*

> « C'est le 24 février 1848 que commença à luire l'aube d'une nouvelle période de l'Histoire. »
>
> « Qui dit suffrage universel, pousse un cri de conciliation. »
>
> F. Lassalle, Programme ouvrier.

Ce que les sociétés de consommation sont aux quotes-parts de profit dans le commerce, les syndicats professionnels le sont aux quotes-parts de profit dans la production. La lutte des ouvriers organisés en syndicats pour l'amélioration de leur condition matérielle représente pour les capitalistes, une lutte des quotes-parts de salaire contre les quotes-parts de profit. C'est d'ailleurs pousser la généralisation beaucoup trop loin que de dire que la modification du taux des salaires et du temps de travail n'influe en quoi que ce soit sur les prix. La somme de travail à dépenser sur l'unité d'une marchandise déterminée reste, naturellement, invariée, tant que la technique de la production reste la même, soit que le salaire s'élève ou s'abaisse. Mais la « somme de travail » est, pour le marché, une conception creuse, sans la base d'un prix du travail, car il ne s'y agit pas de la valeur abstraite de l'ensemble de la production, mais de la valeur proportionnelle et réciproque des diverses espèces de marchandises, pour qui le taux du salaire n'est pas un facteur indifférent.

Lorsque le salaire des ouvriers augmente dans certaines industries, la valeur des produits respectifs augmente également, en des proportions correspondantes, vis-à-vis de la valeur des produits de toutes les industries qui n'ont pas effectué des augmentations de salaire, et si on ne réussit pas à compenser cette hausse par un perfectionnement de la technique, les entrepreneurs respectifs seront dans l'obligation, ou bien de proportionnellement augmenter le prix du produit, ou bien de subir une diminution de leur quote-part de profit. Or, sous ce rapport, les diverses industries diffèrent beaucoup entre elles. Il y a des industries qui, par la nature de ce qu'elles produisent ou par leur organisation monopoliste, sont passablement indépendantes du marché international, et dans ces industries-là, une hausse des salaires est généralement accompagnée d'une augmentation des prix, de sorte que non seulement la quote-part de profit n'y diminue pas forcément, mais que souvent même, elle y augmente avec le prix. Dans les industries dépendantes du marché international par contre, comme d'ailleurs dans toutes les industries où des produits fabriqués dans des conditions différentes se font une concurrence réciproque et où la modicité des prix seule s'assure le marché, des hausses de salaire déterminent presque toujours des baisses de profit. Le même résultat se produit lorsque la tentative de compenser une baisse des prix (rendue nécessaire par la lutte pour l'écoulement des produits) par une diminution proportionnée des salaires, échoue devant la résistance

des ouvriers organisés. La compensation par le perfectionnement de la technique signifie généralement une plus grande dépense relative de capital pour des machines et autres instruments de travail, c'est-à-dire une baisse proportionnée des quotes-parts de profit. Il se peut aussi fort bien que, dans la lutte des ouvriers pour le maintien de leur salaire, il ne s'agisse, de fait, que d'empêcher une hausse des quotes-parts de profit au détriment des quotes-parts de salaire, et cela sans que les combattants en aient conscience sur le moment.

Que la lutte pour le temps de travail soit également une lutte pour la quote-part de profit ? ce fait n'a pas besoin d'être encore démontré ici. Si la journée de travail écourtée n'a pas pour conséquence la diminution immédiate de la masse de travail fournie pour le salaire payé jusqu'ici — en beaucoup de cas c'est même le contraire qui se produit — elle conduit néanmoins, d'une façon indirecte, à une exaltation des revendications matérielles des ouvriers, et elle provoque ainsi une hausse des salaires.

Une augmentation de salaires, qui conduit à une hausse des prix, n'est pas nécessairement préjudiciable à la communauté, bien que, dans la plupart des cas, elle soit plutôt nuisible qu'utile.

Qu'une industrie quelconque impose des prix de monopole au profit uniquement d'une poignée d'entrepreneurs, ou que les ouvriers dans cette industrie participent aux bénéfices ainsi réalisés, cela ne fait pas une grande diffé-

rence au point de vue de l'ensemble social ; le prix de monopole n'en est pas moins à combattre que le bon marché des produits obtenu uniquement au moyen d'une baisse des salaires au-dessous du minimum moyen. Mais une hausse de salaires qui n'affecte que les quotes-parts de profit sera presque toujours profitable à la communauté, dans les circonstances actuelles. Je dis expressément : presque toujours, car il est aussi des cas où le contraire se produit. Si dans une certaine branche d'industrie la quote-part de profit descend de beaucoup au-dessous du minimum moyen, cela peut signifier, pour le pays respectif, la ruine de cette industrie et son annexion par d'autres pays où les salaires sont beaucoup plus bas et les conditions de travail beaucoup plus mauvaises.

Au point de vue universel, on pourrait considérer cet événement comme dépourvu d'intérêt puisque, de toute façon, une compensation s'établit à la longue. Mais, pour les intéressés, c'est là une consolation d'autant plus dérisoire, que ce genre d'expatriations signifie, pour eux comme pour la communauté, en premier lieu et parfois pour une période fort longue, une perte positive.

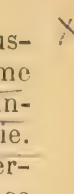
Heureusement, ces cas extrêmes sont très rares. Généralement, les ouvriers savent fort bien jusqu'où ils peuvent pousser leurs exigences. Et la quote-part de profit aussi est assez résistante.

Avant de renoncer à son entreprise, le capitaliste fera l'impossible pour rattraper, d'une façon quelconque, ses dépenses, augmentées

par la hausse des salaires. Les grandes différences réelles entre les quotes-parts de profit des diverses sphères de production prouvent que la moyenne générale des quotes-parts de profit est plus rapidement établie, théoriquement, qu'elle n'est, même approximativement réalisée. Et les exemples ne sont pas rares de cas, où un capital, même nouveau, qui se présente sur le marché en quête d'une utilisation, ne cherche pas cette utilisation là où les plus considérables quotes-parts de profit le sollicitent, mais où il se laisse guider — tout comme l'homme dans le choix d'une profession — par des considérations où le taux du profit ne figure qu'au second plan. De sorte que même le plus puissant des facteurs d'égalisation des quotes-parts de profit agit irrégulièrement.

Mais le capital déjà utilisé, qui prédomine toujours, ne peut pas suivre le mouvement des quotes-parts de profit d'une sphère de production dans l'autre, et cela, pourdes raisons tout à fait matérielles. Bref, l'élévation du prix du travail humain a pour conséquence, dans le plus grand nombre des cas, d'un côté, un perfectionnement technique et une organisation meilleure de l'industrie, et de l'autre. une répartition plus proportionnée du produit du travail. Le tout également avantageux pour le bien-être général. Avec certaines restrictions, on peut formuler ainsi le mot connu de Destutt de Tracy, que des quotes-parts de profit basses indiquent un bien-être élevé de la masse.

Au point de vue de leur signification sociale, les syndicats ou sociétés professionnels repré-



sentent l'élément démocratique dans l'industrie. Leur tendance est de briser l'absolutisme du capital et de procurer à l'ouvrier une influence directe sur la direction de l'industrie. Il est tout naturel qu'il y ait de grandes divergences d'opinion quant au degré d'influence qu'il faudra obtenir. Pour d'aucuns ce sera déjà un crime de lèse-principe, que de réclamer pour le syndicat professionnel moins que le droit incontesté d'exercer le haut commandement dans l'industrie. La reconnaissance du fait que ce droit, dans les circonstances actuelles, est aussi utopique qu'il serait absurde dans une société socialiste, en a amené d'autres à dénier aux syndicats ouvriers tout rôle durable dans la vie économique et à ne les considérer que comme le moindre d'une série de maux temporairement inévitables. Il y a des socialistes aux yeux de qui le syndicat ouvrier n'est qu'un objet de démonstration pratique de l'inutilité de toute action autre que l'action politico-révolutionnaire. En réalité, le syndicat ouvrier a à accomplir aujourd'hui, comme dans un avenir plus ou moins prochain, de très importantes missions politico-industrielles, qui, cependant, n'exigent ni même ne supporteraient son omnipotence.

Le mérite d'avoir, les premiers, compris que les syndicats ouvriers étaient des organes essentiels de la démocratie et non pas seulement des coalitions passagères, revient à quelques auteurs anglais. Et cela n'a rien qui étonne, si on considère qu'en Angleterre, plus tôt que partout ailleurs, les syndicats ont acquis une im-

portance réelle et que ce pays, pendant la dernière trentaine d'années, s'est transformé d'un Etat oligarchique qu'il était en un Etat presque démocratique. Le travail le plus récent et le plus approfondi sous ce rapport, c'est-à-dire l'étude : « Théorie et pratique des syndicats professionnels anglais » de Sydney et Béatrice Webb, a été judicieusement qualifié par ses auteurs comme une étude sur *la démocratie dans l'industrie.* Avant eux, feu Thorold Rogers, dans ses conférences sur la conception économique de l'Histoire (qui d'ailleurs n'a pas grand'chose de commun avec la conception matérialiste de l'Histoire), avait appelé le syndicat une *Société ouvrière de participation* (Labour Partnership) ce qui, en principe, revient au même, mais ce qui indique en même temps la limite jusqu'où, dans la démocratie, l'activité syndicale pourra s'étendre, limite au-delà de laquelle il n'y aura pas de place pour elle dans une communauté démocratique. Que ce soit l'Etat, la commune ou un capitaliste qui fonctionne comme entrepreneur, le syndicat, en tant qu'organisation de toutes les personnes occupées dans certaines industries, ne pourra toujours garantir simultanément l'intérêt de ses membres et celui de la communauté que tant qu'il se contentera du rôle de participant. Hors de là, il risquera toujours de dégénérer en corporation fermée, comportant toutes les mauvaises qualités du monopole. Il en est ici comme de l'association. Le syndicat maître de toute une branche d'industrie, cet idéal de beaucoup de vieux socialistes, ne serait, en réalité, qu'une

association productive monopolistique, et dès qu'il invoquerait son monopole ou qu'il en ferait état, il serait en contradiction avec le socialisme et la démocratie quelle que fût sa constitution intime. Qu'il serait en contradiction avec le socialisme, cela saute aux yeux. Une association opposée à la communauté est aussi peu du socialisme que l'est l'exploitation par l'Etat dans certains pays oligarchiques. Une autre question est celle-ci : pourquoi un semblable syndicat professionnel serait-il en contradiction avec la démocratie ?

Cette question en comporte une autre : Que signifie le mot démocratie ?

La réponse paraît bien simple, et, à première vue, on croirait pouvoir se contenter d'en donner la traduction : gouvernement du peuple. Mais une courte réflexion nous fait comprendre que ce n'est là qu'une définition superficielle et de pure forme, tandis que presque tous ceux qui se servent actuellement de l'expression démocratie, entendent par là plus qu'une simple forme de gouvernement. Nous nous approcherons beaucoup plus de la chose, en nous exprimant d'une façon négative et en traduisant le mot démocratie par : absence de la domination de classes ; c'est-à-dire un état social, où aucune classe ne jouira d'un privilège politique quelconque vis-à-vis de la communauté. Cette définition explique, en même temps, pourquoi une corporation monopolistique est, en principe, antidémocratique. Cette explication négative a, en outre, l'avantage qu'elle laisse moins de place que l'expression « gouvernement du peuple »,

à l'idée de l'oppression de l'individu par la communauté, idée répugnant incontestablement à la conscience moderne. Actuellement, nous trouvons antidémocratique l'oppression de la minorité par la majorité, bien que, originellement, cette oppression fût considérée comme parfaitement compatible avec le gouvernement du peuple. L'idée « démocratie » porte en elle, précisément pour son interprétation actuelle, une signification juridique : l'égalité de droits de tous les membres de la société, et le gouvernement de la majorité (auquel, dans tout cas concret, aboutit le gouvernement du peuple) y trouve indiquée sa limite. Plus elle sera établie et plus elle gouvernera la conscience générale, plus aussi l'idée « démocratie » signifiera : le plus haut degré de liberté pour tous.

Sans doute, « démocratie » et « absence de lois » ne sont pas une même chose. Ce n'est pas par l'absence de toute loi que la démocratie pourra se distinguer de tous les autres systèmes politiques, mais par l'absence, uniquement, de privilèges basés sur la propriété, l'hérédité, etc. ; non pas par l'abolition des lois qui limitent les droits de quelques-uns, mais par l'abolition de celles-là qui s'opposent à l'égalité juridique de tous. Si la démocratie et l'anarchie sont donc choses absolument différentes, il est puéril de se servir d'expressions comme « despotisme et tyrannie » par rapport à la démocratie en tant qu'organisation sociale, pour cette raison que chez elle les décisions de la majorité font loi et qu'elle exige de tous de se soumettre à cette loi. Certes, la démocratie n'est pas une

garantie absolue contre des lois qùe d'aucuns trouvent tyranniques. Mais à l'époque où nous vivons, nous avons la quasi-certitude que la majorité, dans une société démocratique, ne fera pas de lois qui, d'une façon durable, porteront préjudice à la liberté individuelle, étant donné que la majorité d'aujourd'hui est toujours exposée à devenir la minorité de demain et que toute loi oppressive à l'égard de la minorité menacerait ainsi les membres de la majorité momentanée eux-mêmes. Il y a une différence fondamentale entre la tyrannie majoritarde exercée au cours d'une guerre civile et le gouvernement d'une majorité dans la démocratie moderne. L'expérience a même établi que, plus étaient anciennes, dans un Etat moderne les institutions démocratiques, plus aussi les droits des minorités y étaient reconnus et considérés, et plus les luttes de parti y perdaient de leur âpreté. Ceux qui ne sont pas capables de s'imaginer la réalisation du socialisme sans actes de violence trouveront peut-être en ceci un argument contre la démocratie, et, de fait, la littérature socialiste nous en donne des exemples. Mais ceux qui ne s'abandonnent pas à la supposition utopique, que les nations modernes, sous l'action d'une catastrophe révolutionnaire prolongée, se dissoudront en une foule de groupes absolument indépendants les uns des autres, ceux-là verront dans la démocratie plus qu'un moyen politique propre seulement, en tant que levier entre les mains de la classe ouvrière, à abattre le capital. La démocratie est à la fois moyen et but. Elle est le moyen pour établir le socia-

lisme, en même temps que la forme de sa réalisation. Elle ne peut pas, évidemment, accomplir des miracles. Elle ne peut pas, dans un pays comme la Suisse — où le prolétariat industriel constitue la minorité de la population (pas encore un demi-million sur deux millions d'adultes) — mettre le pouvoir politique entre les mains de ce prolétariat. Elle ne peut pas davantage, dans un pays comme l'Angleterre — où le prolétariat représente la classe de beaucoup la plus nombreuse de la population — faire ce prolétariat maître de l'industrie lorsque, pour une partie, ce prolétariat n'en manifeste pas la moindre envie, et que, d'autre part, il n'est pas suffisamment capable de remplir les devoirs que comporterait cette situation.

Néanmoins, en Angleterre comme en Suisse, en France et aux Etats-Unis comme dans les pays scandinaves, la démocratie a été un puissant moyen d'action du progrès social. Ceux qui s'attachent, non à la forme, mais au contenu, constateront, en suivant la législation de l'Angleterre depuis la réforme électorale de 1867, qui donna le droit de suffrage aux ouvriers des villes, un progrès très considérable dans la direction du socialisme, sinon dans le socialisme même. L'école populaire publique n'existe, dans trois quarts du pays, que depuis ce temps. Avant, il n'y avait que des écoles particulières et ecclésiastiques. La fréquentation scolaire était, en 1865, de 4,38 % de la population ; en 1896, elle fut de 14,2 %. Et tandis qu'en 1872, l'Etat contribuait pour 18 millions de francs seulement aux frais des écoles primaires, cette dépense

fut, en l'année 1896, de 152.400.000 francs. L'administration des comtés et des communes, des institutions scolaires et d'assistance publique, a cessé d'être un monopole des possédants et des privilégiés, et la masse ouvrière exerce là le même droit de suffrage que le plus riche des landlords et le plus grand capitaliste. Les impôts indirects ont été graduellement diminués et les impôts directs augmentés. (En 1866, le montant total de l'impôt sur le revenu fut de 144 millions de francs ; en 1898, le chiffre en était de 396 millions. A ce dernier chiffre, il faut ajouter encore une somme de 96 à 120 millions de francs représentant la plus-value des droits de succession versés au trésor.)

La législation agraire s'est dépouillée de son respect de l'absolutisme propriétaire des grands détenteurs du sol, et le droit d'expropriation, reconnu antérieurement en ce qui concernait les seules questions des voies de communication et de l'hygiène, a été admis aussi, en principe, par rapport à des transformations économiques La politique radicalement changée de l'Etat, vis-à-vis des ouvriers directement ou indirectement employés par lui, est connue, ainsi que les extensions considérables de la législation sur les fabriques, depuis 1870. Toutes ces mesures — ainsi que leur imitation, à divers degrés, sur le continent européen — ne sont pas dues exclusivement, mais essentiellement, à la démocratie ou à la part de démocratie dont disposent les pays respectifs. Et si pour certaines questions, la législation des pays,

politiquement les plus avancés, ne procède pas aussi rapidement que dans tels autres pays, comparativement plus retardataires, mais influencés par des monarques actifs ou leurs ministres, il n'y a pas, par contre, de réaction sous ce rapport dans les pays de démocratie enracinée.

La démocratie est, en principe, la suppression de la domination de classe, même si elle n'est pas la suppression effective des classes elles-mêmes. On parle du caractère conservateur de la démocratie, chose exacte sous certains rapports.

L'absolutisme ou le semi-absolutisme trompe ses partisans et ses adversaires au sujet de ses facultés. De là, dans les pays où il règne ou dans lesquels survivent encore ses traditions, les plans extravagants, le langage exagéré, la politique zigzagante, la crainte des révolutions et la confiance dans l'oppression. Dans la démocratie, les partis et les classes qu'ils représentent apprennent vite à connaître les limites de leur pouvoir, et ils s'habituent rapidement à n'entreprendre chaque fois que ce qu'ils peuvent espérer de réaliser ; et lors même que leurs exigences dépassent un peu leur pensée intime, afin de pouvoir en rabattre à l'heure des inévitables compromis — la démocratie est la haute école des compromis — ces exagérations sont toujours modérées. C'est ainsi que dans la démocratie, l'extrême-gauche même apparaît, le plus souvent, sous un jour conservateur, et ses progrès, parce que plus réguliers, plus lents qu'ils ne ne sont en réalité.

Ses tendances pourtant sont claires. Le droit de suffrage de la démocratie fait, de celui qui l'exerce, un participant nominal de la communauté, et cette participation nominale doit, à la longue, conduire à la participation réelle.

Pour une classe ouvrière numériquement et intellectuellement encore inférieure, le suffrage universel peut, pendant longtemps, représenter le droit de choisir son « boucher » soi-même. Mais avec le nombre et l'intelligence croissants, il devient l'instrument par lequel on change les représentants du peuple de maîtres qu'ils étaient en serviteurs du peuple. Lorsque des ouvriers anglais aux élections parlementaires votent pour les membres des anciens partis, et qu'ils apparaissent ainsi, formellement, comme la queue des partis bourgeois, ce n'en est pas moins, dans les circonscriptions électorales industrielles, cette « queue » qui fait chanceler la « tête ». Mentionnons encore que l'extension du droit de suffrage — en 1884 — jointe à la réforme de la représentation communale, a accordé à la socialdémocratie en Angleterre la qualité de parti politique.

Et est-ce qu'il en est bien différemment ailleurs ? Le suffrage universel, en Allemagne, fut tout d'abord un instrument entre les mains de Bismarck, mais, finalement, ce fut lui qui se servit de Bismarck. Il pouvait, à un moment donné, favoriser les intérêts des hobereaux de l'Elbe oriental, mais, depuis longtemps, il est devenu le cauchemar de ces mêmes hobereaux. Il pouvait, en 1878, permettre à Bismarck de forger l'arme des lois d'exception contre les so-

cialistes, mais c'est sur lui aussi que cette même arme s'est ébréchée et c'est lui, finalement, qui la fit tomber des mains de Bismarck. Si, en 1878, Bismarck, avec la majorité dont il disposait alors, avait fait, au lieu d'une loi d'exception policière une loi d'exception politique, qui aurait retiré aux ouvriers le droit de suffrage, il eût frappé la socialdémocratie d'une manière beaucoup plus efficace que par la première. Il est vrai qu'alors il eût frappé d'autres gens encore. Le suffrage universel est, de deux côtés, l'alternative de la révolution.

Mais le suffrage universel n'est qu'une part de la démocratie, bien qu'une part qui, à la longue, entraîne les autres à sa suite, tout comme l'aimant attire les parcelles de fer éparpillées. Cela se fait, il est vrai, plus lentement que beaucoup ne le désirent, mais, pourtant, cela se fait. Et la socialdémocratie ne peut pas mieux favoriser ce travail qu'en se plaçant, sans considération étrangère aucune, dans la doctrine aussi, sur le terrain du suffrage universel, de la démocratie, avec toutes les conséquences qui en résultent pour sa tactique.

Dans la pratique, c'est-à-dire dans ses agissements, elle l'a, en réalité, toujours fait. Mais, dans leurs exposés, ses représentants littéraires ont souvent péché contre cette règle, et cela arrive encore fréquemment de nos jours. Des phrases conçues à une époque où partout, en Europe, le privilège de la propriété régnait illimité et qui, dans ces conditions, étaient explicables et, jusqu'à un certain degré, justifiées,

mais qui, aujourd'hui, ne sont plus que des éléments morts, sont traitées avec un respect, tel que si le progrès du mouvement dépendait d'elles et non pas de la constatation immédiate, vivante, de ce qui peut et doit être fait. Ou y a-t-il à s'en tenir à la phrase de la « dictature du prolétariat », à une époque où, partout, les représentants de la Socialdémocratie se placent sur le terrain de l'action parlementaire, de la représentation proportionnelle et de la législation par le peuple, toutes mesures contraires à l'idée dictatoriale? Cette idée est, actuellement, à ce point démodée, qu'on ne se sert plus de l'expression « dictature » sans la dépouiller de sa signification réelle qu'on remplace par quelque autre, beaucoup plus faible. Toute l'activité pratique de la Socialdémocratie vise à la préparation de circonstances et de conditions préliminaires rendant possible et même probable le passage, sans convulsions violentes, de l'ordre social actuel à un autre ordre social supérieur. C'est dans la conscience d'être les pionniers d'une civilisation supérieure, que ses partisans trouvent des enthousiasmes et des encouragements toujours nouveaux, et c'est en elle aussi que réside, en somme, la justification morale de l'expropriation sociale méditée.

Mais la dictature de classe fait partie d'une civilisation antérieure et, sans parler encore de l'efficacité et de la possibilité de mise en pratique de la chose, ce n'est qu'une réaction — résultant d'atavisme politique — de faire naître l'idée que le passage de la société capitaliste

en société socialiste doive nécessairement s'effectuer dans les formes contemporaines d'une époque qui ne connaissait pas, ou très imparfaitement, les méthodes actuelles de la propagation et de l'obtention des lois et à qui manquaient les organes essentiels pour pouvoir les connaître....

Il me semble recommandable aussi d'agir avec modération dans les déclarations de guerre au « libéralisme ». Certes, le grand mouvement libéral des temps modernes a, en tout premier lieu, profité à la bourgeoisie capitaliste, et les partis, qui s'approprièrent le mot « libéral », furent, ou devinrent, de simples gardes du corps du capitalisme.

Entre ces partis et la Socialdémocratie il n'y a place que pour l'antagonisme. Mais, en ce qui concerne le libéralisme comme mouvement historique universel, le socialisme en est, non seulement au point de vue chronologique mais encore spirituellement, l'héritier légitime, comme du reste cela ressort pratiquement au sujet de chaque question de principe qui touche de près ou de loin à l'action socialiste. Partout où une revendication économique du programme socialiste allait être réalisée d'une façon ou dans des circonstances qui semblaient sérieusement menacer l'évolution libertaire, la socialdémocratie n'a jamais hésité à s'y opposer. Les garanties des libertés politiques lui ont toujours été plus précieuses que la réalisation d'une revendication économique.

Le développement et la garantie de personnalité libre est le but de toutes les mesures socia-

listes, même de celles qui semblent être des mesures coërcitives. En les approfondissant on verra toujours qu'il s'agit là d'une coërcition qui *augmentera* la somme de liberté dans la société et qui *donnera* plus de liberté, dans une sphère plus *large,* qu'elle n'en prendra. La journée de travail maximum légale, par exemple, est, de fait, une loi fixant un minimum de liberté, une défense de vendre sa liberté pendant plus d'un certain nombre d'heures par jour, et, en principe, cette défense est donc de même essence que l'interdiction, justifiée par tous les libéraux, de se vendre en esclavage définitif. Ce ne n'est donc pas un hasard que le premier pays où fut introduite la journée de travail maximum fut le pays le plus démocratique de l'Europe, la Suisse. Or, la démocratie n'est que la forme politique du libéralisme. Comme contre-mouvement contre la soumission des peuples à des institutions imposées du dehors, ou bien justifiées seulement encore par la tradition, le libéralisme avait tout d'abord cherché à effectuer sa réalisation sous la forme des principes de la souveraineté du peuple, lesquels principes avaient constitué l'éternelle discussion des philosophes des XVIIe et XVIIIe siècles, jusqu'à ce que Rousseau, dans son « Contrat social », les constituât en bases du droit juridique de toute constitution et que la Révolution française les proclamât — dans cette constitution démocratique de 1793, toute remplie de l'esprit de Rousseau — comme des imprescriptibles droits de l'homme.

La constitution de 1793 était l'expression lo-

gique des idées libérales de l'époque, et une lecture rapide de ses dispositions permet de constater combien peu elle était contraire au socialisme. Aussi Babeuf et les « Egaux » voyaient en elle un excellent point de départ pour la réalisation de leurs idées communistes et ils inscrivirent, conséquemment, le rétablissement de la Constitution de 1793 en tête de leurs revendications. Ce qui plus tard se donna pour du libéralisme politique n'est que des atténuations et des accommodations, correspondant aux besoins de la bourgeoisie capitaliste après la chute de l'ancien régime, tout comme ce qu'on appelle le manchestérisme n'est qu'une atténuation et une reproduction partielle des principes du libéralisme économique classique. De fait il n'y a pas une idée libérale qui ne fasse pas aussi partie de l'idéologie socialiste.

Même le principe de la responsabilité économique individuelle qui, apparemment, est tout ce qu'il y a de plus manchestérien, ne saurait être, à mon avis, ignoré théoriquement par le socialisme, ni mis hors d'action dans n'importe quelles circonstances. Sans responsabilité, pas de liberté ; en théorie nous pouvons penser ce que nous voulons sur le libre arbitre, mais dans la pratique nous devons partir de lui comme base des lois morales, car c'est à cette condition seulement qu'une morale sociale devient possible. De même une vie sociale saine devient impossible dans nos Etats modernes, peuplés par des millions d'êtres, sans l'hypothèse de la responsabilité économique individuelle de toutes les personnes capables de

travailler. La reconnaissance de la responsabilité économique individuelle est l'équivalent, de la part de l'individu et au profit de la communauté, des services que lui a rendus ou offerts la société.

Qu'il me soit permis de citer ici quelques passages de mon article sur « La signification politico-sociale de l'espace et du nombre » :

« Ce n'est que relativement au *degré* que, dans un avenir plus ou moins proche, la *responsabilité économique individuelle* des personnes aptes au travail sera modifiée. La *statistique* du travail peut être développée énormément, *l'organisation* du travail perfectionnée, la *variation* du travail facilitée et un *droit* au travail proclamé, ce qui garantira à l'individu une beaucoup plus grande sécurité d'existence, ainsi qu'une plus grande facilité dans le choix d'une profession qu'actuellement. Les organes les plus perfectionnés du self-help économique — les grands syndicats professionnels — indiquent déjà la direction que l'évolution prendra probablement... Si, aujourd'hui déjà, les grands syndicats garantissent à leurs membres, dans une certaine mesure, le droit au travail et rendent assez difficile, à un entrepreneur, de renvoyer un syndicataire sans de très valables raisons admises par le syndicat ; et si, pour l'embauchage, ils combinent des séries d'offres et de demandes d'emploi, il y a là, il me semble, autant d'indications pour le développement ultérieur d'un droit au travail démocratique. D'autres indications du même genre sont données par les conseils de prud'hommes, les of-

fices du travail et autres institutions analogues, où l'autonomie démocratique, bien que souvent d'une manière imparfaite encore, a pris position.

D'autre part, l'extension des services publics, et, en particulier, de l'enseignement et des institutions de mutualité (caisses de secours, etc.) aidera beaucoup à adoucir les formes de la responsabilité économique individuelle.

Mais quant à un droit au travail dans ce sens, que l'Etat garantisse à chacun son occupation professionnelle respective, ce droit ne me semble pas provisoirement devoir se réaliser, ni même cette réalisation ne me paraît désirable. Ce que voudraient ses propagateurs ne pourra être réalisé que par les voies indiquées et par une combinaison de divers organes, et c'est aussi de cette façon seulement que le devoir du travail général pourra être réalisé sans l'intervention d'une bureaucratie stérile. Dans des organismes aussi vastes et aussi compliqués que nos Etats civilisés modernes et leurs centres industriels, un droit au travail absolu ne se manifesterait que d'une façon désorganisatrice et ne serait qu'une source de l'arbitraire le plus odieux et de disputes infinies.

Le libéralisme avait pour mission historique de briser les liens dont l'économie et les institutions juridiques du moyen-âge ont ligoté le progrès social. Qu'il se soit révélé, en premier lieu, sous l'aspect d'un libéralisme bourgeois, cela ne l'empêche pas, de fait, d'exprimer un principe social général beaucoup plus large, dont l'aboutissement sera le socialisme.

Le socialisme ne veut pas créer une contrainte nouvelle, quelle qu'elle soit. L'individu doit être libre — non pas dans le sens métaphysique comme le rêvent les anarchistes, c'est à-dire libre de tout devoir envers la communauté, mais libre de toute contrainte économique dans ses mouvements et dans le choix de sa profession. Et une liberté semblable n'est possible pour tous qu'au moyen de l'organisation.

Dans ce sens, on pourrait aussi bien appeler le socialisme : « libéralisme organisateur » ; car si on analyse un peu plus profondément les organisations voulues par le socialisme, on découvrira que ce qui les sépare avant tout des institutions féodales apparemment analogues, est précisément leur libéralisme, leur constitution démocratique, leur accessibilité. C'est pourquoi le syndicat professionnel tendant à l'exclusivisme des corporations, tout en étant un moyen de défense — explicable aux yeux des socialistes — contre la tendance capitaliste à encombrer le marché, est en même temps, et précisément à cause de son penchant pour l'exclusivisme, une organisation non-socialiste. Il en serait de même du syndicat professionnel comme propriétaire d'une branche de production tout entière, étant donné que forcément il tendrait aussi à l'exclusivisme, tout comme les associations « pures » de production.

Je veux citer ici un passage de l'écrit de Lassalle, qui m'est toujours apparu comme un excellent indicateur pour les problèmes en question : « Ce contre quoi sont dirigés les courants plus profonds de notre époque, et sur quoi ils

s'exténuent encore, ce n'est pas le moment de *l'individuel* — qui plutôt se rangerait de leur côté avec autant de logique que celui du *général* — mais ce restant du moyen âge qui toujours encore s'accroche dans notre chair : *la particularité.* » (1) Appliqué au sujet qui nous occupe, cela signifie que l'organisation doit être un élément d'union et non pas un élément d'éloignement entre l'individu et la communauté. Lorsque Lassalle reproche au libéralisme de ne pas revendiquer les droits qu'il proclamait au profit de l'individu comme tel, mais au profit d'une catégorie spéciale d'individus, il a en vue — comme cela ressort d'ailleurs nettement d'une phrase immédiatement précédente — le parti libéral de l'époque « notre soi-disant libéralisme » et non pas le libéralisme théorique.

Ce n'est pas un problème très simple que celui dont je viens d'indiquer quelques points. Il est au contraire plein d'écueils. La seule égalité politique a jusqu'ici été partout insuffisante pour garantir le développement normal de ces communautés, dont le centre de gravité était dans les grandes villes. Elle n'est pas, comme le prouve l'exemple de la France et des Etats-Unis, un remède infaillible contre le parasitisme social et la corruption. S'il n'y avait pas, dans une grande partie du peuple français, un fond extrordinaire de solidité et si ce pays n'était pas si favorisé au point de vue géographique, il y a longtemps que la France serait ruinée de la maladie du bureaucratisme. Il est certain

(1) *System der erworbenen Rechte*, 2 éd. 1 vol. p. 221.

que cette plaie est une des raisons pour lesquelles, malgré la grande activité intellectuelle des Français, le développement industriel de la France reste toujours plus en arrière sur celui des pays voisins. Si la démocratie ne veut pas surpasser encore l'absolutisme centraliste dans la progression du fléau de la bureaucratie, il faut qu'elle soit basée sur une autonomie largement étendue, avec une responsabilité économique individuelle correspondante de toutes les unités administratives, comme de tous les citoyens majeurs. Rien ne nuit davantage à son développement normal qu'une uniformité obligatoire et un protectionnisme trop généreusement accordé. Ils rendent plus difficile ou bien empêchent toute distinction rationnelle entre des institutions viables et d'autres qui sont parasitaires. Si l'Etat, d'un côté, écarte tous les obstacles légaux qui s'opposent à l'organisation des producteurs, et accorde aux fédérations professionnelles, sous certaines conditions qui empêcheront leur dégénération en corporations monopolistiques, certains plein-pouvoir par rapport au contrôle de l'industrie, de façon à ce que toutes les garanties possibles soient données contre la diminution systématique des salaires et le surtravail, et si, d'autre part, par le moyen des institutions indiquées plus haut, il devient impossible qu'un individu soit forcé par la misère de vendre son travail dans des conditions dégradantes, alors il peut être assez indifférent à la société qu'il y ait ou non, à côté des industries publiques et coopératives, d'autres entreprises dirigées encore par des particuliers pour

leur bénéfice propre. Ces entreprises finiront elles-mêmes par prendre un caractère coopératif.

Créer les institutions en question ou, là où elles existent déjà, les développer davantage, voilà les conditions préliminaires de ce que nous appelons : la socialisation de la production. Sans elles ce qu'on appelle appropriation sociale des moyens de production n'aurait probablement pour résultat qu'une vaste destruction de forces de production, des expérimentations insensées et des violences irraisonnées, et le gouvernement politique de la classe ouvrière ne pourrait, de fait, être réalisé que sous la forme d'un pouvoir central dictatorial et révolutionnaire, soutenu par la dictature terroriste des clubs révolutionnaires. C'est ainsi que se l'imaginaient les blanquistes et c'est ainsi encore qu'il était représenté dans le « Manifeste communiste » et dans les autres écrits contemporains des auteurs de ce Manifeste. Mais « en présence des expériences pratiques de la révolution de février et plus encore de la Commune de Paris, où, pour la première fois, le prolétariat eut, pendant deux mois, le pouvoir politique entre ses mains, « le programme révolutionnaire esquissé dans le manifeste est par endroits démodé : notamment la Commune a fourni la preuve que la classe ouvrière ne peut pas tout simplement s'emparer de la machine de l'Etat pour la diriger à son propre profit. »

Voilà comment s'expriment Marx et Engels dans l'avant-propos de la nouvelle édition du Manifeste. Et ils renvoient à l'écrit : « La guerre

civile en France » où cette idée est plus amplement développée. Mais si nous lisons le passage en question — au troisième chapitre — nous trouvons là l'exposé d'un programme qui, dans ses tendances politiques, ressemble d'une manière frappante au fédéralisme de — Proudhon.

« L'unité de la nation ne serait pas rompue mais, au contraire, organisée par la destruction de cet Etat qui s'est présenté comme l'incarnation de cette unité, mais qui voulait être indépendant *de* et supérieur *à* la nation, sur le corps de qui il n'était pourtant qu'une excroissance parasitaire. Pendant qu'il s'agissait de faire l'ablation des organes purement oppressifs de l'ancien pouvoir gouvernemental, ses fonctions justifiées devraient être arrachées à un pouvoir qui prétendait se placer au-dessus de la société et confiées aux serviteurs responsables de la société. Au lieu de décider, une fois tous les trois ou six ans, quel membre de la classe dominante, allait représenter et fouler aux pieds (*ver*-und *zer*treten) le peuple au parlement, le suffrage universel devrait servir le peuple constitué en *communes*, tout comme le droit de suffrage individuel sert tout autre employeur à choisir des ouvriers, des surveillants et des comptables pour son entreprise.

« Le contraste entre la commune et le pouvoir de l'Etat a été considéré comme une forme exagérée de la lutte antique contre la centralisation immodérée... La constitution communale aurait, au contraire, rendu au corps social toutes ces forces que jusqu'ici cette excrétion parasitaire qu'est l'Etat, qui se nourrit de la

société et gêne la liberté de ses mouvements, a absorbées. Par cet acte seul déjà elle aurait donné l'impulsion à la renaissance de la France. »

Ainsi s'exprime Marx dans « La guerre civile en France. »

Ecoutons à présent Proudhon. Comme je n'ai pas sous la main son livre sur le fédéralisme, je veux citer ici quelques passages de son livre « De la Capacité Politique des Classes Ouvrières », où, en passant, il recommande la constitution des ouvriers en parti politique propre.

« Dans une Démocratie organisée suivant les vraies notions de la souveraineté populaire, c'est-à-dire selon les principes du droit contractuel, toute action oppressive ou corruptrice de la part du Pouvoir central sur la Nation, est rendue impossible : l'hypothèse même en est absurde. Et comment cela ?

« C'est que, dans une Démocratie vraiment libre, le Pouvoir central ne se distingue pas de l'assemblée des députés, organes naturels des intérêts locaux appelés en conciliation.

« C'est que chaque député est, avant tout, l'homme de la localité qui l'a choisi pour son représentant, son émanation, l'un de ses citoyens, son mandataire spécial chargé de défendre ses intérêts particuliers, sauf à les accorder au mieux avec les intérêts généraux devant le grand jury (de la nation. — B.) ;

« Que les députés réunis, en choisissant dans leur sein une commission exécutive centrale, ne la font pas distincte d'eux-mêmes, supérieure à eux, pouvant soutenir avec eux un conflit,

comme ferait un élu royal ou présidentiel du peuple.

« Point de milieu : la commune sera souveraine ou succursale, tout ou rien. Faites-lui la part aussi belle que vous voudrez : dès l'instant qu'elle ne relève pas de son droit propre ; qu'elle doit reconnaître une loi plus haute, que le grand groupe dont elle fait partie est déclaré son supérieur, non l'expression de ses rapports fédéraux, il est inévitable qu'un jour ou l'autre elle se trouve en contradiction avec lui, et que le conflit éclate. » Mais alors la logique et la force seraient du côté du pouvoir central. « L'idée d'une limitation de l'Etat par les groupes, là où règne le principe de la subordination et de la centralisation des groupes eux-mêmes, est donc une inconséquence, pour ne pas dire une contradiction. » Elle serait le principe municipal du libéralisme bourgeois. Mais « une France confédérée », par contre « un régime que l'on peut regarder comme l'idéal de l'indépendance et dont le premier acte serait de rendre aux communes la plénitude de leur autonomie et aux provinces leur souveraineté » — voilà la liberté municipale que la classe ouvrière aurait à inscrire sur son drapeau. Et s'il est dit dans « La guerre civile en France » que « le pouvoir politique du producteur est incompatible avec la perpétuation de sa servitude sociale », — nous lisons dans « De la Capacité Politique des Classes Ouvrières » que « l'égalité politique une fois déclarée, mise en pratique par l'exercice du suffrage universel, la tendance de la nation est à l'égalité économique. » « N'est-ce pas jus-

tement ce qu'entendaient les candidats ouvriers? Mais c'est aussi ce que leurs concurrents de la bourgeoisie ne veulent pas. » (1) Bref, en dépit de toutes les autres dissemblances entre Marx et le « petit-bourgeois » Proudhon, leur façon de voir est, sous ce rapport, presque identique.

Il n'est pas douteux non plus — et nous en avons eu, depuis, des preuves pratiques — que le développement général de la société moderne tende à une extension des compétences des municipalités et à un élargissement des libertés communales. La commune devient un levier de plus en plus puissant de l'émancipation sociale. Reste à savoir si la dissolution de l'Etat moderne et l'entière transformation de son organisation, comme se l'imaginaient Marx et Proudhon (la constitution de l'assemblée nationale par des délégués des assemblées provinciales ou régionales, qui, elles, seraient composées des délégués des communes) seront la première œuvre de la démocratie, de façon à ce que les représentations nationales, dans leur forme actuelle, disparaîtraient d'emblée. Pour ma part, j'en doute. Le développement social moderne a engendré trop d'institutions dont la dimension les soustrait au contrôle des municipalités et même des régions et des provinces, pour que l'on puisse se passer du contrôle des administrations centrales avant la transformation de leur organisation. La souveraineté absolue des communes, etc., n'est pas pour moi

(1) *Capacité Politique*, pp. 224, 231, 235, 214.

un idéal non plus. La commune est une partie intégrante de la nation qui a, envers celle-ci, des devoirs à remplir, aussi bien qu'elle a des droits sur elle. Pas plus qu'à l'individu, la société ne peut accorder à la commune un droit inconditionnel et exclusif au sol. Des domaines considérables, des forêts, des fleuves, etc., n'appartiennent pas, après tout, aux communes ni aux régions, qui ne sont que des usufruitières, mais à la nation. Une représentation dans laquelle l'intérêt national, et non pas l'intérêt provincial ou local, occuperait le premier plan, nous semble donc indispensable, notamment pendant une période de transition. A côté d'elle, ces autres assemblées et représentations atteindront une importance toujours grandissante, de sorte que, avec ou sans révolution, les fonctions des représentations centrales deviendront de plus en plus limitées, et, avec elles, le danger que comporteraient ces représentations ou ces autorités pour la démocratie. Dans les pays avancés, ce danger est, actuellement déjà, minime.

Mais il s'agit moins ici de faire la critique des points isolés de ce programme, que de faire ressortir combien énergiquement, dans ce même programme, l'autonomie est indiquée comme la condition primordiale de l'émancipation sociale, comme l'organisation démocratique — partie d'en bas — y est signalée comme destinée à être la voie de réalisation du socialisme, et comment ces antagonistes qu'étaient Proudhon et Marx se retrouvent à côté l'un de l'autre dans le libéralisme.

Comment les commuues et les autres corps sociaux autonomes s'acquitteront des devoirs qui leur incombent dans une démocratie complète, voilà ce que l'avenir nous apprendra. Une chose est certaine : ils expérimenteront d'autant plus, et d'autant plus impétueusement, — et par là, commettront d'autant plus d'erreurs — qu'ils seront plus inopinément mis en possession de leur liberté, et ils agiront avec d'autant plus de prudence et de perspicacité — et, par conséquent, avec plus de profit pour le bien général — que la démocratie ouvrière se sera exercée davantage à l'école de l'autonomie.

Si simple qu'apparaisse la démocratie à première vue, ses problèmes n'en sont pas moins difficiles à résoudre dans une société aussi compliquée que la nôtre. Qu'on lise le livre de Webb sur la théorie des syndicats professionnels, et on verra combien d'expériences les syndicats anglais ont faites, et font encore, rien que dans le but de trouver une forme efficace pour leur administration et leur direction, et combien l'avenir dépend, pour les syndicats, de ce problème constitutionnel. Les syndicats ouvriers anglais ont eu la faculté, depuis plus de soixante-dix ans, de se développer, sous ce rapport, dans une entière liberté. Ils ont débuté par la forme la plus élémentaire de l'autonomie, et l'expérience leur a montré que cette forme ne s'applique aussi qu'aux organismes les plus élémentaires, aux tout petits syndicats locaux. Ils se sont vu obligés, à mesure qu'ils grandissaient, de renoncer, petit à petit, à certaines

idées favorites du démocratisme doctrinaire (le mandat impératif, le fonctionnaire non rétribué, la représentation centrale sans pouvoir) comme paralysant leur développement normal, et ils ont appris à former une démocratie instruite, avec des assemblées représentatives, des fonctionnaires payés et une direction centrale munie de pleins-pouvoirs.

Cette phase de l'histoire évolutionnaire de la « démocratie industrielle » est extrêmement instructive. Bien que *tout* ce qui s'applique aux syndicats ne soit pas applicable aux unités des corps administratifs nationaux, il n'en est pas moins vrai qu'une grande partie s'en adapte parfaitement à eux. Le chapitre en question du livre de Webb est un fragment de théorie d'administration démocratique, qui à plus d'un endroit s'accorde avec les conclusions de Kautsky dans son étude sur la législation directe par le peuple. L'histoire du développement des syndicats professionnels nous montre comment l'administration exécutive centrale — leur gouvernement — peut résulter simplement de la division du travail rendue nécessaire par l'extension de l'organisme et par le nombre des ouvriers. Il est possible qu'avec l'évolution socialiste de la société cette centralisation devienne aussi, plus tard, superflue. Mais provisoirement elle est indispensable, même dans la démocratie. Ce sera chose impossible, pour les communes des grandes villes ou des centres industriels, d'assumer elles-mêmes la direction de toutes les entreprises productives et commerciales locales. J'ai expliqué cela dans la pre-

mière partie du présent chapitre. Et il est tout à fait improbable, pour des raisons pratiques — pour ne pas parler maintenant des considérations d'équité — qu'elles « exproprieront » tout simplement, à la suite d'un soulèvement révolutionnaire quelconque, toutes ces entreprises. Mais même si elles le faisaient (et dans la plupart des cas elles mettraient alors la main sur des coquilles vides), elles seraient obligées d'affermer la masse des entreprises à des associations, soit à des associations individuelles, soit à des syndicats professionnels pour l'exploitation associative propre.

Dans tous ces cas, et quelle que soit leur condition vis-à-vis des entreprises individuelles locales et nationales, la généralité des professions aurait à garder des intérêts propres, ce qui laisserait toujours un champ libre à l'activité surveillante des syndicats. C'est surtout dans des périodes de transition que la multiplicité des organes est de grande valeur.

Mais nous n'en sommes pas là encore et je n'ai pas la prétention de tracer des images d'avenir. Rien de ce qui doit arriver dans un avenir plus éloigné ne me tient à cœur, mais ce qui doit et peut se faire, dans le présent, pour ce présent même et pour l'avenir le plus proche. Et c'est ainsi que j'arrive à cette très banale conclusion que la conquête de la démocratie et la formation d'organes politiques et économiques de cette démocratie sont les conditions primordiales et indispensables à la réalisation du socialisme. Si on répond à cela que les chances pour en arriver là sans catastrophe

politique, sont, en Allemagne, extrêmement minimes, voire même quasi-inexistantes, et que la bourgeoisie allemande devient de plus en plus réactionnaire, cela est peut-être exact pour le moment, bien que beaucoup d'indications contredisent ces affirmations. Mais il n'en saurait être ainsi indéfiniment. Ce qu'on appelle la bourgeoisie est une classe fort compliquée, composée de couches très différentes et qui représentent des intérêts très hétérogènes, c'est-à-dire diverses. Ces couches ne tiennent ensemble à la longue, qu'autant qu'elles se voient également opprimées ou également menacées. Dans le cas qui nous occupe il ne peut s'agir, naturellement, que de la dernière de ces deux éventualités, c'est-à-dire que la bourgeoisie constitue une masse réactionnaire unique dont tous les éléments se sentent également menacés par la socialdémocratie, les uns dans leurs intérêts matériels, les autres dans leurs intérêts idéologiques, dans leur religion, leur patriotisme, leur désir d'éviter à leur pays les horreurs d'une révolution violente.

Or, cela n'est pas nécessaire. Car la socialdémocratie ne les menace pas tous également, — elle ne menace personne en tant qu'individu — et elle n'est nullement enthousiasmée par l'idée d'une révolution violente dirigée contre la totalité du monde non-prolétarien. Plus clairement cela sera dit et expliqué, plus rapidement aussi s'évanouira cette crainte d'une classe tout entière, dont beaucoup d'éléments se sentent opprimés d'un autre côté, contre lequel ils aimeraient mieux faire face

que contre les ouvriers, victimes, eux aussi de la même oppression. Ces éléments préféreraient aussi être les alliés des ouvriers que ceux des oppresseurs. Ils sont peut-être peu sûrs. C'est possible. Mais on se fait de mauvais alliés en disant aux gens : nous voulons vous aider à vous débarrasser de vos ennemis, mais aussitôt après nous vous dévorerons. Et comme il ne s'agit en aucune façon d'une expropriation générale, simultanée et violente, mais d'un remplacement graduel au moyen de l'organisation et par la loi, cela ne ferait certainement pas de mal à l'évolution démocratique d'en finir, une fois pour toutes, avec la légende dévoratrice si réellement démodée.

La féodalité avec ses institutions rigides a dû être détruite, presque partout, au moyen de la violence. Les institutions libérales de la société moderne se distinguent précisément de la féodalité, en ce qu'elles sont souples, transformables et développables. Elles n'ont pas besoin d'être détruites. Il n'y a qu'à les développer davantage. Il faut pour cela de l'organisation et une action énergique, mais pas nécessairement la dictature révolutionnaire. « Comme la lutte de classes a pour but de supprimer radicalement les distinctions de classes, on doit, en bonne logique, admettre une période où il sera fait un commencement avec la réalisation de ce but, de cet idéal. Ce commencement, ces périodes consécutives, se trouvent déjà affirmés dans notre évolution démocratique ; ils nous viennent en aide pour remplacer graduellement la lutte de classes par l'extension de la démo-

cratie sociale pour l'absorber en elle. » (Le « Vorwärts » de Bâle, octobre 1897). « La bourgeoisie, quelle que soit sa nuance — a dit récemment le socialiste espagnol Pablo Iglesias — doit se persuader que nous ne voulons pas nous emparer du pouvoir brutalement et par les mêmes moyens dont elle s'est jadis servie, c'est-à-dire par la violence et l'effusion de sang, mais par des moyens légaux qui correspondent à la civilisation ». C'est dans le même sens que s'est exprimé, sans réserve aucune, ausujet des appréciations de Vollmar sur la Commune, l'organe principal du parti ouvrier indépendant anglais, le « Labour Leader ». Personne pourtant n'accusera ce journal de tiédeur dans sa lutte contre le capitalisme et les partis capitalistes. Et un autre organe de la démocratie socialiste anglaise, le « Clarion », fit suivre la publication d'un extrait de mon article sur la « théorie du cataclysme » — avec lequel il se déclara d'accord — de ce commentaire :

« La constitution d'une vraie démocratie, voilà, j'en suis persuadé, la tâche la plus pressante et la plus réelle que nous avons devant nous. C'est la leçon que nous a apprise notre campagne socialiste de dix ans. C'est l'indication qui résulte, pour moi, de toutes mes connaissances et de toute mon expérience socialiste. Pour que le socialisme devienne possible, il nous faut d'abord créer une nation de démocrates. »

d) *Les devoirs les plus proches de la socialdémocratie.*

« Qu'elle ose donc *paraître* ce qu'elle *est.* »

Schiller, Marie Stuart.

Les devoirs d'un parti sont déterminés par une multiplicité de facteurs : par l'état du développement économique, politique, intellectuel et moral général dans le domaine de son action; par le caractère des partis qui agissent à côté de lui ou contre lui ; par la nature des moyens d'action qu'il a à sa disposition et par une série de facteurs subjectifs idéologiques. Et, avant tout, par son but général et par ses conceptions sur les meilleurs moyens pour atteindre ce but. On connaît les grandes différences qui existent, relativement aux facteurs premièrement énumérés, entre les divers pays. Même dans les pays d'un développement industriel à peu près égal, nous trouvons des différences politiques considérables et de grandes disparités, en ce qui concerne la tournure d'esprit des masses populaires. Des particularités de la situation géographique, des habitudes populaires enracinées, des institutions démodées et des traditions de toute espèce engendrent une diversité d'idéologies, qui ne se soumet que lentement à l'influence de l'évolution économique. Là même où des partis socialistes ont pris, au début, les mêmes hypothèses pour point de départ de leur activité, ils se sont vus obligés, dans le cours des temps, d'adapter leur manière d'agir aux con-

ditions spéciales de leurs pays respectifs. C'est pourquoi on peut bien, à un moment donné, élaborer des principes généraux pour la politique de la socialdémocratie, avec la prétention de les appliquer dans tous les pays, mais ce qu'il est impossible d'élaborer, c'est un programme d'action, valable sur tous les points pour tous les pays.

Dans la première partie du présent chapitre nous avons démontré que la démocratie est, à un beaucoup plus haut degré qu'on ne le croit assez couramment encore, une condition primordiale de la réalisation du socialisme, c'est-à-dire qu'elle ne l'est pas seulement en tant que moyen, mais encore comme substance. Sans un certain contingent d'institutions ou de traditions démocratiques, la doctrine socialiste contemporaine ne serait pas même possible. Il pourrait y avoir mouvement ouvrier, mais point de démocratie sociale. Le mouvement socialiste moderne, quelle que soit son explication théorique, est, de fait, le produit de l'influence des conceptions juridiques, engendrées par la Révolution française et par elle généralisées, sur le mouvement des salaires et du temps de travail des ouvriers industriels. Le mouvement nommé se serait aussi bien produit sans les dites conceptions juridiques tout comme sans et avant elles il a existé un communisme populaire approchant du christianisme primitif. Mais ce communisme populaire était très vague et quelque peu mystique, et le mouvement ouvrier manquerait de cohésion intérieure s'il n'avait pas pour base ces institutions et ces conceptions juridiques —

qui, il est vrai, sont pour une grande partie les compléments nécessaires de l'évolution capitaliste. C'est ainsi que la chose se présente de nos jours dans les pays orientaux. Une classe ouvrière, dépourvue de droits politiques mal éduquée et élevée dans la superstition, peut bien de temps à autre se révolter et se livrer à de petites conspirations, mais elle n'engendrera jamais un mouvement socialiste. Il faut une certaine largeur d'esprit pour faire d'un ouvrier, qui occasionnellement se révolte, un socialiste. C'est aussi pourquoi le droit politique et l'instruction populaire figurent partout en tête du programme d'action socialiste.

Ceci dit en général. Car je n'ai pas l'intention, dans la présente étude, d'entreprendre, un par un, l'appréciation de tous les points du programme d'action socialiste. En ce qui concerne spécialement les revendications les plus immédiates, formulées par le programme d'Erfurt pour la socialdémocratie allemande, je ne me sens nullement disposé à proposer des modifications. Comme sans doute tout socialdémocrate, je ne considère pas également importants et efficaces tous les points de ce programme. C'est ainsi par exemple qu'à mon avis la gratuité de l'administration de la justice et de l'assistance judiciaire n'est désirable, dans les conditions actuelles, qu'avec des restrictions. Il est nécessaire évidemment de prendre des dispositions qui permettront au pauvre aussi de chercher son droit, mais j'estime qu'il n'est pas du tout urgent de faire payer par l'Etat les frais de tous les procès de propriété etde d'étatiser

entièrement la défense. Cependant, comme les législateurs contemporains, bien que pour d'autres raisons, ne veulent pas entendre parler d'une semblable mesure, et que, d'autre part, une législation socialiste ne saurait être réalisée sans une réforme radicale de la justice ou, pour le moins, sans des réformes correspondantes à des institutions juridiques nouvelles comme nous les présentent déjà les conseils de prud'hommes, cette revendication peut fort bien être maintenue à titre d'indice.

Quant à mon doute sur l'efficacité de cette revendication dans sa forme actuelle, je l'ai déjà très nettement manifesté, en 1891, dans une étude sur les projets de programme alors en discussion. J'y dis que le paragraphe en question donnait « trop et pas assez » (Neue Zeit, 9[e] année). Cet article fait partie d'une série d'articles, écrits, à cette époque, en collaboration avec K. Kautsky, sur la question du programme, et dont les trois premières parties sont presque exclusivement le travail mental de Kautsky tandis que le quatrième article est de moi. Je veux encore citer deux passages de cet article, qui caractérisent ma tendance d'alors au point de vue de la pratique de la socialdémocratie, et qui démontreront combien peu ma façon de voir a changé depuis :

« Exiger simplement l'entretien, aux frais de l'Etat, de tous les sans-travail, cela ne veut pas seulement dire le renvoi à l'auge de l'Etat de tous ceux qui ne peuvent pas trouver du travail, mais encore de tous ceux qui ne veulent pas trouver du travail... On n'a

vraiment pas besoin d'être anarchiste pour trouver exagérés ces éternels appels à l'Etat... Nous voulons nous en tenir au principe que le prolétaire moderne est bien pauvre, mais pas un mendiant ». Dans cette distinction, « il y a tout un monde, toute l'essence de notre lutte, l'espoir de notre victoire. »

« La formule : « transformation des armées permanentes en milices populaires », au lieu de « milices populaires à la place des armées permanentes » — voilà la variation que nous proposons parce qu'elle indique le but tout en laissant pleine liberté au parti de réclamer déjà aujourd'hui où la suppression des armées permanentes est chose absolument irréalisable, une série de mesures qui, du moins, réduisent le plus possible l'antagonisme entre l'armée et le peuple, comme par exemple la suppression de la justice militaire spéciale, la réduction de là durée du service, etc. » (l. c.).

Puisque la question « armée permanente ou milices » est devenue, depuis peu, l'objet de discussions très vives, il me semble que c'est ici l'endroit de placer quelques réflexions à ce sujet.

Il me semble tout d'abord que la question, dans la formule précitée, est mal posée. Il faudrait dire « armée gouvernementale ou armée populaire ». De cette manière, le côté politique de la question serait caractérisé sans équivoque : l'armée sera-t-elle un instrument dans la main des gouvernants, ou bien constituera-t-elle la sauvegarde armée de la nation; recevra-t-elle des ordres de la couronne ou de

la représentation nationale, prêtera-t-elle serment entre les mains du chef de la nation ou entre celles de la représentation nationale? Pour un socialdémocrate la réponse ne saurait être douteuse. La représentation nationale il est vrai, n'est pas socialiste, ni la Constitution démocratique, et une armée subordonnée à la représentation nationale pourrait donc être employée, à l'occasion, à opprimer des minorités, voire même des majorités effectives qui ne sont la minorité qu'au parlement. Mais contre ces éventualités-là il n'y aura pas de remède, tant qu'une partie de la nation sous les armes aura à obéir à la Représentation du moment. Même le soi-disant « armement général du peuple » ne serait à mon avis, étant donné la technique actuelle, qu'une sauvegarde illusoire contre la force armée organisée, et ne ferait que causer — si la constitution elle-même de cette armée populaire ne suffit pas pour garantir le peuple contre toute oppression — de part et d'autre, et inutilement, des victimes. Là où l'armement général du peuple serait nécessaire encore aujourd'hui, il ne sera pas accordé, et là où il est possible, il serait superflu. Autant je désire l'éducation d'une génération forte et sans peur, autant l'armement général du peuple est peu pour moi un idéal socialiste. Nous nous habituons heureusement de plus en plus à résoudre des problèmes politiques par d'autres moyens que par des coups de fusil.

Voilà pour le côté politique de la question. Quant aux côtés techniques (le dressage, la durée du service, etc), j'avoue franchement n'être

pas assez homme du métier pour me permettre de formuler un jugement concluant. Les exemples des temps passés qui plaideraient plutôt pour des armées quasi-improvisées (les guerres de révolution et de liberté) ne peuvent pas être tout bonnement appliqués aux conditions totalement changées de l'art guerrier contemporain, et les expériences faites récemment avec des corps de volontaires (les guerres greco-turque et hispano-américaine) ne me semblent pas non plus fort concluantes par rapport aux conditions spéciales de l'Allemagne. Car bien que pour ma part je sois aussi d'avis que l'on exagère quelque peu, dans nos milieux, « le danger russe » ou qu'on le cherche là où il n'est pas, je reconnais cependant qu'un pays, dont l'écrasante majorité de la population se compose de paysans politiquement mineurs et, en outre, fort ignorants, peut toujours devenir un danger pour ses voisins. Dans un cas semblable il s'agit donc d'être prêt à porter la guerre au plus vite en pays ennemi pour la faire là, puisque, pour les pays modernes, la guerre sur le territoire propre signifie déjà à moitié la défaite. La question serait donc de savoir si une armée de milices dispose d'assez d'entrain, de sécurité et de cohésion pour garantir ce résultat, ou s'il faut, pour acquérir ces qualités, un plus long séjour sous les drapeaux. Ce que je crois pouvoir affirmer, sous ce rapport, c'est que, avec une préparation efficace de la jeunesse à la défense et la mise au rancart de tous les vestiges du fétichisme militariste, une très considérable réduction du temps de service doit

être possible sans nuire le moins du monde aux facultés défensives de la nation. Cela dépend naturellement beaucoup de la bonne volonté des chefs momentanés de l'armée, mais cette bonne volonté peut déjà dès à présent être stimulée par un contrôle sérieux exercé par la représentation nationale sur l'organisation militaire. Tout comme dans la législation sur les fabriques, une réduction forcée du service militaire pourrait rendre possibles pas mal de choses que l'esprit de routine et des intérêts particuliers proclament à présent impossibles. La question primordiale n'est donc plus — pour autant du moins qu'on attache de l'importance au maintien d'une force armée dressée pour l'attaque comme pour la défense — à côté du changement indispensable de la condition politique de l'armée, de savoir s'il faut ou non une milice, mais quelle réduction du service serait possible, immédiatement (et graduellement dans l'avenir) sans que l'Allemagne soit placée, vis-à-vis de ses voisins, dans un état d'infériorité.

Mais est-ce que la socialdémocratie, comme parti ouvrier et parti de la paix, a un intérêt quel qu'il soit au maintien de la défense nationale? Pour nombre de raisons on serait tenté de répondre par la négative ; et notamment en se rappelant cette affirmation du manifeste communiste: « le prolétariat n'a pas de patrie ». Cependant cette phrase, qui s'appliquait parfaitement aux ouvriers de l'époque — commencement de 1848 — exclus de la vie politique, a, de nos jours, perdu beaucoup de sa valeur et en perdra de plus en plus à mesure que, grâce à l'in-

fluence croissante de la socialdémocratie, l'ouvrier deviendra davantage « citoyen ». L'ouvrier qui, dans l'Etat et la commune, est, comme électeur, l'égal de tous les autres citoyens, et par cela codétenteur des biens communs de la nation; l'homme dont la communauté éduque les enfants, sur l'hygiène de qui elle veille, qu'elle assure contre des accidents, cet homme-là aura une patrie sans pour cela cesser d'être citoyen de l'univers, tout comme les nations se rapprochant de plus en plus sans cesser pour cela de mener une existence individuelle. L'entière dissolution des nations comme telles n'est pas un rêve séduisant et, heureusement, cet événement n'est pas proche. Et pas plus qu'il n'est désirable qu'une autre des grandes nations civilisées perde son indépendance, il ne peut être indifférent à la Socialdémocratie que l'Allemagne, qui a pris une part raisonnable dans l'œuvre civilisatrice des nations, soit refoulée en arrière.

On parle beaucoup aujourd'hui de la conquête du pouvoir politique par la socialdémocratie, et, étant donnée la force que celle-ci a acquise en Allemagne, il n'est pas impossible qu'à la suite d'un événement politique quelconque, elle soit appelée, à bref délai, à jouer un rôle décisif dans ce pays. Et c'est alors précisément que, en présence des autres nations moins avancées sous ce rapport, elle sera obligée d'être *nationale*, à l'instar des « indépendants » anglais et des « jacobins » de la Révolution française, si du moins elle tient à garder le pouvoir. En d'autres termes : elle

aura à confirmer sa capacité de parti dirigeant — de classe dirigeante — en se montrant à même de prendre en mains, avec la même décision, les intérêts de classe et l'intérêt national.

J'écris ceci sans être animé du moindre sentiment de chauvinisme, mais simplement en scrutateur objectif des devoirs qui incomberaient à la socialdémocratie dans une pareille situation. L'internationalisme m'est encore aujourd'hui aussi cher qu'à n'importe quel autre moment et je ne crois pas non plus l'avoir lésé dans l'exposé des principes ci-dessus. C'est seulement au cas où la socialdémocratie se bornait à faire de la propagande doctrinaire en limitant l'expérimentation socialiste pratique, qu'elle pourrait s'obstiner dans une attitude de pure critique vis-à-vis des questions politico-nationales. Or, l'action politique comme telle constitue déjà une compromission avec le monde non-socialiste et elle nécessite des mesures qui ne sont pas toujours socialistes. Petit à petit, cependant, le *national* deviendra aussi bien socialiste que le *municipal*. N'avons-nous pas déjà dès aujourd'hui, dans certains Etats démocratiques, des socialistes qui aiment à se dire nationalistes, et qui parlent sans hésitation de la nationalisation du sol, du sous-sol, etc., au lieu de s'en tenir à l'expression : socialisation, qui est beaucoup plus vague, et qui constitue plutôt un pis-aller qu'un perfectionnement de l'expression première.

Dans ce qui précède, j'ai indiqué, en principe, l'attitude que la socialdémocratie aura à

prendre, dans les circonstances actuelles, par rapport aux questions de la *politique extérieure.* Bien que l'ouvrier ne soit pas encore citoyen dans le sens le plus complet du mot, il n'est pas non plus dépourvu de droits au point de pouvoir rester indifférent en ce qui concerne les intérêts nationaux. Et si la socialdémocratie n'a pas encore en mains le pouvoir, elle occupe pourtant déjà, vis-à-vis du pouvoir, une situation qui lui impose certains devoirs. Sa voix compte au chapitre. Etant donnée la composition actuelle de l'armée, le gouvernement y regardera deux fois, avant de commencer la guerre qui a la socialdémocratie pour adversaire décidée. Même sans avoir recours à la fameuse grève générale, la socialdémocratie pourra se prononcer d'une manière sérieuse, sinon décisive, en faveur de la paix et elle le fera conformément à l'ancienne devise de l'Internationale, aussi souvent et aussi énergiquement qu'il le faudra. Elle se prononcera aussi, chaque fois que des conflits avec d'autres nations se présenteront et que l'entente directe sera impossible, pour l'arbitrage. Mais il n'y a rien qui l'oblige à renoncer à la sauvegarde des intérêts allemands, au présent ou à l'avenir, lorsque ou parce que des chauvins anglais, français ou russes se formalisent à cause des dispositions prises dans ce but. Au cas où il ne s'agit pas, de la part de l'Allemagne, d'une simple fantaisie ou bien des intérêts particuliers de certains groupes spéciaux, sans importance pour le bien général — et parfois même nuisibles — mais, au contraire, de sérieux inté-

rêts nationaux, l'internationalisme ne peut pas être une raison d'abdication servile en face des prétentions des intéressés étrangers.

Ce n'est pas là une conception nouvelle, mais la simple condensation du raisonnement qui forme la base de presque toutes les assertions de Marx, d'Engels et de Lassalle au sujet de la politique extérieure. Ce n'est pas non plus une attitude compromettante pour la paix qui y est recommandée. Les nations, de notre temps, ne se font plus la guerre si facilement, et une attitude ferme peut souvent plus faire pour le maintien de la paix que des concessions sans fin.

La doctrine de l'équilibre européen est aujourd'hui considérée, par beaucoup, comme démodée, et dans sa forme ancienne elle l'est évidemment. Mais cela n'empêche pas l'équilibre des puissances, dans une forme autre, de jouer encore un rôle considérable dans les discussions internationales. Occasionnellement, la question est toujours encore de savoir de quelles forces dispose telle combinaison de puissances, partisans ou adversaires de telle mesure, pour en imposer ou en empêcher la réalisation. Je considère comme toute légitime la préoccupation de la politique extérieure Allemagne de s'assurer le droit de dire son mot dans des cas semblables, et comme en dehors du domaine des préoccupations de la socialdémocratie, de s'opposer aux mesures commandées par cette politique.

Pour citer un exemple. L'acquisition du golfe de Kiaoutschou a été, à l'époque, fort

véhémentement critiquée par la presse socialiste allemande. En ce qui concerne la *manière* dont cette acquisition eut lieu, cette critique était non seulement justifiée, mais même nécessaire. La presse socialiste fit également bien de s'opposer, aussi catégoriquement que possible, à toute politique ayant pour but le partage de la Chine, vu que ce partage ne peut, en quoi que ce soit, profiter à l'Allemagne. Mais, puisque quelques journaux sont allés plus loin encore et ont déclaré que le parti devait condamner à tous points de vue et en principe l'acquisition du golfe de Kiaoutschou, je dois dire que je ne partage absolument pas cette façon de voir.

Le peuple allemand n'a pas d'intérêt à ce que la Chine soit partagée et que l'Allemagne s'empare d'un morceau de l'Empire du milieu. Mais le peuple allemand a un très grand intérêt à ce que la Chine ne devienne pas la proie des autres nations et à ce que la politique commerciale de la Chine ne devienne pas le domaine exclusif d'une autre nation ou d'une coalition d'autres nations. Bref, l'Allemagne a le plus grand intérêt à ce que, dans toutes les questions concernant la Chine, elle puisse dire son mot. Son commerce avec la Chine lui en donne le droit. Et en tant que l'acquisition de Kiaoutschou constitue un moyen de lui assurer ce droit et de le consolider — évidence difficile à nier — il me semble qu'il y a là une raison pour la socialdémocratie de ne pas s'y opposer en principe. Si nous laissons de côté la manière dont elle s'effectua et les beaux

discours qui l'accompagnèrent, cette acquisition n'est certes pas le tour le plus bête à l'actif de la politique extérieure allemande.

Il s'agit d'assurer la liberté du commerce avec et dans l'intérieur de la Chine. Car il est hors de doute que la Chine soit de plus en plus attirée dans le cercle d'action de l'économie capitaliste et que, même sans l'occupation de Kiaoutschou, la Russie eût continué sa politique d'étreinte pour s'emparer, à la première occasion, des ports de la Mandschourie. Restait à savoir si l'Allemagne se contenterait du rôle d'observatrice pendant que, un « fait accompli » suivant l'autre, la Chine tombait de plus en plus sous la dépendance de la Russie — ou bien si elle s'assurerait une position qui lui permît de toujours faire valoir son influence dans les affaires de la Chine au lieu de se contenter de protestations tardives et vaines. L'occupation de Kiaoutschou n'est donc autre chose que l'acquisition d'une garantie en vue des intérêts futurs de l'Allemagne en Chine, et, à ce titre, la socialdémocratie elle-même pouvait l'approuver sans faire quoi que ce fût de contraire à ses principes.

Mais, étant donné l'irresponsabilité de la direction de la politique extérieure allemande, il ne peut pas être question de soutenir d'une façon positive cette politique, mais uniquement de la justification rationnelle de l'attitude négative de la Socialdémocratie. Sans garanties que les entreprises de ce genre ne finiront pas un jour par être utilisées — par dessus la tête de la représentation nationale — dans d'autres

buts, comme un moyen par exemple de remporter un petit succès momentané, qui peut-être compromettrait de plus grands intérêts futurs, la socialdémocratie ne peut pas prendre sur elle une part de responsabilité en ce qui concerne la politique extérieure.

On voit que le présent exposé théorique, relativement à l'attitude à prendre par le parti vis-à-vis des questions de la politique extérieure, concorde assez bien avec l'attitude jusqu'ici observée par la socialdémocratie, dans la pratique. Pour ce qui est de déterminer jusqu'à quel point ils s'harmonise, dans ses hypothèses de principe, avec la façon de voir qui prédomine dans le parti, voilà une tâche qui ne m'incombe pas.

En général, la tradition joue dans ce genre d'affaires un rôle beaucoup plus considérable qu'on ne le pense. Il est dans la nature de tous les partis progressistes de n'attacher que peu d'importance aux changements déjà réalisés. Leur effort principal est toujours dirigé sur ce qui n'a pas changé encore, ce qui est une tendance tout à fait justifiée et utile en ce qui concerne certains buts à réaliser. Mais il arrive aussi que, pénétrés de la nécessité de cette tactique, ces partis tombent dans le travers de s'en tenir plus longtemps qu'il ne faut ou qu'il n'est utile à des conclusions surannées, résultats d'hypothèses modifiées depuis. Ils ne voient pas, ou bien n'attachent pas assez d'importance à ces modifications; ils sont toujours à la recherche d'un plus grand nombre de faits à l'appui quand même des conclusions héréditaires

au lieu de rechercher, en s'appuyant sur l'ensemble des réalités décisives, si ces conclusions ne sont pas entre temps devenues des préjugés.

C'est un « *a priorisme* » politique de ce genre qui me paraît souvent jouer un rôle dans la discussion de la *question des colonies*.

En principe, c'est une chose absolument indifférente au socialisme ou au mouvement ouvrier que des colonies nouvelles prospèrent ou ne prospèrent pas. L'idée que l'extension des colonies retardera l'avènement du socialisme est, en somme, basée sur cette notion tout à fait démodée, que la réalisation du socialisme dépend de la diminution graduelle du nombre des gens aisés et de la misère toujours grandissante des masses. Quant à la diminution du nombre des gens aisés, je crois avoir démontré qu'elle est une légende et la « théorie de la misère grandissante » est, de nos jours, universellement abandonnée — sinon avec toutes ses conséquences du moins au point qu'on n'en parle que métaphoriquement. Mais même si elle était exacte, les colonies, dont il s'agit en ce moment, pour l'Allemagne, sont encore loin de pouvoir influer sur les conditions sociales dans la métropole, au point de retarder, ne fût-ce que d'une année, un cataclysme éventuel. Sous ce rapport, la socialdémocratie allemande n'aurait absolument rien à redouter de la politique coloniale de l'empire. Et puisqu'il en est ainsi, puisque le développement des colonies déjà acquises par l'Allemagne — et de celles éventuellement à acquérir encore — prendra tellement de temps que, durant des années encore,

il ne pourra pas être question d'une influence notable sur les conditions sociales de l'Allemagne — je dis que, pour ces raisons mêmes, la socialdémocratie allemande peut envisager cette question des colonies sans parti pris. Il ne peut pas même être question d'une influence sérieuse de la colonisation sur les conditions *politiques* de l'Allemagne. Evidemment, le chauvinisme de marine (Marinechauvinismus) est étroitement lié au chauvinisme colonial et s'en nourrit en partie. Mais il existerait aussi sans lui, puisque l'Allemagne avait une marine longtemps avant qu'elle ne pensât à acquérir des colonies. En somme, c'est encore cette connexité qui constitue l'élément le plus essentiel pour combattre la politique coloniale.

Pour le reste il y a lieu, par rapport à l'acquisition de colonies, à très sérieusement examiner leur valeur et les perspectives qu'elles offrent, et de rigoureusement contrôler l'indemnisation et le traitement des indigènes, ainsi que l'administration tout entière, mais il n'y a pas de raison pour considérer toute acquisition de ce genre comme rejetable d'avance. Sa position politique, déterminée par le système gouvernemental actuel, interdit à la socialdémocratie de prendre une attitude autre que celle d'un censeur ; et la question de savoir si l'Allemagne contemporaine a besoin de colonies comporte, en ce qui concerne les colonies éventuellement à acquérir encore, une réponse négative. Mais l'avenir aussi a des droits sur nous. Si nous tenons compte du fait que l'Alle-

magne importe chaque année de grandes quantités de produits coloniaux, nous sommes bien obligés de nous dire aussi qu'un jour viendra peut-être où il sera désirable de pouvoir faire venir une partie de ces produits de nos propres colonies. Nous avons beau nous faire des illusions sur la rapidité de l'évolution sociale en Allemagne ; mais nous ne devons pas oublier cependant que, dans nombre d'autres pays, il faudra un temps considérable encore avant que le socialisme triomphe. Or, s'il n'est pas condamnable d'utiliser les produits des plantations tropicales, il ne peut pas davantage être condamnable d'administrer soi-même ces plantations. Ce n'est pas le *si* mais le *comment* qui est ici décisif. Il n'est pas indispensable que l'occupation de pays tropicaux par des européens nuise au bonheur des indigènes — et jusqu'ici cela n'a pas non plus été toujours le cas.

La civilisation supérieure a ici, en dernier ressort, des droits supérieurs. Ce n'est pas la conquète mais l'exploitation du sol qui crée le titre juridico-historique à son utilisation.

Ce sont là, à mon avis, les considérations rationnelles sur lesquelles devrait se régler l'attitude de la socialdémocratie vis-à-vis des questions de la politique coloniale. Dans la pratique, d'ailleurs, elles n'auraient pour résultat aucune modification notable dans les votes du parti. mais, je le répète : il ne s'agit pas là de savoir seulement comment on votera dans telle circonstance, mais aussi par quoi ce vote est justifié.

Il y a, dans la socialdémocratie, des gens, pour qui toute intervention en faveur des intérêts nationaux, apparaît comme du chauvinisme ou comme une atteinte portée à l'internationalisme et à la politique de classe du prolétariat. De même qu'à l'époque, Domela Nieuwenhuis taxa de chauvinisme la déclaration de Bébel, qui avait affirmé qu'en cas d'une agression de la part de la Russie, la socialdémocratie marcherait comme un seul homme pour la défense de l'Allemagne, de même M. Belfort Bax découvrit nouvellement, dans une déclaration semblable de H.-M. Hyndman, du jingoïsme déplorable (1). Il faut reconnaître qu'il n'est pas toujours facile de tracer la ligne de démarcation à partir d'où la représentation des intérêts de la nation propre cesse d'être légitime et devient du chauvinisme plus ou moins agressif. Mais l'arcane contre l'exagération de ce côté ne consiste certainement pas en une exagération plus grande encore de l'autre. Il faudrait plutôt le chercher en un échange d'idées ininterrompu entre les démocraties des divers pays civilisés et dans le développement de tous les facteurs et de toutes les institutions favorables à la paix.

(1) Hyndman défend énergiquement l'idée que l'Angleterre, pour assurer son approvisionnement de denrées alimentaires, a besoin d'une marine de guerre capable de tenir tête à toutes les combinaisons possibles d'adversaires éventuels. « Notre existence de nation d'hommes libres dépend de notre domination sur mer. Cela ne peut être dit d'aucune autre nation contemporaine. Comme socialistes, nous avons beau être ennemis des armements, il nous faut pourtant bien reconnaître des faits. » (« Justice » du 31 décembre 1898.)

Mais revenons-en à la question des plus immédiates revendications du programme du parti. Si quelques-unes de ces revendications n'ont pas été, jusqu'ici, mises à l'ordre du jour de l'agitation et de l'action parlementaire du parti — à moins que ce ne fût sous la forme de réformes partielles — il y en a d'autres par rapport auxquelles le but à obtenir a été parfois plus avancé que ne l'exigeait le programme. Ce programme exige, par exemple, que le travail industriel soit interdit pour les enfants au-dessous de quatorze ans. Or, au congrès pour la protection du travail tenu à Zurich en 1897, ce fut l'âge de quinze ans que l'on fixa comme limite minimum, et à beaucoup de socialistes cela ne suffit pas encore. Pour ma part, j'ai la conviction qu'étant donné les circonstances, une nouvelle extension ne saurait être une amélioration. Si le temps de travail n'excède pas les forces physiques des jeunes gens, et que des loisirs suffisants leur restent pour le jeu, la récréation et l'éducation, il ne me semble pas que de commencer le travail productif à l'âge de quatorze ans révolus soit un mal si grand qu'il en nécessite l'interdiction générale. Tout dépend ici de la nature et des conditions du travail, comme d'ailleurs cela est déjà reconnu par la législation actuelle, lorsque, pour certaines industries, elle défend entièrement l'emploi de jeunes ouvriers, et que, pour d'autres, elle en limite rigoureusement le temps de travail. C'est dans le développement ultérieur de ces réglementations, ainsi que dans le perfectionnement de l'instruction

publique, que je vois l'évolution rationnelle de la protection de l'enfance et non pas dans l'abaissement mécanique de la limite d'âge pour le travail industriel.

La connexité de cette question avec la question scolaire est d'ailleurs universellement reconnue. C'est à partir de l'école et par rapport à elle que le problème du travail de l'enfance est à régler pour que le résultat puisse être satisfaisant. Là où le travail industriel nuit à l'hygiène et aux dispositions éducatives intellectuelles et morales de l'école, il doit être interdit. Par contre, toute prohibition générale qui atteindrait des classes ouvrières, ne tombant plus sous la loi de l'enseignement obligatoire, est à rejeter d'emblée. C'est une faute de faire entrer dans la discussion de ce problème des considérations économiques comme la limitation de la production ou de la concurrence ouvrière. Par contre, on fera toujours bien de se persuader que le travail productif ou, pour me servir d'une expression moins équivoque : le travail socialement utile a une grande valeur éducative et ne doit donc pas être considéré — ne fût-ce que pour cette seule raison — comme une chose à combattre pour elle-même.

Une question plus importante que celle de l'accentuation des revendications déjà inscrites au programme est actuellement celle du *compléter* le programme du parti. Ici la pratique a mis à l'ordre du jour une quantité de questions qui en partie étaient considérées, lors de l'élaboration du programme, comme étant trop éloignées encore pour que la socialdémo-

cratie eût à spécialement s'occuper d'elles, et, en partie n'étaient pas appréciées quant à leur portée. Telles la *question agraire*, la question de la *politique communale,* la question de la *coopération* et plusieurs questions de *droit industriel.*

La croissance considérable de la socialdémocratie pendant les huit années qui se sont écoulées depuis la rédaction du programme d'Erfurt, son action sur la politique intérieure de l'Allemagne, ainsi que l'expérience faite dans d'autres pays, ont rendu inéluctable l'approfondissement de toutes ces questions, approfondissement qui a eu pour résultat la rectification de plus d'une idée erronée.

En ce qui concerne la question agraire, ceux-là mêmes qui considéraient la petite agriculture comme vouée à la ruine, ont considérablement modifié leurs prévisions relativement à la durée du processus de cette ruine. Au cours des débats plus récents sur la politique agraire à suivre par la socialdémocratie, il y eut bien encore de considérables divergences d'opinions à ce sujet, mais, en principe, ces divergences se bornaient à ceci : est-ce que, le cas échéant, la socialdémocratie devra soutenir les paysans comme tels, c'est-à-dire comme entrepreneurs agricoles individuels dans leur lutte contre le capitalisme, et, si oui, jusqu'à quel point ?

Il est plus aisé de formuler cette question que d'y répondre. Le fait que la grande masse des paysans, s'ils ne sont pas des salariés, appartiennent néanmoins aux classes laborieuses

— c'est-à-dire qu'ils ne justifient pas leur existence par un simple titre de propriété ou un privilège de naissance — les rapproche incontestablement de la classe salariée. D'autre part, ils représentent, en Allemagne, une si considérable fraction de la population, qu'aux élections leur vote décide, dans beaucoup de circonscriptions, entre les partis capitaliste et socialiste. Si la socialdémocratie ne veut pas se borner à être un parti ouvrier, en ce sens qu'elle ne vise en réalité qu'à compléter politiquement le mouvement syndical, il faut qu'elle cherche à intéresser une grande partie au moins des paysans à la victoire de ses candidats. Ce résultat ne peut être obtenu, auprès de la masse des petits paysans, qu'en réclamant des mesures qui leur permettent des améliorations et des soulagements immédiats. Mais la législation, dans beaucoup de cas, ne peut pas faire de distinction entre le petit paysan et le paysan moyen, et d'autre part, elle ne peut pas venir en aide au paysan en tant que citoyen et ouvrier, sans — indirectement du moins — l'aider aussi en tant qu' « entrepreneur. »

Cela ressort en outre du programme de la politique agraire socialiste que Kautsky a esquissé, à la fin de son étude sur la question agraire, sous la rubrique : « La neutralisation de la classe paysanne. » Kautsky démontre d'une manière absolument convaincante que, même après une victoire de la socialdémocratie, celle-ci n'aurait pas à forcer la disparition immédiate de la petite propriété paysanne. Mais il est, en même temps, un adversaire résolu des

mesures ou revendications tendant à constituer une sorte de « protection du paysan » ayant pour but d'artificiellement conserver le paysan comme entrepreneur. Il propose une série de réformes, qui aboutiraient au dégrèvement des communes rurales et à l'augmentation de leurs sources de revenus. Or, à quelle classe ces mesures profiteraient-elles en premier lieu? Aux paysans, d'après l'exposé de Kautsky lui-même. Ensuite, comme il l'explique à un autre endroit de son livre, il ne peut pas être question, dans les campagnes et même sous le régime du suffrage universel, d'une influence notable du prolétariat sur les affaires communales. On y est trop isolé, trop arriéré, trop dépendant des quelques employeurs qui exercent le haut contrôle sur ce prolétariat. « Quant à une politique communale qui ne serait pas dans l'intérêt de la propriété foncière, il n'y a pas même à penser ; » pas davantage « à la grande industrie associative agricole, dirigée par la commune elle-même. » Mais tant qu'il en sera ainsi, des mesures comme « l'annexion des terrains de chasse des grandes propriétés terriennes aux communes rurales, la prise à la charge de l'Etat des frais de l'instruction publique et de voirie », etc., aideront à l'amélioration de la situation économique des paysans et équivaudront en pratique à des mesures de protection au profit des paysans.

C'est néanmoins sous deux conditions essentielles que l'intervention en faveur de ce genre de protectionnisme me semble ne pas souffrir d'objections : premièrement, qu'on lui

oppose une protection efficace des ouvriers agricoles et, deuxièmement — condition primordiale, d'ailleurs, de sa réalisation — que la démocratie règne dans l'Etat et dans la commune (1).

Kautsky est du même avis. Mais il n'attache pas assez d'importance à l'influence des ouvriers agricoles dans la commune rurale démocratisée. Il n'est plus que dans les communes tout à fait isolées que les ouvriers agricoles sont aussi lourdauds que le dit Kautsky et le nombre de ces communes-là diminue sans cesse. En général, l'ouvrier agricole est, aujourd'hui déjà, assez conscient de ses intérêts et sous le régime du suffrage universel, il le deviendrait de plus en plus. Puis il existe, dans la plupart des communes, toutes sortes de contradictions d'intérêts entre les paysans eux-mêmes et il y a parmi les artisans et les petits commerçants des éléments qui, en beaucoup de choses, ont plus d'intérêts de communs avec les ouvriers agricoles qu'avec l'aristocratie paysanne.

Les ouvriers agricoles ne se trouveraient donc pas souvent en face d'une seule« masse réaction-

(1) Je laisse ici de côté des problèmes techniques d'administration. Ce serait évidemment un contre-sens de vouloir imposer à l'un de ces deux corps — l'Etat — de fournir les moyens, et d'accorder aux autres — les communes — la disposition sans contrôle de ces moyens. Il faudrait ou bien accorder à l'Etat, fournisseur des moyens, un droit étendu de contrôle sur les dépenses communales, ou bien obliger les communes à fournir une partie du moins des sommes pour elles dépensées. Quant à moi, je suis d'avis que dans ces affaires l'Etat devra être l'autorité financière subsidiaire et non pas la primaire.

naire » unie. A la longue, la démocratie, dans la commune agraire comme ailleurs se dirigera plutôt dans le sens du socialisme. Je considère la démocratie, conjointement avec les grandes transformations des moyens de communication, comme des leviers plus puissants de l'émancipation des ouvriers agricoles que ne le sont les modifications techniques de l'industrie agricole.

De fait le programme de Kautsky n'est, en principal, et dans les points précisément qu'il considère comme les plus importants, que la mise en pratique des revendications de la démocratie bourgeoise concernant la question agraire, accentuées seulement par des dispositions protectrices très étendues en faveur des ouvriers agricoles. Je n'ai pas besoin de dire qu'à mes yeux cette constatation ne signifie rien moins qu'un blâme. Et je n'y dis rien non plus que Kautsky n'ait pas lui-même très nettement affirmé. Il croit même devoir dénier à son programme le titre de programme agraire socialdémocrate, étant donné que les revendications qui y sont formulées en faveur des ouvriers agricoles — en ce qui concerne l'autonomie des communes agraires — figurent déjà, pour une partie, parmi les revendications ouvrières et politiques, immédiates de la socialdémocratie, et aussi parce que, à part l'« étatisation » des administrations forestières et fluviales, il n'énumère que de « petites mesures » déjà réalisées en partie et par rapport auxquelles la socialdémocratie ne se distingue des autres partis que par le manque d'hésitation avec

lequel elle représente l'intérêt collectif envers la propriété individuelle. Ce n'est pas, d'ailleurs de la portée de quelques revendications isolées qu'il dépend de décider si un programme peut s'intituler ou non socialdémocrate mais bien du caractère et de la portée de l'*ensemble* de ses revendications. La socialdémocratie ne peut formuler comme revendications immédiates que celles qui s'adaptent aux circonstances actuelles, à condition seulement qu'elles portent en elles le germe du développement ultérieur dans la direction de l'ordre social nouveau. Mais il n'existe pas de revendications de ce genre qui ne soient ou ne seront pas appuyées par un parti non-socialdémocrate quelconque. Une revendication qui aurait, par nécessité, pour adversaires l'unanimité des partis bourgeois serait, par ce fait même, une utopie. Il en existe d'autres, par contre, dont la réalisation aiderait plutôt à consolider l'état de choses actuel qu'elle ne contribuerait à l'ébranler. Telle par exemple l'étatisation des hypothèques, revendication que d'ailleurs Kautsky a abandonnée après mûre réflexion. Elle n'intéresse pas la socialdémocratie.

Kautsky réclame, entre autres choses, des mesures législatives ayant pour objet de faciliter la constitution des sociétés coopératives. Là-dessus, comme sur beaucoup d'autres points de son programme, je suis entièrement de son avis. Il me semble tout à fait désirable que les communes soient autorisées à acquérir des terrains, soit par l'achat direct, soit au moyen de l'expropriation, pour affermer ces terrains

à des ouvriers ou à des associations ouvrières à un prix modique.

Cette dernière revendication nous ramène à *la question coopérative*. Après ce que j'ai dit à ce sujet dans un chapitre précédent je puis être bref ici. Il ne s'agit plus maintenant de savoir s'il y aura, ou non, des sociétés coopératives. Elles existent et elles continueront à exister, que la Socialdémocratie le veuille ou non. Tout au plus pourrait-elle, grâce à son influence sur la classe ouvrière, ralentir l'expansion des sociétés coopératives, mais ce faisant, elle ne rendrait service ni à elle-même, ni aux ouvriers. La dédaigneuse indifférence qui souvent se manifeste dans le parti envers le mouvement coopératif, n'est guère plus recommandable, indifférence qu'on essaye d'expliquer par cette affirmation que des sociétés coopératives socialistes sont choses impossibles dans le milieu de la société capitaliste. Il serait beaucoup mieux, à mon avis, de se prononcer nettement après avoir recherché quelles sont les associations que la socialdémocratie peut recommander et éventuellement patronner dans les limites de ses moyens.

Nous avons vu quel extraordinaire essor les associations coopératives agricoles ont pris dans tous les pays modernes. Mais en Allemagne ces associations sont presque toujours des associations de paysans représentants du mouvement « petit-bourgeois » dans les campagnes. Il est évident que — conjointement avec la baisse de l'intérêt provoquée par l'accumulation grandissante des capitaux — ces asso-

ciations ont beaucoup contribué à soutenir les entreprises paysannes dans leur lutte contre la concurrence de la grande agriculture. Aussi bien ces associations sont-elles généralement le rendez-vous des éléments antisocialistes comme des libéraux petits-bourgeois, des cléricaux, des antisémites. Pour la socialdémocratie elles n'offrent pas de grandes possibilités, bien que dans leurs rangs il y ait peut-être plus d'un petit paysan qui s'approche davantage de ce parti que de tous les autres. C'est l'élément paysan moyen qui prédomine dans ces associations. Pour la socialdémocratie la seule association des ouvriers agricoles et des petits paysans est à considérer, et la forme de cette association n'est pas encore trouvée et moins encore expérimentée. Mais n'oublions pas que des organisations professionnelles d'ouvriers agricoles n'ont jusqu'ici été possibles d'une façon durable, pas même en Angleterre où nulle défense de coalition ne gêne leur développement. C'est donc à la socialdémocratie qu'incombe le devoir d'indiquer au moins aux ouvriers agricoles un chemin qui leur permette d'utiliser à leur profit le moyen de l'association. Et ce qu'il faudrait en premier lieu leur assurer, ce sont des terrains suffisants et des débouchés faciles pour leurs produits. En ce qui concerne les terrains, ce seraient, comme je l'ai dit plus haut, les communes qui pourraient les leur affermer. Quant au débit de leurs produits, il pourrait être assuré par les sociétés de consommation ouvrière dans les villes.

Quant à la fondation des sociétés coopéra-

tives agricoles et ouvrières, elle est une chose que la socialdémocratie, en tant que parti, ne peut pas entreprendre, pas plus que la création des sociétés de consommation. Comme parti politique, elle ne peut pas s'occuper d'expérimentations économiques. Sa mission est d'écarter les obstacles légaux qui gènent le développement du mouvement coopératif et de lutter pour la transformation efficace de ces rouages administratifs qui pourraient éventuellement aider à ce développement.

Mais si la socialdémocratie, en tant que parti, n'est pas appelée à fonder des sociétés de consommation, cela ne veut pas dire qu'elle ne doive pas s'y intéresser. L'assertion tant répétée, que les sociétés de consommation ne sont pas des entreprises socialistes, est basée sur le même formalisme dont on a si longtemps fait montre envers les syndicats professionnels et qui à présent commence à faire place à l'extrême contraire. Qu'un syndicat ou une société de consommation ouvriers soient socialistes ou non, cela ne dépend pas de leur forme mais de leur essence et de l'esprit qui les anime. Ils ne sont pas, certes, la forêt, mais ils sont des arbres, propres à devenir des parties très utiles et très décoratives de la forêt. En termes ordinaires : ils ne sont pas le socialisme, mais, comme organisations ouvrières, ils portent en eux assez de l'élément socialiste pour pouvoir devenir des leviers puissants et précieux de l'émancipation socialiste. Ils rempliront sans aucun doute le mieux leur mission économique si, dans leur organisation et leur administration,

ils sont entièrement abandonnés à eux-mêmes. Mais de même que l'aversion — et parfois l'hostilité — que beaucoup de socialistes ressentirent envers le mouvement syndical, s'est petit à petit transformée en une bienveillante neutralité et ensuite en un sentiment d'homogénéité, de même il en sera des sociétés de consommation. La pratique est, ici comme ailleurs la plus entraînante des conductrices.

Ce sont les éléments ennemis non seulement du mouvement révolutionnaire, mais de tout mouvement d'émancipation ouvrière qui, par leur campagne contre les sociétés ouvrières de consommation, ont décidé la socialdémocratie, en tant que partis, à intervenir en leur faveur. L'expérience a démontré aussi que la crainte de voir soustraire des forces intellectuelles et autres au mouvement ouvrier politique par les sociétés coopératives était vaine. Si dans quelques cas isolés il en fut ainsi, en général c'est plutôt le contraire qui eut lieu. Là où les indispensables conditions économiques et légales existent, la socialdémocratie peut sans crainte assister à la fondation de sociétés ouvrières de consommation et elle fait bien de leur accorder toute sa bienveillance et même de les favoriser autant que possible.

Sous un seul point de vue, la société ouvrière de consommation pourrait paraître dangereuse en principe c'est-à-dire comme le *bien* qui forme obstacle au *mieux*. Par le *mieux* j'entends ici l'organisation de la production et de la mise en circulation des denrées par les communes, vœu figurant dans presque tous les systèmes

démocratiques socialistes. Mais, en premier lieu, la société de consommation n'a pas besoin, pour englober tous les habitants de la commune où elle fonctionne, d'une modification de principe quelle qu'elle soit. Elle n'a besoin que d'élargir sa constitution, ce qui concorde entièrement avec ses tendances naturelles — dans certaines petites localités, les sociétés de consommation sont souvent bien près d'avoir tous les habitants pour membres. Et, deuxièmement, la réalisation de cette idée est encore tellement éloignée et subordonnée à tant de changements politiques et économiques, que ce serait pure folie de renoncer en attendant aux avantages qu'actuellement les ouvriers peuvent retirer des sociétés de consommation. Il ne peut être question, aujourd'hui, et pour ce qui concerne les communes politiques, que de pourvoir aux besoins généraux nettement déterminés.

Nous voici arrivés à la *politique communale de la socialdémocratie*. Elle aussi fut pendant longtemps traitée en bâtarde par le mouvement socialiste. Il n'y a pas longtemps encore que dans un journal socialiste étranger l'idée d'utiliser, présentement déjà, les municipalités pour l'œuvre de réforme socialiste sans pour cela abandonner l'action parlementaire, fut rejetée dédaigneusement comme une idée *petite-bourgeoise*. L'ironie du sort a voulu que le rédacteur en chef de ce journal ne réussit à s'introduire dans le parlement de son pays que sur le dos du socialisme municipal. C'est ainsi qu'en Angleterre la socialdémocratie a trouvé un champ fertile pour son activité dans les communes, avant

d'avoir réussi à envoyer un représentant au parlement. En Allemagne le développement s'effectua d'une autre façon ; ici la socialdémocratie avait depuis longtemps acquis droit de cité au parlement, avant d'avoir pris pied dans les assemblées communales. Mais avec son accroissement continuel augmentèrent aussi ses succès aux élections municipales, de façon à rendre de plus en plus indispensable l'élaboration d'un programme municipal socialiste, tel que pour certains Etats et provinces il y en avait déjà eu.

Aujourd'hui le droit d'expropriation des communes est fort limité, de sorte que quantité de mesures, d'un caractère politico-économique, échouent sur la résistance et les exigences démesurées des propriétaires terriens. Une extension du droit d'expropriation devrait donc être une des premières revendications du socialisme municipal. Mais il n'est pas indispensable d'exiger un droit d'expropriation absolu, illimité. On devra toujours obliger la commune à se conformer, pour ces expropriations, aux prescriptions du droit commun qui garantissent l'individu contre les excès des majorités momentanés. Les droits de propriété, reconnus par la loi générale, devront être inattaquables dans toutes les communes, tant que et dans la mesure que la loi générale les admet. Retirer des mains de quelqu'un une propriété admise sans le dédommager deviendrait une confiscation justifiable seulement en cas de circonstances extraordinaires (guerre, maladies contagieuses, etc.).

La socialdémocratie devra donc demander pour les communes une extension de leur droit d'expropriation fort limité encore dans beaucoup d'Etats, si toutefois elle veut rendre possible une politique communale socialiste ; ensuite l'indépendance complete de leur administration, notamment de sa police de sûreté... Puis l'organisation *d'entreprises communales directes*, comme par exemple *les services publics* et tout ce qui peut favoriser *la politique ouvrière* des communes. Par rapport aux entreprises commerciales, il faudra établir en principe que toutes les entreprises, intéressant les besoins *généraux* des habitants et qui ont un caractère monopolistique, seront dirigées par la commune elle-même qui en outre s'efforcera d'élargir de plus en plus le cercle de ses compétences. En ce qui concerne la *politique ouvrière*, on devra exiger des communes que, comme employeuses directes ou indirectes d'ouvriers elles payent et fassent payer les minima de salaires fixés par les syndicats ouvriers, et garantissent le droit de coalition des travailleurs. Il ne faut cependant pas perdre de vue que s'il n'est que juste que les communes, en tant qu'employeuses d'ouvriers, donnent le bon exemple aux entrepreneurs privés en ce qui concerne les conditions de travail, ce serait pourtant faire preuve d'un sens politique peu perspicace que d'imposer en faveur des ouvriers communaux des conditions à tel point supérieures que vis-à-vis de leurs collègues professionnels ils se trouveraient dans la situation d'une catégorie extraordinaire de

privilégiés et que la production communale deviendrait beaucoup plus coûteuse que celle des entrepreneurs privés. Un semblable état de choses ne conduirait qu'à la corruption et à l'affaiblissement de l'esprit public.

Le développement économique des temps modernes a indiqué aux municipalités d'autres devoirs encore : la fondation et le contrôle des caisses de secours en cas de maladie suivie, bientôt peut-être, par la reprise en gestion propre de l'assurance contre l'invalidité. Ensuite l'institution de bourses de travail et de conseils de prud'hommes. En ce qui concerne les bourses de travail, la socialdémocratie formule comme revendication minimum leur caractère égalitaire et, en ce qui concerne les conseils de prud'hommes, leur institution obligatoire et l'extension de leur compétence. Vis-à-vis de l'assurance communale contre le chômage, l'attitude du parti est quelque peu sceptique sinon hostile, étant donné la prédominance de l'idée que ce genre d'assurances incombe de droit aux syndicats professionnels. Or, cette conception ne peut s'appliquer qu'aux professions très organisées qui, malheureusement, ne sont encore qu'une petite minorité. La grande masse des travailleurs est encore inorganisée et il faudrait voir si l'assurance communale contre le chômage ne pourraît pas être organisée, d'un commun accord avec les syndicats, de façon à devenir, au lieu d'un empiètement sur les fonctions légitimes des syndicats, le moyen de faciliter ces fonctions. Quoi qu'il en soit, les conseillers municipaux socialdémocrates devront toujours

énergiquement réclamer l'entente préalable avec les syndicats.

Tout indique que le socialisme municipal est un levier indispensable pour la formulation et la réalisation intégrale de ce que nous avons appelé, dans un chapitre précédent, *le droit du travail démocratique*.

Mais il restera à l'état défectueux tant que le suffrage pour les municipalités sera suffrage de classe — ce qui est le cas dans plus des trois quarts de l'Allemagne. Comme dans la question des diètes et des autres organes de l'autonomie administrative (les arrondissements et les provinces) nous nous voyons donc devant la question suivante : comment la Socialdémocratie peut-elle arriver à en finir avec les suffrages de classe qui prédominent chez elle ? comment peut-elle conquérir la démocratisation de ces suffrages ?

.... Pour des raisons diverses, il ne me paraît pas d'une bonne politique de faire dépendre la tactique de la socialdémocratie seulement des conditions et des possibilités des élections au Reichstag. Nous avons vu qu'avec elles cela ne va pas si vite en avant que l'on pouvait le supposer après les succès de 1890 et 1893. Dans les périodes triennales de 1887 à 1890 et de 1890 à 1893 le vote socialiste s'augmenta de 87 et de 25 pour cent, mais dans les cinq ans de 1893 à 1898, il ne s'est accru que de 18 °/₀. C'est aussi une croissance très considérable, mais ce n'est pas une croissance qui puisse nous permettre d'attendre des choses extraordinaires pour un avenir très prochain.

*
* *

Il faut que la socialdémocratie ait le courage de s'émanciper de la phraséologie du passé et de vouloir paraître ce qu'actuellement elle est en réalité : *un parti de réformes démocratiques et socialistes.* Il ne s'agit pas d'abjurer le soi-disant droit à la révolution, ce droit purement spéculatif, qu'aucune constitution ne saurait mettre en paragraphe ni aucun code prohiber et qui existera tant que la loi naturelle nous forcera à mourir si nous renonçons au droit de respirer. Ce droit inécrit et imprescriptible n'est pas plus atteint, si on se transporte sur le terrain de la réforme, que le droit de défense légitime n'est supprimé par le fait que nous nous sommes donné des lois réglant nos différends personnels ou de propriétés.

Et est-ce que vraiment la socialdémocratie est aujourd'hui autre chose qu'un parti visant à la transformation socialiste de la société par le moyen de réformes démocratiques et économiques ?....

Dans ses discours sur les attentats, Bebel a, avec la dernière énergie, repoussé l'insinuation que la socialdémocratie comportait une politique de violence et tous les journaux du parti ont enregistré ces discours en les approuvant. Nulle part on n'a protesté contre. Kautsky, dans son étude sur la question agraire, développe des principes de politique agraire de la socialdémocratie qui ne sont autre chose que des réformes démocratiques. Le programme com-

munal de Brandebourg est un programme de réformes démocratiques. Dans le Reichstag allemand, le parti réclame l'extension des compétences et l'institution obligatoire des conseils de prud'hommes, ces organes promoteurs de la paix économique.

Je le répète : plus la socialdémocratie se décidera à vouloir paraître ce qu'elle est, plus aussi ses chances augmenteront de réaliser des réformes politiques.

Certes, la peur est un facteur puissant dans la politique, mais on se trompe en croyant qu'il suffit de provoquer la peur pour obtenir tout ce qu'on veut. Ce n'est pas quand le mouvement chartiste était dans sa phase la plus révolutionnaire que les ouvriers anglais obtinrent le droit de suffrage, mais lorsque l'écho des tirades révolutionnaires s'était éteint et qu'ils s'allièrent à la bourgeoisie radicale dans la lutte pour les réformes. Et si quelqu'un m'objecte qu'une chose semblable serait impossible en Allemagne par exemple, je lui recommande de lire ce que, il y a quinze à vingt ans, la presse libérale écrivait au sujet des luttes syndicales et de la législation ouvrière, et comment les représentants de ces partis parlaient et votaient au Reichstag au cours des débats sur ces questions. Il reconnaîtra peut-être ensuite que la réaction politique n'est certainement pas le phénomène le plus significatif dans l'Allemagne contemporaine.

CHAPITRE V

BUT FINAL ET MOUVEMENT

Kant contre cant.

A plusieurs endroits de la présente étude j'ai parlé de l'influence considérable qu'exerce la tradition, dans la socialdémocratie comme ailleurs, sur l'appréciation des faits et des idées. Je dis expressément « dans la socialdémocratie *comme ailleurs* » parce que cette puissance de la tradition est un phénomène fort répandu dont aucun parti, aucune tendance littéraire ou artistique ne sont exempts et qui même joue un rôle considérable dans la plupart des sciences. Et il sera toujours difficile de l'extirper complètement. Il se passera toujours un temps considérable avant que les hommes reconnaissent l'incompatibilité de la tradition avec ce qui existe d'une façon suffisamment radicale pour pouvoir jeter aux orties la dite tradition. Et jusqu'à ce qu'il en soit ainsi, la tradition est généralement le moyen le plus efficace pour faire tenir ensemble ceux-là que nul autre intérêt sérieux, aucune pression extérieure ne lient. De là la pré-

férence intuitive de tous les hommes d'action, aussi révolutionnaires que soient leurs buts, pour la tradition. *Never swop horses whilst crossing a stream* (ne changez jamais de chevaux en traversant un fleuve). Cette devise de Lincoln a son origine dans la même pensée qui inspira à Lassalle son fameux anathème contre « l'esprit boudeur du libéralisme » cette « maladie de la pensée individuelle », et du « tout savoir mieux ». Tandis que la tradition est conservatrice, la critique est toujours destructive en premier lieu. Au moment d'une action sérieuse, la critique la plus justifiée même peut donc être mauvaise et, par conséquent, à rejeter.

Reconnaître ceci ne veut naturellement pas dire qu'il faille déclarer sacrée la tradition et damner la critiqne. Les partis ne se trouvent pas toujours dans un courant où toute l'attention n'est dirigée que sur un point. Et pour un parti qui veut tenir compte des réalités de l'évolution, la critique est indispensable, tandis que la tradition peut devenir une charge écrasante.

Or, dans la plupart des cas, les hommes n'aiment pas à intégralement se rendre compte de la portée des modications qui se sont produites dans les données de leurs traditions. Généralement ils préfèrent ne tenir compte de ces modifications qu'en ce qui concerne la constatation des faits indéniables, et à les mettre autant que possible au diapason des tirades familières. Le moyen pour arriver à ce résultat s'appelle avocasserie et ce qui en résulte pour la phraséologie, *cant*.

Cant — le mot est anglais et date du XVIe siècle, où il caractérisait le radotage piétiste des puritains. Dans son sens plus général il signifie la réthorique fausse et insipidement rabâchée, ou bien sciemment répétée en dépit de sa fausseté et utilisée dans un but quelconque — soit qu'il s'agisse de religion ou de politique, de théories ternes ou de réalités éblouissantes. Dans ce sens plus large, le cant est vieux comme le monde — pas de pires cantistes, par exemple que les Grecs de la période post-classique — et il se manifeste sous mille formes dans notre vie moderne. Chaque nation, chaque classe et chaque groupe uni par une doctrine ou par un intérêt, ont leur cant respectif. Pour une bonne part, le cant est devenu à tel point une chose de convention et de forme, que personne ne se trompe plus sur son vide absolu et que la guerre qu'on lui fait est devenue un simple passe-temps. Il n'en est pas de même du *cant* qui s'affiche comme science et de la tirade politique devenue cant.

Mon assertion que « ce qu'on appelle d'habitude le but final du socialisme ne m'est rien, le mouvement tout » a été considérée par beaucoup comme la négation de tout but déterminé du mouvement socialiste. Entre autres M. George Plekhanow me le reproche avec amertume.....

Le but final ! Eh bien, il continuera à être le but *final*. « La classe ouvrière... n'a pas à réaliser des utopies toutes prêtes, par décret populaire. Elle sait que, pour réaliser sa propre émancipation et, avec elle, cette forme supé-

rieure de l'existence à laquelle la société actuelle, de par sa propre évolution économique, s'approche irrésistiblement, elle, la classe ouvrière, aura à passer par de longues luttes, par toute une série de phases historiques à la suite desquelles les hommes et les circonstances seront complètement changés. Elle n'a pas à réaliser des idéaux, elle n'a qu'à donner l'essor aux éléments de cette société nouvelle qui ont germé déjà dans le sein de la société bourgeoise qui s'écroule. » Ainsi s'exprime Marx dans « La guerre civile en France ». C'est à ce passage de Marx — quant au fond de sa pensée — que je pensais en écrivant ma phrase sur le but final. Marx, en somme, ne dit pas autre chose que ceci : le mouvement, la succession des phases est tout et tout but final fixé d'avance ou à l'encontre de ce mouvement est irréel. J'ai déclaré jadis déjà que j'abandonne volontiers la forme de cette phrase du but final pour autant qu'elle autorise cette interprétation que tout but général du mouvement ouvrier formulé en principe doive être déclaré sans valeur. Mais tout ce qui, sous forme de théories préconçues sur l'issue du mouvement, tend au-delà de ce but général et qui détermine la direction principale et le caractère du mouvement, aboutira toujours fatalement à l'utopisme et formera à un moment donné obstacle à la marche ascendante de la théorie et la pratique du mouvement.

Il suffit de connaître un peu l'histoire de la socialdémocratie pour savoir que le parti a grandi en agissant toujours à l'encontre des théories de ce genre et en enfreignant les déci-

sions prises conformément à ces théories. Ce qu'Engels dit dans son avant-propos à l'édition nouvelle de « La guerre civile », concernant les blanquistes et les proudhoniens, à savoir que les deux partis furent obligés, dans la pratique, à agir à l'encontre de leur propre dogme, s'est répété maintes fois encore sous d'autres formes. Une théorie ou une déclaration de principes, qui n'est pas assez large pour permettre, à chaque degré nouveau de l'évolution, l'examen des intérêts les plus immédiats de la classe ouvrière, sera toujours enfreinte, comme jusqu'ici tous les rejets de petites réformes partielles et d'entente avec les partis bourgeois avancés, ont toujours été oubliés. Ce qui n'empêchera pas la plainte de se formuler, à tous les congrès du parti, que pendant la lutte électorale on ait négligé de mettre assez en avant le but final du socialisme.....

C'est parce que je ne présente pas la situation des ouvriers comme désespérée, que je reconnais la possibilité de l'améliorer et beaucoup d'autres faits encore constatés par des économistes bourgeois, que M. Plekhanow me rejette dans les rangs des « adversaires du socialisme scientifique ».

« Socialisme scientifique » — en effet. Si jamais le mot « science » est devenu du *cant* pur, c'est ici. La phrase de la désespérance de la situation de l'ouvrier a été écrite il y a plus de cinquante ans. On la rencontre dans toute la littérature radicale-socialiste de 1830 à 1850, et beaucoup de constatations semblaient la justifier. Ainsi, il est compréhensible que Marx,

dans « La Misère de la Philosophie », affirme que la somme des frais d'entretien minimum de l'ouvrier constitue son salaire naturel ; que dans le Manifeste Communiste les auteurs déclarent catégoriquement que « l'ouvrier moderne, par contre, au lieu de s'élever avec le progrès de l'industrie, tombe toujours plus au-dessous des conditions de sa classe. L'ouvrier devient un indigent et le paupérisme se développe plus rapidement encore que la population et la richesse » ; qu'on lise dans les « Luttes de classe » que la moindre amélioration dans la situation de l'ouvrier « sera toujours une *utopie* dans la république bourgeoise. » Si la situation des ouvriers est encore désespérée aujourd'hui, toutes ces assertions sont naturellement encore exactes. Le reproche de M. Plekhanow implique cette exactitude. La désespérance de la situation de l'ouvrier serait donc un axiome inébranlable du « socialisme scientifique ». Tandis que reconnaître les faits qui contredisent ces assertions, c'est, d'après M. Plekhanow, marcher dans les traces des économistes bourgeois qui ont constaté ces faits. C'est à eux que reviendraient d'après lui, de droit les remerciements que Kautsky m'a adressés. « Adressons-les donc, puisque nous y sommes, à tous les partisans et adorateurs des *harmonies économiques* et avant tout — naturellement — à l'immortel Bastiat. »

Le grand humoriste anglais Dickens a, dans un de ses romans, fort bien caractérisé cette méthode de discussion. « Votre fille a épousé un mendiant », dit à son mari une dame plutôt besogneuse mais fanfaronne, et sur la réplique

du bonhomme que pourtant leur gendre n'en est pas précisément à tendre la main : « Vraiment ? Je ne savais pas qu'il avait de si grandes propriétés ».

Il existe partout des gens naïfs que des sorties de ce genre impressionnent. Reconnaître des choses que des économistes bourgeois ont opposées aux hypothèses socialistes — quelle aberration ! Mais moi je suis assez endurci pour taxer d'enfantillages les sarcasmes de mistress Wilfer. Une erreur ne devient pas sacrée par le fait qu'à un moment donné Marx et Engels l'ont partagée, et une vérité ne perd rien de sa valeur parce qu'un économiste anti-socialiste ou pas tout à fait socialiste l'a constatée le premier. Dans le domaine de la science, la tendance ne crée pas de privilèges et ne notifie pas d'arrêtés d'expulsion...

M. Plekhanow appelle cela « amalgame » éclectique du socialisme scientifique avec les doctrines des économistes bourgeois. » Comme si neuf dixièmes des éléments du socialisme scientifique n'étaient pas empruntés aux écrits des « économistes bourgeois », et comme s'il pouvait jamais être question d'une science de parti.

Pour le malheur du socialisme scientifique de M. Plekhanow, les phrases précitées de Marx, concernant l'état désespéré de la situation de l'ouvrier, ont été détruites dans un livre intitulé « Le Capital. Critique de l'économie politique ». Dans ce livre il est fait mention, entre autres choses, de la « renaissance physique et morale » des ouvriers textiles du Lancashire,

renaissance « manifeste pour les plus abêtis même », et qui était la conséquence de la loi sur les fabriques de 1847. On n'avait donc pas même eu besoin de la république bourgeoise pour provoquer une amélioration sérieuse dans la situation d'une importante catégorie de travailleurs. Dans le même livre on peut lire que la société actuelle n'est « pas un cristal figé, mais un organisme transformable et toujours en voie de transformation », et que dans le traitement des questions économiques par les représentants officiels de cette société, « le progrès (était) manifeste ». L'auteur de ce livre dit encore que, s'il a consacré, dans son livre, une place aussi considérable aux résultats obtenus par la législation sur les fabriques anglaise, c'était pour inciter les Etats continentaux à imiter cet exemple et à agir de façon à ce que le processus de la transformation sociale prît des formes toujours plus humaines. Tout cela ne signifie pas, j'imagine, la désespérance de la situation des ouvriers, mais la possibilité d'améliorer cette situation. Et comme, depuis 1866, époque où tout cela fut écrit, la législation en question n'a pas été affaiblie mais, au contraire, améliorée, généralisée et complétée par des lois et des institutions de tendances similaires, il ne peut être question — et moins encore aujourd'hui qu'alors — de l'état désespéré de la situation des ouvriers. Si de constater des faits semblables veut dire suivre les traces de « l'immortel Bastiat », un des premiers suiveurs de cet économiste libéral serait — Karl Marx.

M. Plekhanow cite avec une grande satis-

faction cette assertion de Liebknecht : « Un esprit comme Marx devait être en Angleterre pour y écrire son « Capital », mais Bernstein se laisse imposer par le développement colossal de la bourgeoisie anglaise ». Mais il trouve cette appréciation encore trop favorable en ce qui me concerne. On n'a pas besoin d'être un Marx pour, tout en vivant en Angleterre, rester fidèle au socialisme scientifique d'Engels et de Marx. Mon apostasie s'expliquerait plutôt par « mon manque de connaissance « de ce socialisme.

Il ne me viendra naturellement pas à l'idée de me chamailler, à ce sujet, avec un écrivain dont la science exige de proclamer jusqu'au moment du bouleversement général, et dans toutes les circonstances, la situation des ouvriers comme désespérée. Il n'en est pas de même en ce qui concerne Liebknecht. Si j'ai bien compris, il a bien voulu m'accorder des circonstances atténuantes. Tout en lui sachant gré de ses bonnes intentions, je décline les circonstances atténuantes. Je suis bien éloigné, naturellement, de me comparer à ce penseur qu'était Marx. Mais il ne s'agit pas ici de ma plus ou moins grande infériorité vis-à-vis de Marx. Quelqu'un peut avoir raison contre Marx, tout en n'ayant ni son savoir ni son intelligence. Le tout est de savoir si les faits par moi constatés sont exacts ou non, et s'ils justifient ou non les conséquences que j'en ai tirées. De ce qui précède il résulte que même un esprit comme Marx peut ne pas être exempt de voir ses conceptions primitives considérablement modifiées en An-

gleterre, et que lui aussi a abandonné en Angleterre certaines idées qu'il y avait apportées.

Cependant, on pourra m'objecter que Marx, tout en reconnaissant certaines améliorations, ne s'en est pourtant pas beaucoup laissé influencer en ce qui concerne ses conceptions fondamentales. A preuve, dira-t-on, son chapitre sur la tendance historique de l'accumulation capitaliste, qui se trouve à la fin du premier volume du « Capital. » A quoi je répondrais que, pour autant que le fait est exact, il plaide contre le dit chapitre et non pas contre moi.

On peut comprendre de très différentes manières ce chapitre tant cité. Je crois avoir été le premier qui l'aie, et cela plus d'une fois, interprété comme étant la caractéristique sommaire de la *tendance* du développement inhérente, il est vrai, à l'accumulation capitaliste, mais qui dans la pratique ne se manifeste pas nettement, par conséquent n'a pas forcément à amener la conflagration des antagonismes décrits dans ce chapitre. Engels ne s'est jamais prononcé contre cette interprétation, et il ne l'a jamais déclarée erronée, pas plus verbalement que par écrit. Il n'a rien dit non plus lorsque, en 1891, j'écrivis : « Il est de toute évidence que là où la législation, c'est-à-dire l'action systématique et consciente de la société, intervient efficacement, l'action des tendances de l'évolution économique peut être contrecarrée et éventuellement supprimée même. Marx et Engels ne l'ont jamais nié ; bien au contraire ils l'ont toujours affirmé. » Si on comprend le chapitre en question dans ce sens, il faut toujours mentalement

ajouter le mot « *tendance* » à toutes ses phrases isolées, pour ainsi s'exempter de la nécessité de les mettre d'accord avec la réalité par des tours de force d'une rhétorique de faussaire. Mais alors le chapitre lui-même perd de plus en plus de sa signification à mesure que l'évolution réelle avance. Car sa signification théorique n'est pas dans la constatation de la tendance générale vers la centralisation et l'accumulation capitaliste (démontrées longtemps avant Marx par des économistes bourgeois et des socialistes), mais dans l'exposé spécialement marxien des circonstances, et des formes dans lesquelles elle se réalise à un degré plus élevé et des résultats auxquels elle devrait aboutir. Sous ce rapport cependant, l'évolution effective engendre toujours des institutions, des forces et des réalités nouvelles en présence desquelles le dit exposé apparaît comme insuffisant et perd proportionnellement de sa valeur annonciatrice de l'évolution future. C'est ma façon de voir.

Mais on peut comprendre ce chapitre d'une autre manière encore. On peut l'interpréter comme signifiant que toutes les améliorations passées et à venir ne sont et ne seront que des palliatifs temporaires contre les tendances oppressives du capitalisme ; qu'elles ne constituent que des modifications insignifiantes, impuissantes à la longue contre la menaçante conflagration des antagonismes constatée par Marx et qui, finalement, se produirait tout de même en amenant la révolution cataclysmique. Cette interprétation pourrait invoquer en sa faveur la forme catégorique des phrases finales

du chapitre, et elle est d'une certaine façon confirmée par ce fait que le lecteur y est de nouveau renvoyé au manifeste communiste peu après l'apparition de Hegel avec sa négation de la négation, sa reconstitution, sur une base nouvelle, de la propriété individuelle niée par le mode de production capitaliste.

Il est inadmissible, à mon avis, de proclamer tout bonnement exacte l'une de ces interprétations et absolument fausse l'autre. Pour moi, le dit chapitre confirme plutôt le dualisme qui caractérise toute l'œuvre monumentale de Marx et qui se manifeste, bien que moins catégoriquement, à d'autres endroits encore. Un dualisme qui consiste en ceci que l'œuvre prétend vouloir être une enquête scientifique et en même temps prouver une thèse toute prète déjà longtemps avant la conception de cette œuvre; qu'elle a pour base une hypothèse, où la conclusion à laquelle elle voulait arriver, était fixée d'avance. Le retour au manifeste communiste nous révèle la très réelle survivance d'un reste d'utopie dans le système marxien. Marx avait, en principe, accepté la solution des utopistes mais il avait constaté l'insuffisance de leurs moyens et de leurs preuves. Il entreprit donc la correction et s'y attela avec le zèle, l'ardeur critique et la véracité d'un génie scientifique. Il ne dissimula aucun fait important, pas plus qu'il n'essaya de diminuer de force la portée de ces faits, tant que l'objet de son examen n'avait pas de rapports directs avec le but final de l'hypothèse à démontrer. Jusque-là son œuvre demeure exempte de toute tendance préjudi-

ciable à sa valeur scientifique. Car la sympathie générale pour les tentatives d'émancipation de la classe ouvrière ne constitue pas en soi un obstacle à la recherche scientifique. Mais lorsque Marx s'approche des points où le dit but final est sérieusement mis en question, il devient vague et incertain et il arrive à des contradictions comme celles que, dans la présente étude, j'ai signalées dans le chapitre sur le mouvement des revenus dans la société moderne. Et alors on voit que ce grand esprit scientifique était, tout de même le prisonnier d'une doctrine. Il a bâti, dans le cadre d'une construction préconçue, un édifice puissant, dans l'érection duquel il s'est tenu strictement aux lois de l'architecture scientifique tant qu'elles ne juraient pas avec les conditions que lui prescrivait la forme du cadre original, mais qu'il négligea ou tourna aux endroits où ce cadre était trop étroit pour permettre leur observation. Au lieu de démolir le cadre lui-même aux endroits gênants, il modifia son propre édifice au détriment de ses proportions et le subordonna ainsi aux exigences du cadre.

Etait-ce la conscience de l'irrationalisme de cette condition qui toujours l'incita à corriger des détails et délaisser l'achèvement de l'œuvre, Quoi qu'il en soit, je suis d'avis que, là où se révèle ce dualisme, le cadre devra tomber pour faire venir à bien l'édifice. C'est dans l'édifice et non pas dans le cadre que réside ce qui mérite de survivre à Marx.

Rien ne me semble davantage justifier cette

façon de voir que l'inquiétude avec laquelle précisément ces marxistes qui ne se sont pas encore séparés du schème dialectique de l'œuvre — le cadre — cherchent à se cramponner à certaines assertions du « Capital » depuis plus ou moins longtemps dépassées par la réalité. C'est du moins par cela seul que je cherche à m'expliquer comment un homme habituellement aussi sérieux que Kautsky a pu me contredire quand j'affirmai — au congrès de Stuttgard — que le nombre des possédants augmentait depuis longtemps au lieu de diminuer : « Si cela était vrai, l'époque de notre victoire serait non seulement très éloignée encore, mais nous n'arriverions jamais au but. Si c'est le nombre des capitalistes qui augmente et non pas celui des dépossédés, nous nous éloignons toujours davantage du but à mesure que se réalise le progrès, et c'est alors le capitalisme qui s'établit et non pas le socialisme ».

N'était sa connexité avec le schème démonstratif de Marx, cette phrase, dans la bouche de Kautsky, me serait incompréhensible. C'est dans un sens analogue que Mlle Luxembourg, dans ses articles — qui, en ce qui concerne leur esprit méthodique, comptent parmi les meilleurs écrits contre moi — m'a reproché qu'avec ma façon de comprendre les choses, le socialisme cessait d'être une nécessité objective historique, et avait désormais une base idéaliste. Bien que sa démonstration contienne quelques tours de force de logique horripilants et aboutisse à une identification absolument arbitraire de l'idéalisme avec l'utopisme, elle touche

pourtant le fond de la question en ce que, en effet, je ne subordonne pas la victoire du socialisme à son « immanente nécessité économique » et que je ne crois ni possible, ni nécessaire de lui donner une justification purement matérialiste.

Que le nombre des possédants s'accroisse au lieu de diminuer, ce n'est pas là une invention d'économistes-harmonistes bourgeois, mais une vérité aujourd'hui inébranlable, notamment révélée, au grand déplaisir des intéressés, par les employés du fisc. Mais qu'est-ce que ce fait a à faire avec la victoire du socialisme? Pourquoi la réalisation du socialisme dépendrait-elle de la confirmation ou de la négation de ce fait? Mais uniquement parce que le schème dialectique paraît le vouloir ainsi, parce qu'une planche de l'édifice menace de tomber dès qu'on reconnaît que le surproduit social n'est pas approprié par un nombre décroissant mais, au contraire, par un nombre croissant de possédants. Or, la seule doctrine spéculative est touchée par cette question qui est d'un intérêt tout à fait secondaire en ce qui concerne les efforts matériels des travailleurs. Ni leur lutte pour la démocratie politique, ni leur lutte pour la démocratie économique n'en sont atteintes. Les résultats de cette lutte ne dépendent pas de la concentration du capital entre les mains d'un nombre décroissant de capitalistes, ni d'aucun autre détail de l'édifice dialectique, mais de la croissance de la richesse sociale, c'est-à-dire des forces productives sociales, jointes au progrès social général, et plus parti-

culièrement de la maturité intellectuelle et morale de la classe ouvrière elle-même (1).

(1) Dans la discussion soulevée par mon livre, K. Kautsky s'est donné beaucoup de peine pour prouver qu'entre autres la statistique de la Saxe (l'État le plus industriel de l'Allemagne) prouve que les classes qui s'accroissent le plus vite dans la société moderne sont les prolétaires de salaires moyens et les millionnaires. En comparaison de ceux-ci, les autres classes diminuent.

Voyons un peu la statistique sur laquelle Kautsky base cette « confirmation de la thèse de Marx ».

Elle nous montre le mouvement suivant :

Revenus annuels (marks)	Individus recensés en 1879	Individus recensés en 1891	Augmentation pour cent
Jusqu'à 800	828,686	973,257	17,3
de 800 à 1 600	165,362	357,974	116,4
de 1 600 à 3 300	61,819	106.136	71,6
de 3 300 à 9 600.	24,072	41.890	74,0
de 9 600 à 54 000	4,683	10,518	154.4
plus de 54 000	238	886	272,0

Si l'on ne regarde que les pour cent, Kautsky paraît, au premier coup d'œil, avoir absolument raison. Mais un second examen nous fait remarquer que la classe qui s'accroît le moins c'est la classe des prolétaires de salaires plus bas : Et comme cette classe est plusieurs fois plus nombreuse que celle des prolétaires de salaires moyens, l'augmentation de celle-ci perd toute signification pour notre question. Prises ensemble, les deux classes des prolétaires se sont accrues dans l'espace d'une quinzaine d'années, de 33, 8 0/0, c'est-à-dire *beaucoup* moins que les classes de revenus *petits-bourgeois*, *bourgeois-moyens*, *grands-bourgeois et millionnaires. Les classes moyennes de leur côté se sont multipliées au double de la multiplication moyenne* qui était de 37,8 0/0.

Voilà ce que la statistique dit au sujet de la « thèse ».

Mais si nous laissons de côté les pour cent de l'accroissement des classes isolées, et si nous analysons la relation proportionnelle des classes les unes avec les autres, nous trouve-

Si la victoire du socialisme dépendait de la décroissance continuelle du nombre de capitalistes, alors la socialdémocratie, pour agir logiquement, devrait, sinon favoriser de toutes ses forces l'entassement de capitaux entre un nombre de mains toujours plus restreint, du moins s'abstenir de tout ce qui pourrait retarder cette décroissance. En réalité elle fait très souvent tout le contraire. Ainsi, quand il s'agit de ses votes dans les questions d'impôt. Au point de vue de la théorie du cataclysme, une part considérable de son action pratique est un véritable travail de Pénélope. Mais ce n'est pas elle qui a tort sous ce rapport. La faute est dans la doctrine en ce qu'elle fait croire que le progrès dépend de l'état de plus en plus mauvais des conditions sociales.

Dans l'avant-propos de son étude sur la question agraire, Kautsky s'oppose à ceux qui parlent de la nécessité d'abandonner le marxisme. Il voit bien, dit-il, surgir des doutes et des critiques, mais cela seul ne veut pas dire encore que le point de vue marxiste soit dépassé par un point de vue supérieur.

Cela est exact en ce que des doutes et des critiques ne sont pas encore une réfutation positive. Mais ils peuvent en être les indices. D'ailleurs, est-ce qu'il s'agit bien réellement

rons que *les deux classes prolétaires* tout en ayant diminué relativement formaient en 1894 encore les 89.32 % c'est-à-dire presque *le dix-neuvième du tout !* Et voilà ce que la statistique dit au sujet des aspirations socialistes de ces classes.

Ed. B.

autant d'abandonner le marxisme que de repousser certains restes d'utopisme que le marxisme traîne après lui et dans lesquels nous avons à chercher l'origine des contradictions théoriques et pratiques que ses critiques lui reprochent?...

Des contradictions de cette espèce existent entre autres, en ce qui concerne la définition des rapports dans l'histoire entre l'économie et la force, et elles trouvent leur contre-partie dans l'appréciation des problèmes pratiques et des possibilités du mouvement ouvrier que j'ai exposés ailleurs déjà. Il est nécessaire, cependant, que j'y revienne ici. Mais nous n'avons pas à examiner la question de savoir jusqu'à quel point, originairement et dans le cours ultérieur de l'histoire, la force a influencé l'économie et inversement, mais la question, uniquement, de la faculté créatrice de la force dans la société contemporaine. Tandis que jadis certains marxistes attribuaient un rôle purement négatif, sous ce rapport, à la force, il se manifeste à présent une tendance à l'exagération dans une direction contraire. On est tout disposé à attribuer à la force une omnipotence créatrice et l'accentuation de l'action politique apparaît absolument comme *la* quintessence du « socialisme scientifique » — du « communisme scientifique », comme une mode nouvelle a rebaptisé ce terme sans grand avantage pour son sens logique.

Il serait sot de revenir aux préjugés de générations antérieures concernant les facultés du pouvoir politique, car cela voudrait dire aller

en arrière d'eux. Les préjugés des utopistes par exemple avaient leur bonne raison, et l'on peut même à peine les appeler des préjugés puisqu'ils étaient basés sur la très réelle infériorité intellectuelle des classes ouvrières de l'époque, infériorité en présence de laquelle il n'y avait d'autre alternative que, d'un côté, l'avènement d'une plébocratie passagère et, de l'autre, le retour à l'oligarchie de classe. Dans ces circonstances, le renvoi à la politique devait apparaître comme une diversion à des questions plus pressantes. Aujourd'hui ces appréhensions se sont pour une bonne part évanouies et nul homme sérieux ne songera à critiquer l'action politique par les arguments d'un autre âge.

Le marxisme, nous l'avons vu, retourna tout d'abord la chose et prôna, en invoquant à l'appui de cette théorie les facultés potentielles du prolétariat industriel, l'action politique comme devant être l'objet principal du mouvement. Mais quelles contradictions ! Le marxisme reconnaissait, et par là il se distingua des partis démagogiques, que la classe ouvrière n'avait pas encore atteint le degré de maturité indispensable à son émancipation et que les conditions économiques de cette maturité n'existaient pas encore. Et malgré cela il recommandait toujours de nouveau une tactique, comme si ces deux conditions essentielles étaient à peu près remplies. Dans ses publications, nous rencontrons des passages où la maturité insuffisante des ouvriers est exposée avec une sévérité qui diffère fort peu du doc-

trinarisme des premiers socialistes, et, un peu plus loin, nous trouvons des passages d'après lesquels il semblerait que toute civilisation, toute intelligence, toute vertu se soient réfugiées au sein de la seule classe ouvrière et qui font qu'on ne peut s'expliquer pourquoi les plus extrêmes des socialistes révolutionnaires et des anarchistes d'action n'auraient pas raison. En conséquence, l'action politique est toujours de nouveau formulée d'après l'idée de l'imminente catastrophe révolutionnaire, vis-à-vis de laquelle l'action légale n'apparaît longtemps que comme un pis-aller, un soulagement momentané. Mais ce qui fait entièrement défaut, c'est toute sérieuse discussion de cette question : que peut-on attendre de l'action légale, que peut-on attendre de l'action révolutionnaire?

Qu'en ce qui concerne ces deux méthodes il y ait de grandes divergences cela saute aux yeux. Mais généralement on ne les cherche qu'en ceci, que la loi ou le moyen de réformes légales est censé représenter l'action plus lente, l'action révolutionnaire, par contre, la plus rapide et la plus radical. Or, cela n'est pas toujours exact. C'est de la nature des mesures prises, de leur importance pour les différentes classes de la population et les habitudes populaires que dépend la plus ou moins grande efficacité respective des deux méthodes, la légale et la révolutionnaire.

Dans un sens général, on peut dire que les moyens révolutionnaires agissent plus vite pour ce qui est d'écarter les obstacles qu'une minorité privilégiée oppose au progrès social.

En d'autres termes : leur force agit dans une direction négative.

La législation agit plus lentement sous ce rapport. Ses moyens sont généralement des moyens de compromis. Elle ne vise pas à la súppression mais au rachat convenable, suivant les exigences de l'heure présente, des droits acquis. Mais elle est plus forte que la révolution là où les préjugés et l'esprit borné de la grande masse forment obstacle à la marche du progrès social ; elle est préférable partout où il s'agit de créer des institutions économiques durables, c'est-à-dire pour l'œuvre politico-sociale positive.

Dans la législation, à des époques calmes, c'est l'intelligence qui domine le sentiment. Dans la révolution, le sentiment prédomine sur l'intelligence. Mais si le sentiment est souvent un dirigeant défectueux, l'intelligence est un moteur plutôt lourd. Là où la révolution pèche par précipitation, la législation de tous les jours le fait par sa lenteur. La législation agit comme force méthodique, la révolution comme force élémentaire.

Dès qu'une nation est arrivée à une situation politique où des droits de la minorité possédante ont cessé de former un obstacle sérieux à la marche en avant du progrès social, l'appel à la révolution violente devient une phrase vide de sens (1). On peut renverser un gouver-

(1 « Par bonheur, le révolutionnarisme a cessé dans ce pays d'être autre chose qu'une phrase affectée ». — Rapport mensuel du Parti ouvrier indépendant d'Angleterre, de janvier 1899.

nement, une minorité privilégiée, mais non pas un peuple.

La loi elle-même, appuyée sur la force armée, est souvent impuissante contre les mœurs et les préjugés enracinés dans le peuple. La lamentable situation économique de l'Italie contemporaine n'est nullement imputable en dernier lieu au mauvais vouloir de la maison de Savoie. En présence de la corruption des fonctionnaires, qui est devenue une tradition, et de la légèreté des masses populaires, les meilleures lois et dispositions sont souvent illusoires. De même en Espagne, en Grèce et, plus encore, en Orient. Même en France, où la République a fait énormément pour le progrès de la nation, elle n'a pas réussi à extirper de la vie nationale certaines gangrènes. Elle les a même aggravées. Ce qui, sous la royauté bourgeoise, paraissait être une corruption inouïe est devenu aujourd'hui un jeu d'enfant. Une nation, un peuple ne sont des unités qu'au figuré, et la souveraineté du peuple, même légalement proclamée, n'en fait pas pour cela un facteur déterminant réel. Elle peut mettre le gouvernement sous la dépendance de ceux-là justement vis-à-vis de qui il devrait être fort (1) : les fonctionnaires, les politiciens professionnels, les propriétaires de journaux. Cela est aussi vrai pour des gouvernements révolutionnaires et pour des gouvernements constitutionnels.

La dictature du prolétariat, cela veut dire,

(1) Il va sans dire qu'il s'agit ici seulement de force morale, c'est-à dire de l'indépendance de l'esprit.

partout où la classe ouvrière ne dispose pas déjà de très fortes organisations économiques et où il n'a pas acquis encore, par son apprentissage dans des assemblées autonomes, un degré très élevé d'indépendance morale — la dictature d'orateurs de clubs et de littérateurs. Je ne souhaite pas à ceux-là, qui voient dans l'écrasement et la persécution des organisations ouvrières et dans l'exclusion des ouvriers des corps législatifs et administratifs, le comble de l'art gouvernemental, d'expérimenter un jour cette différence dans la pratique. Et je ne le souhaiterais pas davantage pour le mouvement ouvrier lui-même.

Malgré les progrès considérables que la classe ouvrière a faits au point de vue intellectuel politique et économique depuis les jours où Marx et Engels écrivaient, je ne la considère pas même aujourd'hui encore comme assez avancée pour prendre en mains le pouvoir politique. Je crois d'autant plus de mon devoir de dire cela ouvertement que sous ce rapport précisément un « cant » s'introduit dans la littérature socialiste qui menace d'étouffer tout jugement sain, et je sais que nulle part je ne serai aussi sûr d'une appréciation objective de mes remarques que de la part de ceux des ouvriers qui forment l'avant-garde dans la lutte pour l'émancipation de leur classe. Jusqu'ici je n'ai jamais rencontré, chez aucun ouvrier avec qui je parlais des problèmes socialistes, une opinion différente de la mienne sous ce rapport. Seuls, des littérateurs qui n'ont jamais vécu dans le vrai mouvement ouvrier, pourront avoir là-

dessus une appréciation différente. De là la fureur comique — pour ne pas me servir d'une expression plus forte — de M. Plekhanow contre tous les socialistes qui ne voient pas *dès maintenant* dans la classe ouvrière ce que sa destinée historique lui réserve *de devenir*, et qui voient encore des problèmes où lui voit des solutions toutes prêtes. Car le prolétariat c'est lui ! Celui qui ne pense pas comme lui, au sujet du mouvement, est un savant et un philistin. C'est la vieille chanson dont l'âge n'a pas accru les charmes.

Ce n'est pas vaincre l'utopisme que de transporter, spéculativement, dans le présent, ce qui doit se réaliser dans l'avenir. Nous avons à prendre les ouvriers tels qu'ils sont. Et ils ne sont ni aussi généralement tombés dans le paupérisme comme le prévoyait le Manifeste communiste, ni aussi exempts de préjugés et de défauts que nous le voudraient faire croire leurs adulateurs. Ils ont les vertus et les vices que comportent les conditions sociales dans lesquelles ils vivent. Et ni ses conditions, ni leurs effets ne sauraient être supprimés du jour au lendemain.

La plus violente des révolutions ne saurait que fort lentement modifier le niveau général de la grande majorité d'une nation. Il est tout à fait bien de répondre à la fameuse objection des adversaires du socialisme, qu'une répartition égalitaire des revenus changerait fort peu au revenu de la grande masse — que cette répartition égalitaire n'est qu'une partie infime de ce que le socialisme aura à réaliser. Mais il

ne faut pas pour cela oublier que cette autre chose, l'augmentation de la production, n'est pas une affaire si facile à improviser. « Ce ne sera que lorsque les forces productives sociales auront atteint un certain degré de développement, *très élevé même pour les temps actuels*, qu'il deviendra possible d'augmenter à tel point la production que l'abolition des différences de classe pourra être un progrès réel et qu'elle pourra être durable sans entraîner un arrêt, voire même un recul dans le mode de production social. » Quel est donc le philistin, le savant qui a écrit cela, monsieur Plekhanow? Personne autre que Frédéric Engels.

Avons-nous dès maintenant atteint le degré de développement des forces productives, indispensable pour l'abolition des classes? En présence des chiffres fantastiques dressés jadis et basés sur une généralisation du développement de certaines industries particulièrement favorisées, des écrivains socialistes contemporains se sont donné pour tâche d'arriver, par des calculs minutieux, à des évaluations appropriées des possibilités de la production dans une société socialiste. Et les résultats par eux obtenus diffèrent considérablement des dits chiffres. Quant à la réduction du temps de travail à cinq, quatre et même trois en deux heures, prônée jadis, il ne pourra pas en être question pendant longtemps encore sans un abaissement simultané du niveau des exigences vitales matérielles. Même avec une organisation collectiviste du travail, il faudrait que l'on commençât à travailler très jeune pour cesser à un âge fort

avancé, afin de pouvoir restreindre le temps de travail à moins de huit heures par jour, si du moins la somme totale des produits et des services sociaux doit rester la même (1).

En quelques mots, il est impossible de mettre la classe ouvrière tout entière, dans le courant de quelques années, dans une situation sérieusement différente de celle où elle vit maintenant. Cette vérité devrait en premier lieu être comprise par ceux-là précisément qui, en ce qui concerne les proportions numériques entre les classes pauvres et les possédants, aiment à s'adonner à des exagérations fantastiques. Mais celui qui pense d'une façon irrationnelle sur un point, le fait aussi d'habitude sur tels autres. Et c'est pourquoi je ne m'étonne nullement que le même Plekhanow, tant indigné de ne pas me voir présenter comme désespérée la situation des ouvriers, n'a rien à opposer à mes allégations, concernant l'impossibilité d'abandonner avant longtemps encore le principe de la responsabilité personnelle des individus capables de travail, rien que l'écrasante qualification de « philistin ». On n'est pas pour rien le philosophe de l'irresponsabilité.

Ceux qui connaissent de près le véritable mouvement ouvrier verront cependant que

(1) Ici je reconnais m'être laissé peut-être un peu trop entraîner par la discussion. Prises textuellement, les propositions susdites, sont sans doute exagérées. Ce que je visais en réalité, ce sont les problèmes d'organisation et d'administration et les grandes différences dans la productibilité des diverses branches de production. J'ai constaté cela déjà vis-à-vis de la critique allemande. E. B.

l'absence de ce genre de qualités, qui semblent « philistines » aux prolétaires de circonstance issus de la bourgeoisie, n'y est pas très goûtée, qu'on n'y cajole pas du tout le prolétarisme moral, mais que, bien au contraire, on s'y donne beaucoup de mal pour faire d'un prolétaire un « philistin ». Avec le prolétaire vagabond, sans foyer et sans famille, nul sérieux et durable mouvement syndical ne serait possible. Ce n'est pas un préjugé bourgeois, mais une conviction acquise par un travail d'organisation de plusieurs dizaines d'années qui a fait de tant de leaders ouvriers anglais — socialistes et non-socialistes — des partisans fervents du mouvement en faveur de la tempérance. Les socialistes-ouvriers connaissent les défauts de leur classe, et, loin de les glorifier, les consciencieux d'entre eux cherchent à les combattre de toutes leurs forces.

Je veux encore revenir à l'allégation de Liebknecht que je me serais laissé imposer par l'énorme développement de la bourgeoisie anglaise. Cela n'est vrai qu'en tant que je me suis convaincu de l'inexactitude des affirmations concernant la disparition des classes moyennes, affirmations qui pendant longtemps ont eu cours dans notre littérature et étaient basées sur les données d'une statistique défectueuse. Mais cela seul n'a pas suffi pour modifier ma façon de penser, quant à la rapidité et au caractère de l'évolution vers le socialisme. D'une influence beaucoup plus grande fut, sous ce rapport, ce qu'une connaissance plus approfondie du mouvement ouvrier classique des temps mo-

derne m'a enseigné. Et, sans vouloir généraliser sans discernement, je suis convaincu, et j'ai entendu de différents côtés confirmer qu'en principe il n'en est pas autrement, dans les pays continentaux, qu'en Angleterre. Il ne s'agit pas ici de phénomènes nationaux, mais internationaux.

Nous ne pouvons pas exiger d'une classe dont la grande majorité est mal logée, peu instruite et insuffisamment salariée, ce degré élevé d'intelligence et de moralité qui devra résulter de l'institution et du fonctionnement durable d'une communauté socialiste. Nous ne voulons donc pas le lui attribuer. Réjouissons-nous de la grande somme d'intelligence, d'abnégation et d'activité que le mouvement ouvrier moderne a en partie révélée, en partie engendrée, mais ne reportons pas, sans discernement, sur la masse, sur les millions, ce qui sans contredit se peut dire de l'élite — mettons de quelques centaines de mille. Je ne veux pas répéter tout ce qui m'a été dit sous ce rapport verbalement et par écrit, par les ouvriers, et je n'ai pas non plus à me défendre, vis-à-vis de gens intelligents, de la suspicion de pharisaisme et d'étroitesse d'esprit. Mais j'avoue volontiers qu'ici je mesure avec deux mesures. C'est justement parce que j'espère tout de la classe ouvrière que j'apprécie tout ce qui tend à la corruption de son jugement moral avec infiniment plus de sévérité que ce qui se fait, dans cet ordre d'idées, dans les classes supérieures, et que je constate avec le plus grand regret comment dans certains organes de la presse ouvrière une sorte de dé-

cadence littéraire s'étale qui ne saurait avoir qu'une action déconcertante et, finalement, corruptrice. La classe ouvrière a besoin d'une morale saine et non pas d'un état d'esprit blasé et décadent. Il est de peu d'importance, en somme, qu'elle ait ou non un but final déterminé, pourvu qu'elle poursuive énergiquement la réalisation des buts les plus proches. Le point capital est que ces buts soient pénétrés d'un principe déterminé qui est l'expression d'un état supérieur de la vie sociale tout entière et d'une conception sociale qui signifie, dans l'évolution universelle, un progrès en même temps qu'une morale et une justice supérieures.

Dans ce sens-là, je ne peux pas souscrire à la sentence : « La classe ouvrière n'a pas d'idéaux à réaliser. » J'y vois plutôt le produit d'une erreur, à moins qu'elle ne soit une simple boutade. Et c'est dans ce sens encore que j'ai invoqué, à l'époque, contre le « cant » qui cherche à s'introduire dans le mouvement ouvrier sous le couvert de la dialectique hégélienne, l'esprit du grand philosophe de Königsberg, la critique de la raison pure. Les attaques de fureur, où j'ai par là mis M. Plekhanow, ont fortifié ma conviction que la socialdémocratie a besoin d'un Kant qui en finirait une bonne fois avec les théories défraîchies ; qui démontrerait que son matérialisme apparent est au plus haut degré de l'idéologie — une idéologie d'autant plus facilement égarante — et que le mépris de l'idéal, l'exaltation des facteurs matériels au point d'en faire des puissances omnipotentes de l'évolution sont des erreurs constatées, cha-

que fois que l'occasion s'en est présentée, par ceux-là mêmes qui les proclament. Un homme semblable, qui exposerait avec une netteté convaincante ce qui, de l'œuvre de nos grands précurseurs, mérite et est destiné à être conservé, et ce qui en peut et doit être écarté, nous mettrait aussi à même d'apprécier avec plus d'impartialité ces travaux qui, bien que ne partant pas des mêmes points de vue qui nous semblent actuellement indiscutables, visent pourtant au même but en vue duquel lutte la socialdémocratie. Nul penseur impartial ne niera que sous ce rapport la critique socialiste ait souvent faibli. J'ai, pour ma part, fait comme les autres et je ne jette donc la pierre à personne. Mais c'est justement parce que je m'en suis moi-même rendu coupable que je crois avoir le droit de proclamer l'urgence d'y remédier....

Ce qu'il faut au mouvement socialiste contemporain, c'est, à côté des esprits combatifs, d'autres ordonnant et condensant, assez élevés pour séparer l'ivraie de la bonne graine, et qui pensent assez largement pour reconnaître aussi la petite plante germée dans un autre champ que le leur propre,

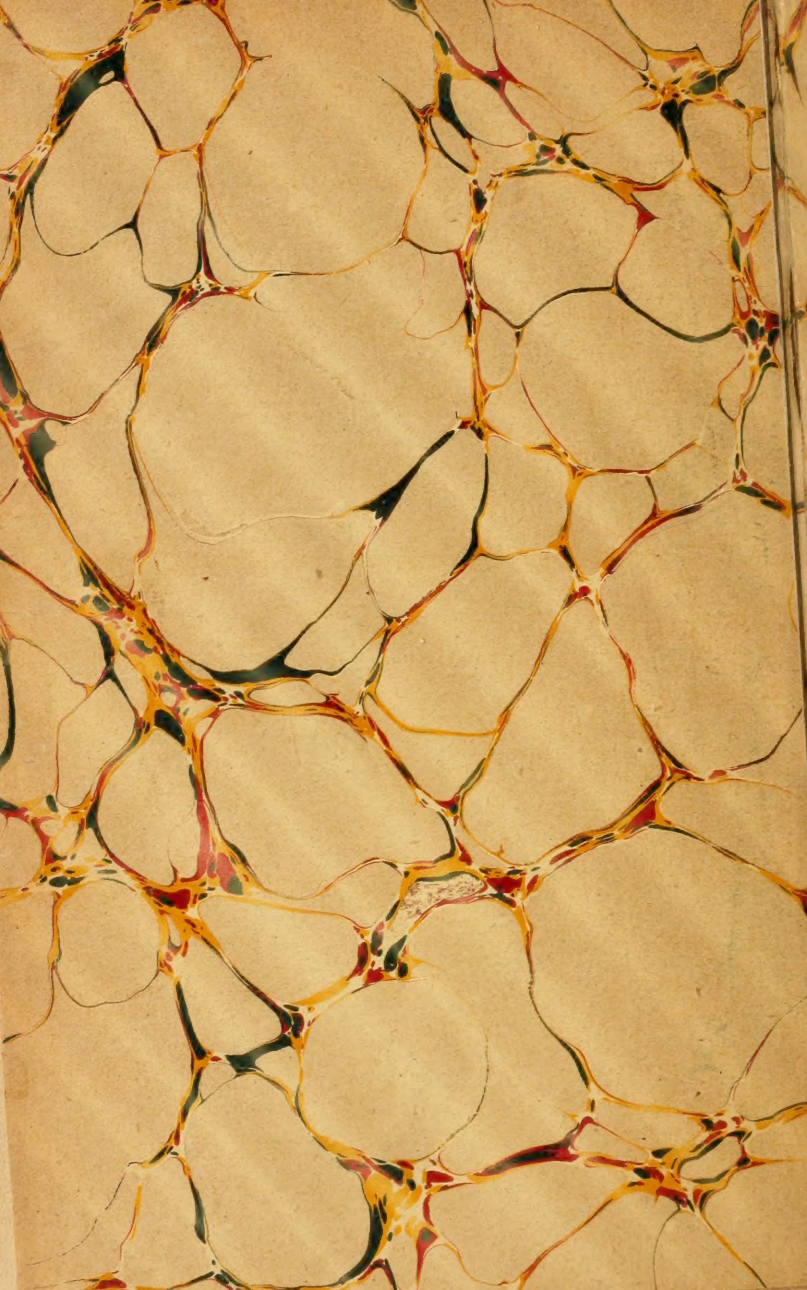
Des hommes en un mot qui, s'ils ne sont pas des rois peut-être, sont du moins des républicains ardents dans l'empire de la pensée socialiste.

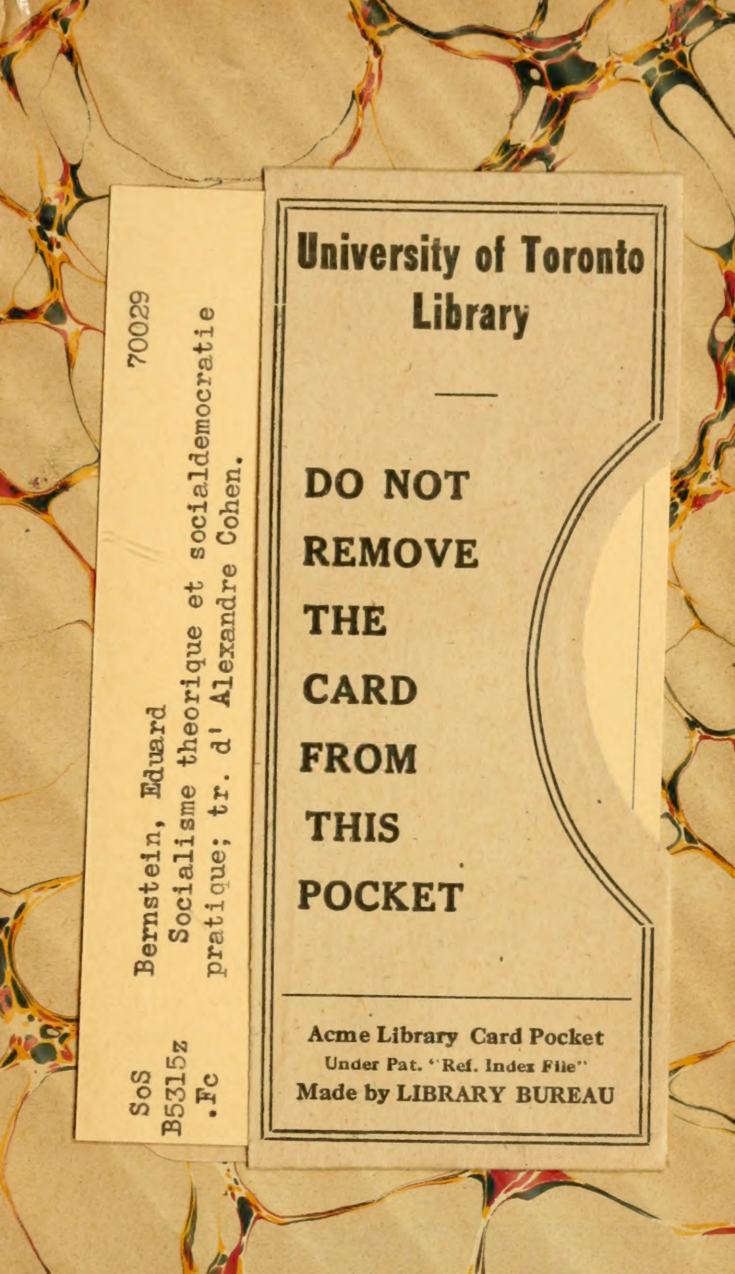
FIN

TABLE DES MATIÈRES

FIN DE LA TABLE

Imprimerie DESTENAY, Bussière frères. — Saint-Amand (Cher).




SoS
B5315z
.Fc
Bernstein, Eduard
Socialisme theorique et socialdemocratie
pratique; tr. d' Alexandre Cohen.
70029
University of Toronto
Library
DO NOT
REMOVE
THE
CARD
FROM
THIS
POCKET
Acme Library Card Pocket
Under Pat. "Ref. Index File"
Made by LIBRARY BUREAU